

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR  
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (CEPALC)**

**RAPPORT BIENNAL  
(28 avril 1994 – 20 avril 1996)**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
DOCUMENTS OFFICIELS, 1996  
SUPPLEMENT N° 17**



**NATIONS UNIES  
Santiago du Chili, 1996**





	<u>Page</u>
Sous-programme 13: Activités sous-régionales dans les Caraïbes . . . . .	197
Sous-programme 14: Intégration et coopération régionales . . . . .	219
Sociétés transnationales . . . . .	224
<b>2. SERVICES COMMUNS D'APPUI . . . . .</b>	<b>229</b>
Division opérationnelle et de planification des programmes . . . . .	229
Division des documents et des publications . . . . .	231
Bibliothèque de la CEPALC . . . . .	233
Centre de calcul électronique . . . . .	235
Groupe des services d'information . . . . .	236
Groupe des services de conférence . . . . .	238
<b>C. RAPPORTS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET D'AUTRES ORGANISATIONS . . . . .</b>	<b>239</b>
Annexe 1: Projets de coopération technique exécutés a l'aide de fonds extrabudgétaires . . . . .	241
Annexe 2: Réunions organisées par le système de la CEPALC . . . . .	250
<b>III. VINGT-SIXIEME SESSION DE LA COMMISSION . . . . .</b>	<b>263</b>
<b>A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX . . . . .</b>	<b>263</b>
Lieu et date de la réunion . . . . .	263
Participants . . . . .	263
Vérification des pouvoirs . . . . .	264
Election du Bureau . . . . .	264
Organisation des travaux . . . . .	265
Documents . . . . .	265
<b>B. ORDRE DU JOUR . . . . .</b>	<b>266</b>
<b>C. SEANCES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE . . . . .</b>	<b>267</b>
<b>D. COMPTE-RENDU DU RAPPORTEUR . . . . .</b>	<b>272</b>
<b>E. ADOPTION DES PROJETS DE RESOLUTION . . . . .</b>	<b>276</b>
<b>F. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CEPALC A SA VINGT-SIXIEME SESSION . . . . .</b>	<b>277</b>
552(XXVI) Consolidation du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes . . . . .	278

	<u>Page</u>
553(XXVI) La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC . . . . .	283
554(XXVI) Appui aux travaux de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) . . . . .	286
555(XXVI) Centre latino-américain de démographie (CELADE) . . . . .	288
556(XXVI) Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement . . . . .	290
557(XXVI) Calendrier de conférences de la CEPALC pour la période 1996-1998 . . . . .	292
558(XXVI) Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001 . . . . .	296
559(XXVI) Programme de travail de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour l'exercice biennal 1998-1999 . . . . .	297
560(XXVI) Coopération technique entre pays et régions en développement .	298
561(XXVI) Admission d'Anguilla en qualité de membre associé de la CEPALC . . . . .	300
562(XXVI) Lieu et date de la prochaine session . . . . .	301
 Annexe 1: RAPPORT DU COMITE SPECIAL DE SESSION SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT . . . . .	 303
 Annexe 2: RAPPORT DU COMITE DE LA COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS ET REGIONS EN DEVELOPPEMENT . . . . .	 305
 Annexe 3: LISTE DE DOCUMENTS . . . . .	 307

## ACRONYMES

ALADI	Association latino-américaine d'intégration
BID	Banque interaméricaine de développement
CAF	Société andine de développement
CDCC	Comité de développement et de coopération des Caraïbes
CEGAN	Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau
CESPAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CLADES	Centre latino-américain de documentation économique et sociale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
ILPES	Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale
JUNAC	Conseil de l'Accord de Carthagène
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des Etats américains
OIT	Organisation internationale du travail
OLADE	Organisation latino-américaine de l'énergie
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PREALC	Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes
SELA	Système économique latino-américain
UE	Union européenne
UNCTAD	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNSTAT	Division des statistiques des Nations Unies
UNU	Université des Nations Unies

## INTRODUCTION

Ce trente-huitième rapport d'activités de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes concerne la période comprise entre le 28 avril 1994 et le 20 avril 1996. Il comprend la relation des travaux de la vingt-sixième session de la Commission tenue à San José (Costa Rica), du 15 au 20 avril 1996.

### I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL OU PORTEES A SON ATTENTION

#### A. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL

A sa vingt-sixième session, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été invitée par le Gouvernement d'Aruba à tenir sa vingt-septième session à Aruba, en 1998. Le 20 avril, la Commission a adopté la résolution 562(XXVI), par laquelle elle accepte cette invitation et recommande au Conseil économique et social d'approuver la tenue de la vingt-sixième session de la CEPALC à Aruba en 1998.

#### B. QUESTIONS PORTEES A L'ATTENTION DU CONSEIL

Lors de sa vingt-sixième session, tenue du 15 au 20 avril 1996, la Commission a adopté trois résolutions qui présentent un intérêt particulier pour le Conseil économique et social.

Dans sa résolution 561(XXVI), "Admission d'Anguilla en qualité de membre associé de la CEPALC", la Commission décide d'admettre Anguilla en qualité de membre associé de la CEPALC.

Dans la résolution 552(XXVI), "Consolidation du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes", la Commission accueille avec satisfaction le document élaboré par le secrétariat de la CEPALC intitulé "Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie" et le considère comme un cadre de référence pertinent pour dresser le bilan du processus de transformations économiques des quinze dernières années et pour offrir aux gouvernements des suggestions sur la manière de renforcer le développement. Dans cette résolution, la Commission réaffirme l'importance de veiller aux processus de modernisation de la production des petites et moyennes entreprises, en facilitant leur accès au financement, et demande instamment au secrétariat, dans le cadre de ses futurs travaux, d'accorder une attention particulière à la situation et aux besoins spéciaux des économies de faible envergure de la région.

Dans la résolution 553(XXVI), "La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC", la Commission affirme que la CEPALC est particulièrement compétente pour affronter en Amérique latine et dans les Caraïbes les tâches qui lui ont été confiées par le Conseil économique et social dans le cadre d'une Organisation des Nations Unies restructurée. La CEPALC doit, par conséquent, exercer ses activités en tant que centre d'excellence chargé de collaborer avec les Etats membres à une analyse intégrée des processus de développement axée sur l'élaboration, le suivi et l'évaluation de politiques publiques, assortie d'une prestation de services opérationnels dans les domaines de l'information spécialisée, des services consultatifs, d'une action de formation et de soutien en faveur de la coopération régionale et internationale. La Commission recommande également que la CEPALC poursuive ses efforts pour améliorer sa performance, sa productivité, son impact, son efficience et son efficacité, et décide de créer un groupe spécial de travail ouvert à tous les pays membres de la CEPALC, lequel aura pour mandat de définir les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures. Le groupe de travail spécial devra établir un rapport d'activités qui sera transmis par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif à la reprise de la session de fond du Conseil économique et social aux fins d'examen à la cinquante-et-unième session ordinaire de l'Assemblée générale.

#### D'autres résolutions adoptées par la CEPALC à sa vingt-sixième session

A la même réunion, la Commission a adopté des résolutions concernant les travaux de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) (résolution 554(XXVI)) et le Centre latino-américain de démographie (résolution 555(XXVI)). Elle a aussi adopté d'autres résolutions sur le programme de travail de la Commission pour l'exercice biennal 1998-1999 (résolution 559(XXVI)), le calendrier de conférences de la CEPALC pour la période 1996-1998 (résolution 557(XXVI)), le Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement (résolution 556(XXVI)), le Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001 (résolution 558(XXVI)) et sur la coopération technique entre pays et régions en développement (résolution 560(XXVI)).

## II. TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS LA VINGT-CINQUIEME SESSION

### Introduction

Ce rapport d'activités de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) couvre la période biennale écoulée depuis la dernière session de la Commission tenue en avril 1994. Il contient une synthèse des travaux menés dans le cadre du programme de travail du système de la CEPALC, lequel comprend l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) et le Centre latino-américain de démographie (CELADE). Il est présenté en trois sections principales et deux annexes.

La section A concerne les activités des organes subsidiaires et des comités spéciaux, à savoir le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN), le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC), le Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, le Bureau du Conseil régional de planification de l'ILPES et la Commission interinstitutions chargée de l'exécution des décisions du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CCE). Dans chaque cas, les activités pertinentes font l'objet d'une brève description, au même titre que les décisions et les accords adoptés.

Le présent rapport contient également une synthèse des principaux aspects de la troisième Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes; de la Réunion régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), de la neuvième Conférence des ministres et des responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes; de la dixième Réunion du Conseil régional de planification (CRP); de la dix-septième Réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification et de la Réunion des directeurs de statistique des Amériques.

La section B est consacrée aux activités menées à bien dans le cadre du programme de travail du secrétariat, le point 1 correspondant aux programmes de fond et le point 2 aux activités d'appui.

La présentation des activités de fond obéit essentiellement à la nouvelle structure programmatique émanée du Plan à moyen terme pour la période 1992-1997 qui vise à en faciliter l'étude comparative par rapport au budget par programme établi pour l'exercice biennal 1996-1997 ainsi qu'au projet de programme de travail pour la période biennale 1998-1999, lequel sera soumis à la considération de la Commission au cours de la vingt-sixième session.

Cette section du rapport comprend, au point 1, une relation des travaux multidisciplinaires réalisés conjointement par les groupes organiques de la CEPALC et matérialisés dans les documents présentés aux réunions de la Commission. On y met l'accent sur l'approche globale du secrétariat quant aux options

et aux facteurs qui influent sur le développement économique et social des pays de la région. Viennent ensuite une description détaillée des activités de la Revista de la CEPAL et une présentation des travaux menés dans le cadre de chacun des quatorze sous-programmes de fond. Ce rapport contient finalement un résumé des activités menées par le Groupe commun CEPALC/CNUCED des sociétés transnationales.

L'information correspondant à chacun des sous-programmes est présentée sous la forme d'une synthèse décrivant l'orientation générale et les aspects les plus saillants des travaux accomplis, suivie d'une énumération exhaustive des produits résultant de ces travaux, lesquels sont regroupés en quatre catégories: i) documents, ii) réunions, séminaires et conférences; iii) coopération technique; et iv) formation et bourses.

Ces groupes sont, à leur tour, sous-divisés; c'est ainsi qu'on distingue, dans la catégorie documents, les publications éditées par la CEPALC, les livres publiés moyennant contrat d'édition et les articles parus dans des publications externes. Les réunions, séminaires et conférences sont de deux types: ceux organisés dans le cadre des activités du sous-programme en question et ceux parrainés ou convoqués par d'autres institutions auxquels la Commission n'a fait que participer. Enfin, la coopération technique est structurée en fonction des organismes et des pays membres bénéficiaires.

Le point 2 de la section B correspond au résumé des principales activités d'appui technique réalisées par la Division opérationnelle et de planification des programmes, chargée de la gestion de la coopération technique, ainsi que par la Division des documents et des publications, la Bibliothèque, le Centre de calcul électronique, le Groupe des services de l'information et le Groupe des services de conférences.

La section C concerne les rapports de collaboration, de coordination et de consultation existant entre la CEPALC et différentes institutions spécialisées et organisations, tant intergouvernementales que gouvernementales, au cours de la période faisant l'objet de ce rapport.

Finalement, l'annexe 1 contient une liste des projets de coopération techniques menés à bien au cours de la période en question avec, en regard de chacun d'eux, les dates de commencement et d'achèvement ainsi que les sources de financement respectives. L'annexe 2 comprend une énumération, par ordre chronologique, des réunions organisées par le système de la CEPALC, le lieu et la date à laquelle elles ont été tenues, ainsi que le sous-programme dans lequel elles s'inscrivent.

## A. ACTIVITES DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET DES COMITES SPECIAUX

### Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)

La dix-neuvième session du CEGAN a été tenue à Santiago du Chili, du 1er au 4 mars 1994.

Cette réunion a été essentiellement consacrée à la préparation de la vingt-cinquième session de la Commission, qui allait se tenir le mois suivant, en avril 1994; le CEGAN s'est donc penché sur certaines questions de fond inscrites à l'ordre du jour de cette réunion, à savoir l'intégration économique, l'insertion au sein de l'économie mondiale et la transformation du processus de production dans un climat d'équité, le Sommet mondial sur le développement social et le Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement.

Le secrétariat a saisi le Comité de deux documents de travail intitulés "El regionalismo abierto en América Latina y el Caribe: la integración económica al servicio de la transformación productiva con equidad" (LC/L.808(CEG.19/3)) ["Le régionalisme ouvert en Amérique latine et aux Caraïbes: l'intégration économique au service de la transformation du processus de production dans un climat d'équité" (LC/G.1801(SES.25/4))] et "América Latina y el Caribe: políticas para mejorar la inserción en la economía mundial" (LC/L.809(CEG.19/4)).

Ces deux documents ont été favorablement accueillis par les participants et ont donné lieu à un échange de vues particulièrement intéressant. Ces derniers ont conclu que la vingt-cinquième session de la CEPALC constituerait le cadre adéquat pour une analyse plus fine des deux sujets abordés.

Dans le cadre du Sommet mondial pour le développement social, le secrétariat a également présenté un document intitulé "La Cumbre Social: una visión desde América Latina y el Caribe" (Nota de la Secretaría) (LC/L.810(CEG.19/5)). Les délégués ont demandé au secrétariat d'élaborer un document pouvant servir de base aux débats qui seront tenus en la matière lors de l'étape technique de la vingt-cinquième session de la Commission.

Il a été convenu de créer un groupe de travail chargé d'étudier l'avant-projet du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement préparé par le secrétariat avec le concours du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), en consultation avec les pays membres et les membres associés et conformément aux directives du Bureau du CEGAN. A l'issue d'un examen approfondi, le groupe de travail a approuvé l'avant-projet qui sera soumis à la considération de la vingt-cinquième session de la Commission.

### Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)

Le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) a tenu sa quinzième session à Saint-Domingue (République dominicaine), du 26 au 29 juillet 1994. L'étape technique s'est déroulée les 26 et 27 juillet et l'étape ministérielle les 28 et 29 juillet 1994.

L'un des principaux points inscrits à l'ordre du jour de cette réunion était la question de la coopération et du développement économiques entre les pays membres du CDCC, notamment en ce qui concerne les nouvelles modalités de coopération régionale. Les débats portèrent également sur l'examen

du programme de travail conjoint du Comité et de la CEPALC pour l'exercice biennal 1992-1993 et des programmes prévus pour les périodes biennales 1994-1995 et 1996-1997. Le Comité s'est en outre penché sur l'actualisation des travaux préparatoires des conférences des Nations Unies, la situation d'Haïti et les rapports du Conseil des Caraïbes pour la science et la technique et du groupe de travail sur les pays non indépendants des Caraïbes.

A l'issue de sa quinzième session, le Comité a adopté quatre résolutions. Dans la résolution 41(XV), il réitère sa volonté d'encourager le multilinguisme dans les Caraïbes (résolution 28(XII) et fait sien le projet conjoint avec la CEPALC contenu dans le document intitulé Removal of language barriers in the Caribbean (Suppression des barrières linguistiques dans les Caraïbes). Dans la résolution 42(XV), le Comité demande à son secrétariat, en collaboration avec le Conseil des Caraïbes pour la science et la technique, d'évaluer les travaux menés par le Conseil au cours des dix dernières années et d'en réviser le mandat, les objectifs, les fonctions et la structure. Dans la résolution 43(XV), le Comité reconnaît la nécessité que la communauté internationale continue d'apporter une aide humanitaire à Haïti et demande au secrétariat de faciliter la mise en oeuvre de cette résolution. Finalement, dans la résolution 44(XV), le Comité prend note avec satisfaction de l'adoption de dispositions prévoyant l'octroi de la qualité d'observateurs aux membres associés et demande à ses Etats membres d'appuyer la demande formulée par ces derniers afin de participer en tant que tels aux conférences mondiales des Nations Unies lorsque ce point sera abordé par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social.

Le rapport adopté à l'issue de la quinzième session du Comité (LC/CAR/G.433, du 30 novembre 1994) comprend les résolutions y adoptées ainsi qu'un résumé complet de la réunion durant laquelle ont été analysées les activités menées par le Comité au cours de l'année écoulée et a été adopté le programme de travail pour la période biennale 1995-1996.

#### Seizième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes

La seizième session du Comité se tiendra du 5 au 8 février 1996 à St. John's (Antigua). Outre l'examen réglementaire de la mise en oeuvre du programme de travail du Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, installé à Port-of-Spain, l'ordre du jour prévoit une analyse des activités menées dans les Caraïbes en ce qui concerne la Conférence internationale sur la population et le développement, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Sommet mondial pour le développement social et la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement. Un rapport a été rédigé sur les travaux préparatoires exécutés au Bureau sous-régional et les Etats membres ont été priés de faire parvenir leurs propositions d'activités de suivi pour l'avenir.

La seizième session du Comité devrait être consacrée à l'examen de divers aspects de la coopération et du développement économiques, en particulier à la participation des pays des Caraïbes aux accords de libre-échange, notamment à l'Accord de libre-échange nord-américain et la Zone de libre-échange des Amériques, ainsi qu'à l'importance de l'Organisation mondiale du commerce, du GATT et d'autres accords visant à faciliter la libération des échanges commerciaux.

Le Comité a demandé aux Etats membres d'analyser l'intégration dans la région de la Caraïbe, conçue en tant que levier du développement, et en particulier l'harmonisation entre les activités menées dans ce domaine à l'échelon régional et sur le plan mondial.

On prévoit également, au cours de cette seizième session du Comité, d'étudier la situation des petits Etats insulaires et l'incorporation d'Anguilla et des îles Turques et Caïques aux activités futures du CDCC.

### Troisième réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes

La troisième réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est déroulée à Quito (Equateur), du 16 au 18 novembre 1994. Cette réunion a été constituée d'une étape technique, tenue le 16, et d'une étape ministérielle, réalisée les 17 et 18 (voir le document LC/R.1470).

Les travaux prévus pour l'étape technique ont été confiés à trois groupes qui se sont réunis simultanément pour analyser les activités réalisées depuis la réunion antérieure dans les domaines suivants: gestion des établissements humains (Groupe 1), financement, technologie et normalisation (Groupe 2), et travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (Groupe 3).

Durant l'étape ministérielle, les participants ont été informés des conclusions des groupes de travail de l'étape technique, des travaux préparatoires du Sommet mondial pour le développement social, ainsi que des plans et programmes de divers organismes intergouvernementaux, multilatéraux, gouvernementaux, professionnels, etc. Le Secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains a fait la relation des objectifs et des travaux préparatoires d'Habitat II.

A l'issue de cette réunion, les participants ont adopté la Déclaration de Quito dans laquelle ils réaffirment leur volonté politique d'appuyer Habitat II et d'en faciliter les préparatifs; ils sont également convenus de définir la position commune de la région; de favoriser la prise en compte, dans le programme de travail et dans les conclusions du Sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement, les questions relatives à la vie urbaine, aux établissements humains, au logement et à l'infrastructure sociale de base; et de mettre sur pied un comité de coordination ouvert aux ministres et aux autorités pertinentes, composé par la Colombie, le Chili et l'Equateur, afin d'amorcer des activités permanentes dans les domaines prioritaires du secteur et guider les travaux du secrétariat technique.

### Dix-huitième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes

La dix-huitième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes a eu lieu les 30 juin et 1er juillet 1994 à Curaçao (Antilles néerlandaises) (voir document LC/L.863(MDM.18/2)).

Les participants à la réunion ont étudié les documents et l'ordre du jour de la sixième Conférence régionale. Ils ont également été informés des rapports nationaux reçus jusqu'alors par le secrétariat, dont la révision est prévue dans le diagnostic qui sera présenté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Dix-neuvième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes

La dix-neuvième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est tenue le 24 septembre 1994 à Mar del Plata (Argentine) (voir document LC/L.876(MDM.19/1)).

Le Bureau a étudié les documents de la sixième Conférence régionale et a recommandé l'examen, à cette Conférence, d'une résolution concernant ses fonctions, notamment pour la suite à donner à la mise en oeuvre du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001.

Sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes

La sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est tenue du 25 au 29 septembre 1994 à Mar del Plata (Argentine). Elle a été convoquée par le Secrétaire exécutif de la CEPALC aux termes de la résolution 537(XXV) de la CEPALC. Elle avait pour but d'évaluer la situation des femmes de la région depuis la cinquième Conférence régionale (Curaçao, 1991), de servir de réunion régionale préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, réalisée à Beijing en septembre 1995 et d'adopter un Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes pour la période 1995-2001 (voir le document LC/G.1850(CRM.6/7)). Les participants à la Conférence se sont donc consacrés à l'examen de la situation des femmes dans les années 90, sur la base des documents préparés par le secrétariat et des rapports nationaux présentés par la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En outre, un groupe de travail ouvert a élaboré la version définitive du Programme d'action en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001.

Le Programme d'action en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001, adopté par les Etats membres de la CEPALC couvre huit domaines prioritaires: i) égalité des genres; ii) développement économique et social du point de vue du genre: participation équitable des femmes aux décisions, aux responsabilités et aux bénéfices du développement; iii) élimination de la pauvreté; iv) participation équitable des femmes à la prise de décisions et au pouvoir, dans les secteurs public et privé; v) droits de l'homme, paix et violence; vi) partage des responsabilités familiales; vii) reconnaissance du pluralisme culturel de la région et viii) assistance et coopération internationales.

Le Programme d'action régional est constitué d'un ensemble minimum de mesures consensuelles et est conçu en termes systémiques; en d'autres termes, il part de la base que les stratégies se renforcent mutuellement et que, pour parvenir aux résultats espérés, elles doivent être mises en oeuvre de façon coordonnée. Ce Programme a pour but de contribuer à l'amélioration de la situation de toutes les femmes de la région, quel que soit leur âge. Les différences existant entre les femmes y sont reconnues et une attention particulière est accordée aux femmes vivant dans les zones rurales, aux minorités et aux femmes qui connaissent une situation particulièrement désavantageuse, telles que les femmes déplacées ou exilées.

La Conférence a élu un Bureau composé par les représentantes de l'Argentine (présidence); des Antilles néerlandaises, de la Barbade, de la Bolivie, du Chili, de Cuba, de l'Equateur, du Honduras et de l'Uruguay (vice-présidences) et du Mexique (rapporteur).

Vingtième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes

La vingtième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est tenue du 16 au 18 novembre 1994 à Santiago du Chili et a été ouverte à tous les Etats membres de la CEPALC (voir document LC/L.872(MDM.20/3)). Etaient également présentes à cette réunion des représentantes d'organismes du système des Nations Unies, d'organisations internationales et du Forum des organisations non gouvernementales sur les femmes-Beijing'95.

La réunion avait pour but d'étudier et d'adopter les mesures stratégiques du Programme d'action régional proposées par les pays au cours de la sixième Conférence régionale.

Vingt-et-unième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes

La vingt-et-unième réunion du Bureau de la Conférence régionale s'est tenue les 3 et 4 juillet 1995 à Santiago du Chili. S'agissant de la dernière réunion du Bureau avant la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tous les Etats membres et membres associés de la CEPALC étaient invités à y participer afin de faciliter l'échange de données d'information (voir document LC/L.904(MDM.21/3)).

Le Bureau a analysé l'avant-projet de Plate-forme d'action à la lumière du Programme d'action en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001; il a également passé en revue les préparatifs régionaux et nationaux et pris des mesures pour faciliter la participation des pays de la région à la conférence mondiale.

Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CEE)

Le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CEE) a tenu une réunion extraordinaire au siège du Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico, le 10 mars 1995, afin de procéder à des échanges de vues et d'analyser l'avenir de l'intégration en Amérique centrale à la lumière des processus d'ajustement, des engagements du Sommet des Amériques et des nombreux processus de négociation actuellement en cours. Etaient présents à cette réunion les ministres d'économie du Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua, la CEPALC faisant office de secrétariat technique. Il s'agissait de la première réunion officielle de cet organisme de consultation et de réflexion après une longue période d'inactivité.

A l'issue de la réunion, les ministres sont convenus de demander au Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico, en sa qualité de secrétariat technique du Comité, d'intensifier ses travaux, dans le cadre général de son programme de travail ordinaire, dans les domaines suivants: a) étude de la protection effective, à la lumière des nouveaux objectifs de l'intégration économique; b) élaboration de propositions d'intégration entre pays centraméricains dans le cadre du régionalisme ouvert; et c) promotion et orientation de l'investissement productif en Amérique centrale. Les ministres ont également demandé qu'une réunion ordinaire du Comité soit convoquée au plus tôt.

### Onzième réunion ordinaire du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CEE)

Conformément au mandat émané de la réunion extraordinaire du Comité, tenue à Mexico en mars 1995, la CEPALC a convoqué la onzième réunion ordinaire du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale. Celle-ci a été effectuée les 28 et 29 septembre 1995 à Antigua (Guatemala), avec la participation d'autorités et de fonctionnaires gouvernementaux du Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Panama. Etaient également présents le Secrétaire général et plusieurs fonctionnaires du Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), le Secrétaire général du Conseil monétaire d'Amérique centrale et le Résident adjoint du PNUD au Guatemala. Le Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico a présenté une relation des travaux réalisés conformément aux décisions émanées de la réunion et les résultats obtenus dans les domaines suivants ont été analysés: a) l'intégration en Amérique centrale, b) le régionalisme ouvert et la protection effective et c) le financement de l'investissement et la croissance.

Les ministres sont convenus de maintenir la continuité de l'organisme et ont demandé à la CEPALC de poursuivre les travaux qu'elle mène dans les domaines mentionnés, auxquels viendraient s'ajouter des mesures propres à assurer la participation du Panama au processus d'intégration en Amérique centrale. Il a dès lors été décidé de centrer les efforts sur les études relatives à la protection effective basées sur des simulations de variations de tarifs douaniers, d'assurer le suivi du processus d'intégration, tant à l'échelon officiel qu'effectif, de fournir aux gouvernements une information actualisée sur les éléments référentiels de l'évaluation du cadre institutionnel, et renforcer la coopération et la coordination des activités avec le SIECA.

Finalement, il a été demandé à la CEPALC de convoquer la réunion ordinaire du CEE en 1996 et d'essayer, dans la mesure du possible de la faire coïncider avec la tenue de la vingt-cinquième session de la Commission.

### Neuvième Conférence des ministres et des responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes

La neuvième Conférence des ministres et des responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est tenue à Mexico, du 20 au 22 juillet 1994. Elle a été organisée conjointement par l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) et le Secrétariat des finances et du crédit public du Mexique. Cette conférence a réuni des représentants de 24 pays et plusieurs invités spéciaux. La cérémonie inaugurale a été présidée par M. Carlos Salinas de Gortari, Président du Mexique.

A l'issue de la réunion, consacrée à l'examen de la réforme et de la modernisation de l'Etat, les participants se sont engagés, à l'unanimité, à prendre des mesures propres à favoriser ce processus dans la région (voir "Réforme et modernisation de l'Etat" (LC/IP/R.144)).

### Dixième réunion du Conseil régional de planification de l'ILPES

La dixième réunion du Conseil régional de planification (CRP) s'est tenue à Mexico, les 21 et 22 juillet 1994. Les participants ont approuvé le rapport d'activités pour la période 1992-1993, les principes directeurs du programme de travail 1994-1998 et l'état financier (1993-1995). Ils ont également renouvelé leur soutien au Système ordinaire de contributions gouvernementales.

En outre, le Conseil a demandé à l'ILPES qu'il favorise l'échange de données d'expérience sur les processus de modernisation de l'Etat, notamment en ce qui concerne les privatisations, les systèmes d'appui de la gestion présidentielle, la gestion des processus d'intégration, l'utilisation de la technologie des communications et de l'informatique dans la gestion stratégique de l'Etat, les mécanismes d'intégration de la planification et du budget, et les rapports entre la gestion stratégique, les réformes structurelles et les politiques publiques. Le Conseil a également recommandé de renforcer la capacité de l'ILPES de façon à ce qu'il collabore avec les gouvernements pour mettre au point une vision régionale des mutations économiques et sociales et leur rapport avec les processus de réforme et de modernisation de l'Etat; de resserrer les liens avec les gouvernements, les universités et les centres d'enseignement; d'appuyer les programmes de postgraduat dans des domaines liés à ce nouveau type d'activités; et d'encourager les recherches et les échanges d'information sur les réformes institutionnelles tant sur le plan économique que social et politique. Le Conseil a demandé à l'ILPES de communiquer le montant du financement nécessaire à la réalisation de ces activités lors de la dix-septième réunion de son Bureau directeur.

Dans la résolution CRP/X/03, le Conseil a exprimé sa satisfaction de l'entrée de l'Espagne à cet organisme et a décidé d'ajouter un siège au sein du Bureau directeur de façon à ce que les pays situés hors de la région y soient également représentés. Il est en outre convenu que ce siège soit occupé par l'Espagne jusqu'à la réalisation des prochaines élections. De même, le Conseil a accepté l'offre du Venezuela d'accueillir la dix-septième réunion du Bureau directeur du Conseil, qui devrait avoir lieu pendant le deuxième semestre de 1995.

#### Dix-septième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification (CRP)

La dix-septième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification s'est tenue à Caracas (Venezuela), les 28 et 29 août 1995. Le principal point à l'ordre du jour de cette réunion était "El proceso decisorio público: evaluación de impactos y logro de consensos" (document LC/IP/R.158). Les représentants des pays membres du Bureau ont également analysé le rapport d'activités de l'Institut pour 1994 et le projet de programme de travail pour 1996 (document LC/IP/R.157). Ils ont ensuite examiné la situation financière de l'ILPES pour la période 1994-1996. A l'issue de la réunion, plusieurs résolutions ont été adoptées sur les thèmes mentionnés, ainsi qu'une résolution prônant le rétablissement du Bulletin de l'Institut, qui est réapparu fin septembre 1995 (document LC/IP/G.92).

#### Réunion régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)

Une réunion régionale préparatoire a été tenue du 13 au 17 novembre, au siège de la CEPALC, afin d'étudier l'évolution des établissements humains dans la région au cours de ces dernières décennies et d'adopter une position commune en vue de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) qui aura lieu à Istanbul en juin 1996. Cette réunion a été présidée par le Ministre du logement et de l'urbanisme du Chili. Des délégations provenant de 30 Etats membres de la Commission, composées de ministres, vice-ministres et responsables du logement et du développement urbain, ont participé à l'étape technique, les deux premiers jours, et à l'étape ministérielle qui clôtura la réunion. Etaient également présents un Etat membre associé, des représentants de plusieurs organisations des Nations Unies, d'institutions internationales et d'organisations non gouvernementales, ainsi que des invités spéciaux.

Sur la base du document intitulé "Alojar el desarrollo: una tarea para los asentamientos humanos" (LC/L.906/Rev.1), préparé par la CEPALC, les participants à la réunion technique ont formulé plusieurs propositions, cristallisées lors de l'étape ministérielle dans le Plan d'action régional sur les établissements humains. Ce plan reconnaît la nécessité d'accorder la priorité politique aux établissements humains et propose une série de mesures centrées sur l'équité et le combat contre la pauvreté dans les établissements. Une importance particulière est également attachée à l'amélioration de la productivité et à la protection de l'environnement dans les établissements humains, à la gouvernabilité des villes et à une meilleure efficacité des instruments de gestion urbaine et des logements.

C'est dans le cadre de cette réunion régionale préparatoire d'Habitat II que s'est également tenue, les 16 et 17 novembre, la quatrième Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cette réunion ministérielle a été inaugurée par le Ministre du développement urbain et du logement de l'Equateur, en sa qualité de secrétaire provisoire. Les participants ont d'abord pris note des progrès accomplis dans la réalisation des tâches confiées, lors de réunions antérieures, aux groupes techniques de certains pays dans plusieurs domaines tels que les statistiques sectorielles, le cadre institutionnel, le financement du logement urbain, la gestion du sol, ainsi que la technologie et la production de logements. Etant donné l'importance croissante de certaines questions associées aux établissements humains, il a été convenu d'amorcer de nouvelles activités relatives au subside pour le logement, la décentralisation, la pauvreté urbaine, le suivi des politiques de logement, etc. Les ministres et les responsables du logement ont décidé d'effectuer leur cinquième réunion régionale à Kingston (Jamaïque), en novembre 1996.

#### Réunion mixte OEA/CEPALC en matière de statistique

La première réunion mixte OEA/CEPALC en matière de statistique a été tenue au siège de la CEPALC à Santiago du Chili, du 11 au 14 octobre 1994 (voir le document LC/G.1848(SEM.80/10)), la CEPALC faisant office de secrétariat technique.

Cette réunion avait pour but de coordonner les activités de coopération menées par les deux organisations en matière de statistique dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. A cet effet, les secrétariats de la CEPALC et de l'OEA ont souscrit un accord visant à co-parrainer, tous les deux ans, une réunion mixte à haut niveau en matière de statistique, laquelle aurait lieu au siège de la CEPALC, à Santiago du Chili.

La CEPALC a servi de secrétariat technique à cette réunion à laquelle assistaient des représentants des pays suivants: Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Costa Rica, Cuba, Equateur, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela.

Etaient également présents, en tant qu'invités, des représentants de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale, la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA), le Centre interaméricain de formation statistique (CIENES), l'Office statistique de l'Union européenne (EUROSTAT), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), l'Institut interaméricain de statistique (IASI), le Fonds monétaire international (FMI), le Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC), le Bureau international du travail (BIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et la Division de statistique des Nations Unies (UNSD).

Plusieurs sujets ont été abordés à cette réunion: l'adaptation et la production de statistiques de base pour la mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993), les statistiques et les indicateurs de l'environnement, la mesure de l'économie non structurée, les indicateurs sociaux et la pauvreté, les politiques institutionnelles en matière de statistique, la diffusion de l'information statistique, la formation statistique et la coopération régionale en matière de statistique.

Pour faciliter les débats, la CEPALC avait préparé les documents suivants: "Actividades de cooperación en estadística realizados por la Comisión Económica para América Latina y el Caribe en el bienio 1993-1994 (LC/R.1430(SEM.80/2)); "Clasificación estadística europea uniforme única de actividades características de protección del medio ambiente" (LC/R.1431(SEM.80/3)); "Actividades de las organizaciones internacionales en el campo de las estadísticas, indicadores y cuentas del medio ambiente" (LC/R.1432(SEM.80/4)). D'autres documents ont été présentés sur les sous-programmes de travail du Programme de travail statistique international pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 1995-1996: "Adaptación y producción de estadísticas básicas en el marco de una estrategia regional para la implementación del Sistema de Cuentas Nacionales 1993 (SCN 1993)" (LC/R.1440(SEM.80/5)); "Estadísticas e indicadores del medio ambiente" (LC/R.1446(SEM.80/6)); "Estadísticas e indicadores sociales y de pobreza" (LC/R.1443(SEM.80/7)); "Difusión de la información estadística" (LC/R.1448(SEM.80/8)), et "Temas relacionados con el mejoramiento y ampliación de la producción de estadísticas básicas y de precios para la implementación del SCN 1993" (LC/R.1452(SEM.80/9)). De plus, les représentants des pays participant à la réunion ont présenté quelque 43 documents de référence.

A l'issue d'un débat approfondi sur les thèmes en question, plusieurs directeurs d'offices nationaux de statistique de pays de la région et certains représentants d'organisations internationales se sont engagés à adopter des mesures concrètes dans les domaines étudiés. Celles-ci seront mises en oeuvre au cours de la période biennale 1994-1996 et seront supervisées, pour la plupart, par la Division des statistiques et des projections économiques de la CEPALC.

En ce qui concerne la coopération régionale en matière de statistique, les participants ont choisi les domaines prioritaires suivants: le secteur non structuré de l'économie, la pauvreté, la formation, l'environnement, le commerce international, les services et les institutions.

## B. ACTIVITES DE FOND ET D'APPUI

### 1. ACTIVITES DE FOND

#### TRAVAUX MULTIDISCIPLINAIRES

Les travaux multidisciplinaires sont les documents élaborés en commun par les groupes organiques de la CEPALC en vue des réunions de la Commission où prime l'approche globale quant aux options et aux facteurs qui influent sur le développement économique et social des pays de la région.

Au cours de la période envisagée dans ce rapport, cinq documents de ce type ont été élaborés: deux en vue de la vingt-cinquième session de la Commission (Carthagène, 20-27 avril 1994), et un en vue de la vingt-sixième session (San José, 15-20 avril 1996). Ces documents sont intitulés comme suit:

i) Salud, equidad y transformación productiva en América Latina y el Caribe (LC/G.1813(SES.25/18)).

ii) El regionalismo abierto en América Latina y el Caribe. La integración económica al servicio de la transformación productiva con equidad (LC/G.1801(SES.25/4)); (LC/G.1801/Rev.1-P, version révisée).

iii) América Latina y el Caribe: políticas para mejorar la inserción en la economía mundial (LC/G.1800(SES.25/3)); (LC/G.1800/Rev.1-P, version révisée).

iv) Le sommet social: l'optique de l'Amérique latine et des Caraïbes. Note du secrétariat (LC/G.1802(SES.25/5)).

v) Consolider le développement: la tâche de l'Amérique latine et des Caraïbes dans les années 90 (LC/G.1898(SES.26/3)).

Dans le premier document, le secrétariat de la CEPALC aborde, en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé, la problématique de la santé en Amérique latine et aux Caraïbes à la lumière de la proposition sur la transformation du processus de production dans un climat d'équité. Cette étude a essentiellement pour but de cerner le cercle vertueux existant entre la santé, la transformation économique et l'amélioration de la compétitivité systémique. Et ce, essentiellement parce que la santé est un domaine où il est possible, à brève échéance, de progresser sur la voie de l'équité et de l'éradication de la pauvreté. On souligne également le fait que la santé permet de catalyser l'action menée dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'organisation du travail en vue d'améliorer la productivité et la compétitivité internationale. Finalement, l'étude fait ressortir l'action stimulante du secteur santé en tant qu'activité économique.

La CEPALC et l'OPS insistent sur le fait qu'il est urgent de parvenir à une couverture universelle des besoins de base en matière de santé; ces deux organisations suggèrent, à cet effet, la prestation d'un panier de base de soins de santé de plus en plus complets qui seraient gérés dans le cadre d'un système décentralisé au sein duquel l'Etat jouerait un rôle important tant sur le plan réglementaire que financier,

notamment en ce qui concerne la prise en charge des secteurs les plus démunis. A cet égard, l'étude contient un certain nombre de propositions quant au cadre institutionnel requis pour parvenir à cet objectif et souligne la nécessité de tenir compte du secteur santé dans les réformes économiques. D'autres aspects sont également abordés, tels que la composition du panier de base, les différents modes de financement et les modalités de prestation. L'étude met l'accent sur le concept selon lequel la sécurité face aux risques de maladie et de décès constitue un acquis propre à toute société moderne.

Dans le deuxième document, le secrétariat de la CEPALC propose l'adoption, en Amérique latine et aux Caraïbes, d'un concept qu'il a appelé "régionalisme ouvert" afin d'encourager une intégration économique entre les pays de la région propre à favoriser la transformation du processus de production et l'équité. Il présente, à cet égard, plusieurs propositions visant à assurer la continuité et la cohérence des différents accords officiels d'intégration économique.

Tous les gouvernements de la région ont consenti, au cours de ces dernières années, des efforts notables pour améliorer leur insertion au sein de l'économie internationale et affronter ainsi la mondialisation croissante de l'économie. A cet effet, l'action des pouvoirs publics doit viser à accroître la compétitivité internationale des biens et des services que chaque pays est en mesure d'offrir. C'est ainsi qu'ont été adoptées des politiques de libéralisation des échanges commerciaux et de déréglementation, de même qu'ont été conclus de nombreux accords de commerce préférentiel.

Quoique les accords officiels d'intégration peuvent, dans certains cas, aller à l'encontre des politiques visant à l'amélioration progressive des niveaux de compétitivité internationale, il est souhaitable et possible de parvenir à une complémentarité entre ces deux aspects. A cet effet, le secrétariat propose l'instauration d'un "régionalisme ouvert" entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce concept implique, entre autres actions communes, la mise en place d'un système de préférences au sein de l'Amérique latine —ou éventuellement de l'hémisphère— qui soit compatible avec les politiques adoptées en vue d'améliorer la compétitivité internationale.

Une telle stratégie, mettant l'intégration au service de la compétitivité internationale, permettrait aux pays de la région de renforcer leurs relations réciproques dans le domaine économique et, dans le même temps, d'améliorer leur insertion au sein de l'économie mondiale grâce à l'éventail plus vaste d'options dont ils disposeraient. Elle constituerait également la solution la plus néfaste, dans le cadre hypothétique d'un environnement international devenu défavorable.

Néanmoins, cette évolution dépendra essentiellement des caractéristiques des accords souscrits. C'est pourquoi le débat proposé ici porte non seulement sur les façons d'encourager l'intégration mais aussi sur les conditions que devront remplir les accords les plus pertinents. Il s'agit, en définitive, de soutenir les engagements existants afin qu'ils conduisent à des résultats tangibles, de discerner les écueils et les incompatibilités pouvant résulter de la pléthore d'accords souscrits afin d'y porter remède en temps opportun et, avant tout, de proposer certaines lignes directrices susceptibles d'assurer la continuité et la cohérence de ces engagements afin de tirer le meilleur parti possible de leur contribution potentielle à la transformation du processus de production dans un climat d'équité.

Le troisième document est une étude de l'état actuel de l'insertion mondiale de l'Amérique latine et des Caraïbes, accompagnée de propositions visant à l'améliorer.

En premier lieu, on propose, dans ce document, une série d'éléments propres à définir et à mettre en oeuvre une réforme commerciale intégrale, comprenant de nouvelles politiques en matière de

promotion des exportations, la prospection et le développement des ressources naturelles, minières et agricoles, la substitution efficace des importations et l'application de mesures para-tarifaires et de lutte contre la concurrence déloyale.

On explique ensuite les fondements d'une politique de développement productif propre à combler le retard des économies de la région en matière de productivité, ainsi que certaines options de politiques de développement productif s'offrant aux pays latino-américains et des Caraïbes.

Un troisième volet de ce document concerne la question de la stabilité macro-économique et les courants financiers internationaux sur la base des nouvelles caractéristiques de la reprise des mouvements de capitaux et leurs répercussions à l'échelon macro-économique. On examine ensuite les aspects ayant trait à la régulation, au contrôle et à la stabilité des organismes financiers et des marchés financiers et, finalement, l'incidence des mesures de politique sur les entrées de capitaux.

Quant au quatrième document, l'Assemblée générale des Nations Unies est convenue, dans sa résolution 47/92 du 16 décembre 1992, de convoquer un sommet mondial pour le développement social au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement, au début de l'année 1995. Dans cette résolution, l'Assemblée énumère les objectifs du sommet et décide que les questions essentielles qui devront être abordées seront les suivantes: "a) le renforcement de l'intégration sociale, en particulier des groupes les plus désavantagés et marginalisés; b) l'atténuation et la réduction de la pauvreté; et c) le développement des emplois productifs.

Aux termes de cette même résolution, l'Assemblée établit la marche à suivre dans le processus de préparation du Sommet et décide, notamment, de mettre sur pied un Comité préparatoire et prie les commissions régionales "d'inscrire le Sommet mondial pour le développement social à leur programme de travail pour 1993, en mettant l'accent en particulier sur la situation sociale de leurs régions respectives, de formuler des propositions à cet égard et d'établir un rapport de synthèse qui sera présenté à l'Assemblée générale lors de sa quarante-huitième session".

Conformément à ces directives, le secrétariat de la CEPALC a élaboré, en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), la note intitulée "Le sommet social: l'optique de l'Amérique latine et des Caraïbes" dans le but d'orienter les travaux préparatoires menés par les pays membres en vue de la Conférence compte tenu, avant tout, des attentes régionales quant aux résultats du Sommet.

La Note du secrétariat comprend une étude de l'environnement socio-économique aux niveaux mondial et régional, une proposition quant au cadre conceptuel dans lequel doivent s'inscrire, de l'avis du secrétariat, les thèmes spécifiques de la Conférence, un examen détaillé de chacune de ces questions et, finalement, quelques considérations sur la coopération internationale en matière de développement social.

Le cinquième document contient un bilan dressé par le secrétariat de la CEPALC quant aux processus de transformation des économies régionales; on y identifie les progrès les plus notables ainsi que les déficiences les plus manifestes et on y propose des principes directeurs propres à corriger les erreurs et consolider les progrès obtenus.

La première partie du document consiste en une révision des processus de réforme structurelle et des changements intervenus au niveau des politiques publiques, suivie d'une analyse du comportement des différentes économies, notamment en termes de stabilité et de croissance, d'épargne et d'investissement, de restructuration productive et de compétitivité internationale.

Sont ensuite analysés les principaux obstacles et les possibilités de concilier les équilibres macro-économiques, la réduction de la vulnérabilité dans l'affectation des ressources, et les conditions requises pour donner lieu à des processus de développement rapide et soutenu.

Le document contient finalement une étude, à la lumière de l'approche intégrée, des différentes options de politiques publiques susceptibles de contribuer à la consolidation du développement, en particulier au niveau des politiques macro-économiques visant à assurer la stabilité et la croissance, les mesures d'incitation de l'épargne et du développement financier, et les politiques propres à encourager la compétitivité et le développement productif.

## REVISTA DE LA CEPAL

Sept numéros de la Revista de la CEPAL ont été publiés, contenant un total de 82 articles.

Les travaux qui, pour la plupart, concernent les principaux aspects de la proposition de la CEPALC sur la transformation du processus de production dans un climat d'équité peuvent être classifiés en cinq grands groupes.

Le premier groupe comprend les articles relatifs aux politiques de développement productif, y compris l'application du progrès technique et ses conditions systémiques. On y analyse le concept de compétitivité, les politiques de productivité et de compétitivité dans le secteur agricole et dans plusieurs secteurs industriels, ainsi que l'importance du changement technologique dans les études structuralistes. On étudie les stratégies de gestion des entreprises appliquées par les opérateurs locaux et transnationaux dans certains pays et secteurs économiques, ainsi que les caractéristiques de certains marchés en particulier, notamment de la santé et du travail. De même, on examine la situation régionale en matière d'environnement et d'énergie, tant du point de vue de la gestion des ressources hydriques que de la privatisation des services publics pertinents.

Une deuxième catégorie est constituée par les articles consacrés aux aspects macro-économiques de la transformation productive. Ceux-ci incluent une étude du rapport libéralisation-développement productif, la modernisation du contrôle bancaire, la répression financière et le modèle de financement en Amérique latine, ainsi que l'abondance des capitaux étrangers et son incidence sur les politiques macro-économiques. On analyse également l'évolution de l'inflation dans plusieurs pays et l'interaction entre la stabilité et la structure en termes de croissance économique.

Dans le troisième groupe se trouvent les articles consacrés au développement social selon une approche intégrée. Ils sont surtout centrés sur l'ajustement et son incidence sur les dépenses sociales, la répartition du revenu et la pauvreté, ainsi que la distribution des dépenses en éducation et la réforme du système de pensions en Amérique latine. D'autres études portent sur l'évolution du travail féminin urbain et les résultats et obstacles observés dans l'éducation formelle des femmes. On étudie également le rapport entre le secteur non structuré et la pauvreté, ainsi que la situation des migrants et de la jeunesse rurale.

Le quatrième groupe correspond aux travaux relatifs à l'insertion économique internationale, et en particulier au régionalisme ouvert. Certains articles constituent une réflexion sur le comportement de l'Amérique latine et des Caraïbes face à l'économie mondiale, ainsi que sur les politiques commerciales de la région, notamment sur le plan de l'économie politique du protectionnisme après les négociations de l'Uruguay et l'effet de la politique commerciale et de change sur l'évolution des exportations. D'autres articles sont consacrés au régionalisme ouvert et à l'intégration économique, à l'étude des coûts et des bénéfices de l'intégration centraméricaine et les nouvelles répercussions des normes d'origine contrôlée. On étudie aussi les échanges économiques entre l'Amérique latine et plusieurs marchés internationaux, en particulier d'Asie et d'Europe. Finalement, la "maquila" aux Caraïbes et les mouvements de capitaux et le financement extérieur ont également été abordés.

La cinquième catégorie est celle des articles consacrés au contexte politique du développement et au type d'intervention publique. Il a notamment été question du rapport démocratie-développement; de nouvelles lignes directrices sont proposées aux fins de la gestion publique et certaines leçons sont dégagées des privatisations. On étudie également les processus de régionalisation et de décentralisation ainsi que les perspectives culturelles des propositions de la CEPALC.

D'autres articles contiennent une synthèse des différents aspects de la proposition de la CEPALC, ainsi que ses différences par rapport au néolibéralisme. Le rôle des Nations Unies dans la consolidation de la paix après les conflits a également été étudié.

La liste ci-après correspond aux titres des articles publiés dans les sept numéros de la Revista de la CEPAL parus au cours de la période biennale:

Revista de la CEPAL, n° 51 (LC/G.1792-P)

- Inauguración de la Sala Fernando Fajnzylber y lanzamiento de la Revista de la CEPAL n° 50
- Las transnacionales y la industria en los países en desarrollo
- ¿Dónde estamos en política industrial?
- El desafío de la competitividad industrial
- Integración y desintegración social rural
- Los pueblos indígenas y la modernidad
- Productividad y trabajo de la mujer en los Estados Unidos
- Efectos de las corrientes de capital sobre la base monetaria
- Viejas y nuevas políticas comerciales
- Integración y desviación de comercio
- Integración europea y comercio latinoamericano
- El actual debate sobre los recursos naturales

Revista de la CEPAL, n° 52 (LC/G.1824-P)

- Distribución del ingreso e incidencia de la pobreza a lo largo del ajuste
- Nuevas orientaciones para la gestión pública
- Industrias petroquímica y de máquinas herramientas: estrategias empresariales
- Productividad, crecimiento y exportaciones industriales de Brasil
- Maquila en el Caribe: la experiencia de Jamaica
- Elasticidad-precio de las exportaciones agrícolas de Centroamérica
- De la inflación crónica a la inflación moderada en el Ecuador
- Nuevas estrategias de las empresas transnacionales en la Argentina
- Informalidad y pobreza en América Latina
- Crisis y alternativas en los procesos de regionalización
- Una perspectiva cultural de las propuestas de la CEPAL
- La CEPAL y el neoliberalismo: entrevista a Fernando Fajnzylber

Revista de la CEPAL, n° 53 (LC/G.1832-P)

- América Latina y el Caribe frente a la economía mundial
- Afluencia de capitales externos y políticas macroeconómicas
- Represión financiera y patrón de financiamiento latinoamericano
- Políticas de competitividad
- Política industrial y fomento de la competitividad
- El regionalismo abierto y la integración económica
- Transformaciones del trabajo femenino urbano
- La gestión del agua y las cuencas en América Latina
- Políticas públicas y competitividad de las exportaciones agrícolas

- Agroindustria y transformación productiva de la pequeña agricultura
- Grupos privados nacionales en México, 1987-1993
- Evolución y perspectivas de la reforma y la apertura en China

Revista de la CEPAL, n° 54 (LC/G.1845-P)

- Mercados de salud: morfología, comportamiento y regulación
- ¿Liberalización o desarrollo financiero?
- Ajuste fiscal y gasto social
- Logros y obstáculos en la educación formal de las mujeres
- ¿Qué se entiende por flexibilidad del mercado del trabajo?
- Modernización de la supervisión bancaria
- Costos y beneficios de la integración centroamericana
- Algunas enseñanzas de las privatizaciones en Argentina
- Ventajas comparativas extraordinarias y crecimiento a largo plazo: el caso de Ecuador
- Industria cultural y nuevos códigos de modernidad

Revista de la CEPAL, n° 55 (LC/G.1858-P)

- Una síntesis de la propuesta de la CEPAL
- Consolidación de la paz después de los conflictos: un desafío para las Naciones Unidas
- Descentralización y democracia: el nuevo municipio latinoamericano
- Economía política del proteccionismo después de la Ronda Uruguay
- Política comercial e inserción internacional. Una perspectiva latinoamericana
- Movimientos de capital y financiamiento externo
- Impacto de la política cambiaria y comercial sobre el desempeño exportador en los años ochenta
- Situación y perspectivas ambientales en América Latina y el Caribe
- Expectativas de la juventud y el desarrollo rural
- Empresas transnacionales y cambios estructurales en la industria de Argentina, Brasil, Chile y México
- El Salvador: política industrial, comportamiento empresarial y perspectivas
- El cambio tecnológico en los análisis estructuralistas

Revista de la CEPAL, n° 56 (LC/G.1874-P)

- Democracia y desarrollo
- ¿Es posible crecer con equidad?
- Estabilidad y estructura: interacciones en el crecimiento económico
- Reforma a los sistemas de pensiones en América Latina
- Tendencias económicas en China: significado para el comercio con América Latina y el Caribe
- El intercambio económico entre América Latina y las economías dinámicas de Asia
- La relación económica entre América Latina y la Unión Europea
- Nuevas implicaciones de las reglas de origen
- Globalización y reestructuración energética en América Latina
- El caleidoscopio de la competitividad
- La privatización de los servicios públicos del agua
- ¿Cuánto se puede gastar en educación?
- Mujeres y migrantes: desigualdades en el mercado laboral de Santiago de Chile

Revista de la CEPAL, n° 57 (LC/G.1891-P)

- Las Naciones Unidas y la CEPAL en el cincuentenario de la Organización
- La creación de las Naciones Unidas y de la CEPAL
- Derechos humanos: el caso de los niños
- Gobernabilidad, competitividad e integración social
- Reforma laboral y equidad social: la privatización de los puertos
- Nuevas tendencias en las políticas salariales
- Centroamérica: desempeño macroeconómico y financiamiento social
- Panamá y la integración económica centroamericana
- La dualidad del tipo de cambio en la economía cubana de los noventa
- Transnacionalización e integración productiva en América Latina
- Índice de autores y de temas en la Revista de la CEPAL, números 1 al 57

## SOUS-PROGRAMME 1: AGRICULTURE ET ALIMENTATION

La plupart des activités du Groupe du développement agricole se sont inscrites dans le cadre du projet HOL/92/S12, "Formulation de politiques en vue de la transformation de la production agricole en Amérique latine et aux Caraïbes", co-financé par le gouvernement des Pays-Bas, et FRG/94/S05 "Promotion de l'intégration économique et sociale des petits et moyens agriculteurs à l'agro-industrie", co-financé par le gouvernement allemand.

Dans le cas du premier projet, les activités suivantes ont été menées à bien: i) préparer des études thématiques sur la transformation de la production agricole et la capacité d'intégration économique et sociale de l'agro-industrie (au sens le plus large du terme); ii) analyser les études par pays et les différentes recherches thématiques exécutées dans le cadre du projet, ainsi qu'une bibliographie complémentaire pertinente; et iii) en extraire les conclusions générales et orientations politiques présentées ultérieurement à plusieurs séminaires. Tous ces travaux, auxquels viendront s'incorporer les résultats de ces débats ainsi que les études de cas et les recherches thématiques, ont fait l'objet du document intitulé "Las relaciones agroindustriales y la transformación de la agricultura" (LC/L.919), publié en 1995.

Les activités menées dans le cadre du projet FRG/94/S05 —pour lesquelles les expériences et les conclusions du projet antérieur ont servi de référence, de même qu'une bibliographie exhaustive— sont les suivantes: i) élaborer un cadre théorique et conceptuel quant aux contrats (formels ou pas) passés entre les producteurs et les agro-industries; ii) analyser les études par pays effectuées dans le cadre du projet; iii) réaliser six séminaires nationaux; iv) faire une synthèse des principales conclusions et orientations politiques qui seront incluses dans un document par pays; et v) effectuer des missions visant à faire connaître et analyser ces documents dans les pays respectifs.

Dans le même temps, le Groupe a poursuivi l'examen des différentes situations et politiques agricoles dans d'autres parties du monde. En 1994, cet examen a été consacré à l'Asie du sud-est (Agriculture in Southeast Asia (LC/R.1514)), à l'Union européenne et aux Etats-Unis (documents internes).

Une autre activité a consisté à recueillir et à analyser l'information la plus récente quant à la recherche publique et privée en matière de biotechnologie. Un document préliminaire à ce sujet a été présenté fin 1994 à la réunion convoquée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), à Caracas. Les aspects saillants de cette étude, ainsi que les résultats d'une étude sur les systèmes nationaux d'innovation technologique dans le domaine agricole (Sistemas de innovación agrícola en América Latina y el Caribe (LC/R.1605)) ont été publiés et incorporés au chapitre pertinent du document qui sera présenté à la vingt-sixième session de la CEPALC en 1996. Le même sujet, cette fois en matière de sylviculture, est abordé dans un autre document (La innovación tecnológica en el sector forestal (LC/R.1602)).

Le Groupe a également élaboré l'étude intitulée "Senderos tecnológicos y apertura de los mercados agrícolas en América Latina y el Caribe" (LC/R.1601) qui sera également incluse dans le document destiné à la session.

Finalement, un autre type d'activité a été l'étude des marchés des facteurs terre et travail, ainsi que la compilation d'une bibliographie théorique et de statistiques récentes, activités qui ont permis de publier un article consacré à la jeunesse, au développement rural et à la migration dans la Revista de la CEPAL,

nº 55, et une actualisation sur la base des dernières données censitaires (¿Desarrollo rural sin jóvenes? (LC/R.1599)), ainsi qu'un document sur les marchés fonciers (After land reform, the market? (LC/R.1600)) et un autre sur l'emploi agricole (qui sera publié en 1996).

i) Documents

Mercados agrícolas y entorno económico mundial (LC/R.1397(SEM.79/2)).

Las relaciones contractuales y la transformación productiva de la agricultura en Guatemala (LC/R.1398(SEM.79/3)).

Agroindustria y transformación productiva de la pequeña agricultura: el caso de República Dominicana (LC/R.1408).

La articulación de la agroindustria de Paraguay con los productores primarios y los mercados (LC/R.1409).

Las relaciones agroindustriales y la transformación productiva: el caso de Nicaragua (LC/R.1410).

Las relaciones en América Latina y el Caribe entre las empresas agroindustriales y agroexportadoras con los pequeños y medianos agricultores (LC/R.1411).

Las cadenas agroindustriales de plantas medicinales y aromáticas, de condimentos y otros: importancia actual y posibilidades de desarrollo (LC/R.1412).

Agroindustria: articulação com os mercados e capacidade de integração socio-econômica da produção familiar (LC/R.1414).

América Latina: cuantificación de nuevas categorías agroindustriales (LC/R.1417).

Agriculture in Southeast Asia (LC/R.1514).

¿Desarrollo rural sin jóvenes? (LC/R.1599).

After land reform, the market? (LC/R.1600).

Senderos tecnológicos y apertura de los mercados agrícolas en América Latina y el Caribe (LC/R.1601).

La innovación tecnológica en el sector forestal (LC/R.1602).

Análisis de la competitividad de los productos agrícolas y agroindustriales en Colombia, Ecuador, Perú, El Salvador y Guyana (LC/R.1603).

Sistemas de innovación agrícola en América Latina y el Caribe (LC/R.1605).

Las relaciones agroindustriales y la transformación de la agricultura (LC/L.919).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Séminaire sur l'agro-industrie et sa capacité d'intégration économique et sociale (dans le cadre du projet HOL/92/S12, "Formulation de politiques en vue de la transformation de la production agricole en Amérique latine et aux Caraïbes"), organisé avec le concours du gouvernement du Guatemala et la FAO, et la participation de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) (Guatemala, 28-29 juin 1994).

Séminaire sur l'agro-industrie et sa capacité d'intégration économique et sociale (dans le cadre du projet HOL/92/S12), organisé avec le concours de la FAO et de l'IICA (Santiago du Chili, 3-5 août 1994).

Séminaire sur l'agro-industrie et sa capacité d'intégration économique et sociale (dans le cadre du projet HOL/92/S12), parrainé par le Ministère du développement rural, l'Université nationale et le Conseil national de la production du Costa Rica (San José, 30 août-1er septembre 1994).

Séminaire sur l'agro-industrie et la compétitivité, co-parrainé par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), le Ministère de l'agriculture et le Conseil d'agro-entreprises de la République dominicaine (JAD) (Saint-Domingue, 16 novembre 1994).

Séminaire national sur la promotion et l'intégration économique et sociale des petits et moyens agriculteurs à l'agro-industrie (Quito, Equateur, 7-8 septembre 1995; Lima, Pérou, 28-29 septembre 1995; Bogotá, Colombie, 3-4 octobre 1995; Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, 13-14 novembre 1995; San Salvador, El Salvador, 16-17 novembre 1995; Guayaquil, Equateur, 20 novembre 1995).

Participation à d'autres réunions et séminaires

Séminaire-atelier sur l'intégration commerciale, l'agriculture paysanne et le commerce extérieur, organisé par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) (Santiago du Chili, 9-12 mai 1994).

Conférence régionale "Espaces commerciaux: insertion coopérative", parrainé par l'Alliance coopérative internationale (Quito, 24-27 août 1994).

Séminaire régional sur la protection de la propriété intellectuelle et les accords de concession dans le domaine de la biotechnologie en Amérique latine et aux Caraïbes, parrainé par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), avec le concours du Système économique latino-américain (SELA) (Caracas, 5-7 décembre 1994).

Séminaire "Situation actuelle de l'agriculture: diagnostic et perspectives", organisé par le Centre d'études publiques (CEP) (Santiago du Chili, 3-4 janvier 1995).

Réunion d'experts en matière de pauvreté rurale, organisé par le Ministère de la planification et de la coopération (MIDEPLAN) du Chili (Santiago du Chili, 19 juillet 1995).

Exposé sur les possibilités d'intégration des paysans à l'activité agro-industrielle, lors de l'Atelier international sur l'échange de données d'expérience en matière de gestion et de commercialisation des agro-industries paysannes, organisé par l'Institut de développement agricole (INDAP), le Groupe de recherche agricole (GIA), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), le Programme de développement de l'agro-industrie rurale (PRODAR) et le Programme régional de formation en développement rural (FIDA/PNUD/UE) (Santiago du Chili, 24-28 juillet 1995).

Panel sur les options et les perspectives de l'agriculture familiale paysanne dans le projet Pays, organisé par la Chambre des députés du Chili et l'Institut de développement agricole (INDAP) (Santiago du Chili, 27 novembre 1995).

Atelier "Mise en oeuvre des négociations de l'Uruguay en Amérique latine: le cas de l'agriculture", parrainé par la FAO et la Banque mondiale (Santiago du Chili, 28-30 novembre 1995).

Séminaire "Jeunesse rurale dans le cône sud: perspectives et options", organisé par le Réseau de la jeunesse rurale du cône sud (REJUR) (Santiago du Chili, 13-14 décembre 1995).

## SOUS-PROGRAMME 2: DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Ce sous-programme comprend les études menées par la Division du développement économique dans le domaine relevant de sa compétence, ainsi que les activités du Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES) en matière d'information et de documentation pour le développement économique et social.

### Division du développement économique

En 1994, les économies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont fait preuve d'un regain de dynamisme: leur taux d'expansion a atteint un niveau sans précédent depuis 1980, le taux moyen d'inflation est tombé à un minimum historique par rapport aux dernières décennies. D'autre part, l'entrée de capitaux est restée importante, bien qu'enregistrant une forte baisse dans certains pays.

Dans le cadre de ses activités programmatiques, la Division du développement économique se consacre à l'étude des économies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et à la diffusion des résultats de cette analyse moyennant la publication annuelle de l'Estudio económico de América Latina y el Caribe, du Panorama económico de América Latina et du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe. Ces publications sont très appréciées par les autorités régionales et étrangères, les organisations internationales et les agents d'autres média publics, privés, universitaires et d'information. Le caractère objectif et exhaustif de ces études ainsi que le caractère comparable des données qu'elles contiennent en font des publications très sollicitées.

Dans les autres sphères thématiques relevant de sa compétence, la Division du développement économique continue de concentrer sur l'étude des aspects suivants: i) le volet distributif du développement économique, et en particulier l'analyse des répercussions des processus d'ajustement sur la répartition du revenu; ii) les politiques publiques propres à favoriser la transformation productive, le développement durable et l'équité sociale, et notamment l'évaluation de leur efficacité dans les différents domaines.

Dans le même temps, la Division a poursuivi les activités opérationnelles en matière de politique et de décentralisation budgétaires. Dans ce domaine, elle a continué de mener à bien les activités prévues dans le projet "Principes directeurs d'action commune FISE/CEPALC à moyen terme", en coordination avec quatre autres divisions de la Commission. Finalement, en 1995, un nouveau projet a été amorcé —et se trouve déjà dans sa phase opérationnelle— concernant les processus de privatisation en Bolivie et au Nicaragua.

#### i) Documents

Estudio económico de Puerto Rico, 1993 (LC/G.1816; LC/WAS/L.24).

Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1993, volume I (LC/G.1833-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.94.II.G.2.

Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1993, volume II (LC/G.1833/Add.1-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.94.II.G.2.

Panorama económico de América Latina y el Caribe, 1994 (LC/G.1837).

Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1994 (LC/G.1846).

El gasto social en América Latina: un examen cuantitativo y cualitativo, série Cuadernos de la CEPAL, n° 73 (LC/G.1854-P). Publication des Nations Unies, número de vente: S.95.II.G.9.

Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1994-1995 (LC/G.1873-P). Publication des Nations Unies, número de vente: S.95.II.G.2.

Panorama económico de América Latina y el Caribe, 1995 (LC/G.1884-P).

Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1995 (LC/G.1892-P).

Brasil: a reforma do sistema de saúde, série Reformas de política pública, n° 16 (LC/L.783).

La política social en Costa Rica: panorama de sus reformas recientes, série Reformas de política pública, n° 17 (LC/L.784).

La armonización tributaria en el MERCOSUR, série Política fiscal, n° 37 (LC/L.785).

Tax evasion: causes, estimation methods, and penalties: a focus on Latin America, série Política fiscal, n° 38 (LC/L.786).

La evasión tributaria, série Política fiscal, n° 39 (LC/L.787).

Análisis y evaluación de las reformas tributarias en México: 1978-1992, série Política fiscal, n° 40 (LC/L.788).

Evasión fiscal en México, série Política fiscal, n° 41 (LC/L.789).

Mensuração de economía informal e da evasão fiscal no Brasil, série Política fiscal, n° 42 (LC/L.790).

Evasão fiscal e ausência de risco no Brasil, série Política fiscal, n° 43 (LC/L.791).

Descentralización fiscal: marco conceptual, série Política fiscal, n° 44 (LC/L.793).

Descentralización fiscal en América Latina: el caso argentino, série Política fiscal, n° 45 (LC/L.794).

Descentralización fiscal en Argentina desde una perspectiva local: el caso de la provincia de Mendoza, série Política fiscal, n° 46 (LC/L.795).

Coordinación de la imposición general a los consumos entre Nación y provincias: Argentina, série Política fiscal, n° 47 (LC/L.796).

Fiscal decentralization in selected industrial countries, série Política fiscal, n° 48 (LC/L.797).

Descentralización fiscal: el caso colombiano, série Política fiscal, n° 49 (LC/L.798).

Descentralización fiscal: el caso colombiano. Impacto de la descentralización fiscal en la estabilidad macroeconómica y en la distribución regional de recursos, série Política fiscal, n° 49 (LC/L.798/Add.1).

La evasión en el sistema de seguridad social argentino, série Política fiscal, n° 50 (LC/L.802).

Evasão das contribuições de empregadores e trabalhadores para a seguridade social no Brasil, série Política fiscal, n° 51 (LC/L.803).

Reformas recientes en el sector salud de Costa Rica, série Reformas de política pública, n° 18 (LC/L.813).

La política social en Chile: panorama de sus reformas, série Reformas de política pública, n° 19 (LC/L.814).

Cobertura contributiva y estimación de la evasión de contribuciones a la seguridad social en Costa Rica, série Política fiscal, n° 52 (LC/L.817).

Origen y magnitud de la evasión en el sistema de pensiones chileno derivado de la capitalización individual, série Política fiscal, n° 53 (LC/L.818).

Gasto social y ajuste fiscal en América Latina, série Reformas de política pública, n° 20 (LC/L.819).

Las privatizaciones en la Argentina: impactos micro y macroeconómicos, série Reformas de política pública, n° 21 (LC/L.820).

La privatización de las telecomunicaciones en Argentina, série Reformas de política pública, n° 22 (LC/L.821).

La privatización de Aerolíneas Argentinas, série Reformas de política pública, n° 23 (LC/L.822).

Descentralización fiscal: el caso chileno, série Política fiscal, n° 57 (LC/L.823).

Descentralización fiscal: el caso chileno. Cuadros estadísticos, série Política fiscal, n° 57 (LC/L.823/Add.1).

Descentralización fiscal: el caso de la municipalidad de Concepción, Región del Bío-Bío, Chile, série Política fiscal, n° 58 (LC/L.824).

Descentralização fiscal no Brasil: a percepção do Estado do Rio Grande do Sul, série Política fiscal, n° 59 (LC/L.825).

Descentralização fiscal no Brasil: a percepção do Estado do Rio Grande do Sul, Quadros estatísticos, série Política fiscal, n° 59 (LC/L.825/Add.1).

Algunas consideraciones sobre las formas de medir el fraude comercial externo en Argentina, série Política fiscal, n° 54 (LC/L.826).

A evasão fiscal na área aduaneira: o caso brasileiro, série Política fiscal, n° 55 (LC/L.827).

La modernización y fiscalización aduanera colombiana y el control a la evasión fiscal, série Política fiscal, n° 56 (LC/L.828).

Descentralización fiscal en Venezuela, série Política fiscal, n° 60 (LC/L.831).

La crisis de la empresa pública, las privatizaciones y la equidad social, série Reformas de política pública, n° 26 (LC/L.832).

Descentralização fiscal na América Latina: estudo de caso do Brasil, série Política fiscal, n° 61 (LC/L.841).

Descentralização fiscal na América Latina: estudo de caso do Brasil. Quadros estatísticos e boxes do relatório, série Política fiscal, n° 61 (LC/L.841/Add.1).

Privatización y desregulación del sector petrolero en Argentina, série Reformas de política pública, n° 24 (LC/L.845).

Privatización, apertura y concentración: el caso del sector siderúrgico argentino, série Reformas de política pública, n° 25 (LC/L.847).

Reseña de las reformas de políticas sociales en Colombia, série Reformas de política pública, n° 27 (LC/L.848).

La reforma de la seguridad social y las pensiones en América Latina. Importancia y evaluación de las alternativas de privatización, série Reformas de política pública, n° 28 (LC/L.849).

La descentralización financiera: la experiencia cubana, série Política fiscal, n° 62 (LC/L.860).

La descentralización fiscal en Nicaragua, série Política fiscal, n° 63 (LC/L.866).

The divestiture of TELMEX, série Reformas de política pública, n° 29 (LC/L.871).

La macroeconomía de América Latina: de la crisis de la deuda a las reformas estructurales, série Reformas de política pública, n° 30 (LC/L.874).

Divestiture and deregulation of public enterprises: the Mexican case, série Reformas de política pública, n° 31 (LC/L.875).

Privatization in Latin America: from myth to reality, série Reformas de política pública, n° 32 (LC/L.880).

The privatization of Mexicana (CMA), série Reformas de política pública, n° 33 (LC/L.883).

Las dimensiones políticas de la reforma económica en México, série Reformas de política pública, n° 34 (LC/L.885).

Las etapas de la liberalización de la economía colombiana, série Reformas de política pública, n° 35 (LC/L.886).

Federalismo fiscal: ingresos, gastos y gestión macroeconómica, série Política fiscal, n° 64 (LC/L.888).

Las políticas fiscales en Argentina: 1985-1992, série Política fiscal, n° 65 (LC/L.889).

Política fiscal, estabilización y distribución del ingreso: la experiencia de México, 1983-1993, série Política Fiscal, n° 66 (LC/L.890).

Casos de éxito de la política fiscal en Chile: 1980-1993, série Política fiscal, n° 67 (LC/L.891).

Lecciones sobre reformas fiscales en Argentina: 1990-1993, série Política fiscal, n° 68 (LC/L.892).

Casos de éxito en política de ingresos y gastos: la experiencia mexicana, 1980-1993, série Política fiscal, n° 69 (LC/L.893).

Democracia, reformas económicas y gobernabilidad en Bolivia, série Reformas de política pública, n° 36 (LC/L.894).

Reforma económica, democratização e ordem legal no Brazil, série Reformas de política pública, n° 37 (LC/L.910).

Experiencias sobre la política fiscal en Bolivia: 1980-1993, série Política fiscal, n° 70 (LC/L.912; LC/L.912/Add.1).

Casos de éxito de reformas fiscales en Colombia: 1980-1992, série Política fiscal, n° 71 (LC/L.913).

Descentralización fiscal en Bolivia, série Política fiscal, n° 72 (LC/L.916).

Características del mercado de crédito territorial y determinantes de la demanda: el caso colombiano, série Política fiscal, n° 73 (LC/L.917).

Descentralización político-financiera en Francia, série Política fiscal, n° 74 (LC/L.918).

La coordinación de políticas macroeconómicas en América Latina y el Caribe (LC/R.1344).

El papel del gasto social en los procesos de ajuste fiscal en América Latina (LC/R.1348).

Shock externo y desequilibrio fiscal: la macroeconomía de América Latina en los ochenta. Los casos de Argentina, Bolivia, Brasil, Colombia, Chile y México (LC/R.1469).

Reformas económicas en América Latina: una síntesis de la experiencia en once países (LC/R.1606).

Evolución de la economía brasileña (LC/BRS/R.46/Add.1 al 12).

Uma agenda fiscal para o Brasil (LC/BRS/R.47/Rev.1).

Open regionalism, nation-states and the learning process of integrating into a global trading system (LC/BRS/R.48).

Evolución de la economía brasileña, Informe estadístico (LC/BRS/R.49/Add.1-9).

Metodologia para estimar a incidência de impostos diretos e indiretos no Brasil (LC/BRS/R.50).

Nota sobre la evolución de la economía argentina en 1993, Documento de trabajo, n° 55 (LC/BUE/L.137).

Nota sobre la evolución de la economía argentina en 1994, Documento de trabajo, n° 64 (LC/BUE/L.147).

Incertidumbre macroeconómica e inversión en Uruguay (LC/MVD/R.111/Rev.1).

#### Articles parus dans des publications extérieures

"Una reseña de la moratoria de la deuda en América Latina", Moratoria de la deuda en América Latina, Buenos Aires, Fonds de culture économique.

"Ecuador: desarrollo económico en el siglo XX: un análisis cuantitativo", Cuestiones económicas, n° 21, avril 1994.

"Factores determinantes de las exportaciones industriales brasileñas durante la década de 1980", Cuadernos de economía, n° 92, Université Catholique du Chili, Santiago du Chili, 1994.

"Retos y posibilidades de nuevos recursos para el desarrollo municipal", Más recursos para la ciudad: nuevas perspectivas, Centre d'études publiques (CEP)/Centre d'études d'assistance législative, Université Catholique de Valparaíso, Chili, 1994.

"El financiamiento municipal: principales desafíos y algunas opciones", Estudios sociales, n° 83, premier trimestre de 1995, pp. 99-126, Santiago du Chili, 1995.

"Determinantes del tipo de cambio real de equilibrio en Perú: 1980-1994", Cuadernos de economía, n° 97, Université Catholique du Chili, Santiago du Chili, décembre 1995.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Sixième séminaire régional sur la politique budgétaire, la stabilisation et l'ajustement (Santiago du Chili, 24-27 janvier 1994).

Séminaire technique sur la décentralisation budgétaire et les finances municipales au Nicaragua, organisé par le projet CEPALC/GTZ, l'Association de municipalités nicaraguayennes, l'Institut nicaraguayen de développement municipal et la Fondation Friedrich Ebert (Managua, 28-30 juin 1994).

Séminaire international sur la décentralisation budgétaire en Amérique latine (Quito, 17-20 octobre 1994).

Séminaire sur la réforme des politiques publiques, organisé dans le cadre du projet régional sur les propositions de réformes politiques visant à accroître l'efficacité de l'Etat en Amérique latine et aux Caraïbes (Santiago du Chili, 21-23 novembre 1994).

Septième séminaire régional sur la politique budgétaire, la stabilisation et l'ajustement, organisé par le projet régional de politique budgétaire CEPALC-PNUD (RLA/92/015) (Santiago du Chili, 23-26 janvier 1995).

Conférence "APEC, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine" (Santiago du Chili, 5 mai 1995).

Séminaire national sur les privatisations en Bolivie et au Nicaragua (Managua, 12-13 juin 1995).

Séminaire international sur la décentralisation budgétaire et la gestion décentralisée en Amérique latine: exemples de pratiques et de politiques (Carthagène, 26-28 octobre 1995).

Atelier sur la décentralisation et le financement des dépenses sociales dans les secteurs de l'éducation et de la santé (Santiago du Chili, 20-21 novembre 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

XVIII International Congress of the Latin American Studies Association (Atlanta, Georgia, 10-12 mars 1994).

Réunion "Pauvreté et gestion locale: perspectives sectorielles", organisée par la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation SERCAL (Santiago du Chili, 4 mai 1994).

Réunion annuelle des économistes du Chili 1994, organisée par le Centre d'économie appliquée, Département de génie industriel, Université du Chili (Santiago du Chili, 13 mai 1994).

Séminaire "Economic growth in Latin America: implications for Europe, the United States and Japan", organisé conjointement par l'Institut pour les relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA) et Wilton Park (Steyning, Grande-Bretagne, 16-20 mai 1994).

Eighth Annual SSRC-Mac Arthur Foundation Fellows' Conference on peace and security in a changing world, lors du panel "Debates over economic restructuring", parrainé par le Social Science Research Council (Buenos Aires, 24-27 mai 1994).

Séminaire sur l'évaluation de l'ajustement structurel en Amérique latine, parrainé par le Postgraduate en sciences du développement, relevant de l'Université de San Andrés (La Paz, 13-15 juin 1994).

Séminaire "Assessing linkages between economic liberalization and democratic consolidation in Latin America and Eastern Europe: the role of State reforms", organisé par le Social Science Research Council (Rio de Janeiro, 24-26 juin 1994).

Conférence "L'Amérique latine et le Bassin du Pacifique", organisée par la Fondation andine (Mendoza, Argentine, 15 août 1994).

Conférence sur la démocratisation et la libéralisation en Amérique latine et en Europe de l'est, organisée par le Social Science Research Council (SSRC) (Varsovie, septembre 1994).

Séminaire sur l'efficacité des dépenses sociales, organisé par le Système économique latino-américain (SELA) (Caracas, 17-18 octobre 1994).

Conférence sur la compétitivité et la productivité en Amérique latine à l'Université de la Colombie (Bogotá, 20 octobre 1994).

Réunion du Social Science Research Council (Bogotá, 20-24 octobre 1994).

Conférence "Défis des années 90" sur l'Amérique latine et l'Asie au Comité colombien des relations avec le Bassin du Pacifique, organisée par le Social Science Research Council (Bogotá, 23 octobre 1994).

Exposé "The East Asian Miracle: une critique de l'étude de la Banque mondiale", dans le cadre du Programme de maîtrise en politiques publiques de l'Université du Chili/Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) (Santiago du Chili, 2 novembre 1994).

Exposé au séminaire "A comparative study of structural adjustment in Asia", organisé par le Social Science Research Council (Tsukuba, Japon, 25-27 novembre 1994).

Séminaire-atelier sur les méthodologies permettant d'étudier l'impact des shocks et des politiques macro-économiques sur la répartition et la pauvreté (Santiago du Chili, janvier 1995).

Exposé "Economic growth and fluctuations in Latin America. The long run", à la Conférence "Development strategy after neoliberal economic restructuring in Latin America", organisée par le North-South Center, Université de Floride (Miami, 24-25 mars 1995).

Symposium "Common vision, different paths", organisé par la Fédération d'organisations économiques du Japon (Tokyo, 23-27 avril 1995).

Séminaire "Événements récents à Cuba: aspects économiques et politiques", organisé par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) (Santiago du Chili, 22 mai 1995).

Exposé sur l'inégalité et le développement économique au II Symposium sur l'égalité et la répartition des revenus et de la richesse, organisé par la Fondation ARGENTARIA (Madrid, 5-9 juin 1995).

Atelier sur la stabilisation des revenus des travailleurs et la flexibilité de l'emploi, organisé par la Corporation Tiempo 2000 (Santiago du Chili, 13-14 juin 1995).

Séminaire sur les défis posés par le contexte économique et des entreprises pour les relations patron-employé, présentation du rapport sur le développement mondial 1995, de la Banque mondiale (Santiago du Chili, 10 juillet 1995).

Conférence "Currency boards vs. currency bands" (Santiago du Chili, 20 juillet 1995).

Strategic planning seminar for directors of ECLAC (Cauquenes, 8-11 août 1995).

Réunion d'experts sur l'efficacité et l'équité dans les réformes sociales des années 90 (Santiago du Chili, 22-24 août 1995).

Séminaire international "Le Pérou et l'Asie-Pacifique: convergence aux fins du développement", organisé par l'Université du Pacifique (Lima, 23-25 août 1995).

Atelier international "Regulation and deregulation in Chile and Latin America", parrainé par la Banque mondiale et l'Université du Chili (Santiago du Chili, 5-7 octobre 1995).

Séminaire universitaire "Wage determinants and industrial wage premiums", Prof. Steiner Strom, organisé par le Département d'économie, Université du Chili (Santiago du Chili, 8 novembre 1995).

Séminaire régional sur la transformation du processus de production et la croissance en Amérique latine (Santiago du Chili, 21-22 novembre 1995).

Séminaire régional sur les politiques en matière d'emploi et les stratégies syndicales, panel "L'ajustement structurel, l'emploi, le revenu et les conditions de vie", organisé par l'OIT, siège de Santiago (Santiago du Chili, 28 novembre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Argentine

Avec le Secrétariat des recettes publiques d'Argentine, en matière de fiscalité et de prix de transfert.

Avec l'Institut national de statistique et de recensement (INDEC), dans la planification, la mise en oeuvre et le traitement du Recensement national économique 1994 et de l'Enquête nationale urbaine sur les revenus et les dépenses des ménages 1995/1996.

Avec l'Université nationale de Río Cuarto, Faculté des sciences économiques, Province de Córdoba, quant à l'estimation du produit géographique brut de la Province de San Luis et d'autres indicateurs économiques.

### Bolivie

Avec le Ministère de la présidence et le Conseil national de développement, en matière de courants financiers.

### Brésil

Avec l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) dans les activités techniques suivantes:

i) Assistance à la Direction exécutive et à la Direction des politiques publiques dans la mise au point du plan de travail 1994 et 1995. Il s'agit notamment d'introduire le cadre stratégique élaboré par la CEPALC afin qu'il serve d'orientation au projet "Diagnostics, indicateurs et scénarios" mis au point par l'IPEA pour le Ministère de la planification et du budget, en tant que référence de l'action menée par les gouvernements antérieur et actuel.

ii) Elaboration de notes techniques et de propositions concernant des thèmes conjoncturels de l'économie brésilienne, dans le cadre du suivi des activités de coopération technique et de collaboration prévues conformément aux accords souscrits avec le Secrétariat exécutif du Ministère de la planification et du budget et le Secrétariat de la politique économique du Ministère des finances.

Avec des fonctionnaires publics de São Paulo, en matière de décentralisation budgétaire.

Avec le Secrétariat de Receita Federal, dans l'élaboration d'un projet de réforme fiscale et de prix de transfert.

### Colombie

Services consultatifs dans le cadre de la coopération technique prêtée aux autorités budgétaires nationales de plusieurs pays de la région en matière de décentralisation budgétaire (Carthagène, 24-29 octobre 1995).

### Cuba

Avec le Ministère de l'investissement étranger et de la collaboration économique, en matière de politique budgétaire.

Avec le Ministère des finances et des prix, dans certains domaines liés aux programmes de stabilisation et d'ajustement, aux futures réformes fiscales et à l'évaluation du processus de mise sur pied de l'Office national d'administration fiscale.

### Chili

Avec la Société andine de développement, par le biais du Service des études et des programmes, et l'Université publique de Groningen (Pays-Bas), dans une étude conjointe mesurant la productivité réelle de l'industrie chilienne.

Avec la Banque centrale du Chili, pour estimer le capital de la comptabilité nationale environnementale.

#### Equateur

Avec le Conseil national de développement (CONADE), pour définir les possibilités de coopération technique dans le cadre du projet de politique budgétaire CEPALC/PNUD en matière d'imposition sur le capital et d'investissement étranger direct, ainsi que pour coordonner l'action des différents ministères quant à l'incidence des dépenses publiques et organiser un séminaire technique national sur l'importance des dépenses sociales en Equateur.

#### France

Services consultatifs dans le cadre de l'assistance technique prêtée aux responsables de l'administration fiscale dans les pays de la région quant à la teneur et à la portée des études sur la fiscalité et les prix de transfert, ainsi que dans d'autres domaines et sujets importants afin de les incorporer aux projets futurs.

#### Nicaragua

Avec la Corporation nationale du secteur public (CORNAP), sur les privatisations et la réglementation au Nicaragua.

#### Panama

Avec le Ministère de la planification et de la politique économique, Département de la planification sociale, dans le cadre du plan quinquennal du FISE, afin de mettre au point une méthodologie de calcul et d'évaluation des dépenses publiques sociales.

Avec le Ministère des finances, en matière de décentralisation budgétaire.

#### Paraguay

Avec la Commission de décentralisation du Ministère des Finances et du Ministère de l'intérieur, pour définir le type d'assistance technique que la CEPALC prêtera au gouvernement en matière de décentralisation budgétaire.

#### Pérou

Avec la Surintendance nationale d'administration fiscale, quant à la teneur et la portée des études sur la fiscalité et les prix de transfert.

#### Uruguay

Avec le gouvernement, dans la préparation d'études et la définition de politiques visant au développement économique et social de l'Uruguay.

Venezuela

Avec l'Association vénézuélienne de cadres, dans l'étude de la politique économique publique et son incidence sur le secteur privé, notamment moyennant la comparaison des expériences de l'Asie du sud-est, de l'Amérique latine et des pays avancés.

iv) Formation et bourses

Leçons dans le cadre du cours de Macro-économie I, au Département d'économie de l'Université de Santiago (Santiago du Chili, avril-juin 1994).

Cours de Macro-économie pour diplômés, à l'Institut latino-américain de doctrine et d'études sociales (ILADES) (Santiago du Chili, avril-juin 1994).

Cours sur la décentralisation budgétaire en Amérique latine lors de l'Atelier sur la régionalisation et la décentralisation en Amérique latine, organisé par la Corporation de promotion universitaire (CPU) et le Sous-Secrétariat de développement régional et administratif du Ministère de l'intérieur (Santiago du Chili, 5-7 mai 1994).

Conférence "L'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes dans les années 90", dans le cadre du quatrième Cours de postgraduat en population et développement CEPALC/CELADE, du Programme global de formation en population et développement du FNUAP (Santiago du Chili, juin 1994).

Conférence sur la fiscalité et les prix de transfert, à l'occasion des vingt-septièmes Journées de finances publiques d'Argentine (Córdoba, Argentine, 17-24 septembre 1994).

Leçons sur la décentralisation budgétaire pendant le Cours international de décentralisation, gestion municipale et développement local de l'ILPES (Santiago du Chili, novembre 1994).

Leçons sur la décentralisation budgétaire en Amérique latine, dans le cadre du cours "Régionalisation et gouvernements locaux", organisé par l'Université du Chili, Maîtrise en gestion et politiques publiques (Santiago du Chili, 15-16 juin 1995).

Leçons sur la décentralisation budgétaire dans le cadre du Cours de postgraduat en population et développement CEPALC/CELADE, du Programme global de formation en population et développement du FNUAP (Santiago du Chili, 27-30 juin 1995).

Leçons sur la décentralisation budgétaire en Amérique latine, dans le cadre du cours "Décentralisation en Amérique latine: caractéristiques du processus et enjeux futurs", organisé par le Centre d'études d'assistance législative (CEAL)/Université catholique de Valparaíso (Valparaíso, Chili, 12-14 juillet 1995).

Leçons sur les statistiques du commerce régional et les finances extérieures de l'Amérique latine, dans le cadre du cours "Modélisation des fonctions de commerce extérieur", organisé par le Centre interaméricain de formation statistique (CIENES) (Santiago du Chili, 24 juillet-11 août 1995).

Leçons sur les rapports financiers entre le gouvernement central et les organismes territoriaux, dans le cadre du troisième Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique de l'ILPES (Santiago du Chili, 3 novembre-7 décembre 1995).

Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES)

Les activités menées par le CLADES dans le cadre du sous-programme 2 concernent essentiellement l'information et la documentation au service du développement économique et social.

Les travaux réalisés par le CLADES au cours de l'exercice biennal 1994-1995, ainsi que la majorité des documents élaborés étaient essentiellement destinés à renforcer la gestion de l'information à l'échelon régional.

Les troisième et quatrième réunions régionales sur la gestion de l'information (São Paulo, Brésil, 6-10 mai 1994; Lima, Pérou, 24-28 octobre 1994) ont été consacrées à l'examen de nouveaux aspects de la gestion de l'information aux fins du développement ainsi qu'à l'échange de données d'expériences visant à favoriser la prise de conscience des responsables des réseaux d'information et de la prise de décisions quant au rôle de l'information dans le contexte socio-économique.

Au cours de cette même période, on a continué de publier le PLANINDEX (volumes 14, 15 et 16) et l'Informativo terminológico (n° 35 à 38). De plus, un numéro spécial de la série INFOPLAN a été publié à l'occasion du Sommet mondial sur le développement social, sous le titre Políticas sociales: resúmenes de documentos (LC/G.1852-P).

i) Documents

Políticas sociales: resúmenes de documentos, INFOPLAN: Série temas especiales del desarrollo, n° 10 (LC/G.1852-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.95.II.G.4.

Modernización del Estado: resúmenes de documentos, INFOPLAN: Série temas especiales del desarrollo, n° 11 (LC/G.1883-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.95.II.G.16.

La información en contextos políticos y decisorios: reflexiones derivadas de una reunión sobre gestión de información, série Información y desarrollo, n° 6 (LC/L.792).

Los sistemas de información y el desafío de los cambios globales, série Información y desarrollo, n° 7 (LC/L.920).

PLANINDEX, vol. 14 (LC/L.804), 1993.

PLANINDEX, vol. 15 (LC/L.873), 1994.

PLANINDEX, vol. 16 (LC/L.921), 1995.

Informativo terminológico, n° 35 (janvier-juin 1994).

Informativo terminológico, n° 36 (juillet-décembre 1994).

Informativo terminológico, n° 37 (janvier-juin 1995).

Informativo terminológico, n° 38 (juillet-décembre 1995).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Troisième réunion régionale sur la gestion de l'information (São Paulo, Brésil, 6-10 juin 1994).

Quatrième réunion régionale sur la gestion de l'information (Lima, 24-28 octobre 1994).

Réunion nationale sur la gestion de l'information (La Havane, 2-11 mars 1995).

Réunion nationale sur la gestion de l'information (São Paulo, Brésil, 11-15 septembre 1995).

Réunion nationale sur la gestion de l'information (Rio de Janeiro, Brésil, 19-22 septembre 1995).

Réunion nationale sur la gestion de l'information (Managua, 16-20 septembre 1995).

Réunion nationale sur la gestion de l'information (San Salvador, 23-27 octobre 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

Séminaire sur l'information aux fins des politiques sociales, parrainé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) (Montevideo, 3-5 août 1994).

Réunion d'évaluation de la deuxième année du projet CAN/92/S16 "Réseau de réseaux" sur la gestion de l'information (Lima, 12-14 juillet 1994).

Réunion d'évaluation du projet CAN/92/S16 "Réseau de réseaux" sur la gestion de l'information (San José, 21-23 août 1995).

iii) Coopération technique

Argentine

Avec le Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) et la Faculté d'éducation de l'Université de Córdoba, afin d'organiser une réunion sur la gestion de l'information.

Brésil

Avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS)/Centre latino-américain et des Caraïbes d'information dans les sciences de la santé (BIREME), dans la réalisation de la troisième réunion régionale sur la gestion de l'information.

Avec la Fédération des industries de l'état de São Paulo, dans l'organisation d'une réunion sur l'information et le développement pour cadres décideurs.

### Costa Rica

Avec la Fondation Omar Dengo, dans l'organisation et réalisation d'un séminaire sur l'intelligence sociale.

Avec l'Association interaméricaine des bibliothécaires et documentalistes agricoles (AIBDA), dans l'organisation d'une rencontre sur la gestion de l'information.

Avec l'Institut mixte d'assistance sociale (IMAS), dans l'élaboration d'un projet visant à la mise sur pied d'un réseau national de centres d'information communale.

Avec le Centre régional de documentation sur les catastrophes, pour en connaître les objectifs et arrêter des actions futures en commun.

### El Salvador

Avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), dans l'organisation d'une réunion nationale sur la gestion de l'information.

### Guatemala

Avec l'Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle (ICAITI), dans l'organisation d'une réunion nationale sur la gestion de l'information.

### Mexique

Avec la Bibliothèque nationale de planification, dans l'organisation d'un séminaire sur la gestion de l'information.

### Nicaragua

Avec le Ministère de l'éducation, dans l'organisation d'une réunion sur la gestion de l'information.

Avec l'Institut nicaraguayen d'administration publique (INAP), dans l'organisation d'une réunion nationale sur la gestion de l'information.

### Pérou

Avec l'Ecole d'administration des affaires pour diplômés (ESAN), pour l'organisation et la réalisation d'une réunion sur la gestion de l'information s'adressant aux décideurs.

Uruguay.

Avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), dans l'organisation d'un séminaire sur l'information aux fins des politiques sociales.

### SOUS-PROGRAMME 3: PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Conformément aux directives émanées des réunions intergouvernementales qui orientent ses travaux et à la suite des contacts permanents qu'il entretient avec les responsables de la planification des pays de la région, la Direction de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) s'efforce de répondre aux préoccupations et priorités exprimées par les gouvernements des Etats membres quant à la gestion stratégique de l'Etat.

La neuvième Conférence des ministres et des responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mexico, 20-22 juillet 1994) et la dixième réunion du Conseil régional de planification (CRP) (Mexico, 21-22 juillet 1994) ont été précédées du Séminaire sur la réforme et la modernisation de l'Etat en Amérique latine (Mexico, 18-20 mai 1994) qui a servi de préparation à cette Conférence. Les processus de réforme et de modernisation de l'Etat se sont considérablement accélérés au cours de la dernière décennie sous l'effet de pressions à la fois internes et externes, telles que la démocratisation des systèmes politiques et la mondialisation de l'économie et les finances internationales. A la lumière de ces antécédents, les discussions tenues durant ce séminaire ont été centrées sur la façon de parvenir à ce que ce processus contribue au développement économique, à l'équité sociale, à la démocratisation politique et à la consolidation de véritables Etats de droit. Par la suite, en 1995, le Conseil régional de planification a tenu la dix-septième réunion de son Bureau directeur (MD/CRP) (Caracas, Venezuela, 28-29 août 1995) durant laquelle les participants ont étudié le programme de travail de l'Institut proposé pour 1996 et d'autres questions connexes, ainsi que le processus public de la prise de décision.

Au cours de la période biennale 1994-1995, l'Institut a également organisé plusieurs séminaires, en particulier la première rencontre de trésoriers d'Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 5-7 décembre 1994), et a participé à plusieurs réunions convoquées par d'autres organismes.

En matière de formation, l'Institut a organisé sept cours internationaux et deux cours nationaux de suivi, d'une durée totale de plus de 1 000 heures pédagogiques et avec la participation de 260 étudiants. Les cours internationaux ont été organisés avec le concours financier de l'Institut de coopération ibéro-américaine (ICI) (Espagne), l'Institut international d'administration publique (IIAP) (France) et du PNUD. D'autres cours nationaux d'une durée variable ont été consacrés à des sujets considérés prioritaires par certains gouvernements latino-américains. Comme il en a l'habitude, l'ILPES a également prêté son assistance aux activités d'enseignement exercées par d'autres organisations et institutions dans certains domaines spécifiques associés à leurs travaux de recherche.

En matière de coopération technique, l'Institut a effectué 20 missions d'assistance technique à certains organismes du gouvernement central, certaines organisations décentralisées et institutions d'enseignement dans 11 pays de la région.

#### i) Documents

El Estado en países desarrollados. La acción pública en Alemania, Estados Unidos, Francia y Japón: enseñanzas para América Latina, série Cuadernos del ILPES, n° 38 (LC/IP/G.69-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.93.III.F.2.

Manual de identificación, preparación y evaluación de proyectos, série Cuadernos del ILPES, n° 39 (LC/IP/G.70-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.93.III.F.3.

La administración de la inversión pública: marco teórico y su aplicación, série Cuadernos del ILPES, n° 40 (LC/IP/G.72-P). Publication des Nations Unies, número de vente: S.94.III.F.1.

Universidad, desarrollo regional e inteligencia social (LC/IP/G.74).

Los escenarios del desarrollo descentralizado en América Latina (LC/IP/G.75).

Competitividad internacional de regiones (LC/IP/G.76).

Regionalización, descentralización y desarrollo regional: perspectivas político-administrativas en Chile (LC/IP/G.77).

Incentivos fiscales y desarrollo regional: la experiencia internacional (LC/IP/G.78).

La gestión del desarrollo regional en economías de mercado abiertas y descentralizadas: el caso chileno (LC/IP/G.79).

Estado, política y gremios en la creación del Risaralda: evaluación de un proyecto político (LC/IP/G.80).

Modernización y gestión regional: el caso chileno (LC/IP/G.81).

La mesoeconomía territorial: interacción entre personas e instituciones. Notas para orientar a los gobiernos regionales (LC/IP/G.82).

La modernización del Estado: una mirada desde las regiones (LC/IP/G.83).

Regionalismo abierto y regionalismo virtual (LC/IP/G.84).

Competitividad internacional, estrategia empresarial y papel de las regiones (LC/IP/G.85).

Bibliografía por autores sobre desarrollo regional: escritos de Sergio Boisier (LC/IP/G.86).

Sociedad civil, actores sociales y desarrollo regional (LC/IP/G.87).

El desafío territorial de la globalización: reflexiones acerca del sistema regional chileno (LC/IP/G.89).

En busca del esquivo desarrollo regional: entre la caja negra y el proyecto político (LC/IP/G.91).

Reforma y modernización del Estado, Boletín del Instituto, n° 1 (LC/IP/G.92), septiembre de 1995.

Manual metodológico para la identificación, preparación y evaluación de proyectos ambientales (LC/IP/L.88).

Notas sobre la acción regional (subnacional) en el tema de los recursos humanos (LC/IP/L.89).

El desarrollo y la competitividad a través de la articulación de los actores sociales: una reflexión para Concepción (LC/IP/L.90).

Métodos de análisis prospectivo: reseña y su utilidad para proyectos de inversión (LC/IP/L.91).

Manual de jerarquización de proyectos (LC/IP/L.92).

Técnicas de análisis regional: ejercitación y aplicación: TAREA (versión 2.0). Guía de técnicas y manual de uso del sistema computacional (LC/IP/L.93).

Aspectos ambientales y decisiones económicas en los países en desarrollo (LC/IP/L.94).

Gestión y valoración de proyectos de recursos naturales (LC/IP/L.95).

Guía para la identificación y formulación de proyectos de educación (LC/IP/L.96/Rev.1).

Eficiencia y redistribución del ingreso como criterios de valor en la evaluación de proyectos (LC/IP/L.98).

La integración de consideraciones sobre medio ambiente y sustentabilidad en las políticas y la planificación del desarrollo agrícola y rural: examen general de temas con fines de capacitación (LC/IP/L.99).

Análisis costo-beneficio: limitaciones y utilización en proyectos de infraestructura totalmente privatizados (LC/IP/L.100).

El análisis costo-beneficio y el medio ambiente (LC/IP/L.101).

La gerencia pública en el sector social: qué, cómo y para quién (LC/IP/L.102).

La gerencia de megaproyectos sociales: el caso de la educación básica (LC/IP/L.103).

Instrumentos económicos para la protección ambiental: una alternativa ante los errores de política y las fallas del mercado (LC/IP/L.105).

Modelo de medición del desempeño de empresas industriales y comerciales del Estado: distribución de sus utilidades y financiamiento de proyectos (LC/IP/L.106).

Reforma y modernización del Estado (LC/IP/L.107).

El sistema de salud en Chile ante la descentralización política (LC/IP/L.108).

La municipalización de servicios sociales en Chile (LC/IP/L.109).

Guía para la identificación y formulación de proyectos de salud (LC/IP/L.110).

Seguimiento a la gestión institucional y evaluación de resultados sociales de los planes de inversión municipal. Manual de indicadores (LC/IP/L.111).

Financiación de programas y proyectos de inversión local: la experiencia de Colombia (LC/IP/L.112).

Guía para la preparación y ejecución de planes de inversión municipal (LC/IP/L.113).

Guía metodológica general para la preparación y evaluación de proyectos de inversión social (LC/IP/L.114).

Manual de contratación de obras y servicios de desarrollo local (LC/IP/L.115).

Guía de gestión del saneamiento básico municipal (LC/IP/L.116).

La identificación de proyectos y bolsones de pobreza a nivel local: guía para utilizar la base de datos del censo en REDATAM-Plus (LC/IP/L.117).

La última oportunidad de la descentralización en el Perú: entre la parálisis y los nuevos consensos (LC/IP/L.118).

Control ciudadano y control comunitario de gestión y de resultados (LC/IP/L.119).

Resoluciones de la Mesa Directiva del Consejo Regional de Planificación (LC/IP/R.82/Rev.4).

Resoluciones del Consejo Regional de Planificación (LC/IP/R.83/Rev.3).

Repensando la planificación (LC/IP/R.139).

Bolsones de pobreza intracomunales y espacios de inversión (LC/IP/R.141).

Planificación descentralizada y participación social en el nuevo contexto del desarrollo (LC/IP/R.142).

Desarrollo local: la apuesta por la democracia descentralizada y el humanismo social (LC/IP/R.143).

Reforma y modernización del Estado (LC/IP/R.144).

El gobierno y la administración pública local en los escenarios de la descentralización (LC/IP/R.147).

Estado y planificación: el caso de Chile (LC/IP/R.149).

La política económica en la poscrisis y el proceso de reforma del Estado (LC/IP/R.150).

Indicadores de la política fiscal: diseño y aplicaciones en América Latina (LC/IP/R.151/Rev.1).

Informe de relatoría. Taller sobre "Sistemas integrados de administración financiera" (LC/IP/R.152).

Privatizaciones: panorámica de un tema de actualidad (LC/IP/R.153).

El subdesarrollo comienza al Sur (LC/IP/R.154).

La equidad en el presupuesto público (LC/IP/R.155/Rev.1).

La descentralización de la salud en América Latina: la municipalización de los sistemas locales de salud (LC/IP/R.156).

El proceso decisorio público: evaluación de impactos y logro de consensos (LC/IP/R.158).

Cambio tecnológico, reestructuración productiva y estrategia de desarrollo (LC/IP/R.159).

Espacio, territorio y desarrollo económico local (LC/IP/R.160).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Séminaire-atelier sur les Stratégies de modernisation des services publics, organisé avec le sous-secrétariat du développement régional et administratif du Ministère de l'intérieur du Chili (Santiago du Chili, 12 janvier 1994).

Atelier sur la municipalisation des services sociaux (15 participants) (Santiago du Chili, 28 mars 1994).

Séminaire sur la municipalisation des services sociaux, organisé avec le sous-secrétariat du développement régional et administratif du Ministère de l'intérieur du Chili, sous le parrainage de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) (20 participants) (Santiago du Chili, 29 avril 1994).

Séminaire sur la réforme et la modernisation de l'Etat en Amérique latine, organisé avec le Ministère des finances et du crédit public du gouvernement mexicain et l'Institut international d'administration publique (IIAP) (France) (30 participants) (Mexico, 18-20 mai 1994).

Séminaire sur la gestion et la formation municipale, organisé avec le PNUD (Santiago du Chili, 27-28 septembre 1994).

Séminaire sur la modernisation de l'Etat et les systèmes de planification et de contrôle, organisé avec l'Université centrale (Chili) et l'Université de Buenos Aires (Argentine) (Santiago du Chili, 27 octobre 1994).

Premier séminaire de services du trésor d'Amérique latine et des Caraïbes, organisé avec l'Association interaméricaine pour le budget public (ASIP), le Trésor général de la République du Chili, la Banque de l'Etat du Chili, l'Agence de coopération internationale du Chili (AGCI) et le sous-secrétariat de la coopération internationale du Ministère des affaires étrangères, du commerce international et du culte d'Argentine (Santiago du Chili, 5-7 décembre 1994).

Séminaire sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, dans le cadre de l'Accord de coopération technique souscrit avec le secrétariat de la planification et de l'évaluation et l'Institut de planification économique et sociale (IPEA): formation de 20 fonctionnaires gouvernementaux moyennant la présentation des trois modules composant le Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique afin de l'adapter à un cours national sur le même thème qui serait tenu au Brésil en 1996 (Brasilia, 2-6 octobre 1995).

Atelier international sur le processus de décision dans le secteur public et l'allocation des ressources (Santiago du Chili, 30 novembre-6 décembre 1995).

#### Participation à d'autres réunions et conférences

Séminaire-atelier sur la planification locale et la modernisation de l'Etat, organisé par le Programme de développement pour les personnes déplacées, réfugiées et rapatriées (PRODERE). Présentation sur la planification locale et la décentralisation dans le contexte des nouveaux contextes régionaux (San Salvador, 18-23 janvier 1994).

Cinquième Forum de la Caraïbe colombienne. Présentation sur le post-modernisme territorial et la mondialisation (Carthagène, Colombie, 25 février 1994).

Première réunion de maires d'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par le PNUD. Présentation sur le défi municipal pour le gouvernement humain (Medellín, Colombie, 9-15 mai 1994).

Séminaire sur la municipalisation des services sociaux, organisé par la Municipalité de Temuco (Temuco, Chili, 3-5 août 1994).

Séminaire international "Régionalisation, décentralisation et développement régional: l'expérience chilienne comparée", organisé par l'Université catholique de Valparaíso et l'Université de Floride (Marbella, Chili, 11 août 1994).

Séminaire sur la régionalisation et le changement économique, organisé par le Bureau de la coordination et de la planification (CORDIPLAN), la Fondation pour le développement de la région du centre-ouest (FUDECO) et l'OEA (Barquisimeto, Venezuela, 5-6 octobre 1994).

Réunion nationale de maires pour la défense de l'enfance (Viña del Mar, Chili, 7-8 octobre 1994).

Vingt-et-unième Séminaire international de l'Association interaméricaine pour le budget public. Présentation sur le budget public et l'équité (Brasilia, 28 novembre-1er décembre 1994).

Conférence sur la compétitivité et l'aménagement du territoire, sur l'invitation du Congrès national de la Colombie (Bogotá, 15 mai 1995).

Exposé sur la société civile et l'éradication de la pauvreté durant le séminaire "La pauvreté, responsabilité collective", organisé par le Conseil national pour l'éradication de la pauvreté (Rancagua, Chili, 31 mai 1995).

Séminaire international sur la démocratie et la participation populaire, organisé par le Centre d'études supérieures universitaires de l'Université de San Simón (CESU-UMSS) et l'Institut latino-

américain de recherche sociale (ILDIS). Présentation sur l'institutionnalisation politique et économique de la participation populaire (l'expérience de la décentralisation) (Cochabamba, Bolivie, 27-28 juillet 1995).

iii) Coopération technique

Argentine

Avec la Commission régionale de Río Cuarto, pour étudier les possibilités de réaliser un programme de coopération technique bilatérale.

Brésil

Avec le Secrétariat de la planification relevant de la Présidence de la République (SEPLAN), pour négocier et préparer un accord de coopération avec l'ILPES afin d'assurer le suivi des mesures gouvernementales, ainsi que pour la réalisation d'activités de formation et de coopération technique horizontale.

Colombie

Avec le gouvernement municipal de la ville de Medellín, dans la planification du développement local.

Avec le Département administratif national de statistique (DANE), dans l'utilisation et les applications du système informatique REDATAM (recherche de données de petites aires par micro-ordinateur, doté d'une base de données multidisciplinaires et en interface avec les systèmes d'information géographique et démographique).

Chili

Avec les autorités de la province Cardenal José María Caro (région VI), en matière de développement local.

Equateur

Avec le gouvernement municipal de la ville de Quito, dans la planification du développement local.

El Salvador

Avec le Secrétariat de la reconstruction nationale (SRN), en matière de planification économique.

Avec le Programme de développement pour les personnes déplacées, réfugiées et rapatriées (PRODERE), en matière de planification du développement local.

Avec la Vice-présidence de la République, dans la préparation d'un accord PNUD/ILPES concernant la politique économique.

Jamaïque

Avec l'Institut de planification de la Jamaïque, sur la Banque de projets.

Mexique

Avec l'Institut national d'administration publique (INAP), dans les programmes de développement local.

Uruguay

Avec le Bureau de la planification et du budget (OPP), dans la mise au point d'un modèle macro-économique.

Venezuela

Avec le Fonds d'investissement social (FONVIS), dans la programmation d'activités de formation en matière d'évaluation de projets.

Avec l'Université catholique Andrés Bello et le Bureau central de statistique et d'informatique, dans l'utilisation et les applications du système informatique REDATAM.

Avec le Bureau central de la coordination et de la planification (CORDIPLAN), pour étudier avec le Ministre et ses collaborateurs la préparation du neuvième Plan de la Nation et l'élaboration d'un programme de formation en matière de réformes économiques et de gestion publique stratégique, ainsi que pour la mise en oeuvre d'une banque de projets.

iv) Formation et boursesCours internationaux

Premier Cours international sur la préparation, l'évaluation et la gestion de projets de développement (Santiago du Chili, 8 juillet-12 août 1994), à l'intention de 30 participants provenant de 14 pays de la région (13 bourses).

Cours "Laboratoire intégré sur la conception de stratégies régionales" (LIDER), programme de formation avancée en matière de développement régional (Santiago du Chili, 12 août-16 septembre 1994), à l'intention de 24 participants provenant de 11 pays de la région (10 bourses).

Deuxième Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, organisé avec le concours de l'Institut international d'administration publique (IIAP) du gouvernement français et l'Association interaméricaine pour le budget public (ASIP) (Santiago du Chili, 23 septembre-28 octobre 1994), à l'intention de 31 participants provenant de 14 pays de la région (8 bourses).

Cours international sur la décentralisation et la gestion municipale (Santiago du Chili, 3 novembre-7 décembre 1994), à l'intention de 32 participants provenant de 15 pays de la région (13 bourses).

Maîtrise sur le développement en Amérique latine, organisée par le Siège ibéro-américain de l'Université internationale d'Andalousie, l'ILPES et la CEPALC (La Rábida, Espagne, 17 avril-16 juin 1995), à l'intention de 53 participants provenant de divers pays d'Amérique latine.

Deuxième Cours international sur la préparation, l'évaluation et la gestion de projets de développement local, organisé par l'ILPES avec le concours financier et technique de l'Institut de coopération ibéro-américaine du gouvernement espagnol et l'Agence espagnole de coopération internationale (ICI/AECI) (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, 29 mai-30 juin 1995), à l'intention de 23 participants provenant des pays suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Equateur, Honduras, Nicaragua, Pérou et République dominicaine (12 bourses).

Deuxième Cours international sur la décentralisation, la gestion municipale et le développement local, organisé par l'ILPES avec le concours financier du gouvernement italien (Santiago du Chili, 7 août-8 septembre 1995), à l'intention de 28 participants provenant des pays suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Equateur, El Salvador, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela.

Troisième Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, organisé par l'ILPES avec la collaboration de l'Institut international d'administration publique (IIAP) du gouvernement français et de la Direction générale du budget du Ministère de l'économie et des finances du gouvernement espagnol. Ce cours a également été parrainé par l'Association interaméricaine pour le budget public (ASIP) (Santiago du Chili, 3 novembre-7 décembre 1995), à l'intention de 44 participants provenant des pays suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou et Venezuela.

#### Cours nationaux

Cours "Laboratoire intégré sur la conception de stratégies régionales" (LIDER), à l'intention de 24 participants colombiens (Manizales, Colombie, 2 mai-3 juin 1994).

Cours LIDER-PARANA 95, Programme de formation avancée en développement régional, organisé par l'ILPES et l'Institut de développement économique et social du Parana (PARDES), avec le concours de l'Institut de recherche économique appliquée/Centro de Treinamento para o Desenvolvimento Econômico (IPEA/CENDEC) (Curitiba, Brésil, 31 juillet-1er septembre 1995), à l'intention de 24 participants brésiliens.

#### Cours portant sur des domaines spécifiques

Présentation "Hiérarchisation de projets et programmation d'investissements", dans le cadre du cours ILPES/Conseil régional de planification économique et sociale (CORPES) (Pamplona, Colombie, 26 mars-1er avril 1995).

Cours sur le développement régional au Centre de recherche en alimentation et développement (CIAD) (Hermosillo, Mexique, 8-12 mai 1995).

Cours sur le développement régional à l'Université del Valle (Cali, Colombie, 17-19 mai 1995).

Assistance aux programmes d'universités nationales et collaboration pédagogique avec d'autres institutions

Participation à l'inauguration du Programme de maîtrise en gestion du développement régional, à l'Université australe du Chili (Valdivia, Chili, 7 mars 1994).

Présentation sur des aspects actuels du développement régional, à l'Université nationale de Río Cuarto et au Centre de l'entreprise, du commerce et de l'industrie de Río Cuarto (Río Cuarto, Argentine, 22-26 mars 1994).

Participation à la cérémonie inaugurale des programmes de maîtrise organisés par l'Université australe du Chili (Valdivia, Chili, 3-4 avril 1994).

Classe magistrale d'ouverture de l'année académique de l'Université du Bío-Bío, sur le thème "Université et développement régional" (Concepción, Chili, 8 avril 1994).

Cours sur les politiques publiques à l'échelon municipal dans le cadre du Postgraduat en gestion et gouvernement municipal (Quito, 8-14 avril 1994).

Présentation d'un cours sur la transformation du processus de production dans un climat d'équité et la gestion stratégique de l'Etat, à la Chambre de commerce (Pereira, Colombie, 6 mai 1994).

Présentation de cours sur la préparation et l'évaluation sociale des projets d'investissement à l'Université de La Laguna (Ténérife, Espagne, 6-24 mai 1994).

Présentation d'un cours sur la science politique de la décentralisation dans le cadre du Programme de maîtrise en économie et gestion régionale (Accord Université australe du Chili/ILPES) (Valdivia, Chili, 26 juin-2 juillet 1994 et 26 septembre-7 octobre 1994).

Cours sur la gestion du développement régional à l'Université technologique de Magdalena (Santa Marta, Colombie, 10-14 octobre 1994).

Cours sur la gestion du développement régional à l'Université del Valle (Cali, Colombie, 17-21 octobre 1994).

Participation aux Journées académiques d'été, cycle "Modernisation de l'Etat", organisé par l'Université de Concepción (Concepción, Chili, 11-12 janvier 1995).

Cours en matière de développement régional à l'Institut d'études régionales, Université d'Antioquia (Colombie, 2-8 avril 1995).

#### SOUS-PROGRAMME 4: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Au cours de la période biennale 1994-1995, les activités du Groupe commun CEPALC/ONUDI du développement industriel et technologique, responsable du sous-programme 4: Développement industriel, scientifique et technologique, ont été centrées sur l'étude du processus de réaménagement industriel et sur la mise au point de politiques propres à améliorer la compétitivité des pays de la région. Le Groupe a publié, y compris les travaux menés dans le cadre des projets, 10 articles dans des livres et des magazines internationaux et 23 documents officiels de la CEPALC. Six réunions ont également été organisées et ses fonctionnaires ont participé à 31 séminaires en tant que conférenciers et à 33 autres rencontres, en tant que commentateurs. Sept cours ont été effectués (quatre au niveau post-universitaire) et 13 ateliers de formation en programmes d'informatique. Finalement, au cours de cette même période, 40 missions d'assistance technique ont été réalisées dans 13 pays de la région.

Les principales activités sont les suivantes:

i) Dans le cadre du projet CEPALC/Centre de recherches pour le développement international (CRDI) CAN/93/S41 "Réaménagement du processus de production, l'organisation industrielle et la compétitivité internationale en Amérique latine et aux Caraïbes", le Groupe a élaboré 22 documents sur les rapports d'interdépendance entre la micro-économie et la macro-économie, ainsi que sur les industries de l'automobile, pharmaceutique, pétrochimique, de la pulpe et du papier, en Argentine, au Chili, en Colombie et au Mexique. Ces travaux apparaîtront dans cinq livres qui seront publiés en 1996. Les résultats du projet ont été présentés lors d'une conférence internationale organisée par l'Institut pour la nouvelle technologie de l'Université des Nations Unies et moyennant la présentation de 18 exposés à différents congrès et séminaires réalisés au sein et hors de la région.

ii) Les travaux relevant du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039 "Mise au point de politiques visant à renforcer la capacité d'innovation technologique et la compétitivité internationale des entreprises latino-américaines" ont concerné 11 pays de la région auxquels le Groupe a prêté une assistance technique en matière de politiques d'encouragement des exportations, le développement de ressources humaines et l'innovation et diffusion technologiques; il a également collaboré avec divers organismes gouvernementaux dans l'élaboration de politiques industrielles et favorisé la modernisation des associations de chefs d'entreprises. Un type de coopération particulièrement importante a été celle prêté à l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) du Brésil, à l'Institut de planification de la Jamaïque, au Conseil national de compétitivité et au Département administratif national de statistique de la Colombie, le Ministère du développement du Venezuela et le Conseil national de la science et de la technologie et le Ministère du développement durable et de l'environnement de la Bolivie. Les résultats du projet ont été diffusés moyennant la réalisation de trois séminaires, deux au niveau national et un à l'échelon international, la présentation d'exposés à 15 conférences, l'élaboration d'une vidéo-cassette et la publication de six articles dans divers livres et magazines en Amérique et en Europe.

iii) Deux logiciels ont été mis au point pour évaluer la compétitivité des exportations de 83 pays (Analyse de la compétitivité des pays, CAN) et l'évolution industrielle de la région (Programme d'analyse de la dynamique industrielle, PADI). 13 cours de formation dans l'utilisation du logiciel CAN ont été organisés à la demande de plusieurs gouvernements, d'associations de chefs d'entreprises et d'universités.

iv) Le document "Salud, equidad y transformación productiva en América Latina y el Caribe" (LC/G.1813(SES.25/18)) a été publié dans le cadre du projet commun CEPALC/OPS et présenté à la vingt-cinquième session de la CEPALC.

v) Un séminaire sur le développement technologique et la gestion de l'environnement dans les entreprises a été organisé pour établir les principes directeurs régissant les rapports industrie-environnement.

vi) Deux documents ont été élaborés pour proposer des instruments de politique propices aux petites et moyennes entreprises; un séminaire relatif à ce même domaine a été tenu en Bolivie dans le cadre du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039, ainsi qu'une réunion internationale organisée conjointement par la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation Sercal du Chili.

vii) Dans le cadre du projet CEPALC/Pays-Bas HOL/93/S91 "Nouveaux opérateurs émergents dans la coopération technique entre pays en développement: rapports entre le gouvernement et le secteur privé dans certains pays d'Amérique latine", le Groupe a organisé un séminaire sur les expériences positives en la matière.

viii) Une étude et trois documents spécifiques sur l'investissement public dans le domaine de l'enfance ont été élaborés dans le cadre du projet "Principes directeurs d'action commune CEPALC/FISE à moyen terme".

ix) Un réseau régional de chercheurs a été mis sur pied afin de faciliter l'échange de données d'information sur la restructuration et les politiques industrielles. La consolidation progressive de ce réseau s'est déjà traduite par la publication d'une première bibliographie commentée comprenant des résumés de 80 études élaborées par ces chercheurs.

x) En ce qui concerne les publications périodiques, les n° 16, 17, 27, 28 et 29 de la série "Desarrollo productivo, Red de Reestructuración y Competitividad" ont été publiés.

Finalement, le Groupe a apporté plusieurs chapitres aux documents élaborés par le secrétariat en vue de la vingt-cinquième session de la CEPALC: "América Latina y el Caribe: políticas para mejorar la inserción en la economía mundial" et "El regionalismo abierto en América Latina y el Caribe. La integración económica al servicio de la transformación productiva con equidad". En 1995, il a également contribué à la préparation du document sur l'épargne, l'investissement et le progrès technique élaboré par la CEPALC en vue de la vingt-sixième session.

i) Documents

Reestructuración y desarrollo productivo: desafío y potencial para los años noventa, série Estudios e informes de la CEPAL, n° 92 (LC/G.1831-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.94.II.G.4.

Reestructuración y competitividad: bibliografía comentada, série Desarrollo productivo, n° 16 (LC/G.1840).

Síntesis del planteamiento de la CEPAL sobre la equidad y transformación productiva, série Desarrollo productivo, n° 17 (LC/G.1841).

Comercio internacional y medio ambiente. La discusión actual, série Estudios e informes de la CEPAL, n° 93 (LC/G.1860-P). Publication des Nations Unies, número de vente: S.95.II.G.7.

CAN: Análisis de la competitividad de los países. Programa computacional para evaluar y describir el medio competitivo internacional, versión 2.0: manual de uso (LC/G.1863).

Indicadores de competitividad y productividad: revisión analítica y propuesta sobre su utilización, série Desarrollo productivo, n° 27 (LC/G.1870).

Innovación en tecnologías y sistemas de gestión ambientales en empresas líderes latinoamericanas. Experiencias empresariales en materia de desarrollo, aplicación y difusión de tecnologías ambientalmente racionales, série Estudios e informes de la CEPAL, n° 94 (LC/G.1871-P). Publication des Nations Unies, número de vente: S.95.II.G.11.

The Taiwanese experience with small and medium-sized enterprises (SMEs): Possible lessons for Latin America and the Caribbean, série Desarrollo productivo, n° 28 (LC/G.1872).

Fortalecimiento de los gremios empresariales en América Latina, série Desarrollo productivo, n° 29 (LC/G.1885).

Empresas líderes en desarrollo, aplicación y difusión de tecnologías ambientalmente racionales en América Latina: el caso de Maestranza Iquique S.A. —Hetland Process— y empresas pesqueras asociadas a CORPESCA, Chile (LC/R.1152/Rev.3).

Empresas líderes en desarrollo, aplicación y difusión de tecnologías ambientalmente racionales en América Latina: el caso de la empresa FIBRIT, Colombia (LC/R.1251/Rev.2).

Organización industrial, competitividad internacional y política pública en la década de los años noventa (LC/R.1329).

La pequeña y mediana empresa: algunos aspectos (LC/R.1330).

Empresas líderes en desarrollo, aplicación y difusión de tecnologías ambientalmente racionales en América Latina: el caso de desarrollo de tecnologías de tratamiento de efluentes, minimización de residuos y acceso al campo de la biotecnología en la fabricación de colorantes sintéticos de la empresa VILMAX S.A., Argentina (LC/R.1343).

Comercio exterior de bienes de capital en América Latina, 1985-1991 (LC/R.1366).

Grupos económicos y desarrollo: el caso de Chile (LC/R.1444).

Desempenho e desafios da indústria brasileira de máquinas-ferramentas (LC/R.1445).

La coyuntura regional desde la perspectiva de la industria de bienes de capital (LC/R.1449).

La industria argentina: de la sustitución de importaciones a la convertibilidad (LC/R.1454).

Del capitalismo asistido al capitalismo incierto: el caso de la industria petroquímica argentina (LC/R.1456).

Estabilidad y estructura: interacciones en el crecimiento económico (LC/R.1462).

Reconversión y competitividad en la industria colombiana: 1983-1993 (LC/R.1465).

Reorganización industrial y estrategias competitivas en Chile (LC/R.1467).

Perfil tecno-productivo de los grupos económicos en la industria argentina (LC/R.1472).

Reestruturação industrial em contexto macroeconômico instável: a experiência brasileira contemporânea (LC/R.1474).

Restructuring and changing market conditions in the Brazilian auto components industry (LC/R.1484).

La industria mexicana a principios de los noventa (LC/R.1489).

Desarrollo y crisis de la producción de celulosa y papel en Argentina (LC/R.1492).

Capacitación en América Latina: algunos desarrollos recientes, comparaciones internacionales y sugerencias de política (LC/R.1495).

Reconversión industrial y cambio estratégico en el bloque automotriz argentino, 1980-1993 (LC/R.1501).

Structural adjustment in Latin American: A select bibliography (LC/R.1503).

Desenvolvimento e competitividade do setor de papel e celulose no Brasil (LC/R.1505).

Cambios innovativos en sectores tradicionales de países en desarrollo: el caso de la industria del calzado en la Argentina (LC/R.1506).

Technology and work organization in Latin American motor vehicle industries (LC/R.1517).

El sector de celulosa y papel en Chile: un caso exitoso de reestructuración hacia los "commodities" industriales (LC/R.1521).

La industria chilena entre 1970-1994: de la sustitución de importaciones a la segunda fase exportadora (LC/R.1535).

International competition and globalization challenging the Brazilian automotive industry (LC/R.1536).

Comercio exterior de bienes de capital en América Latina 1985-1993 (LC/R.1538).

La industria farmacéutica y farmoquímica mexicana en el marco regulatorio de los años noventa (LC/R.1540).

Restructuring and international competitiveness: the Mexican automobile industry (LC/R.1550).

Formación y empresa. Algunos aportes recientes (LC/R.1552).

Régimen de incentivos, marco regulatorio y comportamiento microeconómico (LC/R.1561).

O setor farmacêutico/farmoquímico brasileiro e as mudanças institucionais dos anos 90 (LC/R.1566).

El comercio internacional de manufacturas de la Argentina, 1974-1990: políticas comerciales, cambios estructurales y nuevas formas de inserción internacional (LC/BUE/L.133).

De la sustitución de importaciones a la globalización: las empresas transnacionales en la industria argentina (LC/BUE/L.134).

La industria argentina: un proceso de reestructuración desarticulada (LC/BUE/L.135).

Industrialización e incorporación del progreso técnico en la Argentina (LC/BUE/L.136).

Ruedas de negocios y cooperación empresaria en el MERCOSUR: análisis y seguimiento de las ruedas de negocios organizadas por el SEBRAE-Rio de Janeiro en Buenos Aires (LC/BUE/L.138).

Calificación de los recursos humanos e industrialización: el desafío argentino de los años ochenta (LC/BUE/L.139).

Tecnologías de organización y estrategias competitivas (LC/BUE/L.140).

Tres etapas en la búsqueda de una especialización sustentable: exportaciones industriales argentinas, 1974-1993 (LC/BUE/L.142).

Nuevas bases de la política industrial en América Latina (LC/BUE/L.143).

Participación de las empresas transnacionales en las exportaciones argentinas (LC/BUE/L.144).

Las filiales argentinas de las empresas transnacionales de Estados Unidos: rasgos centrales y desempeño reciente (LC/BUE/L.145).

Vientos de cambio: los nuevos temas centrales sobre las empresas transnacionales (LC/BUE/L.146).

Perfil de la inserción externa y conducta exportadora de las pequeñas y medianas empresas industriales argentinas (LC/BUE/L.148).

Las PYMEs en el MERCOSUR: definiciones y primeras estimaciones (LC/BUE/R.186).

Pequeños y medianos empresarios industriales metalmecánicos de Rosario (LC/BUE/R.187).

Calificación de los recursos humanos e industrialización: el desafío argentino de los años noventa (LC/BUE/R.191).

Exportaciones industriales a Brasil, 1991/93: especialización, participación empresaria e importancia del mercado brasileño en las ventas y las exportaciones totales de un conjunto representativo de firmas (LC/BUE/R.192).

Tendencias principales de la inversión extranjera directa y de las empresas transnacionales en el actual contexto de la globalización (LC/BUE/R.193).

Estados Unidos en el nuevo contexto internacional; marco regulatorio para las exportaciones (LC/BUE/R.194).

Algunas tendencias de la economía mundial y su incidencia sobre el comercio internacional (LC/BUE/R.195).

Inserción internacional de la industria argentina (LC/BUE/R.196).

Exportaciones PYMEs industriales a fines de los años ochenta (LC/BUE/R.197).

Principales características de las pequeñas y medianas exportaciones a Brasil (LC/BUE/R.198).

Las exportaciones industriales a Chile y selección de las principales actividades exportadoras con predominio de firmas PYMEs (LC/BUE/R.199).

Principales características de las pequeñas y medianas exportaciones a Estados Unidos (LC/BUE/R.200).

Exportaciones PYMEs industriales en 1992: principales cambios con el quinquenio anterior (LC/BUE/R.201).

Principales características de las pequeñas y medianas exportaciones a Brasil (LC/BUE/R.202).

Las exportaciones industriales argentinas a Chile en 1992 y principales cambios en relación a 1988 (LC/BUE/R.203).

Rasgos básicos de las pequeñas y medianas exportaciones a Estados Unidos (LC/BUE/R.204).

Nuevas bases de la política industrial en América Latina (LC/BUE/R.205).

Restricciones a las exportaciones de las pequeñas y medianas firmas de química liviana: líneas de trabajo para apoyar su proceso exportador (LC/BUE/R.206).

Informe sobre las exportaciones PYMEs de bienes de capital y equipos científicos (LC/BUE/R.207).

Principales resultados del estudio sobre restricciones a las exportaciones de PYMEs industriales de la zona del centro de Santafé (LC/BUE/R.208).

Internacionalización de las pequeñas y medianas empresas argentinas en el MERCOSUR: exportaciones y modalidades de cooperación empresarial (LC/BUE/R.209).

Las exportaciones de las pequeñas y medianas firmas de productos plásticos: principales restricciones y lineamientos para su promoción (LC/BUE/R.210).

Restricciones a las pequeñas y medianas empresas cordobesas para exportar (LC/BUE/R.211).

Restricciones de las pequeñas y medianas empresas mendocinas para exportar: productores de agroalimentos y metalmecánicos (LC/BUE/R.212).

Exportaciones de empresas PYMEs de manufacturas de cuero: principales resultados del trabajo de campo (LC/BUE/R.213).

Diagnóstico sobre la demanda futura de ingenieros (LC/BUE/R.214).

Pequeñas y medianas empresas industriales exportadoras argentinas (LC/BUE/R.215).

El desafío de la internacionalización y el MERCOSUR para las PYMEs argentinas (LC/BUE/R.216).

Restricciones a las pequeñas y medianas empresas de muebles de Capital Federal y Gran Buenos Aires (LC/BUE/R.217).

Las exportaciones industriales argentinas a Chile entre 1988 y 1993 y principales restricciones a la exportación que enfrentan las firmas PYMEs argentinas (LC/BUE/R.218).

Rasgos básicos de las pequeñas y medianas exportaciones a Estados Unidos (LC/BUE/R.219).

Cooperación empresarial entre PYMEs argentinas y firmas brasileñas: primeras reflexiones que surgen del trabajo de campo en Argentina (LC/BUE/R.220).

Cooperación empresarial entre PYMEs brasileñas y argentinas: primeras reflexiones que surgen del trabajo de campo en Brasil (LC/BUE/R.221).

Cooperación empresarial en la que intervienen firmas brasileñas y argentinas: primeras reflexiones que surgen de un trabajo de campo (LC/BUE/R.222).

As empresas brasileiras: internacionalização e ajuste à globalização dos mercados (LC/BRS/R.44/Rev.1).

Recursos humanos en los sectores agroalimenticio, metalmecánico y madera y papel (LC/MVD/R.126).

Inversión, productividad total de factores y eficiencia de la industria en Uruguay (LC/MVD/R.129).

Políticas de inversión y de recursos humanos en la industria química uruguayo. Informe preliminar (LC/MVD/R.132).

Políticas de inversión y de recursos humanos en el sector químico uruguayo. Boletín ejecutivo para empresas (LC/MVD/R.133).

Publications externes

"La industria argentina: un proceso de reestructuración desarticulada", Boletín informativo Techint, n° 277, Buenos Aires, janvier-mars 1994.

"O setor petróleo no contexto econômico latino-americano", Cadernos de energia, n° 1, Universidad Federal de Rio de Janeiro, Brésil, mars 1994.

"Latin America's experience with technology policies: Current situation and prospects", Wilson Peres Núñez. Cet article a été publié dans The Role of Technology in Regional and Global Economic Integration (document lié au rapport présenté par le Secrétaire général à la première session de la Commission sur la science et la technologie au service du développement), Division de la science, la technologie, l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles, New York, 1993. Cet article est aussi paru dans International Journal of Technology Management, vol. 9, n°s 3/4, 1994.

"Industrial organization, international competitiveness and public policy", Jorge Katz, The New Paradigm of Systemic Competitiveness: Toward more Integrated Policies in Latin America, Colin I. Bradford Jr. (comp.), Paris, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), août 1994.

"Employment, human resources and systemic competitiveness", Joseph Ramos, The New Paradigm of Systemic Competitiveness: Toward more Integrated Policies in Latin America, Colin I. Bradford Jr. (comp.), Paris, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), août 1994.

"Las estrategias de las empresas transnacionales", Evaluación de acciones de integración económica, Fondation Raúl Prebisch et Fondation Friedrich Ebert, Buenos Aires, 1994.

"Argentina: la industria en el contexto del Plan de Convertibilidad", Economía, política e sociedade, n° 2, São Paulo, Institut latino-américain de développement économique et social (ILDES), 1994.

"Nuevas bases de la política industrial", Información comercial española. Revista de economía, n°s 732-733, Madrid, août-septembre 1994.

"¿Cuáles son las variables centrales para analizar la competitividad en el Río de la Plata?", Competitividad sistemática e innovación en el Uruguay, Document de travail n° 1, Montevideo, Centre d'informations et d'études de l'Uruguay (CIESU), novembre 1994.

"Systems of innovation in Latin America: Local experiences and institutional support", Wilson Peres Núñez et Marco Dini. Cet article est paru dans le magazine L'industria, Italie, décembre 1994.

"Mexico's integration into the North American economy: The role of foreign investment", Wilson Peres, Michael Mortimore et Alvaro Calderón, Foreign Direct Investment in Developing Countries: The Case of Latin America, Madrid, Institut des relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA), 1994.

"Mexico: Foreign investment as a source of international competitiveness", Wilson Peres, Michael Mortimore et Alvaro Calderón, Foreign Direct Investment, Economic Structure and Governments, John Dunning et Rajneesh Narula (eds.), Londres, Routledge, 1995.

"La industria argentina: un proceso de reestructuración desarticulada", Cuadernos de Economía Política de la Universidad Nacional de Luján, Luján, Editorial Biblos, 1994; Más allá de la estabilidad, Buenos Aires, Fondation Friedrich Ebert, février 1995.

"Globalización y transnacionalización de la economía. La competitividad sistémica y el papel actual de la integración económica", Educados para competir, Ed. Buenos Aires, février 1995.

"América Latina: competitividad y políticas de promoción de exportaciones", Carla Macario, Comercio exterior, Banco Nacional de Comercio Exterior, S.N.C., vol. 45, n° 3, Mexico, mars 1995.

"El empresariado emergente en América Latina", Síntesis IPYME, año 4, n° 32, mars-avril 1995.

"Investment in innovation and technological adaptability in Latin America and the Caribbean", Wilson Peres Núñez et Ludovico Alcorta, Document de travail, Maastricht, Institut pour la nouvelle technologie de l'Université des Nations Unies (UNU-INTECH), août 1995.

Políticas de competitividad para la pequeña y mediana empresa (exposés présentés au Séminaire sur les politiques pour la compétitivité de la petite et moyenne entreprise), Institut d'assistance sociale, économique et technologique (INASET), La Paz, 1995.

"Manufacturing firm competitiveness: the case of Venezuela", Carla Macario, Latin America's New Insertion in the World Economy, R. Buitelaar (ed.), Londres, Macmillan Press, 1995.

"A internacionalização da industria brasileira. Números e reflexões depois de alguns anos de abertura", Giovanni Stumpo et Ricardo Bielschowsky, O Brasil e a economia global, Renato Baumann (ed.), São Paulo, Editora Campos, novembre 1995.

## ii) Réunions, séminaires et conférences

### Organisés par le sous-programme

Séminaire national sur l'étude de la compétitivité des pays, organisé par le projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039 "Mise au point des politiques visant à renforcer la capacité d'innovation technologique et la compétitivité internationale des entreprises latino-américaines", en collaboration avec l'Association colombienne des industries plastiques (ACOPLASTICOS) (Bogotá, 22-23 février 1994).

Séminaire international sur le développement technologique et la gestion de l'environnement dans les entreprises latino-américaines, organisé avec l'Association pour le développement de l'industrie manufacturière (SOFOFA) et l'Association d'industries métallurgiques et de constructions métalliques (ASIMET) (Santiago du Chili, 5 avril 1994).

Séminaire national sur l'étude de la compétitivité des pays et le renforcement des associations de chefs d'entreprises en Amérique latine, organisé par le projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039 et la Fondation APEC de crédit éducatif, Inc. (Saint-Domingue, 27-28 mai 1994).

Deuxième séminaire sur l'organisation industrielle, le système novateur et la compétitivité internationale, organisé par la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC, dans le cadre du projet CEPALC/Centre de recherches pour le développement international (CRDI) CAN/93/S41 "Réaménagement du processus de production, l'organisation industrielle et la compétitivité internationale en Amérique latine et aux Caraïbes" (Termas del Corazón, Chili, 6-8 juin 1994).

Séminaire national sur les politiques pour la compétitivité de la petite et moyenne entreprises, organisé conjointement par le projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039, l'Institut d'assistance sociale, économique et technologique (INASET), l'Association de petites industries (ADEPI) de la Bolivie et la Fondation Konrad Adenauer (La Paz, 10 novembre 1994).

Séminaire national sur le développement industriel compétitif au Venezuela, organisé par le projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039, le Ministère du développement, Venezuela Competitiva et l'Institut du commerce extérieur (Caracas, 20 mars 1995).

Séminaire international sur les expériences réussies de coopération gouvernement-secteur privé en Amérique latine, organisé par le projet CEPALC/Pays-Bas HOL/93/S91 "Nouveaux opérateurs émergents dans la coopération technique entre pays en développement: rapports entre le gouvernement et le secteur privé dans certains pays d'Amérique latine" (Santiago du Chili, 22-23 mai 1995).

Réunion sur la restructuration des instituts publics, organisée conjointement par la Division du développement de la production et des entreprises et la Fondation Oswaldo Cruz (FIOCRUZ) (Santiago du Chili, 22-23 août 1995).

Conférence sur la productivité, le progrès technologique et les systèmes d'innovation en Amérique latine dans les années 90, organisée par la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC, dans le cadre du projet commun CEPALC/CRDI CAN/93/S41, avec le concours de l'Institut pour la nouvelle technologie de l'Université des Nations Unies (UNU/INTECH) (Marbella, Chili, 28-30 août 1995).

Séminaire international sur le nouveau rôle des associations de chefs d'entreprises dans le développement de la production, organisé conjointement par la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC, la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation Sercal, sous le parrainage du Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction du Chili et le Réseau andin pour le développement de la petite industrie (ANDINET) (Santiago du Chili, 25-26 octobre 1995).

Séminaire international "Politique industrielle comparée: analyse de l'expérience récente des pays latino-américains et européens", organisé conjointement par le projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039, l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) et le Bureau de la CEPALC à Brasilia (Brasilia, 5-6 décembre 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

Séminaire "Les travailleurs et la modernisation productive de la petite et moyenne entreprise. L'optique des chefs d'entreprises et des travailleurs", organisé par le Service de coopération technique (SERCOTEC) du Chili (Santiago du Chili, 26 janvier 1994).

Séminaire "Pour une société écologique", organisé par l'Institut d'écologie politique (Santiago du Chili, 24 mars 1994).

Séminaire "L'industrie face à l'ouverture", organisé par le Département d'économie de la Faculté des sciences sociales de l'Université de la République (Montevideo, 25-26 avril 1994).

Atelier sur la sociologie du travail, organisé par la Commission des mouvements de travailleurs du Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) (Santiago du Chili, 11 mai 1994).

Table ronde sur les tendances économiques et sociales en Amérique latine, organisée par l'Ambassade du Canada au Chili (Santiago du Chili, 3 juin 1994).

Séminaire "Formation professionnelle mixte: l'expérience chilienne et ses projections", organisé par l'Ambassade d'Allemagne, le Ministère de l'éducation publique et le Ministère du travail et de la prévoyance sociale du Chili (Santiago du Chili, 14 juin 1994).

Séminaire-atelier "Analyse du système scientifique technologique agricole au Chili: repérage de domaines critiques d'intervention et de stratégies d'action", organisé par le Ministère de l'agriculture du Chili et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) de l'OEA (Santiago du Chili, 14 juin 1994).

Atelier "Politiques publiques - Formation des travailleurs", organisé par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) (Santiago du Chili, 17 juin 1994).

Séminaire sur l'Accord de libre-échange Chili-Colombie, organisé par la Chambre chilienne-colombienne du commerce et de l'industrie A.G. (Santiago du Chili, 22 juin 1994).

Conférence "The development experience of the Latin American/Caribbean region and the East Asian countries", organisée par la Banque interaméricaine de développement (BID) (Santiago du Chili, 22-24 juin 1994).

Réunion de la CEPALC et du Programme Bolívar (Santiago du Chili, 4 juillet 1994).

Atelier sur la sociologie du travail, organisé par la Commission des mouvements de travailleurs du Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) (Santiago du Chili, 6 juillet 1994).

Réunion sur les défis de l'innovation technologique au Chili, organisée par le Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction du Chili, avec le concours de la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC (Santiago du Chili, 9 août 1994).

Séminaire "First trinational summer institute on innovation, competitiveness and sustainability", organisé par le Trinational Institute on Innovation, Competitiveness and Sustainability de l'Université Simon Fraser (Le Chamois, Canada, 14-21 août 1994).

Séminaire international sur l'articulation de la production et le développement de la PYME, organisé par la Corporation pour le développement de la petite et moyenne entreprise (CEFOPE) et le Programme de promotion de la petite et moyenne industrie en Amérique latine (FOPIAL), sous le parrainage de la Fondation Konrad Adenauer et avec le concours de la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC (Santiago du Chili, 24-25 août 1994).

Atelier "New technologies, economies of scale and scope and location of production in developing countries", organisé par l'Institut pour la nouvelle technologie de l'Université des Nations Unies (UNU/INTECH) (Maastricht, Pays-Bas, 5-6 septembre 1994).

Séminaire régional sur l'innovation technologique et la propriété industrielle, organisé conjointement par le Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction du Chili et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), avec la collaboration de la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC (Santiago du Chili, 20-21 septembre 1994).

Séminaire "La qualité: outil pour l'amélioration des entreprises", organisé par le Programme régional US/RLA/90/004 "Modernisation industrielle du secteur des biens d'équipement en Amérique latine", au siège de l'Université "Federico Santa María" à Valparaíso, avec la collaboration de la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC (Santiago du Chili, 28 septembre 1994).

Réunion internationale "Compétitivité: expériences et stratégies", organisée par la Chambre de commerce de Cali, la Fondation pour le développement intégral de la vallée du Cauca (FDI) et la Chambre de commerce de Bogotá (Cali, Colombie, 28-30 septembre 1994).

Onzième conférence de l'Association de facultés, d'écoles et d'instituts latino-américains d'économie (AFEIFAL), "Enjeux et tâches du développement de l'Amérique latine" (Maracaibo, Venezuela, 3-5 octobre 1994).

Atelier sur la sociologie du travail, organisé par la Commission des mouvements de travailleurs du Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) (Santiago du Chili, 5 octobre 1994).

Congrès scientifique du Programme de la science et de la technologie au service du développement (CYTED) (Cancún, Mexique, 6-10 octobre 1994).

Séminaire sur les institutions du travail et le marché de l'emploi au Chili, organisé par le Ministère du travail et de la prévoyance sociale du Chili (Santiago du Chili, 7 octobre 1994).

Forum "Politique industrielle: comment, pourquoi, pour qui?", organisé par l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), avec le concours de la Fédération des industries de l'Etat de São Paulo (FIESP/CIESP) et l'Institut Roberto Simonsen (IRS) (São Paulo, Brésil, 11 octobre 1994).

Conférence internationale "Répercussions de l'entrée du Chili à l'Alena", organisée par le Centre d'études publiques (CEP) (Santiago du Chili, 19-20 octobre 1994).

Atelier sur les nouvelles modalités de développement des entreprises, organisé par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) (Santiago du Chili, 10 novembre 1994).

Trente-cinquième Assemblée générale des membres de l'Institut latino-américain du fer et de l'acier (ILAFA) et Congrès latino-américain de la sidérurgie, organisés par l'ILAFA (Santiago du Chili 20-23 novembre 1994).

Séminaire "Ethique et économie", organisé par l'Institut latino-américain de doctrine et d'études sociales (ILADES) et le magazine Mensaje (Santiago du Chili, 24 novembre 1994).

Forum "Nouveaux scénarios de politique industrielle et de développement technologique en Colombie", organisé par l'Institut de politiques du développement de l'Université Javeriana, avec le concours de la Fondation Konrad Adenauer et le Département national de planification (Bogotá, 30 novembre 1994).

Conférence "Industrial economic strategies for Europe: preparing for the turn of the century", organisée par l'Union européenne et l'Università di Bologna (Bologne, Italie, 2-3 décembre 1994).

Séminaire "Industrial competitiveness policies in Latin America", organisé par l'Institut pour la nouvelle technologie de l'Université des Nations Unies (UNU/INTECH) (Maastricht, Pays-Bas, 13 décembre 1994).

Réunion sur le comportement du secteur santé au Chili, organisée par le Centre pour l'étude de la santé (CENTERSAL) (Santiago du Chili, 13 décembre 1994).

Atelier sur les résultats d'une étude du projet de développement des constructions métalliques dans la sixième région, organisé par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) (Santiago du Chili, 15 décembre 1994).

Atelier "Foreign direct investment, economic structure and governments", organisé par l'Université Erasmus, des Pays-Bas et l'Institut pour la nouvelle technologie de l'Université des Nations Unies (UNU/INTECH) (Rotterdam, 15-16 décembre 1994).

Séminaire "Situation actuelle de l'agriculture: diagnostic et perspectives", organisé par le Centre d'études publiques (CEP) (Santiago du Chili, 4 janvier 1995).

Conférence "Les réformes de l'ex-Union soviétique: mythe, réalité et perspectives", organisée par le Centre d'économie appliquée du Département de génie industriel de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 6 janvier 1995).

Conférence internationale "Alena, accords commerciaux latino-américains et intégration régionale", organisée par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN), sous le parrainage de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) (Santiago du Chili, 12-13 janvier 1995).

Colloque international "Les réaménagements industriels en Amérique latine: les défis de la mondialisation", organisé par CREDAL de l'Université de Paris-Sorbonne, CERETIM et le Groupe de recherche et d'études économiques et sociales sur l'Amérique latine (GRESAL) (Paris, 26-28 janvier 1995).

Atelier régional "Sustainable paper cycle", organisé par l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIMAD) de Londres (Rio de Janeiro, 9 mars 1995).

Séminaire sur la politique industrielle, organisé par l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA) (Brasilia, 9 mars 1995).

Séminaire sur le nouveau rôle des associations de chefs d'entreprise dans l'essor de la politique industrielle compétitive, organisé par le Ministère du développement, le Fonds pour la recherche et l'amélioration de la productivité (FIMPRODUCTIVIDAD), la Société nationale de garanties réciproques pour la petite et moyenne industrie (SOGAMPI) et la société Veneconsultores (Caracas, 17 mars 1995).

Atelier "Nouvelles modalités de développement des entreprises. Cadre institutionnel d'encouragement productif dans les pays d'Asie du sud-est", organisé par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) (Santiago du Chili, 22 mars 1995).

Séminaire "Modernisation et marché de l'emploi. L'expérience brésilienne", organisé par le Groupe technique multidisciplinaire de l'Organisation internationale du travail (OIT) (Santiago du Chili, 23 mars 1995).

Séminaire "Enjeux d'une éducation de qualité", organisé par le Centre d'études publiques (CEP) (Santiago du Chili, 11-12 avril 1995).

Séminaire "Répartition du revenu au Chili, période 1990-1993. Enquête supplémentaire sur les revenus", organisé par l'Institut national de statistique (INE) (Santiago du Chili, 20 avril 1995).

Atelier "Transfer of technology, trade and development: the newly industrialized economies in the global competition", organisé par le Dipartimento di Scienze Economiche de l'Università degli Studi di Venezia (Venise, 28 avril 1995).

Conférence "La modernisation de l'entreprise latino-américaine: comment aborder la spécificité" (Santiago du Chili, 10 mai 1995).

Atelier sur la coopération internationale et l'application des connaissances à la production, organisé par le Secrétariat technique de la coopération technique internationale (SECTI) du Ministère de la Présidence du Pérou, avec la coopération de l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) (Lima, 12 mai 1995).

Conférence sur la politique industrielle nationale, organisée par l'Institut de planification de la Jamaïque (PIOJ) et le PNUD (Kingston, 29-30 mai 1995).

Réunion mixte CEPALC/INIA sur le développement technologique agricole dans le MERCOSUR, organisé par la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC et l'Institut de recherche agricole (INIA) (Santiago du Chili, 30 mai 1995).

Séminaire sur les droits d'émission commercialisables à Santiago, organisé par le Centre d'études publiques (CEP) (Santiago du Chili, 31 mai 1995).

Atelier sur la structure des marchés internationaux des produits pharmaceutiques, organisé par le Ministère de la santé de Cuba (La Havane, 2-3 juin 1995).

Séminaire-atelier sur la pérennité de l'environnement dans la croissance économique, organisé par le Centre d'analyse des politiques publiques (Santiago du Chili, 5-7 juin 1995).

Atelier sur la stabilisation des revenus des travailleurs et la flexibilité de l'emploi (première partie), organisé par le Forum du développement productif et la Corporation Tiempo 2000 (Santiago du Chili, 23 juin 1995).

Réunion "Evolutionary process of growth and development. History and theories", organisée par l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) (Laxenburg, Autriche, 27-29 juin 1995).

Atelier sur la stabilisation des revenus des travailleurs et la flexibilité de l'emploi (deuxième partie), organisé par le Forum du développement productif et la Corporation Tiempo 2000 (Santiago du Chili, 4 juillet 1995).

Séminaire "Défis du contexte mondial en matière d'économie et d'entreprises pour les rapports patrons-travailleurs", organisé par la Faculté des sciences économiques et administratives de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 10 juillet 1995).

Colloque "New generation of development policies", organisé par le PNUD avec la collaboration du Bureau de la CEPALC à Montevideo (Montevideo, 10-12 juillet 1995).

Atelier "Défis, politiques et instruments de reconversion de la production et de l'emploi, dans le cadre d'une transformation permanente et généralisée du processus de production", organisé par le Forum du développement productif et la Corporation Tiempo 2000 (Santiago du Chili, 11 juillet 1995).

Atelier "Le volet technologique du développement productif, défis, politiques et instruments", organisé par le Forum du développement productif et la Corporation Tiempo 2000 (Santiago du Chili, 17 juillet 1995).

Inauguration du Centre de productivité industrielle (CEPRI), organisée conjointement par la Division du développement de la production et des entreprises et le CEPRI (Santiago du Chili, 24 juillet 1995).

Séminaire "ISO 14000 et gestion de l'environnement", organisé par AIC Conferences S.A. (Santiago du Chili, 27 juillet 1995).

Atelier sur le volet environnemental du développement productif, organisé par le Forum du développement productif et la Corporation Tiempo 2000 (Santiago du Chili, 4 août 1995).

Lancement du livre "Estrategias para combatir la pobreza en América Latina: programas, instituciones y recursos", Dagmar Raczynski (ed.), organisé par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) (Santiago du Chili, 7 août 1995).

Réunion des Ministres de l'industrie des pays andins —Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela (Bogotá, 11 août 1995).

Séminaire sur la gestion de l'environnement et l'entreprise, organisé par la Faculté d'ingénierie de l'Université de Santiago du Chili (Santiago du Chili, 24 août 1995).

Premier Congrès international de génie industriel, organisé par le Département d'ingénierie de la production de l'Université fédérale de São Carlos (São Paulo, 5-7 septembre 1995).

Forum international sur la productivité, la compétitivité et l'internationalisation de l'économie, organisé par le Département administratif national de statistique (DANE) (Bogotá, 6-7 septembre 1995).

Séminaire organisé par le projet "Echange de données d'expérience sur les politiques économiques et sociales au service du développement entre l'Amérique latine, la Russie et certains pays européens", exécuté par la CEPALC et l'Institut de l'Amérique latine, de l'Académie des sciences de la Fédération russe (Moscou, 11-15 septembre 1995).

Journée de travail du Sous-programme XVI/CYTED, organisé par le Programme de la science et de la technologie au service du développement (CYTED) (Concepción, Chili, 21 septembre 1995).

Séminaire "Manuels techniques pour contrôler la pollution causée par certaines activités spécifiques", parrainé par l'Association pour le développement de l'industrie manufacturière et la Commission nationale de l'environnement (CONAMA), Région métropolitaine (Santiago du Chili, 26 septembre 1995).

Séminaire "La formation dans le cadre de la politique nationale de développement productif", organisé par le Centre d'assistance aux entreprises d'Arica, le Service national de formation et d'emploi (SENCE), première région, sous le parrainage du Ministère de la planification et de la coopération (MIDEPLAN) (Arica, Chili, 28 septembre 1995).

Dix-neuvième Congrès de Latin American Association (LASA) (Washington, D.C., 28-30 septembre 1995).

Trente-deuxième réunion du Comité technique du Centre interaméricain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle (CINTERFOR/OIT) (Ocho Ríos, Jamaïque, 3-6 octobre 1995).

Séminaire international sur la réglementation et la déréglementation en Amérique latine, organisé par l'Université du Chili et la Banque mondiale (Santiago du Chili, 5-7 octobre 1995).

Séminaire sur la culture, la citoyenneté et l'intégration en Amérique latine, organisé par le Département de sciences sociales de l'Institut latino-américain de doctrine et d'études sociales (ILADES), dans le cadre du Programme de maîtrise en études sociales et politiques latino-américaines (Santiago du Chili, 9-10 octobre 1995).

Débat "Le Chili et le MERCOSUR: l'incidence sur la certification des produits et le registre des entreprises selon la norme ISO 9000", organisé par la Direction des études scientifiques et technologiques (DICTUS) et la Faculté d'ingénierie de l'Université catholique du Chili, sous le parrainage de la Division du développement de la production et des entreprises de la CEPALC (Santiago du Chili, 11 octobre 1995).

Séminaire "Qualité et compétitivité: un seul défi", organisé par le Service de coopération technique (SERCOTEC) et parrainé par le Centre national de la productivité et de la qualité (Santiago du Chili, 19 octobre 1995).

Premier Congrès de l'Association d'études paraguayennes (Asunción, Paraguay, 19-21 octobre 1995).

Premier atelier international d'économie et de gestion "La concurrence sur des marchés mondialisés", organisé par le Département de génie industriel de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 24-27 octobre 1995).

Séminaire de réflexion "Incidence des nouvelles normes ISO 14000 sur les marchés d'exportation et sur la gestion interne des entreprises au Chili", organisé par la Confédération de la production et du commerce et l'Organisation internationale du travail (OIT) au Chili (Santiago du Chili, 25 octobre 1995).

Séminaire de réflexion sur la gestion des déchets et de l'environnement, organisé par AIC Conferences (Santiago du Chili, 25-27 octobre 1995).

Premier séminaire national "Système coopératif d'épargne et de crédit. Développement et projections", organisé par la Fédération chilienne de coopératives d'épargne et de crédit (Talca, Chili, 28 octobre 1995).

Séminaire sur la compétitivité de l'industrie du vin et de la vigne à l'échelon international, organisé par le Centre d'études publiques (CEP) (Santiago du Chili, 30 octobre 1995).

Réunion économique Chili/Porto-Rico, organisé par le Gouverneur de Porto-Rico (Santiago du Chili, 2 novembre 1995).

Séminaire "Ingénierie et développement: souplesse et automatisme", organisé par les étudiants de la Corporation Ingénierie et développement (Santiago du Chili, 2-4 novembre 1995).

Réunion sur les perspectives du développement scientifique et technologique à l'Université latino-américaine, organisée par le Centre interuniversitaire de développement (Santiago du Chili, 4-5 novembre 1995).

Présentation du Système national d'homologation de l'Institut national de normalisation (INN), organisé par l'Institut national de normalisation (Santiago du Chili, 8 novembre 1995).

Congrès international "Santé, crise et réforme", organisé par la Chambre argentine d'entreprises du secteur santé (Buenos Aires, 8-10 novembre 1995).

Séminaire sur la science et la technologie, l'environnement et le développement durable dans le contexte latino-américain, organisé par les Secrétariats d'Etat de la science et de la technologie et de l'environnement de Rio de Janeiro, sous le parrainage des Ministères de la science et de la technologie et de l'environnement, des ressources en eau et de l'Amazonie légale, le Forum des Secrétariats d'Etat de la science et de la technologie et de l'environnement, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le Centre latino-américain de physique (CLAF) et le Réseau latino-américain pour l'information technologique (RITLA) (Rio de Janeiro, 9-10 novembre 1995).

Sixième semaine de la productivité et de la qualité dans l'entreprise, organisée par le Centre de diffusion de l'Université catholique du Chili et le Programme de productivité et de qualité de l'entreprise (PROCAL), comprenant un séminaire sur les applications des normes ISO 9000 au Chili (Santiago du Chili, 13-14 novembre 1995) et un séminaire sur la gestion en vue de la compétitivité (Santiago du Chili, 15-16 novembre 1995).

Séminaire "Au-delà de l'évaluation de l'incidence environnementale des projets: évaluation environnementale stratégique et son application aux politiques, programmes et plans", organisé par le Centre d'études publiques (CEP) (Santiago du Chili, 15 novembre 1995).

Séminaire "Analyse du cycle de vie des produits et du rapport avec les labels environnementaux basés sur le comportement" (Labels type III), organisé par le Centre d'études publiques (CEP) (Santiago du Chili, 16 novembre 1995).

Atelier sur la pauvreté et la distribution du revenu au Chili, organisé par la Corporation Justice et démocratie (Santiago du Chili, 20 novembre 1995).

Séminaire sur la promotion de la compétitivité dans les entreprises des Caraïbes, organisé par le Ministère du commerce et de l'industrie, la Chambre de commerce, de l'industrie et de l'agriculture, et l'Association des petites entreprises industrielles de Sainte-Lucie (Castries, 28 novembre 1995).

Atelier "Mise en oeuvre des négociations d'Uruguay en Amérique latine: le cas de l'agriculture", organisé par la FAO et la Banque mondiale (Santiago du Chili, 28-30 novembre 1995).

Séminaire "La propriété industrielle au Chili, un outil d'innovation et de compétitivité sur le marché", organisé par le Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction (Santiago du Chili, 30 novembre 1995).

Séminaire international sur les systèmes de gestion environnementale basés sur les normes ISO 14000, organisé par le Centre interaméricain pour le développement social intégré (CIDES) (Santiago du Chili, 30 novembre-1er décembre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Avec des organismes régionaux et internationaux

Avec le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) au Canada, dans l'étude des tendances et des mutations des processus de développement industriel et technologique, d'ouverture économique, de réaménagement industriel et de compétitivité internationale dans la région latino-américaine.

Avec l'Organisation panaméricaine de la santé et la Banque mondiale, dans le cadre de l'étude "Investing in Health", menée par ces deux institutions; présentation d'un exposé intitulé "Santé, innovation technologique et cadre réglementaire".

Avec l'Institut pour la nouvelle technologie de l'Université des Nations Unies (UNU/INTECH), sur les nouvelles technologies, les économies d'échelle et le contrôle industriel numérique, ainsi que sur les politiques de compétitivité industrielle en Amérique latine.

Avec l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (IIASA), Laxenburg, Autriche, sur le progrès technologique et la théorie de l'innovation et son application dans les pays relativement moins avancés.

Avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), dans la préparation de la réunion internationale "Post-2000 outlook and perspectives for industrial development", Nouvelle-Delhi, Inde, 16-19 octobre 1995; collaboration dans les domaines spécifiques suivants: projections de croissance industrielle, compétitivité du secteur manufacturier, innovation technologique et libéralisation du commerce.

Avec l'Institut pour la nouvelle technologie de l'Université des Nations Unies (UNU/INTECH), dans le cadre du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039, afin de préparer une étude sur le progrès et la capacité d'adaptation technologiques en Amérique latine et aux Caraïbes en vue de sa présentation à la Conférence sur la productivité, l'évolution technologique et les systèmes innovateurs en Amérique latine dans les années 90 (Marbella, Chili, 28-30 août 1995) et ultérieurement au Forum sur la productivité, la compétitivité et l'internationalisation de l'économie (Bogotá, 6 et 7 septembre 1995).

Avec les Ministres de l'industrie des pays andins, durant la Réunion sur la complémentarité industrielle et la compétitivité (Bogotá, 11 août 1995), dont est émanée une déclaration par laquelle les ministres de la Bolivie, de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou et du Venezuela appuient résolument l'adoption de la stratégie de transformation du processus de production dans un climat d'équité proposée par la CEPALC. Etaient également présents le Président de la Société andine de développement et le Coordonnateur du Conseil de l'Accord de Carthagène (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

### Argentine

Avec l'Université de Buenos Aires, en matière de réaménagement industriel et de compétitivité internationale, ainsi que dans la préparation d'un projet d'accord de coopération entre l'Université de Buenos Aires et la CEPALC.

Avec l'Institut de la santé, de l'environnement, de l'économie et de la société (Fondation ISALUD) et avec l'Université nationale de Lomas de Zamora, en matière de santé et de sécurité sociale.

### Bolivie

Avec la Vice-présidence de la Bolivie, pour préparer un programme de science et de technologie dont sera chargé le Conseil national de la science et de la technologie (CONACYT) (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Avec le Secrétariat national de planification du Ministère du développement durable et de l'environnement, dans le cadre du projet BOL/94/036, pour mettre sur pied le Forum de la productivité du Conseil de développement national (CODENA) et appuyer le Système national de planification. Il a été proposé que la CEPALC fasse partie du Comité technique interministériel chargé de la mise sur pied de ce forum.

Avec l'Institut d'assistance sociale, économique et technologique (INASET), dans la préparation d'un livre intitulé "Politique pour la compétitivité de la petite et moyenne entreprise" (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

### Brésil

Avec la Fondation Oswaldo Cruz (FIOCRUZ), dans des domaines liés au secteur santé et à l'industrie pharmaceutique, ainsi que dans la reprogrammation des activités de recherche en matière de biotechnologie.

Avec l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), dans la mise au point de la politique industrielle brésilienne (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

### Canada

Avec l'Ambassade du Canada au Chili, pendant la Table ronde sur les tendances économiques et sociales en Amérique latine (Santiago du Chili, 13 mai 1994), en matière de restructuration industrielle et de compétitivité.

### Chili

Avec le Programme interinstitutions Maquehue, à Temuco, afin d'amorcer des activités dans les domaines suivants: amélioration du processus de production, commercialisation du lupin (principale production agricole de cette région) par l'intermédiaire de micro-entreprises communautaires, soins primaires de santé, éducation interculturelle bilingue et organisation communautaire.

Avec l'Association syndicale de la petite et moyenne entreprise d'Antofagasta (AGPIA) et l'Université catholique du nord, dans l'étude des problèmes des petites et moyennes entreprises et leurs solutions éventuelles dans le parc industriel d'Antofagasta.

Avec le Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction, sur les indicateurs de compétitivité, ainsi que dans une étude sur les systèmes d'innovation.

Avec l'Institut de recherches technologiques (INTEC), dans l'élaboration de politiques technologiques, d'innovation et de développement industriel et sur les rapports entre les aspects micro et macro.

Avec le Forum du développement productif, coordonné par le Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction et la Corporation Tiempo 2000, pour repérer et encourager les initiatives visant à faciliter la croissance dynamique et durable d'une économie ouverte et de petites dimensions, comme l'économie chilienne, dans un contexte de stabilité et d'équité.

Avec le Secrétariat du Programme de la science et de la technologie du Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction, en matière de politique et de gestion technologiques (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Colombie

Avec la Fédération colombienne d'industries métallurgiques (FEDEMETAL), en ce qui concerne les biens d'équipement.

Avec l'équipe économique du gouvernement, en matière de politique industrielle et de compétitivité internationale.

Avec la Fondation pour le développement intégral de la vallée du Cauca, pour analyser différentes méthodologies permettant d'évaluer la compétitivité des entreprises de la vallée du Cauca (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Avec l'Institut de formation et de recherche du plastique et du caoutchouc, relevant de l'Association colombienne des industries plastiques (ACOPLASTICOS), sur la compétitivité internationale (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Avec l'Association nationale d'industriels (ANDI), sur le thème "Productivité et progrès technologique en Amérique latine: analyse comparée de plusieurs pays".

Avec le Conseil pour l'économie et la compétitivité de la Présidence de la République, le Département national de planification, le Département administratif national de statistique (DANE), le Ministère du travail et de la sécurité sociale, et le Ministère du développement économique, en ce qui concerne la mise au point et l'étude de politiques, en particulier dans les domaines de la diffusion de la technologie, la formation de ressources humaines, l'infrastructure, la gestion des entreprises, les systèmes de régulation et l'échange de données d'expérience afin d'améliorer la compétitivité (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Avec le Département administratif national de statistique (DANE), dans l'étude d'indicateurs de compétitivité (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Avec le Département national de planification de la Colombie, pour préparer un projet sur les politiques sectorielles propres à renforcer la compétitivité.

Cuba

Avec le Ministère de la santé de Cuba, dans l'étude de l'industrie pharmaceutique.

Equateur

Avec l'Institut de recherches socio-économiques et technologiques (INSOTEC), sur les exigences technologiques de la petite et moyenne entreprise équatorienne, dans le cadre du projet "Education et petite et moyenne industrie (EDUPYMI)", financé par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI).

Avec la Banque centrale d'Equateur, sur les politiques macro-économiques et micro-économiques susceptibles d'accroître la compétitivité.

Jamaïque

Avec l'Institut de planification de la Jamaïque (PIOJ), pour mettre au point des politiques propres à encourager les exportations et pour préparer un rapport sur les mesures de politique à prendre pour accroître la compétitivité des entreprises nationales (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Mexique

Avec la Chambre nationale de l'industrie manufacturière (CANACINTRA), pour mettre sur pied le Centre d'articulation de la demande de biens d'équipement (CADE) au sein de cette institution.

Avec la Chambre de l'industrie manufacturière de Nuevo León (CAINTRA), pour mettre sur pied le Centre d'articulation de la demande de biens d'équipement (CADE) au sein de cette institution, en former les responsables et renforcer sa capacité de planification stratégique.

Pérou

Avec le Secrétariat exécutif de la coopération technique internationale (SECTI) du Ministère de la Présidence, sur le développement technologique, la compétitivité internationale et les mécanismes de concertation entre les secteurs public et privé (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

République dominicaine

Avec la Fondation APEC de crédit éducatif, Inc., pour organiser le Séminaire sur l'étude de la compétitivité des pays et la consolidation des associations de chefs d'entreprises en Amérique latine dans le domaine de la compétitivité internationale (Saint-Domingue, 27-28 mai 1994) (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Venezuela

Avec la Direction générale du Ministère du développement, sur les politiques de compétitivité des entreprises (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Avec plusieurs chambres industrielles, afin de planifier le co-financement d'un programme d'action visant au renforcement des associations de chefs d'entreprises (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

Avec l'Association vénézuélienne de l'industrie chimique et pétrochimique (ASOQUIM), afin d'élaborer une méthodologie permettant la réalisation d'une étude sur la gestion compétitive susceptible de bénéficier ce secteur et le pays (activité du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039).

iv) Formation et bourses

Exposé sur "Economic growth and equity: ECLAC proposals", pendant le cours "New perspectives in the international cooperation for development" du Département d'études internationales de l'Université de Padoue (Padoue, Italie, 25 février 1994).

Cours de postgraduat du Programme de maîtrise de l'Université de La Havane, "Structural adjustment in Latin America", organisé par la Carleton University, du Canada, et la CEPALC (La Havane, 30 janvier-3 février et 13-18 février 1995).

Cours de postgraduat du Programme de maîtrise de l'Université de La Havane (CEPALC/Carleton University), dans l'étude de la situation actuelle et des perspectives de l'industrie pharmaceutique et pharmaco-chimique cubaine (La Havane, 2-3 juin 1995).

Cours de postgraduat sur la théorie de l'innovation et le progrès technologique dans le Programme de maîtrise en économie de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos Aires (Buenos Aires, 3-7 juillet 1995).

Cours de postgraduat sur la théorie de l'innovation et le progrès technologique dans le Programme de maîtrise en économie de l'Université du Chili (Santiago du Chili, mars-juillet 1995).

Cours d'introduction à l'économie, premier semestre de 1995, Faculté d'économie de l'Université du Chili (Santiago du Chili, mars-juillet 1995).

Cours sur l'analyse industrielle du papier et de la pulpe, organisé par AVIA International du Brésil (Curitiba, Brésil, 29 novembre-1er décembre 1995).

Cours-atelier sur le logiciel "Analyse de la compétitivité des pays" (CAN), dans les institutions suivantes:

- Institut de formation et de recherche du plastique et du caoutchouc (ACOPLASTICOS), avec la participation de fonctionnaires de l'Association nationale d'industriels (ANDI), de la Fédération colombienne d'industries métallurgiques (FEDEMETAL), de l'Association nationale d'exportateurs (ANALDEX), du Ministère du développement économique, de la Société d'agriculteurs colombiens (SAC), de l'Association nationale d'institutions financières (ANIF), d'ANDECOL, de la Fédération nationale de commerçants (FENALCO) et de la Corporation colombienne internationale (Bogotá, 20-24 février 1994).
- Association nationale d'industriels (ANDI), avec la participation de fonctionnaires de l'Université d'Antioquia, de la Fédération d'éleveurs d'Antioquia (FADEGAN), de l'Université bolivarienne, de l'Université de Medellín, de la Corporation de développement industriel (CFI), de l'Université nationale de la Colombie et de la Chambre de commerce et de papier S.A. (PAPELSA) (Medellín, Colombie, 19-20 avril 1994).
- Fondation APEC de crédit éducatif, Inc. (FUNDAPEC), avec la participation de fonctionnaires du Secrétariat d'Etat de l'industrie et du commerce et de l'Association de la zone franche (ADZF) (Saint-Domingue, 27-28 mai 1994).
- Département de promotion des exportations (PROEXPORT), du Ministère de commerce extérieur de la Colombie (Bogotá, 12-13 juillet 1994).

- Secrétariat national de l'agriculture et de l'élevage (SNAG) de la Bolivie, avec la participation de fonctionnaires du Secrétariat national des mines, de l'industrie et du commerce, du développement provincial et rural et de l'énergie, de l'Institut national de statistique, du Ministère du développement durable et de l'environnement, de la Banque centrale de la Bolivie, du Ministère des affaires étrangères et du culte, et du programme de formation du Secrétariat national de l'agriculture et de l'élevage (projet PNUD/FAO BOL/91/010) (La Paz, 21-24 novembre 1994).
- Corporation Invertir (COINVERTIR) en Colombie (Bogotá, 28-29 novembre 1994).
- Le Conseil pour l'économie et la compétitivité de la Présidence de la République, avec la participation de fonctionnaires du Département administratif national de statistique (DANE) de la Colombie, de l'Université Javeriana, du Ministère du commerce extérieur, de la Banque de la République et du Ministère du développement économique (Bogotá, 2-3 décembre 1994).
- Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction du Chili (Santiago du Chili, 22 décembre 1994).
- Fondation Centre espagnol d'études sur l'Amérique latine (CEDEAL) (Madrid, 14-21 janvier 1995).
- Centre de promotion des exportations (CENPRO), Chambre des industries, Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce de Costa Rica (San José, 13 février 1995).
- Fondation pour l'économie et le développement et Banque centrale de la République dominicaine (Saint-Domingue, 15 février 1995).
- Université du Chili et CEPALC (Santiago du Chili, 6-7 mars 1995).
- Université de Talca (Talca, Chili, 27-29 avril 1995).
- Institut de planification de la Jamaïque (PIOJ), dans le cadre du projet régional PNUD/CEPALC RLA/88/039 (Kingston, 26 mai 1995).
- Coordination sectorielle du Ministère de l'économie et des travaux et services publics d'Argentine (Mendoza, Argentine, 2-3 juin 1995).
- Institut national de statistique (INE) du Chili (Santiago du Chili, 12-13 juillet 1995).
- Collège de la Frontière nord (Tijuana, Mexique, 15-16 août 1995).
- Conseil national de recteurs (CONARE), Fondation technologique de Costa Rica (FUNDATEC), Institut technologique de Costa Rica (ITCR), Université de Costa Rica, Université nationale et Université de l'Etat à distance (San José, 24-26 octobre 1995).
- Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction (Valparaíso, Chili, 3-4 octobre 1995).

- Chambre départementale des industries de Cochabamba (Cochabamba, Bolivie, 17-19 octobre 1995).
- Centre latino-américain de démographie (CELADE) (Santiago du Chili, 16-17 novembre 1995).

## SOUS-PROGRAMME 5: COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

### Commerce international

Pendant la période biennale envisagée, les activités relevant de ce sous-programme ont essentiellement visé à l'élaboration de politiques et de mécanismes permettant de perfectionner l'insertion commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes au sein d'un contexte économique mondial en pleine mutation, compte tenu, notamment, des phénomènes de mondialisation de la production et d'ouverture commerciale et financière croissante.

A cet effet, huit documents ont été élaborés en 1994. Le premier (LC/R.1447) contient une évaluation préliminaire des résultats des négociations d'Uruguay pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes; un autre (LC/L.846) consiste en une étude des tendances et des perspectives des exportations latino-américaines de fibre et fil de coton; un troisième document (LC/L.816) porte sur l'offre et la demande de café sur le marché mondial; et les cinq autres (LC/R.1434; LC/R.1435; LC/R.1441; LC/R.1442; LC/R.1468) concernent l'étude des relations commerciales et des investissements entre la Russie et l'Amérique latine.

De même, deux séminaires ont été tenus en 1994. Le premier, pour aborder le thème du commerce et des investissements entre l'Amérique latine et la Russie. Il s'agissait essentiellement d'analyser l'investissement et les échanges commerciaux entre les pays d'Amérique latine et la Fédération russe en examinant, d'une manière générale, la situation actuelle, les problèmes communs et spécifiques des pays, les perspectives, les propositions et les solutions. Le deuxième séminaire concerne la série de négociations de l'Uruguay et le développement de l'Amérique latine. Les principaux sujets abordés à cette réunion ont été les perspectives et conséquences pour l'Amérique latine des accords émanés des négociations de l'Uruguay, l'expérience de la concertation régionale durant les négociations, le processus global des négociation sur les biens et les services et la nouvelle Organisation mondiale du commerce.

En 1995, neuf documents ont été élaborés. Le premier (LC/R.1586) concerne les négociations économiques internationales et l'accord agricole émanant de la série de négociations de l'Uruguay; le deuxième (LC/R.1504) est une étude du marché mondial de la banane; le troisième (LC/L.900) aborde l'étude des exportations latino-américaines de produits halieutiques; un quatrième document (LC/R.1589) contient une étude comparée et une interprétation de l'ouverture et de la croissance au Chili et en Uruguay; le cinquième (LC/R.1587) porte sur l'acheminement de ressources extérieures; le sixième (LC/R.1588) concerne le commerce des services; deux autres documents (LC/L.877 et LC/R.1507) sont consacrés, respectivement, aux relations économiques avec la Chine et l'Union européenne; le neuvième (LC/L.882) aborde les relations commerciales entre les pays d'Amérique latine et l'Europe de l'est.

Il faut signaler que le "Séminaire sur la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes dans le nouveau contexte institutionnel en matière de commerce", prévu pour le deuxième semestre de 1995, n'a pu avoir lieu faute de financement.

### Financement du développement

Dans ce domaine, trois études de cas ont été publiées sur le financement de la petite et moyenne entreprise et sur les courants financiers extérieurs acheminés vers les pays latino-américains. On a

également publié El financiamiento de la pequeña y mediana empresa en América Latina: propuestas de acción a partir de la experiencia de México, ainsi que six numéros de la série Financiamiento del desarrollo, concernant le marché des titres et le financement de la petite et moyenne entreprise.

En 1994, on a également élaboré le document intitulé "Indicators and determinants of savings in Latin America and the Caribbean" qui a été présenté à un séminaire organisé par la Banque mondiale sur la croissance et le développement à long terme, tenu en Espagne en juillet de cette même année. De même, on a terminé le document "Movimiento de capitales, estrategia exportadora y estabilidad macroeconómica en Chile" (LC/L.854) pour le projet commun CEPALC/CRDI CAN/93/S19 sur les mouvements financiers dans la région, et élaboré les documents "Afluencia de capitales externos y políticas macroeconómicas", publié par la Revista de la CEPAL, n° 53 (LC/G.1832-P) et "International competitiveness and the macroeconomics of capital account opening", publié comme document de travail de la CEPALC.

En 1995, on a précisé le contenu des études portant sur la régulation et le contrôle des conglomérats financiers; l'accès au financement du logement pour les couches à revenus moyens et faibles; et l'épargne, les institutions financières et la formation de capital en Amérique latine. Sept numéros de la série Financiamiento del desarrollo ont été édités et publiés, dont l'un sur les réformes du régime des pensions, trois sur le financement de la petite et moyenne entreprise et trois autres sur les courants financiers.

De plus, on a amorcé les activités prévues dans le cadre du projet commun CEPALC/Gouvernement des Pays-Bas HOL/94/S22 sur la distribution du revenu et la pauvreté dans les récentes politiques de stabilisation et d'ajustement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, avec le financement du Gouvernement des Pays-Bas. La version préliminaire de trois études de cas dans ce domaine a été élaborée pour l'Argentine, le Brésil et la Colombie.

Dans le même temps, on a préparé une nouvelle version du document prévu dans le projet commun CEPALC/GTZ sur les réformes du financement des systèmes de santé en Amérique latine et aux Caraïbes, projet qui a été amorcé en juillet de cette année. Des contacts ont été établis avec les autorités pertinentes en Argentine, au Chili et en Colombie afin de mettre au point le type d'études qui seront menées à bien dans ces pays. Un atelier est prévu pour janvier 1996 afin de commencer les études de cas dans ces trois pays.

Un atelier d'experts a été organisé sur la méthodologie permettant d'évaluer les répercussions, sur le plan de la répartition, des politiques macro-économiques appliquées au Chili, ainsi que cinq séminaires nationaux sur le thème Politiques visant à appuyer le financement des petites entreprises en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Costa Rica et en Equateur.

Le document "La experiencia de ajuste durante la década de los ochenta en Latinoamérica, sus consecuencias distributivas y el diseño de políticas sociales" (LC/R.1463) a été publié dans le cadre des activités menées avec le Système économique latino-américain (SELA) sur l'articulation des politiques économiques et sociales en Amérique latine et aux Caraïbes.

De plus, un document intitulé "Componentes internos y externos de la inflación en Chile: un enfoque de cointegración", publié par la CEPALC, a été élaboré à titre de contribution à une étude empirique sur l'inflation au Chili, en collaboration avec la Banque centrale et l'Université catholique du Chili.

i) Documents

Estudio económico de Canadá, 1993 (LC/G.1838; LC/WAS/L.25).

Economic survey of the United States, 1993 (LC/G.1843; LC/WAS/L.26/Rev.1).

Barreras que imponen los Estados Unidos a las exportaciones procedentes de América Latina y el Caribe, 1994 (LC/G.1861; LC/WAS/L.28).

América Latina y el mercado mundial del café (LC/L.816).

Situación y perspectivas de desarrollo del mercado de valores del Ecuador, série Financiamiento del desarrollo, n° 20 (LC/L.830).

Empresas de menor tamaño relativo: algunas características del caso brasileño, série Financiamiento del desarrollo, n° 15 (LC/L.833).

El acceso de las pequeñas y medianas empresas al financiamiento y el programa nacional de apoyo a la PYME del gobierno chileno: balance preliminar de una experiencia, série Financiamiento del desarrollo, n° 16 (LC/L.834).

La experiencia en el financiamiento de la pequeña y mediana empresa en Costa Rica, série Financiamiento del desarrollo, n° 17 (LC/L.835).

Fondos de pensiones y desarrollo del mercado de capitales en Chile: 1980-1993, série Financiamiento del desarrollo, n° 19 (LC/L.839).

Acceso a los mercados internacionales de capital y desarrollo de instrumentos financieros: el caso de México, série Financiamiento del desarrollo, n° 18 (LC/L.843).

Tendencias y perspectivas de las exportaciones latinoamericanas de fibra e hilaza de algodón (LC/L.846).

La reanudación de las corrientes privadas de capital hacia América Latina: el papel de los inversionistas norteamericanos, série Financiamiento del desarrollo, n° 22 (LC/L.853).

Movimientos de capitales, estrategia exportadora y estabilidad macroeconómica en Chile, série Financiamiento del desarrollo, n° 23 (LC/L.854).

Corrientes de fondos privados europeos hacia América Latina: hechos y planteamientos, série Financiamiento del desarrollo, n° 24 (LC/L.855).

Integración de las bolsas de valores en Centroamérica, série Financiamiento del desarrollo, n° 21 (LC/L.856).

El movimiento de capitales en Argentina, série Financiamiento del desarrollo, n° 25 (LC/L.857).

Repunte de los flujos de capital y el desarrollo: implicaciones para las políticas económicas, série Financiamiento del desarrollo, n° 26 (LC/L.859).

Flujos de capital: el caso de México, série Financiamiento del desarrollo, n° 27 (LC/L.861).

El financiamiento latinoamericano en los mercados de capital de Japón, série Financiamiento del desarrollo, n° 28 (LC/L.862).

Recent economic trends in People's Republic of China implications for sino-latinoamerican trade (LC/L.877).

Reformas a los sistemas de pensiones en América Latina y el Caribe, série Financiamiento del desarrollo, n° 29 (LC/L.879).

Análisis de las relaciones comerciales entre los países de América Latina y de Europa del Este (LC/L.882).

Análisis de las exportaciones latinoamericanas de productos de la pesca (LC/L.900).

Acumulación de reservas internacionales: sus causas y efectos en el caso de Colombia, série Financiamiento del desarrollo, n° 30 (LC/L.901).

Financiamiento de las unidades económicas de pequeña escala en Ecuador, série Financiamiento del desarrollo, n° 31 (LC/L.903).

Acceso de la pequeña y microempresa al sistema financiero en Bolivia: situación actual y perspectivas, série Financiamiento del desarrollo, n° 32 (LC/L.907).

Private international capital flows to Brazil, série Financiamiento del desarrollo, n° 33 (LC/L.909).

Políticas de financiamiento de las empresas de menor tamaño: experiencias recientes en América Latina, série Financiamiento del desarrollo, n° 34 (LC/L.911).

Flujos financieros internacionales privados de capital a Costa Rica, série Financiamiento del desarrollo, n° 35 (LC/L.914).

International economic highlights, 1993 (LC/WAS/L.23).

Economic survey of the United States, 1993 (LC/WAS/L.26).

International economic highlights, 1994 (LC/WAS/L.27).

Economic survey of Canada, 1994 (LC/WAS/L.29).

Las inversiones provenientes desde países de América Latina para efectuarse en el territorio de la Federación de Rusia: realidad escasa, perspectivas sugerentes y potencial enorme. Estudio basado en la experiencia de empresarios de Chile (LC/R.1434).

Situación y perspectivas de las relaciones comerciales entre Rusia y América Latina (LC/R.1435).

El intercambio comercial entre América Latina y Rusia: evolución y perspectivas (LC/R.1441).

Inversiones extranjeras directas en las relaciones económicas ruso-latinoamericanas (LC/R.1442).

La Ronda Uruguay de negociaciones comerciales: una evaluación para América Latina y el Caribe (LC/R.1447).

La experiencia de ajuste durante la década de los ochenta en Latinoamérica, sus consecuencias distributivas y el diseño de políticas sociales (LC/R.1463).

Informe del seminario sobre "Comercio e inversiones entre América Latina y Rusia" (LC/R.1468).

El mercado mundial del banano (LC/R.1504).

Recent changes in the European Union and their potential effects on Latin America (LC/R.1507).

Propuesta de programa y estructura de la Academia Diplomática de Nicaragua (LC/R.1580).

El acuerdo agrícola resultante de la Ronda Uruguay y sus implicancias en el acceso a los mercados para América Latina (LC/R.1586).

Políticas de captación de recursos externos a la luz del episodio de altas entradas de capital a la región en 1992-1994 (LC/R.1587).

El acuerdo general sobre el comercio de servicios: retos y oportunidades para América Latina y el Caribe (LC/R.1588).

Apertura y crecimiento en las experiencias de Chile y Uruguay: análisis comparado e interpretación (LC/R.1589).

El GATT 94 y la Organización Mundial del Comercio: una nueva agenda para Uruguay (LC/MVD/R.125/Rev.1).

CEPAL News, vol. XIV, n°s 1-12.

CEPAL News, vol. XV, n°s 1-12.

#### Livres publiés moyennant contrat d'action

El financiamiento de la pequeña y mediana empresa en América Latina: propuestas de acción a partir de la experiencia de México, publié par SRV Impresores, Santiago du Chili, juin 1994.

### Articles parus dans des publications externes

"Some features on current pension system reform in Latin America", Revista de análisis económico, vol. 9, n° 1, Santiago du Chili, juin 1994.

### ii) Réunions, séminaires et conférences

#### Organisés par le sous-programme

Séminaire sur "Le commerce et les investissements entre l'Amérique latine et la Russie", dans le cadre du projet RUS/90/S03 "La politique économique extérieure de la Russie et ses conséquences pour l'Amérique latine et les Caraïbes" (Santiago du Chili, 22-23 septembre 1994).

Séminaire sur "Les négociations de l'Uruguay et le développement de l'Amérique latine" (Santiago du Chili, 17-18 novembre 1994).

Atelier d'experts sur la méthodologie permettant d'évaluer les répercussions des politiques macro-économiques sur le plan de la répartition (Santiago du Chili, 16-17 janvier 1995).

Séminaire national sur les expériences récentes en matière de financement d'entreprises à petite échelle, organisé par la CEPALC, le PNUD et l'Institut de recherches socio-économiques et technologiques (INSOTEC) (Quito, 30 mars 1995).

Séminaire national sur le financement de la petite entreprise, sa situation actuelle et ses perspectives (La Paz, 9 mai 1995).

Séminaire "Investissement étranger direct en Amérique latine: évolution récente et stratégies de promotion", organisé avec le Comité des investissements étrangers du Chili, et le Service consultatif en matière d'investissement étranger de la Banque mondiale (Santiago du Chili, 25-26 mai 1995).

Séminaire national sur les expériences récentes en matière de politiques de soutien et de financement des petites entreprises en Amérique latine (Brasilia, 3 octobre 1995).

Séminaire national "Politiques de soutien et de financement des petites entreprises", organisé par la CEPALC, le PNUD et la Chambre des industries du Costa Rica (San José, 25 octobre 1995).

Séminaire national sur les expériences récentes de financement des petites entreprises en Amérique latine, organisé par la CEPALC, le PNUD et l'Institut de développement industriel (Bogotá, 27 novembre 1995).

### Participation à d'autres réunions et conférences

Présentation du document de travail "Modelling the demand for money with cointegrated variables: the case of Chile", à la Réunion annuelle des économistes du Chili (Santiago du Chili, 15 mai 1994).

Table ronde internationale sur les nouvelles modalités de gestion des ressources aux fins du développement social, sous le parrainage de la Fondation allemande pour le développement international (DSE) (Berlin, 21-24 juin 1994).

Séminaire sur les expériences de développement en Amérique latine, aux Caraïbes et en Inde, organisé par la Banque interaméricaine de développement (BID) (Santiago du Chili, 22-24 juin 1994).

Présentation du document de travail "Indicators and determinants of savings in Latin America and the Caribbean" au séminaire sur la croissance et le développement à long terme, organisé conjointement par la Banque mondiale/CNUCED/Université Complutense de Madrid (Madrid, 11-13 juillet 1994).

Séminaire sur les régimes des pensions et les possibilités de réforme, organisé par la Fondation Getúlio Vargas et l'Institut latino-américain de doctrine et d'études sociales (ILADES) (Rio de Janeiro, 27-29 juillet 1994).

Réunion de responsables gouvernementaux de la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), la CEPALC et le SELA (Quito, 10-11 octobre 1994).

Séminaire sur les grands investisseurs, tendances et possibilités, organisé par la FININVEST BANK (Miami, 13-14 octobre 1994).

Réunion régionale d'experts en vue du Sommet mondial pour le développement social, organisée par le Système économique latino-américain (SELA), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) et le Centre d'études du développement (CENDES) du Venezuela. Présentation d'un exposé sur le document "La experiencia de ajuste durante la década de los ochenta en Latinoamérica, sus consecuencias distributivas y el diseño de políticas sociales" (Caracas, 17-18 novembre 1994).

Présentation du document de travail "Componentes internos y externos de la inflación en Chile: un enfoque de cointegración", au séminaire sur l'Analyse empirique de l'inflation au Chili organisé par l'Université catholique du Chili (Santiago du Chili, 25 novembre 1994).

Séminaire national sur la réforme du régime des pensions en Amérique latine et aux Caraïbes, organisé par le Ministère des finances et des prix de Cuba (La Havane, 10-13 janvier 1995).

Exposé sur les réformes actuelles du régime des pensions lors d'un Atelier tripartite sur les options en matière de sécurité sociale, organisé par la CEPALC, le PNUD et l'OIT (Asunción, 27-30 mars 1995).

Exposé sur la régulation et le contrôle de la Banque, lors d'une conférence organisée par l'Association péruvienne d'économistes et l'Université catholique du Chili (Lima, 3 avril 1995).

Exposé sur les courants financiers internationaux et la politique macro-économique lors du "Dialogue entre fonctionnaires gouvernementaux de haut niveau sur les nouvelles lignes directrices de la coordination macro-économique internationale: les répercussions pour l'Amérique latine et les Caraïbes", organisé par le SELA et le Ministère des affaires étrangères de la Colombie (Bogotá, 22-25 mai 1995).

Participation à la réunion d'experts sur le rôle de l'investissement et du financement dans la transformation du processus de production en Amérique centrale, organisée par le Bureau sous-régional

de la CEPALC à Mexico et co-parrainée par la Banque centraméricaine d'intégration économique (Tegucigalpa, 3-4 juillet 1995).

Exposé sur la stabilité financière et le contrôle préventif du système bancaire, au séminaire sur l'expérience des changements socio-économiques en Amérique latine et les problèmes de la stabilisation de la situation sociale et économique en Russie, organisé par l'Institut de l'Amérique latine de l'Académie des sciences de la Fédération russe et la CEPALC (Moscou, 11-13 septembre 1995).

Séminaire international sur les accords commerciaux internationaux: enjeux et possibilités pour l'Equateur (Guayaquil, 14 septembre 1995 et Quito, 15 septembre 1995).

Dix-neuvième Conférence internationale de l'Association d'études latino-américaines (LASA), organisée par LASA (Washington, D.C., 28-29 septembre 1995).

Exposé sur la Promotion de l'épargne et les régimes des pensions, au séminaire sur le processus d'épargne-investissement dans l'ajustement structurel, organisé par le Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA), la Banque centrale du Brésil et la Banque interaméricaine de développement (BID) (Porto Alegre, Brésil, 6-7 novembre 1995).

Exposé lors du séminaire régional sur la sécurité sociale de base-l'assurance sociale: défi pour la politique sociale des pays du Cône sud, organisé par la Fondation allemande pour le développement international et le Centre d'informations et d'études de l'Uruguay (CIESU). Intervention sur les modèles de financement des systèmes de sécurité sociale: introduction et vision générale (Montevideo, 3-8 décembre 1995).

Exposé à la vingt-deuxième Réunion nationale d'économie et dix-septième Réunion brésilienne d'économétrie sur la promotion de l'épargne et les systèmes d'investissement en Amérique latine, organisées par l'Association nationale de recherches économiques du Brésil (ANPEC) (Salvador, Brésil, 12-15 décembre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Argentine

Avec le Centre interaméricain de fiscalité et d'administration financière (CITAF), sur la politique commerciale en Amérique latine.

Avec l'Université nationale du Centre de la province de Buenos Aires, sur le programme de maîtrise en relations internationales.

#### Brésil

Avec la Fondation Getúlio Vargas et le Ministère de la prévoyance sociale du Brésil, afin d'analyser deux projets de réforme de la prévoyance sociale et favoriser l'échange d'études universitaires et de données d'expérience à l'échelon international quant aux options de réforme du régime des pensions.

Brésil et Etats-Unis

Avec le Centre d'études économiques de la Florida International University et le Ministère de la prévoyance sociale du Brésil, afin d'analyser le stade actuel des réformes des régimes des pensions en Amérique latine et leur rapport avec les possibilités d'épargne et d'investissement de la région.

Costa Rica

Avec l'Union costaricaine de chambres et d'associations de l'entreprise privée et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au Forum sur les options de réforme des régimes des pensions.

Chili

Avec la Banque centrale du Chili, sur la régulation de la banque et la dette subordonnée afin de prêter des services consultatifs au Président de la Banque centrale et aux conseillers responsable du réaménagement de la dette subordonnée contractée par plusieurs banques chiliennes envers la Banque centrale.

El Salvador

Avec la Banque centrale de réserve et le cabinet économique, sur le projet de réforme de la Loi sur les banques d'El Salvador.

Honduras

Avec le Gouvernement et la réunion d'experts CEPALC/BCIE sur l'investissement en Amérique centrale dans le cadre du projet HON/93/009 "Soutien de la gestion macro-économique et financière de la comptabilité nationale de la Banque centrale du Honduras".

Avec la Banque centrale, sur les politiques d'encaisse et les opérations à marché ouvert, dans le cadre du projet HON/93/009.

Russie

Avec l'Institut de l'Amérique latine de l'Académie des sciences, le Ministère des relations économiques extérieures de la Russie et le Comité des affaires étrangères de la Duma de l'Etat (correspondant à la chambre des députés du pouvoir législatif suprême), dans le cadre du projet RUS/90/S03 "La politique économique extérieure de la Russie et ses conséquences pour l'Amérique latine et les Caraïbes".

iv) Formation et bourses

Préparation de matériel pédagogique pour le module II "Population, politiques et programmes de développement" du Cours de postgraduat en population et développement CEPALC/CELADE, du Programme global de formation en population et développement du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) (Santiago du Chili, juillet 1994).

Leçons sur les politiques publiques dans le cadre du deuxième Cours international de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique (Santiago du Chili, 3 septembre-20 octobre 1994).

Leçons sur la Théorie du commerce international et de la politique monétaire et financière, durant la Maîtrise en économie des universités de Carleton (Canada) et La Havane (Cuba), dans le cadre de l'accord de coopération entre la CEPALC et l'Université de La Havane (La Havane, 10-25 avril 1995).

Leçons sur l'insertion internationale de l'Amérique latine, dans le cadre de la maîtrise sur le développement en Amérique latine de l'Université internationale d'Andalousie (La Rábida, Espagne, 17 avril-16 juin 1995).

Leçons sur le mouvement des capitaux dans le cadre du cours sur la Bolivie et les perspectives de l'économie internationale, organisé par le Centre d'études supérieures universitaires, Université de San Simón (Cochabamba, Bolivie, 10-13 juillet 1995).

Leçons sur les statistiques aux fins du commerce extérieur, durant le Cours international du Centre interaméricain de formation statistique (CIENES) (Santiago du Chili, 26-28 juillet 1995).

Leçons dans le cadre du troisième Cours international de l'ILPES sur les politiques publiques, les réformes économiques et la gestion publique stratégique (Santiago du Chili, 4 novembre-5 décembre 1995).

## SOUS-PROGRAMME 6: RESSOURCES NATURELLES ET QUESTIONS D'ENERGIE

Les travaux du Groupe actuel des ressources naturelles et énergétiques ont porté sur la gestion institutionnelle, la définition du rôle de l'Etat, notamment en ce qui concerne les privatisations et les cadres réglementaires, la contribution à la mise au point et à l'application de politiques publiques visant à la gestion intégrale des ressources naturelles et l'assistance en vue de la mise en oeuvre, à l'échelon régional, des accords internationaux en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles.

En ce qui concerne les ressources en eau, deux réunions régionales d'experts ont été tenues, en collaboration avec le PNUE, pour examiner les répercussions d'Action 21 au niveau de la gestion intégrale des ressources en eau de l'Amérique latine et des Caraïbes (siège de la CEPALC, mars 1994 et décembre 1995), ainsi que la mise en oeuvre des recommandations contenues dans le chapitre 18 et dans d'autres chapitres relatifs à ce domaine. Les experts se sont penchés plus particulièrement sur les politiques publiques susceptibles de garantir un développement durable des ressources en eau, une gestion intégrée des bassins, la législation sur l'eau, la privatisation des services publics et le marché de l'eau. Un séminaire-atelier a été organisé, en collaboration avec l'Association d'ingénieurs civils des Etats-Unis, sur le thème de la participation du secteur privé aux entreprises d'adduction d'eau (siège de la CEPALC, octobre 1995). Le Groupe a continué de collaborer avec le Réseau de coopération à la gestion intégrale aux fins du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes (créé il y a quatre ans par diverses institutions chargées de la gestion des ressources en eau de la région), moyennant l'organisation de cours et la prestation de services consultatifs.

En matière de ressources marines, le Groupe a continué de faire ressortir l'importance des recommandations du Chapitre 17 d'Action 21 (Protection des océans et des mers de tout genre) et d'autres chapitres afférents, tels que ceux concernant la biodiversité et le transport de substances et de déchets dangereux. Quant à la politique océanique, les mandats du système international sont venus s'ajouter aux négociations ultérieures (pêche en haute mer, Autorité internationale des fonds marins, biodiversité, pollution des ressources marines provenant de sources terrestres), à la lumière de l'équité, du rôle de l'Etat et de la régulation des marchés. Des services consultatifs ont été prêtés à l'Argentine, au Brésil et à l'Uruguay afin d'élaborer une stratégie de gestion des zones côtières et aux petits pêcheurs chiliens dans l'élaboration de projets de développement halieutique.

Dans le domaine des déchets dangereux, les activités s'inscrivent dans le cadre des recommandations de la résolution A/44/226 de l'Assemblée générale, des chapitres 20 et 38 d'Action 21 et de la résolution 544(XXV) de la CEPALC. Des rapports étroits de collaboration ont été établis avec le secrétariat de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination afin d'assister les pays de la région quant à l'application de cet instrument international.

Pour ce qui est des ressources minières, il faut signaler la réalisation du Séminaire régional sur la modernisation de la législation minière en Amérique latine et aux Caraïbes (La Havane, 14-16 novembre 1994). Le Groupe a poursuivi le travail de mise à jour et de collecte de l'information de sa banque de données sur l'industrie minière ainsi que l'assistance qu'il prête aux travaux de l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI). Il a également continué de collaborer avec les gouvernements dans la mise au point de politiques ciblées sur les petites et moyennes entreprises minières.

Dans le domaine énergétique, un séminaire a été organisé sur le thème "Le rôle des sources d'énergie renouvelables dans le développement durable de l'Amérique latine et des Caraïbes: le cas de la géothermie" (Santiago du Chili, octobre 1995). La CEPALC et l'OLADE ont poursuivi la mise en oeuvre du projet visant à la formulation de politiques énergétiques, avec le concours financier de l'Office allemand de coopération technique (GTZ). Ce projet couvre différents aspects tels que l'énergie et l'équité, la planification énergétique, l'énergie et l'environnement, la privatisation et les cadres réglementaires.

i) Documents

Informe de la Reunión del Grupo de Expertos encargado de estudiar los posibles efectos de los cambios climáticos en los recursos hídricos de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 23 al 25 de noviembre de 1993) (LC/G.1798(SEM.72/3)).

Informe de la Reunión del Grupo Regional de Expertos sobre Pesca en Alta Mar (Santiago de Chile, 25 al 26 de noviembre de 1993) (LC/G.1799).

Informe de la Reunión del Grupo de Expertos sobre los efectos del Programa 21 en la gestión integral de los recursos hídricos de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 16 al 18 de marzo de 1994) (LC/G.1827).

El Programa 21 y el manejo integral de los recursos hídricos en América Latina y el Caribe (LC/G.1830).

Informe de la Reunión Subregional sobre manejo costero en áreas marinas y costeras de alta biodiversidad en el Atlántico (Tamandaré, Brasil, 23 al 27 de octubre de 1994) (LC/G.1856).

Guía para la administración de los recursos hídricos en los países de América Latina y el Caribe (LC/G.1875).

Sustancias y desechos peligrosos: impacto del movimiento transfronterizo hacia la región de América Latina y el Caribe y posibles acciones preventivas y de control. Parte II. El papel de la CEPAL (LC/R.1303/Add.1).

La pesca en alta mar y los intereses de los estados ribereños de la región: un análisis de la negociación futura a la luz de la equidad (LC/R.1314).

El Programa 21 en el manejo integral de los recursos hídricos en América Latina y el Caribe (LC/R.1316(SEM.76/3)).

El comercio internacional de productos minero-metalúrgicos de los países de la Asociación Latinoamericana de Integración (ALADI) (LC/R.1338).

Los conceptos básicos utilizados en la conservación y ordenación de los recursos pesqueros: una invitación a la reflexión (LC/R.1339).

El desarrollo de la pequeña minería en América Latina y el Caribe (LC/R.1364).

Sharing responsibility for river basin management (LC/R.1365).

La Convención Marco del Cambio Climático. Una aproximación a la luz de las prioridades de América Latina y el Caribe. Parte I. El escenario actual (LC/R.1367).

La Convención Marco del Cambio Climático. Una aproximación a la luz de las prioridades de América Latina y el Caribe. Parte II. Los posibles mecanismos de transferencia de la tecnología (LC/R.1367/Add.1).

Energía y transformación productiva con equidad: una guía metodológica para las estimaciones de demanda de energía en América Latina y el Caribe (LC/R.1383).

Bases para la formulación de leyes referidas a recursos hídricos (LC/R.1387).

Políticas públicas para el desarrollo sustentable: la gestión integrada de cuencas (LC/R.1399).

Procedimientos de gestión para el desarrollo sustentable: un breve glosario (LC/R.1450).

Economía y ecología: dos ciencias y una responsabilidad frente a la naturaleza (LC/R.1457).

Los procesos naturales y artificiales en la transformación de la estructura productiva (LC/R.1459).

Energía y equidad (LC/R.1460).

Las reformas mineras y los desafíos de la globalización (LC/R.1464).

El dominio y soberanía de los recursos mineros y los regímenes actuales de concesiones en los países de América Latina y el Caribe y sus tendencias (LC/R.1466).

Mercados de derechos de agua: entorno legal (LC/R.1485).

La privatización en servicios públicos basados en agua (LC/R.1486).

Planes y marcos regulatorios para la gestión integrada de cuencas (LC/R.1487).

El desarrollo sustentable de las zonas costeras y marinas: de la parte XII de la Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar al capítulo 17 del Programa 21 (LC/R.1488).

La sostenibilidad del desarrollo oceánico a partir de la Plataforma de Tlatelolco sobre el medio ambiente y el desarrollo: Opciones para la formulación de una política nacional en el área (LC/R.1490).

Estudio sobre el comportamiento de las empresas eléctricas en Chile (LC/R.1491).

Estudio sobre la reforma del sector energético en Chile (LC/R.1493).

Reestructuración energética y desarrollo sustentable: el caso del sector eléctrico chileno (LC/R.1494/Rev.1).

- El sector eléctrico y el mercado de capitales en Chile (LC/R.1496).
- Control del Estado y gestión empresarial en el sector eléctrico de Chile (LC/R.1497).
- Análisis de la competitividad en la generación eléctrica. El caso de Chile (LC/R.1498).
- Reestructuración del mercado eléctrico en América Latina: la difusión de la experiencia chilena (LC/R.1499).
- Informe del Seminario Regional sobre la modernización de la legislación minera en América Latina y el Caribe (La Habana, 14 al 16 de noviembre de 1994) (LC/R.1500).
- Establecimiento de una política energética basada en el funcionamiento de mercados competitivos y en la participación privada. La experiencia de Chile (LC/R.1502).
- Legal implications concerning the implementation of the convention of biological diversity in developing countries: Perú (LC/R.1525).
- Análisis de los efectos de la política energética sobre la equidad: el caso de El Salvador (LC/R.1564).
- El Convenio de Basilea: un escenario urgente para la cooperación regional (LC/R.1567).
- La política de uso eficiente de la energía: ¿es el mercado el motor de dicha política? (LC/R.1569).
- Private participation in the provision of water services. Volume I. Alternative means for private participation in the provision of water services (LC/R.1576).
- Regulación estatal en el manejo de recursos pesqueros (LC/R.1591).
- Incorporación de progreso técnico en la minería de América Latina: los casos del cobre y el oro (LC/R.1592).
- Comercio intrarregional y complementariedad en la industria de cobre latinoamericano (LC/R.1593).
- Materiales avanzados: relaciones de competencia y complementación con los metales (LC/R.1594).
- El papel del Estado en la conservación y uso sostenible de la biodiversidad costera y marina. Partes I y II (LC/R.1595).
- El Plan de Acción PNUMA/CPPS para la protección del medio marino y las áreas costeras del Pacífico Sudeste: una mirada a la luz de los resultados de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo y su ampliación a los países del Istmo Centroamericano (LC/R.1596).
- La prohibición de exportar desechos peligrosos desde los países de la OCDE al mundo en desarrollo: la decisión II/12 del Convenio de Basilea y la contribución de la CEPAL (LC/R.1597).

El Convenio sobre la Diversidad Biológica y los principios del Derecho del Mar: hacia un marco jurídico para la biodiversidad de los mares y océanos (LC/R.1598).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion du Groupe d'experts sur les répercussions d'Action 21 sur la gestion intégrale des ressources en eau de l'Amérique latine et des Caraïbes (Santiago du Chili, 16-18 mars 1994).

Consultation technique d'experts de pays de la région signataires de la Convention de Bâle (Genève, 17-18 mars 1994).

Réunion sous-régionale sur la gestion côtière dans les zones marines et côtières à forte biodiversité dans l'Atlantique (Tamandaré, Brésil, 23-27 octobre 1994).

Séminaire régional sur la modernisation de la législation minière en Amérique latine et aux Caraïbes (La Havane, 14-16 novembre 1994).

Séminaire national sur l'énergie et le développement en Amérique latine et aux Caraïbes: le cas du Chili (projet CEPALC/OLADE/GTZ) (Santiago du Chili, 3-4 mai 1995).

Séminaire national sur l'énergie et le développement en Amérique latine et aux Caraïbes: le cas d'El Salvador (projet CEPALC/OLADE/GTZ) (San Salvador, 27-30 juin 1995).

Séminaire national sur l'énergie et le développement en Amérique latine et aux Caraïbes: le cas de la Colombie (projet CEPALC/OLADE/GTZ) (Bogotá, 26-27 septembre 1995).

Séminaire-atelier régional sur la participation du secteur public aux services d'adduction d'eau, organisé par l'Association d'ingénieurs civils des Etats-Unis avec la collaboration de la CEPALC (Santiago du Chili, 4-6 octobre 1995).

Séminaire régional "Le rôle des sources d'énergie renouvelables dans le développement durable de l'Amérique latine et des Caraïbes: le cas de la géothermie" (Santiago du Chili, 18-20 octobre 1995).

Réunion du Groupe d'experts sur la mise en oeuvre d'Action 21 quant à la gestion intégrale des ressources en eau de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisé conjointement avec le PNUE (Santiago du Chili, 12-14 décembre 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

Deuxième session du Comité des ressources naturelles du Conseil économique et social des Nations Unies (New York, 22 février-4 mars 1994).

Réunion régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la désertification, organisée par la FAO (Santiago du Chili, 3-6 mai 1994).

Premier Congrès régional sur les progrès locaux pour la vie, organisé par le Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay (Montevideo, 5 juin 1994).

Séminaire international sur l'adoption d'un régime exclusif pour la préservation des ressources vivantes dans une zone adjacente à une zone économique exclusive, organisé par le Conseil argentin des relations internationales (CARI) (Buenos Aires, 7-9 juin 1994).

Vingt-troisième Convention panaméricaine d'ingénierie - Table ronde "Ingénierie financière et mondialisation des marchés", organisée par la Commission nationale de l'eau (Acapulco, Mexique, 1-5 juillet 1994).

Atelier national sur la biodiversité, organisé par la Direction nationale de l'environnement de l'Uruguay et l'Institut des ressources mondiales (Montevideo, juillet 1994).

Deuxième atelier international sur les approches régionales du développement et de la gestion de retenues d'eau dans le bassin du Río de la Plata: aspect primordial, la gestion des retenues d'eau, organisé par le Comité de l'environnement lacustre, le PNUE et le Centre des Nations Unies pour le développement régional (Buenos Aires, 7-19 août 1994).

Séminaire international de régulation: énergie, environnement et financement, organisé par l'Université nationale autonome (UNAM) (Mexico, 17-20 août 1994).

Séminaire sur les progrès et les perspectives de la gestion écologiquement rationnelle des résidus urbains et industriels, organisé par le Groupe commun CEPALC/PNUE du développement et de l'environnement de la CEPALC (Santiago du Chili, 30 août-2 septembre 1994).

Seminar on Water Legislation: An Integrated Approach, organisé par la Banque mondiale (Washington, D.C., 8-9 septembre 1994).

Deuxième réunion internationale d'experts juridiques sur l'Amérique latine et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, organisée par la Commission permanente du Pacifique sud (CPPS) (Lima, 13-16 septembre 1994).

Quatrième réunion du Comité directeur d'organismes chargés de l'adduction d'eau et de l'assainissement de l'environnement et Quinzième session du Sous-comité du CAC sur le développement des ressources en eau, organisées par le siège des Nations Unies (Washington, D.C., 19-23 septembre 1994).

Forum sur la privatisation de l'eau, la gestion intégrée des bassins et de l'environnement, organisé par la Charte de Lima (Lima, 28-29 septembre 1994).

Quatrième réunion du Conseil consultatif du Dialogue interaméricain sur la gestion des eaux, organisée par l'Organisation des Etats américains (OEA) et le Département de gestion des eaux du sud-ouest de la Floride (St. Petersburg, Floride, Etats-Unis, 26-29 octobre 1994).

Vingt-quatrième Congrès interaméricain de génie sanitaire et de l'environnement, organisé par l'Association interaméricaine de génie sanitaire et de l'environnement (AIDIS) (Buenos Aires, 1-3 novembre 1994).

Deuxième Congrès latino-américain de gestion des bassins, organisé par la FAO (Mérida, Venezuela, 6-11 novembre 1994).

Atelier sur la mise en oeuvre nationale de la Convention de Bâle, organisé par le Ministère de la santé du Chili (Las Vertientes, Santiago du Chili, 14-16 novembre 1994).

Neuvième séminaire national des sciences et des technologies de la mer et Congrès latino-américain des sciences de la mer, organisés par la Commission colombienne d'océanographie et le Fonds colombien de recherches scientifiques et de projets spéciaux (COLCIENCIAS) (Medellín, Colombie, 21-26 novembre 1994).

Premier Congrès international de génie agricole, organisé par la Faculté d'ingénierie de l'Université de Concepción (Chillán, Chili, 24-26 novembre 1994).

International Workshop: "Defining a research agenda on sustainable development", organisé par la Fondation Alexandre de Gusmão et la Fondation Getúlio Vargas (Rio de Janeiro, Brésil, 27-28 novembre 1994).

Table ronde sur l'intégration énergétique: problèmes et solutions dans le cadre du Séminaire sur le MERCOSUR: les voies de l'intégration, organisée par le Forum de la science et de la culture de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (Rio de Janeiro, Brésil, 2-8 avril 1995).

Séminaire "Traitement et recyclage des eaux usées urbaines", organisé par la Banque mondiale et l'Entreprise métropolitaine de travaux sanitaires (EMOS) (Santiago du Chili, 8-12 mai 1995).

Séminaire sur le financement de l'investissement minier en Amérique latine et aux Caraïbes, organisé par l'OLAMI (Mexico, 22-26 avril 1995).

Congrès mondial de géothermie, organisé par l'Association internationale de géothermie (Florence, Italie, 18-26 mai 1995).

Séminaire sous-régional pour la mise en oeuvre de la Convention de Bâle en Amérique centrale et aux Caraïbes (San Salvador, El Salvador, 30 mai-2 juin 1995).

Réunion d'experts provenant de pays du Pacifique du sud-est afin d'analyser, d'un point de vue technique et juridique, les résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en ce qui concerne le milieu marin, organisée par la Commission permanente du Pacifique sud (CPPS) et le PNUE (Bogotá, Colombie, 12-16 juin 1995).

Premier Congrès national de gestion de l'eau et d'assainissement et premières journées provinciales en faveur de l'aménagement institutionnel aux fins de la gestion des ressources hydriques, organisés par le Sous-secrétariat de l'environnement et la Municipalité de Córdoba (Córdoba, Argentine, 14-17 juin 1995).

Deuxième Conférence énergétique de l'Amérique latine et des Caraïbes (ENERLAC 95), organisé par l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) (Quito, 18-26 juin 1995).

Table ronde sur le projet de loi sur les eaux, organisée par l'Université catholique du Pérou (Lima, 7-9 août 1995).

Réunion intergouvernementale sur le développement durable dans les montagnes d'Amérique latine, organisée par le Centre international de la pomme de terre (Lima, 8-11 août 1995).

Conférence magistrale "Contribution des sciences de la mer au développement durable des ressources côtières et marines", lors de la cérémonie de commémoration du 24ème anniversaire du Comité océanographique national du Chili (Valparaíso, Chili, 29 septembre 1995).

Réunion régionale sur la production d'électricité à partir de la biomasse, organisée par le Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Direction des produits sylvicoles et le Groupe de coordination pour l'environnement et le développement durable du siège de la FAO et la Direction nationale de l'énergie de l'Uruguay (Montevideo, 24-25 octobre 1995).

EXPOGEO MIN 95 et Congrès latino-américain de géologie, organisés par la Chambre minière du Venezuela et le Ministère de l'énergie et des mines (Caracas, 5-10 novembre 1995).

Vingt-sixième Réunion des ministres de l'OLADE (Quito, 10-11 novembre 1995).

### iii) Coopération technique

Assistance technique à l'échelon régional moyennant l'élaboration d'une version préliminaire d'un accord régional dans le contexte de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

Aide au programme de villes durables du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et le PNUD, ainsi qu'au Secrétariat ministériel du logement et de l'urbanisme du Chili par l'intermédiaire de plans de développement territorial (Concepción, Chili, 12 décembre 1995).

### OLAMI

Avec l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI), sur les politiques propres à accroître la compétitivité de l'industrie minière latino-américaine.

### CPPS

Assistance technique au Secrétariat général de la Commission permanente du Pacifique sud pour évaluer le Plan d'action PNUE/CPPS pour la protection du milieu marin et des zones côtières du Pacifique du sud-est.

### BID

Dans l'élaboration du rapport "Développement durable et environnement dans les Andes".

Dans la discussion d'un projet de politique des eaux.

OLADE

Dans certains aspects liés au projet CEPALC/OLADE/GTZ sur l'énergie et le développement.

Argentine

Avec le Département général d'irrigation de Mendoza, l'Université nationale de Cuyo et l'Institut de politique énergétique en ce qui concerne la législation sur la lutte contre la pollution, l'aménagement et le développement durable du bassin du fleuve Mendoza et la modernisation institutionnelle.

Bolivie

Avec le Ministère du développement durable et de l'environnement afin d'adapter la loi sur l'environnement et ses règlements aux fins de la gestion de l'environnement et de la prévention et contrôle de la pollution de l'air et de l'eau.

Bolivie et Pérou

Assistance au Comité de transition de l'autorité binationale du lac Titicaca, pour organiser et élaborer les statuts de l'Autorité autonome binationale du lac Titicaca, du fleuve Desguadero, du lac Poopo, et du marais salin de Coipasa.

Brésil

Avec le Secrétariat des ressources hydriques, du Ministère de l'environnement, des ressources en eau et de l'Amazonie légale quant à la gestion des ressources hydriques, la législation des eaux (y compris l'impact et la gestion en matière d'environnement), les services publics rattachés à l'eau, les aspects financiers de gestion des ressources hydriques, la gestion des bassins et des zones côtières et la préparation d'un programme de formation en ressources hydriques.

Chili

Avec l'Intendance régionale du Bío-Bío, pour appliquer une stratégie régionale de développement durable des micro-régions et des bassins.

Avec la Corporation nationale des pêcheurs artisanaux du Chili (CONAPACH), pour mettre au point un projet visant à l'aménagement et à l'administration des zones de gestion des ressources benthiques.

Avec le Secrétariat régional ministériel du logement et de l'urbanisme de la septième région du Chili, dans l'application de la méthodologie sur les modes de gestion visant au développement durable des micro-régions et des bassins.

Avec le Secrétariat régional ministériel du logement et de l'urbanisme de la huitième région du Chili, afin de collaborer au projet "Gestion de développement durable de l'intercommune de Concepción".

Avec le Ministère de la santé du Chili, quant à la mise en oeuvre de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

Avec la Commission nationale de l'énergie, sur les cadres réglementaires du secteur énergétique et son rapport avec les marchés de capitaux, la prospection de la demande d'énergie et l'évaluation des réformes énergétiques.

Avec l'Office de contrôle du Ministère des mines, sur les dispositions concernant la zone internationale des fonds marins et océaniques établie dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et sur le contexte international postérieur à l'Accord amendant la Partie XI de cette Convention.

Avec le Ministère des travaux publics et la Commission nationale de l'environnement (CONAMA), sur la législation des eaux, proposition d'un plan commun sur l'importance de l'eau dans le problème environnemental et la privatisation des services publics d'adduction d'eau.

### Chine

Avec le Ministère des ressources hydriques, en matière de législation sur les ressources en eau.

### Costa Rica

Avec l'Institut costaricain d'eau potable et des égouts, sur la privatisation des services publics d'eau potable et d'assainissement et la préparation d'un programme de formation dans ce domaine.

### Cuba et Venezuela

Avec les autorités gouvernementales, en matière de législation minière.

### Equateur

Avec l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE), sur les cadres réglementaires et les aspects macro-économiques et sociaux du secteur énergétique.

### Guatemala

Avec le Ministère de l'énergie et des mines, dans l'élaboration du projet de loi sur l'industrie minière.

### Honduras

Avec le Gouvernement, dans l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en valeur du Bassin de Sula.

### Mexique

Avec le Collège de diplômés post-universitaires du Centre des sciences hydriques de Montecillo (Mexique), dans le transfert de systèmes d'irrigation aux usagers.

Avec l'Université autonome de Mexico, sur la mondialisation et restructuration du secteur énergétique en Amérique latine.

Avec la Commission fédérale d'électricité, sur l'expérience de l'Amérique latine quant aux cadres réglementaires et aux programmes de privatisation du secteur énergétique.

Avec le Sous-secrétariat des mines, le Conseil des ressources minérales et la Chambre minière du Mexique, sur la législation minière en Amérique latine.

### Nicaragua

Avec la Commission des communications, des transports et de l'énergie de l'Assemblée nationale de Managua, dans l'élaboration de la loi sur les hydrocarbures.

### Panama

Avec l'Autorité de la région interocéanique (ARI), sur la gestion des bassins hydrographiques et des ressources naturelles.

### Pérou

Avec le Ministère de l'agriculture, pour la gestion des ressources hydriques et la législation pertinente.

Avec le Ministère de l'énergie et des mines et la Société nationale de l'industrie minière et du pétrole, sur la législation minière et l'investissement étranger.

Avec le Ministère de l'énergie et des mines et la Commission de l'énergie et des mines du Congrès de la République du Pérou, dans l'élaboration du projet de loi sur la géothermie.

Avec Petróleos del Perú (PETROPERU) et la Société nationale de l'industrie minière et du pétrole, sur les cadres réglementaires et les options de privatisation du secteur énergétique.

Avec le Consortium de recherche économique du Pérou et la Commission de l'environnement du Congrès, sur la gestion décentralisée des ressources naturelles.

Avec l'Institut de l'Amazonie péruvienne et l'Institut national des ressources naturelles, sur la gestion intégrée des bassins et la formulation de plans de gestion des bassins.

Avec l'Université catholique du Pérou, sur la privatisation des services publics concernés par l'eau, l'institutionnalisation des bassins hydriques et l'introduction de matières relatives à l'industrie minière et à l'énergie dans les programmes d'études des Facultés de droit, d'administration et d'économie.

Avec la Charte de Lima, le Service d'eau potable et des égouts de Lima (SEDAPAL), la Surintendance des services sanitaires (SUNASS), sur la législation des ressources hydriques, la privatisation des services publics d'adduction d'eau et la régulation des services d'eau potable et d'assainissement.

Uruguay

Avec la Direction de l'environnement, pour la formation et le transfert de technologies concernant la Convention de Bâle et l'organisation de la réunion régionale sur la mise sur pied du système de centres pour l'Amérique latine et les Caraïbes, prévue pour octobre 1995.

Venezuela

Avec le Ministère des mines et de l'énergie, sur la législation minière et avec la Chambre minière du Venezuela, sur la compétitivité et la pérennité du secteur minier latino-américain.

Avec la Fondation du développement électrique (FUNDELEC), le Fonds d'investissements du Venezuela et Petróleos de Venezuela, sur les cadres réglementaires et les processus de privatisation du secteur énergétique.

Avec l'Institut pour la conservation du Bassin du lac Maracaibo (ICLAM), dans certains aspects d'ordre institutionnel, technique, juridique, économique et environnemental associés à la gestion du bassin du lac Maracaibo.

Avec le Centre interaméricain pour le développement et la recherche en matière environnementale et territoriale (CIDIAT) et HIDROVEN, dans certains aspects d'ordre institutionnel, juridique et administratif associés à la prestation des services publics d'adduction d'eau.

Yemen

Avec la National Water Resources Authority, dans certains domaines d'ordre institutionnel et juridique.

iv) Formation et bourses

Conférences sur les procédés de gestion aux fins du développement durable, au sein de l'atelier de planification régionale organisé par le Secrétariat régional ministériel de planification et de coordination, onzième région, pour 35 professionnels chiliens (Coyhaique, Chili, 5-7 avril 1994).

Conférences dans le cadre du cours-atelier sur la gestion intégrale des bassins hydrographiques, organisé par le Projet spécial Jequetepeque, le Collège d'ingénieurs de Trujillo et l'Institut national des ressources naturelles, pour 140 professionnels péruviens (Cajamarca, Pérou, 5-7 mai 1994).

Cours sur le développement communal comprenant les aspects environnementaux, dans le cadre de l'atelier de planification régionale organisé par l'Intendance régionale du Bío-Bío et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), pour 25 professionnels chiliens (Concepción, Chili, 6-8 juin 1994).

Conférences sur les aspects législatifs et institutionnels de l'aménagement des ressources hydriques au Séminaire "Le droit des eaux face au défi d'Action 21", organisé par le Centre sur l'économie, la législation des eaux et l'environnement (CELA), à l'intention de participants provenant d'Argentine, de Bolivie, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala et de l'Uruguay (Mendoza, Argentine, 26-30 septembre 1994).

Exposés sur la gestion intégrale des ressources hydriques et son application en Amérique latine, la législation en matière de ressources hydriques, les outils juridiques de protection de l'environnement et l'importance des services publics associés à l'eau, dans le cadre du Cours sur la gestion intégrée des ressources hydriques, organisé par le Centre interaméricain pour le développement et la recherche en matière environnementale et territoriale (CIDIAT), à l'intention de participants provenant d'Argentine, du Brésil, du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela (Mérida, Venezuela, 10 octobre-4 novembre 1994).

Exposés sur les méthodes et les modèles de demande énergétique et l'analyse des processus de substitution des sources, dans le cadre du vingt-quatrième Cours latino-américain d'économie et de planification énergétique, organisé par l'Institut d'économie énergétique (IDEE), associé à la Fondation Bariloche, à l'intention de participants provenant d'Argentine, du Brésil, de la Bolivie, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, d'Equateur, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Paraguay, d'Uruguay et du Venezuela (Bariloche, Argentine, 13-18 octobre 1994).

Cours sur le patrimoine commun de l'humanité, la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et sur le concept de développement durable et ses répercussions en matière juridique, dans le cadre du cours de postgraduat "Droit international des ressources naturelles et l'environnement", organisé par l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili, à l'intention de participants provenant d'Argentine, de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, du Danemark, des Etats-Unis et du Venezuela.

Cours sur la gestion des bassins et des zones côtières, dans le cadre du Programme de maîtrise en économie, ressources naturelles et environnement de l'Université de Concepción, à l'intention de participants provenant de Bêlize, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Panama et du Pérou (Concepción, Chili, 13-15 juillet 1995 et 21 septembre 1995).

Exposés sur la gestion de ressources naturelles, dans le cadre du quatrième Cours sur la désertification et le développement durable, organisé par la FAO à l'intention de participants provenant d'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Honduras, du Mexique, du Panama, du Pérou et du Venezuela (Montecillo, Mexique, 4-7 septembre 1995).

Exposés sur les méthodes et les modèles de demande énergétique et l'analyse des processus de substitution des sources et l'élaboration d'un scénario prospectif pour déterminer la demande énergétique du secteur des transports, dans le cadre du vingt-cinquième Cours latino-américain d'économie et de planification énergétique, organisé par l'Institut d'économie énergétique, à l'intention de participants provenant d'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, d'Equateur, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Paraguay, du Pérou, d'Uruguay et du Venezuela (Bariloche, Argentine, 9-13 octobre 1995).

Cours sur la gestion aux fins du développement durable et la gestion intégrale des bassins, organisé par la Corporation nationale forestière du Chili, quatrième région, à l'intention de participants originaires de la zone nord du Chili (La Serena, Chili, 16-18 octobre 1995).

Exposés sur les modèles et le caractère opérationnel du développement durable, dans le cadre du cours de postgraduat sur la formation en matière d'environnement, organisé par la Faculté latino-américaine des sciences de l'environnement (FLACAM) (La Plata, Argentine, 15-18 novembre 1995), à l'intention de participants provenant d'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, d'Equateur, du Panama, du Pérou, d'Uruguay et du Venezuela.

Exposés dans le cadre du Cours régional sur la gestion intégrée des bassins hydrographiques aux fins du développement durable, organisé par le Réseau national de gestion des bassins hydrographiques du Pérou (Piura, Pérou, 14-20 décembre 1995).

## SOUS-PROGRAMME 7: ENVIRONNEMENT ET ETABLISSEMENTS HUMAINS

Les travaux du Groupe commun CEPALC/PNUE du développement et de l'environnement ont été centrés sur deux projets et quatre types d'activités.

En 1995, le Groupe a mis en oeuvre la deuxième phase du projet CEPALC/GTZ sur les politiques en vue de la gestion écologiquement rationnelle des déchets urbains et industriels, comprenant divers travaux en Argentine, en Colombie et au Chili. Ce projet a contribué à la mise en place de politiques intégrales quant à la gestion des déchets faisant une large place aux aspects institutionnels, juridiques, de politique technologique et de planification urbaine, qui avaient été abordés dans le document préliminaire élaboré en la matière durant le deuxième semestre de 1995.

En ce qui concerne le commerce international et l'environnement, les activités ont surtout consisté à assurer le suivi du séminaire sur les traités de libre-échange (mars 1994), auquel participèrent des experts du Mexique, des Etats-Unis, du Canada et du Chili; un document a été publié en la matière et des fonctionnaires du Groupe ont participé à plusieurs séminaires concernant le même thème.

Un séminaire a été organisé (juin 1995) sur l'information aux fins du développement écologiquement rationnel de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le projet CEPALC/PNUE "Application d'instruments de politique économique en vue de la gestion de l'environnement et du développement durable dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes" a été amorcé en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Colombie, au Mexique et en République dominicaine, ainsi que dans la sous-région de l'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador et Guatemala). En 1995, plusieurs accords ont été passés avec les institutions nationales pertinentes et il a été fait appel à des services consultatifs externes pour repérer les forces socio-économiques qui, dans chaque pays, jouent un rôle dans les processus de perte des terres agricoles, de déboisement, de réduction de la biodiversité et de dégradation des eaux continentales. De même, divers diagnostics et propositions ont été mis au point quant aux instruments de politique économique nécessaires pour enrayer de tels processus. A cet égard, un séminaire régional a été tenu sur la question des instruments économiques aux fins de la gestion de l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes (juillet 1995).

Les activités en matière de politiques publiques et de développement agricole ont été assurées moyennant la participation à diverses conférences et réunions.

En ce qui concerne la coopération technique, le Groupe commun CEPALC/Centre des Nations Unies pour les établissements humains a, au cours du premier semestre de 1995, mené à bien la phase I du projet HOL/90/S38 "Gestion urbaine dans certaines villes intermédiaires d'Amérique latine", financé par le Gouvernement des Pays-Bas, qui a été très favorablement accueilli par les pays qui ont participé à cette première phase.

Au cours de cette même période, les activités du nouveau projet HOL/93/S83 "Propositions en vue de la transformation productive du logement en Amérique latine et aux Caraïbes" ont été renforcées dans plusieurs pays et la phase II du projet "Gestion urbaine dans certaines villes intermédiaires d'Amérique latine" a été amorcée avec le concours financier du gouvernement italien.

En matière de coopération intergouvernementale, le Groupe a prêté sa collaboration à la Commission ministérielle préparatoire de la quatrième Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes (MINURVI) et avec le Gouvernement espagnol afin de déterminer les thèmes à prendre en considération dans le Plan d'action régional sur les établissements humains, 1996-2000, ainsi que pour le suivi des travaux confiés à huit pays dans certains domaines spécifiques et l'incorporation de certains points considérés prioritaires en matière d'établissements humains à l'ordre du jour du Sommet ibéro-américain des chefs d'Etat et de gouvernement tenu à Bariloche. En outre, en sa qualité de Secrétariat technique de la Réunion des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme, le Groupe a collaboré avec le Gouvernement de l'Equateur (Secrétariat provisoire) pour élaborer l'ordre du jour de la réunion MINURVI IV.

Quant aux conférences internationales, le Groupe a assuré l'organisation de la Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), tenue à la CEPALC (novembre 1995), ainsi que la préparation des documents qui ont servi de base aux débats et à la prise de position de l'Amérique latine et des Caraïbes en vue de cette conférence mondiale.

Il faut signaler, parmi les travaux techniques, l'élaboration d'indicateurs et de modèles propres à faciliter la prise de décision dans le secteur des établissements humains et le développement des bases statistiques pertinentes dans la région.

Le Groupe a en outre participé à de nombreux séminaires, réunions et conférences nationales, régionales et mondiales sur différents sujets associés aux établissements humains.

i) Documents

Informe de la Reunión Regional Conjunta CEPAL/PNUMA sobre el Manejo Ambientalmente Adecuado de Residuos Peligrosos en América Latina y el Caribe y la Aplicación del Convenio de Basilea (Santiago de Chile, 15 al 19 de noviembre de 1993) (LC/G.1793).

Organización de la información y de los datos estadísticos en el campo del medio ambiente: propuestas metodológicas (LC/L.852).

Gestión urbana y de vivienda en América Latina y el Caribe (LC/L.865).

Proyecto Propuestas para la transformación productiva de la vivienda en América Latina y el Caribe: Marco conceptual y metodología general (LC/L.870).

Informe del II Seminario Regional sobre Avances y Perspectivas de la Gestión Ambientalmente Adecuada de los Residuos Urbanos e Industriales (Santiago de Chile, 30 de agosto al 1º de septiembre de 1994) (LC/L.878(SEM.81/3)).

El financiamiento de la vivienda en América Latina y el Caribe (LC/L.887).

Alojar el desarrollo. Una tarea para los asentamientos humanos (LC/L.906(CONF.85/3)).

Lista de publicaciones producidas por la Unidad Conjunta CEPAL/PNUMA de Desarrollo y Medio Ambiente (LC/R.902/Rev.2).

Impacto ambiental de residuos urbanos e industriales sobre los ecosistemas naturales (LC/R.1346).

Evaluación técnico-económica de los procesos de reciclaje de desechos domésticos: los casos del vidrio, papel y plástico (LC/R.1354).

Catastro global de los principales instrumentos de regulación ambiental aplicados en Chile para el manejo de los residuos sólidos domésticos e industriales (LC/R.1355).

Análisis económico de alternativas no contaminantes para curtiembres en Chile (LC/R.1356).

Ventajas y desventajas de los métodos Winvent e Invent para estimar cuantificaciones de residuos por industria (LC/R.1374).

Aplicabilidad de los principios "el que contamina, paga" y "precautorio" para la gestión ambiental de los residuos industriales sólidos de Colombia: un enfoque legal (LC/R.1388).

Aplicabilidad de los principios "el que contamina, paga" y "precautorio" para la gestión ambiental de los residuos industriales sólidos en el Municipio de Campinas, Estado de São Paulo, Brasil: un enfoque legal (LC/R.1389).

Aplicabilidad de los principios "el que contamina, paga" y "precautorio" para la gestión ambiental de los residuos industriales sólidos de la ciudad de Córdoba, Argentina: un enfoque legal (LC/R.1390).

Gestión urbana en ciudades medianas: el sistema de planeación. El caso de Ibagué (LC/R.1405).

Modelo de gestión urbana para ciudades intermedias en América Latina (LC/R.1406).

Modelo teórico-conceptual para la gestión urbana en ciudades medianas de América Latina (LC/R.1407).

Modelo de gestión ambiental a nivel municipal (LC/R.1413).

La gestión ambiental a nivel municipal. Un modelo conceptual y el caso de San Pedro Sula, Honduras (LC/R.1415).

Sistema de planificación local para la ciudad de Córdoba, Argentina (LC/R.1416).

Informe del Seminario Nacional de Derecho Ambiental. Aspectos Jurídicos de la Gestión Ambientalmente Adecuada de Residuos (Santiago de Chile, 7 de octubre de 1993) (LC/R.1419).

Gestión urbana descentralizada: propuestas sistémicas para la participación ciudadana en la ciudad de Córdoba, Argentina (LC/R.1421).

Sistema de información para la gestión urbana en la ciudad de Córdoba, Argentina (LC/R.1422).

Sistema de toma de decisiones para la gestión urbana en la ciudad de Córdoba, Argentina (LC/R.1423).

Sistema de planeación para la gestión urbana en la ciudad de Ibagué, Colombia (LC/R.1424).

Gestión urbana territorial: propuestas técnicas para mejorar el proceso de zonificación de la ciudad de Córdoba, Argentina (LC/R.1425).

Políticas para la gestión ambientalmente adecuada de los residuos: el caso de los residuos sólidos urbanos e industriales en Chile a la luz de la experiencia internacional (LC/R.1428).

Aplicabilidad de los principios "el que contamina, paga" y "precautorio" para la gestión ambiental de los residuos industriales sólidos de la ciudad de Quito, Ecuador: un enfoque legal (LC/R.1433).

Informe de la Tercera Reunión Regional de Ministros y Autoridades Máximas del Sector de la Vivienda y Urbanismo de América Latina y el Caribe (Quito, 16 al 18 de noviembre de 1994) (LC/R.1470).

La evaluación del impacto ambiental y la gestión de residuos (LC/R.1508).

Nuevas experiencias en materia de planificación urbana y gestión ambiental. El caso de Cartagena de Indias, Colombia (LC/R.1509).

Gestão de resíduos solidos industriais no Estado de São Paulo, Brasil (LC/R.1510).

Bibliografía sobre metodologías de estadísticas ambientales e indicadores del desarrollo sustentable; documento de avance (LC/R.1511).

Estimativa dos geradores de resíduos das micro e pequenas empresas do Município de Campinas (LC/R.1512).

Resíduos solidos dos serviços de saúde Município de Campinas (LC/R.1513 y Corr.1).

Instrumentos económicos para la gestión ambiental en Colombia (LC/R.1530).

Efectos de las políticas e instrumentos económicos sobre la sustentabilidad ambiental del recurso agua dulce en Chile y propuestas de líneas de acción (LC/R.1531).

Políticas e instrumentos económicos para la gestión ambiental en Bolivia: visión global (LC/R.1532).

Bolivia: diagnóstico y uso potencial de instrumentos de regulación y económicos para la gestión de los recursos naturales renovables (LC/R.1533).

Análisis de las fuerzas socioeconómicas subyacentes tras la gestión ambiental. La experiencia boliviana (LC/R.1534).

Instrumentos económicos para la gestión ambiental en Chile. Diagnóstico y propuesta para el recurso forestal, las obras de riego, el recurso suelo y la biodiversidad (LC/R.1539).

Los procesos de deterioro de bosques, suelos, biodiversidad y aguas continentales en México (LC/R.1541).

Instrumentos económicos para la gestión ambiental en la República Argentina: gestión y propuesta para la Provincia de Buenos Aires (LC/R.1542).

Instrumentos fiscales y no fiscales en la gestión ambiental en México: marco general y recurso de agua dulce (LC/R.1543).

Gestión ambiental en Chile: relación entre las políticas de desarrollo y los procesos de deforestación, deterioro del suelo y pérdida de la biodiversidad (LC/R.1544).

Fuerzas socioeconómicas condicionantes de cuatro procesos de degradación ambiental en Argentina: erosión del suelo, deforestación, pérdida de biodiversidad y contaminación hídrica (LC/R.1545).

Diagnóstico y análisis de las potencialidades de la aplicación de instrumentos económicos para la gestión ambiental de la República de Guatemala (LC/R.1546).

Diagnóstico y análisis de las potencialidades de la aplicación de instrumentos económicos para la gestión ambiental de la República de Costa Rica (LC/R.1547).

Diagnóstico y análisis de las potencialidades de la aplicación de instrumentos económicos para la gestión ambiental de la República de El Salvador (LC/R.1548).

Estrategia: aplicación de instrumentos económicos para la gestión ambiental en Guatemala, El Salvador y Costa Rica (LC/R.1549).

Aplicación de instrumentos económicos para la gestión ambiental y el desarrollo sostenible en la República Dominicana (LC/R.1551).

Inventario ambiental de la Región de Magallanes, Chile (LC/R.1553).

Balance económico del patrimonio natural de la Región de Magallanes, Chile (LC/R.1554).

Informe final del Coloquio sobre Información e Indicadores de Medio Ambiente para los Países de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 27 al 29 de junio de 1995) (LC/R.1556).

La regulación del manejo de desechos en Alemania (LC/R.1570).

Aspectos jurídicos de la gestión ambiental municipal en Europa (LC/R.1571).

La auditoría ambiental y la transparencia de las empresas (LC/R.1572).

Medidas precautorias y sustentabilidad: ¿dos caras de la misma moneda? (LC/R.1573).

El sector informal urbano desde la perspectiva de género: el caso de México (LC/R.1579).

ii) Réunions, séminaires et conférencesOrganisés par le sous-programme

Réunion "Proposition pour la gestion de l'environnement dans les municipalités de la Région métropolitaine" (Santiago du Chili, 19-20 janvier 1994).

Séminaire "Le Traité de libre-échange nord-américain et les accords de libre-échange: l'optique de l'environnement" (Santiago du Chili, 29-30 mars 1994).

Réunion du comité consultatif du projet CEPALC/Office allemand de coopération technique (GTZ) FRG/92/S06 "Politiques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets, phase II" (Santiago du Chili, 23-24 juin 1994).

Séminaire sur le droit en matière d'environnement, dans le cadre du projet CEPALC/GTZ FRG/92/S06, phase II, le premier organisé conjointement avec la Préfecture municipale de Campinas (Campinas, Brésil, 18 août 1994), et le deuxième avec la Municipalité de Córdoba, le Centre de recherches juridiques et sociales, la Fondation Friedrich Ebert et l'Association pour le développement de la gestion de l'environnement (ADEGA) (Córdoba, Argentine, 23-25 août 1994).

Deuxième séminaire régional sur les progrès et les perspectives de la gestion écologiquement rationnelle des déchets urbains et industriels (Santiago du Chili, 30 août-1er septembre 1994) (Activité du projet CEPALC/GTZ FRG/92/S06, phase II).

Séminaires sur la transformation productive du logement en Amérique latine et dans les Caraïbes (Lima, 9-11 novembre 1994; Belo Horizonte, Brésil, 5-7 décembre 1994) (Activité du projet HOL/93/S83 "Propositions en vue de la transformation productive du logement en Amérique latine et aux Caraïbes").

Colloque sur l'information et les indicateurs en matière d'environnement pour les pays latino-américains et des Caraïbes, organisé avec le Gouvernement français (Santiago du Chili, 27-29 juin 1995).

Séminaire régional sur les instruments économiques aux fins de la gestion de l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes, organisé avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Secrétariat de l'environnement, des ressources naturelles et de la pêche du Mexique (Oaxtepec, Etat de Morelos, Mexique, 18-20 juillet 1995).

Troisième séminaire sous-régional du projet HOL/93/S83 "Propositions en vue de la transformation productive du logement en Amérique latine et aux Caraïbes" (La Paz, 17-19 août 1995).

Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), organisée par la CEPALC et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Santiago du Chili, 13-17 novembre 1995).

Quatrième Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par la CEPALC, le Ministère du développement urbain et du logement de l'Equateur, le Ministère du logement et de l'urbanisme du Chili, co-parrainée par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Santiago du Chili, 16-17 novembre 1995).

Quatrième séminaire sous-régional du projet HOL/93/S83 "Propositions en vue de la transformation productive du logement en Amérique latine et aux Caraïbes" (La Havane, 6-8 décembre 1995).

#### Participation à d'autres réunions et conférences

Quatrième séminaire sur le contrôle et le traitement des déchets industriels solides et liquides, organisé par l'Institut national de formation professionnelle (Santiago du Chili, 5-6 janvier 1994).

Réunion du Groupe d'experts sur les indicateurs urbains, organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (Nairobi, 10-14 janvier 1994).

Dix-neuvième session de l'Assemblée générale de l'Union mondiale pour la nature (UICN) (Buenos Aires, 17-26 janvier 1994).

Consultation technique d'experts de pays de la région signataires de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Genève, 17-18 mars 1994).

Deuxième réunion de la Conférence des pays signataires de la Convention de Bâle (Genève, 21-26 mars 1994).

Réunion du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (Genève, 16-18 avril 1994).

Séminaire international "Politique urbaine et régionale: un défi et un engagement", organisé par Forestal Valparaíso et l'Université de Harvard (Santiago du Chili, 11-12 mai 1994).

Deuxième session de la Commission sur le développement durable (New York, 16-27 mai 1994).

Premier congrès brésilien d'étude de l'environnement, organisé par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et l'Université de São Paulo (São Paulo, 22-28 mai 1994).

Séminaire interaméricain sur la comptabilité en matière d'environnement et de ressources naturelles, organisé par le Centre interaméricain de formation statistique (CIENES) (Santiago du Chili, 30 mai 1994).

Séminaire sur la gestion urbaine dans les villes intermédiaires, organisé par la Municipalité de Córdoba (Córdoba, Argentine, 30-31 mai 1994).

Séminaire interaméricain sur la comptabilité en matière d'environnement et de ressources naturelles, organisé par le Centre interaméricain de formation statistique (CIENES) et le Département du développement régional et de l'environnement (DDRMA) de l'OEA (Santiago du Chili, 30 mai-10 juin 1994).

Atelier sur la réforme des politiques gouvernementales en matière de préservation et de gestion des ressources forestières en Amérique latine, organisé par l'Agence pour le développement international des Etats-Unis d'Amérique, la Banque mondiale, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et le Centre international de recherches forestières (Washington, D.C., 1-3 juin 1994).

Conférence "La participation des opérateurs économiques et sociaux, facteur clé du développement des villes", organisée par le Centre ibéro-américain de développement stratégique urbain (CIDEU) et la Mairie de Carthagène (Carthagène, Colombie, 4-5 juin 1994).

Troisième colloque international "Plan d'études et XXIème siècle. Environnement, droits de l'homme et éducation", organisé par l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) (Mexico, 6-11 juin 1994).

Séminaire-atelier sur les rapports entre les ONG et les municipalités dans le cadre des programmes de développement local, organisé par JUNDEP, Corporation privée de développement social (La Serena, Chili, 15-17 juin 1994).

Séminaire "La métropole et ses déchets: un conflit évident", organisé par l'Observatoire de conflits de l'environnement (Santiago du Chili, 17 juin 1994).

Cours "La gestion de l'environnement à l'échelon municipal: une approche participative", organisé par la Corporation d'études et de gestion de l'environnement pour le développement (CEGADES) (Santiago du Chili, 20 juin-1er juillet 1994).

Séminaire-atelier de spécialistes sur la décentralisation en Amérique latine, organisé par le Chapitre latino-américain de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (UIV) et le Centre latino-américain pour la formation et le développement des autorités locales (CELCADEL) (Córdoba, Argentine, 18-21 juillet 1994).

Séminaire "Plano diretor de resíduos sólidos da Região Metropolitana de São Paulo", organisé par la Compagnie de technologie de l'assainissement de l'environnement (CETESB) de l'Etat de São Paulo (São Paulo, 19 juillet 1994).

Séminaire sur l'environnement, organisé par l'Académie diplomatique du Chili du Ministère des affaires étrangères (Santiago du Chili, 28 juillet 1994).

Symposium "Dialogue pour le développement de Chiloé", organisé par l'évêché d'Ancud (Ancud, Chili, 5-7 août 1994).

Réunions de consultation du groupe d'experts "Valuation of environmental and natural resources" et "The use and application of economic policy instruments for environmental management and sustainable development", organisées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (Nairobi, 8-10 août 1994).

Réunion nationale de développement de la éducation en matière d'environnement (PRODAM), convoquée par le Centre de perfectionnement, expérimentation et recherches pédagogiques (CPEIP) du Ministère de l'éducation publique du Chili (Santiago du Chili, 22 août 1994).

Premier Congrès mondial des professionnels de l'agronomie, organisé par le Collège d'ingénieurs agronomes du Chili (Santiago du Chili, 5-9 septembre 1994).

Réunion de discussion "Conflits environnementaux au Chili: comment les affronter et les canaliser", organisée par le Centre de recherche et de planification de l'environnement (CIPMA) (Santiago du Chili, 15 septembre 1994).

Cross sectoral meeting of task managers on sustainable development, organisée par le bureau de la Commission sur le développement durable (New York, 20 septembre 1994).

Séminaire "A la recherche de villes durables"- Troisième rencontre internationale HABITAT Colombie, organisé par la Fondation Rencontre Habitat Colombie (Pereira, Colombie, 20-24 septembre 1994).

Séminaire international sur la pollution de l'air "Evaluation de la qualité de l'air: élaboration de modèles et monitoring", organisé par l'Ambassade de Suède et la Commission spéciale de dépollution de la Région métropolitaine (Santiago du Chili, 14 octobre 1994).

Séminaire international "La production de connaissances et les politiques publiques: les études sur le genre", organisé par le Centre d'études sur la femme (CEM) (Santiago du Chili, 17-19 octobre 1994).

Réunion d'experts sur le renforcement de la capacité de gouverner et la réforme de l'Etat en Amérique latine et aux Caraïbes, organisée par le Département de l'appui au développement et des services de gestion et le Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD) (Caracas, 18-20 octobre 1994).

Réunion sur le Plan de dépollution de la Baie de Talcahuano, organisée par la Commission régionale de l'environnement (COREMA) VIII Région, relevant de la Commission nationale de l'environnement (CONAMA) (Talcahuano, Chili, 24 octobre 1994).

Quatrième réunion latino-américaine sur les politiques du logement, organisée par l'Union interaméricaine pour le logement (UNIAPRAVI) (Buenos Aires, 24-26 octobre 1994).

Séminaire-atelier international sur la gestion intégrale des eaux usées, organisé par la Corporation pour le développement de la production (CORFO), l'Institut de recherche technologique (INTEC-Chili), avec l'Agence suédoise de coopération pour le développement international des entreprises (SWEDECORP), sous le parrainage de la Commission nationale de l'environnement (CONAMA) (Santiago du Chili, 25-27 octobre 1994).

Séminaire-atelier international sur l'éducation et l'information sur l'environnement et la population aux fins du développement humain durable, organisé par le Groupe d'appui au Fonds des Nations Unies sur la population (FNUAP), le Bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le Bureau régional de l'Unesco d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (OREALC) (Santiago du Chili, 3-11 novembre 1994).

Sixième séminaire du Centre latino-américain de statistiques du logement (CELEH), "Financement du logement pour les groupes à faibles revenus: expériences et options en Amérique latine", organisé par l'Union interaméricaine pour le logement (UNIAPRAVI), le Centre latino-américain de statistiques du logement (CELEH), l'Agence pour le développement international des Etats-Unis d'Amérique (USAID), le Bureau régional du logement et du développement urbain pour l'Amérique du Sud (Quito, 14-15 novembre 1994).

Réunion sur les indicateurs environnementaux du développement durable pour l'Amérique latine et les Caraïbes, organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Mexico, 17-18 novembre 1994).

Troisième atelier de spécialistes pour mettre au point les critères du système d'évaluation de l'impact sur l'environnement, organisé par la Commission nationale de l'environnement (CONAMA) (Santiago du Chili, 22 novembre 1994).

Séminaire-atelier international sur la gestion intégrale des eaux usées, organisé par l'Institut de recherche technologique (INTEC) (Santiago du Chili, 25-27 novembre 1994).

Conférence internationale "Marché et conception intelligente: qualité, efficacité et environnement", organisée par la Fondation de l'énergie (Santiago du Chili, 28-29 novembre 1994).

Atelier d'échange de données d'expérience sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans certains pays d'Amérique latine, organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et la Commission nationale de l'environnement (CONAMA) (Santiago du Chili, 29 novembre-2 décembre 1994).

Séminaire sur l'environnement urbain, organisé par le Ministère de l'environnement et l'Amazonie légale du Brésil et le PNUD (Brasilia, 6-7 décembre 1994).

Séminaire "Enjeux futurs de la politique sur l'environnement au Chili et en Espagne", organisé par le Ministère des travaux publics et la Commission nationale de l'environnement (Santiago du Chili, 6-7 décembre 1994).

Atelier de travail sur les indicateurs du développement durable, organisé par le Ministère de l'environnement et de l'Amazonie légale du Brésil (Brasilia, 7-9 décembre 1994).

Troisième réunion du Groupe de travail "Gouvernabilité, participation et environnement", préparatoire de la cinquième Rencontre scientifique sur l'environnement, organisée par le Centre de recherche et de planification de l'environnement (CIPMA) (Santiago du Chili, 12 décembre 1994).

Séminaire "Expérience de l'environnement dans les négociations de l'Alena", organisé par la Chambre chilienne-nord-américaine de commerce (AMCHAM) et l'Université Gabriela Mistral (Santiago du Chili, 14 décembre 1994).

Séminaire entre les régions de Coquimbo et d'Atacama "Ouverture internationale et défis régionaux", organisé par le Département d'ingénierie mécanique de l'Université de La Serena (La Serena, Chili, 15-16 décembre 1994).

Séminaire "L'ouverture commerciale et les défis régionaux", organisé par la Faculté d'ingénierie de l'Université de La Serena (La Serena, Chili, 15-16 décembre 1994).

Séminaire-atelier sur la gestion des résidus dans la Région métropolitaine de Santiago, organisé par la Commission nationale de l'environnement (CONAMA), le Ministère de l'agriculture, le Ministère des travaux publics, le Secrétariat régional de la planification et de la coordination et le Service métropolitain de santé de l'environnement (Santiago du Chili, 19 janvier 1995).

Première réunion du Comité d'intersession des Ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (Mexico, 23-24 janvier 1995).

Réunion du groupe d'experts "Indicators for sustainable development", organisée par la Division du développement durable, Département de la coordination des politiques et du développement durable, avec la coopération de la Division de statistique du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, Nations Unies (New York, 14-15 février 1995).

Séminaire sur le développement durable dans l'économie latino-américaine, organisé par le Conseil des entreprises pour le développement durable (CECODES) et la Corporation latino-américaine de l'économie internationale (CLADEI) (Bogotá, 21-22 mars 1995).

Réunion d'experts "L'environnement de l'Amérique latine au vingt-et-unième siècle", organisée par l'Université de Harvard, le Collège de Mexico et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (Boston, Etats-Unis, 22-24 mars 1995).

Réunion d'analyse des résultats de l'étude "Modalités de coopération dans le cadre du Programme de logement progressif", organisée par le Centre d'études sociales et d'éducation (SUR) (Santiago du Chili, 22-24 mars 1995).

Réunion du Conseil interaméricain d'agriculture durable, organisée par le Conseil de la terre et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) (Santiago du Chili, 27-30 mars 1995).

Conférence sur les indicateurs utiles aux politiques urbaines, organisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Rennes, France, 3-4 avril 1995).

Séminaire "Développement durable: enjeux présents et futurs pour le Chili", organisé par le Centre d'économie des ressources naturelles et de l'environnement (CENRE), de la Faculté des sciences économiques et administratives, Université du Chili (Santiago du Chili, 7 avril 1995).

Réunion préparatoire de la quatrième Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme d'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par le Ministère des travaux publics, du transport et de l'environnement d'Espagne et le Ministère du développement urbain et du logement d'Equateur (Madrid, 17-18 avril 1995).

Rencontre nationale sur les politiques de logement, organisée par le Secrétariat du développement social de la Présidence de la nation (Buenos Aires, 18-19 avril 1995).

XXXIII Conférence interaméricaine pour le logement, organisée par l'Union interaméricaine pour le logement (UNIAPRAVI) (Santiago du Chili, 23-28 avril 1995).

Deuxième réunion de fond du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), organisée par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Nairobi, 25 avril-5 mai 1995).

XVème session de la Commission des établissements humains, organisée par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Nairobi, 25 avril-1er mai 1995).

Séminaire "L'Alena et l'environnement", organisé par la Commission nationale de l'environnement et le Ministère des finances (Santiago du Chili, 25 avril 1995).

Réunion du Conseil régional de l'Intendance de la XIIème Région (Punta Arenas, Chili, 27 avril 1995).

Premier séminaire d'analyse du projet du Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction du gouvernement chilien "Elaboration d'une proposition de politique intégrale en vue de la gestion et du contrôle de la pollution industrielle", organisé par la Commission nationale de l'environnement (CONAMA) (Santiago du Chili, 28 avril 1995).

Séminaire "Proposition de politique et plan d'action en vue du contrôle de la pollution industrielle causée par les déchets solides", organisé par TESAM S.A., le Ministère de l'économie et la Commission nationale de l'environnement (Santiago du Chili, 28 avril 1995).

Réunion "Répercussions sur l'environnement du processus de mondialisation en Amérique latine", organisée par le Centre d'études avancées, Université de Buenos Aires (Buenos Aires, 9-10 mai 1995).

Séminaire-atelier sur la gestion de l'environnement urbain, organisé par l'Université de Magdalena (Santa Marta, Colombie, 24-28 mai 1995).

Séminaire sur l'expérience de l'Amérique latine en matière de protection de l'environnement, organisé par la Fédération industrielle danoise (Copenhague, 28 mai-3 juin 1995).

Deuxième Forum de l'Ajusco "Le développement durable et les métropoles latino-américaines", organisé par El Colegio de México A.C et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PNUE/ORPALC) (Mexico, 31 mai-2 juin 1995).

Séminaire "Résidus industriels solides: un problème d'aujourd'hui ou de demain?", organisé par l'Association interaméricaine de génie sanitaire et de l'environnement (AIDIS), Chapitre chilien, avec la collaboration de la CEPALC (Santiago du Chili, 1-2 juin 1995).

Séminaire-atelier sur la pérennité de l'environnement dans la croissance économique, organisé par le Centre d'analyse des politiques publiques de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 5-7 juin 1995).

Premier symposium sur les modalités de financement du logement pour les secteurs à revenus moyens et faibles, organisé par l'Union interaméricaine pour le logement (UNIAPRAVI), la Banque hypothécaire nationale, et le PNUD (Panama, 7-9 juin 1995).

Deuxième réunion du Comité national préparatoire d'Habitat II, organisée par le Ministère du logement et de l'urbanisme (MINVU) (Santiago du Chili, 9 juin 1995).

Symposium international "Local and regional development planning and management in the context of the new role of local governments after decentralization reforms", organisé par le Centre des Nations Unies pour le développement régional (São Paulo, Brésil, 28-30 juin 1995).

Troisième réunion du Comité national préparatoire d'Habitat II, organisée par le Ministère du logement et de l'urbanisme du Chili (Santiago du Chili, 7 juillet 1995).

Cinquième réunion nationale du projet "Programme national de développement de la éducation en matière d'environnement (PRODAM)", organisée par le Centre de perfectionnement, expérimentation et

recherches pédagogiques (CPEIP) du Ministère de l'éducation publique du Chili (Santiago du Chili, 24 juillet 1995).

Deuxième réunion du groupe d'experts "Indicators for sustainable development", organisée par la Division du développement durable des Nations Unies (New York, 25-26 juillet 1995).

Atelier sur le commerce et l'environnement, organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PNUE/ORPALC) et l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) (Montevideo, 26-27 juillet 1995).

Deuxième Conférence latino-américaine et des Caraïbes d'ONGs de l'environnement urbain et XIème Réunion du Réseau latino-américain et des Caraïbes d'institutions de logement, de gestion et de l'environnement urbain, organisée par l'Agence pour le développement international des Etats-Unis d'Amérique (USAID), le Chapitre latino-américain de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (IULA) et l'Union interaméricaine pour le logement (UNIAPRAVI) (Quito, 2-4 août 1995).

Atelier "Le volet environnemental du développement productif", organisé par le Forum du développement productif et la Corporation Tiempo 2000 (Santiago du Chili, 4 août 1995).

Séminaire sur la minimisation des déchets, organisé par le Centre panaméricain de génie sanitaire et des sciences de l'environnement (CEPIS) (Bogotá, 14-18 août 1995).

Réunion générale du Réseau panaméricain de la gestion environnementale des déchets (REPAMAR) (Bogotá, 18 août 1995).

Séminaire sur la minimisation des déchets, organisé par le Centre panaméricain de génie sanitaire et des sciences de l'environnement (CEPIS) de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS) (Bogotá, 15-17 août 1995).

Conférence "Identité du Chili du point de vue environnemental", organisée par la Faculté d'ingénierie de l'Université technique "Federico Santa María" (Valparaíso, Chili, 23 août 1995).

Deuxième réunion sur la gestion des déchets solides dans le Cône sud et symposium sur la gestion des déchets solides urbains, organisés par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS), la Coordination écologique Zone métropolitaine S.E. (CEAMSE) et l'Association interaméricaine de génie sanitaire et de l'environnement (AIDIS/DIRSA) (Buenos Aires, 5-8 septembre 1995).

Réunion de la sphère du développement et de la pérennité, organisée par la Commission Rencontre nationale-Habitat II (Santiago du Chili, 6 septembre 1995).

Symposium sur la gestion des déchets solides urbains, organisé par l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS) et l'Association interaméricaine de génie sanitaire et de l'environnement (AIDIS) (Buenos Aires, 7 septembre 1995).

Panel "Commerce international et emploi: l'expérience chilienne", organisé par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) (Santiago du Chili, 8 septembre 1995).

Séminaire international "Os desafios da cidade informal", organisé par l'Associazione Volontari per il Servizio Internazionale (AVSI), l'Université catholique de Minas Gerais et l'Institut de coopération et de développement social (Belo Horizonte, Brésil, 11-15 septembre 1995).

Conférence centraméricaine "Engagement des habitants dans la construction des villes", organisée par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUAH-Habitat) et le Ministère du logement et des établissements humains du Costa Rica (San José, 12-13 septembre 1995).

Séminaire "Un système de gestion pour la qualité de l'air de Santiago", organisé par le Département de génie industriel de l'Université du Chili, sous le parrainage de la Commission nationale de l'environnement (CONAMA), Région métropolitaine, et la CEPALC (Santiago du Chili, 13 septembre 1995).

Séminaire "Les répercussions de l'Alena dans la région du Bío-Bío", organisé par l'Université catholique de la Santísima Concepción (Concepción, Chili, 13 septembre 1995).

Conférence "Environmental policy in the MERCOSUR: drawing on the experiences of European integration", organisée par l'Institut pour les relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA) et la Fondation Konrad Adenauer (Porto Alegre, Brésil, 14-15 septembre 1995).

Séminaire international "As Nações Unidas e a nova ordem política e econômica internacional: uma perspectiva brasileira", organisé par l'Institut brésilien d'économie (IBRE) de la Fondation Getúlio Vargas (Rio de Janeiro, Brésil, 18-19 septembre 1995).

Réunion de la sphère du développement et de la pérennité, organisée par la Commission Rencontre nationale-Habitat II (Santiago du Chili, 20 septembre 1995).

Réunion préparatoire d'experts de haut niveau nommés par les gouvernements sur l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes, organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PNUE/ORPALC) (La Havane, 21-23 septembre 1995).

Neuvième Réunion des ministres de l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PNUE/ORPALC) (La Havane, 25-26 septembre 1995).

Séminaire sous-régional pour les Caraïbes préparatoire d'Habitat II, organisé par le Ministère des travaux publics, du transport et du logement de la Barbade (Barbade, 25-27 septembre 1995).

Congrès panaméricain "Pour vivre mieux..., une meilleure qualité de vie", organisé par l'International Council for Caring Communities, avec la collaboration du Centre des Nations Unies pour les établissements humains, le Programme sur le vieillissement et l'Université pour la paix du Costa Rica (Santiago du Chili, 27-30 septembre 1995).

Deuxième séminaire-atelier sur la qualité de vie urbaine, organisé par l'Université du Bío-Bío, Campus Chillán (Chillán, Chili, 5 et 6 octobre 1995).

Sixième réunion du Comité national préparatoire d'Habitat II, organisée par le Ministère du logement et de l'urbanisme (Sous-secrétariat du logement et de l'urbanisme) (Santiago du Chili, 6 octobre 1995).

XIème Congrès chilien de génie sanitaire et de l'environnement, organisé par l'Association interaméricaine de génie sanitaire et de l'environnement (AIDIS) (Santiago du Chili, 9-11 octobre 1995).

Séminaire "La démocratie a besoin d'une société civile solide", organisé par l'Association chilienne d'organisations non gouvernementales et le Service universitaire mondial-Chili (Santiago du Chili, 16-17 octobre 1995).

Séminaire "Recherche forestière: définir l'itinéraire vers le vingt-et-unième siècle", organisé par l'Institut forestier avec la collaboration de l'Université du Chili et l'Université de Concepción (Santiago du Chili, 17-18 octobre 1995).

Rencontre nationale Habitat II, organisée par le Ministère du logement et de l'urbanisme du Chili (Santiago du Chili, 19 octobre 1995).

Séminaire sur la gestion des déchets et la gestion de l'environnement, organisé par AIC Conferences (Santiago du Chili, 25-27 octobre 1995).

Symposium sur les perspectives actuelles en matière de conceptualisation et de pratique du développement et la promotion, organisé par l'Ecole pour le développement et le Consortium pour le développement durable de l'éco-région andine (CONDESAN) (Lima, 26-27 octobre 1995).

Séminaire "L'Alena, l'environnement et les régions", organisé par l'Université de Magallanes, sous les auspices de l'Agence pour le développement international des Etats-Unis d'Amérique (USAID) (Punta Arenas, Chili, 30-31 octobre 1995).

Séminaire sur les stratégies pour le financement urbain en Amérique latine et aux Caraïbes, organisé par l'Institut brésilien d'administration municipale (IBAM) (Rio de Janeiro, Brésil, 30-31 octobre 1995).

Séminaire international "Catastrophes, environnement et développement", organisé par l'Office national d'urgence du Ministère de l'intérieur (Santiago du Chili, 30-31 octobre 1995).

Premier séminaire régional sur la gestion rationnelle des déchets urbains, organisé par l'Université nationale du littoral, le Centre de protection de la nature, la Fondation Habitat et développement et la Fondation PROTEGER pour le développement durable et la santé (Santa Fe, Argentine, 2-4 novembre 1995).

Atelier-panel sur les indicateurs de pérennité, organisé par l'Institut d'écologie politique (Santiago du Chili, 7-8 novembre 1995).

Séminaire sur les politiques publiques et la gestion rationnelle des déchets solides, organisé par le Ministère de la planification et de la coopération (MIDEPLAN) (Santiago du Chili, 9-10 novembre 1995).

Atelier "Le rôle de la comptabilité du patrimoine dans l'élaboration d'une politique environnementale: le cas des forêts autochtones", organisé par Chile Veintiuno (Santiago du Chili, 13 novembre 1995).

Journées sur l'économie et l'administration des problèmes écologiques et de l'environnement, organisées par le Conseil professionnel des sciences économiques de la capitale fédérale de l'Argentine (Buenos Aires, 21 novembre 1995).

Séminaire international "Habitat dans les établissements irréguliers", organisé par l'Université de Zulia (Maracaibo, Venezuela, 21-24 novembre 1995).

Sixième réunion de consultation sur l'environnement avec les organisations non gouvernementales d'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par la Banque interaméricaine de développement (Curitiba, Brésil, 27-30 novembre 1995).

Débat-panel "Réalité, projection et impact sur l'environnement de l'industrie des éclats de bois autochtone", organisé par Defensores del Bosque Chileno (Santiago du Chili, 1er décembre 1995).

Séminaire-atelier sur le développement durable et la population, organisé par l'Equipe d'appui du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) - Bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Santiago du Chili, 5-7 décembre 1995).

Réunion du groupe d'experts sur "La mise en oeuvre d'Action 21 à l'échelon régional", organisée par la Division du développement durable des Nations Unies (New York, 6-7 décembre 1995).

Premier séminaire régional sur la gestion dans des zones et des sites historiques de l'Amérique latine, organisé par l'Office de l'historique de la ville de La Havane, le Bureau régional pour la culture de l'Unesco en Amérique latine et dans les Caraïbes (ORCALC) (La Havane, 11-14 décembre 1995).

Séminaire international "Córdoba, ville et développement", organisé par la Municipalité de Córdoba (Córdoba, Argentine, 14-15 décembre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Commission centraméricaine de l'environnement et du développement

Avec le Secrétariat technique de la Commission, pour mettre au point un programme de coopération horizontale en matière d'instruments économiques, pour lequel diverses études de cas ont été effectuées au Guatemala, à El Salvador et au Costa Rica.

### Argentine

Avec la Municipalité de Córdoba, dans: i) l'élaboration de propositions visant à la consolidation municipale en matière de modèles et de systèmes de gestion urbaine (activité du projet CEPALC/Gouvernement des Pays-Bas HOL/90/S38 "Gestion urbaine dans certaines villes intermédiaires d'Amérique latine"); et ii) la gestion et l'élimination des déchets urbains et industriels (activité du projet CEPALC/Office allemand de coopération technique (GTZ) "Politiques en vue de la gestion écologiquement rationnelle des déchets", phase II. En outre, un séminaire a été organisé sur le droit de l'environnement.

Avec le Secrétariat des ressources naturelles et de l'environnement humain et le Centre d'études avancées de l'Université de Buenos Aires, dans le cadre du projet CEPALC/PNUE UNP/93/S01 "Application d'instruments de politique économique en vue de la gestion de l'environnement et du développement durable dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes".

Avec le Centre d'études avancées de l'Université de Buenos Aires et la Direction des relations internationales du Secrétariat des ressources naturelles et de l'environnement humain, en ce qui concerne les études économiques aux fins de la gestion de l'environnement.

### Bolivie

Avec le Ministère du développement durable et de l'environnement, sur les études prévues dans le cadre du projet CEPALC/PNUE UNP/93/S01.

Avec le Secrétariat national de la planification, afin de consolider le projet de programme du Sommet sur le développement durable.

Avec le Sous-secrétariat du logement urbain et la Chambre de l'industrie et de la construction, dans le cadre du projet HOL/93/S83 "Propositions en vue de la transformation productive du logement en Amérique latine et aux Caraïbes".

### Brésil

Avec la Préfecture municipale de Campinas, de l'Etat de São Paulo, dans les études de gestion des déchets urbains, industriels et des services de santé, ainsi que dans l'élaboration d'un code de l'environnement.

Avec le Ministère de l'environnement et de l'Amazonie légale, pour élaborer des indicateurs de l'environnement et du développement durable.

Avec la Fondation Getúlio Vargas et la Fondation Alexandre de Gusmão du Ministère des affaires étrangères, pour organiser l'atelier international "Defining a research agenda on sustainable development", convoqué pour analyser la création du Centre international pour le développement durable, adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992).

Avec le Ministère du logement, le Secrétariat du logement de l'Etat de Minas Gerais, et la Chambre de l'industrie et de la construction de l'Etat de Minas Gerais, dans le cadre du projet HOL/93/S83 sur la transformation productive du logement.

## Chili

Avec la Commission nationale de l'environnement (CONAMA), pour laquelle ont été élaborées plusieurs notes sur les aspects environnementaux devant être pris en considération dans les négociations d'un traité de libre-échange avec les Etats-Unis ou lors de l'adhésion éventuelle du Chili à l'Accord de libre-échange nord-américain, ainsi que sur les avantages et inconvénients de l'entrée du Chili à l'Alena, au MERCOSUR et au Conseil de coopération économique de l'Asie et du Pacifique (APEC). Collaboration dans la réalisation d'une étude sur l'évaluation du patrimoine naturel, ainsi que dans la formulation d'un plan intégral visant à la fois à la gestion des déchets industriels à l'échelon national, et à la gestion et à l'élimination écologiquement rationnelle des déchets urbains et industriels.

Avec la Commission nationale de l'environnement (CONAMA), dans l'élaboration du Règlement d'évaluation d'impact sur l'environnement, ainsi que sur la gestion urbaine dans la IIème région.

Avec la Commission régionale de l'environnement de la XIème région, dans l'étude des externalités créées par l'installation d'une usine d'aluminium dans la région.

Avec le Programme de gestion urbaine (PGU), dans la réalisation d'une consultation nationale auprès d'experts en questions urbaines, afin d'élaborer une politique de développement urbain.

Avec la Banque centrale, afin de collaborer à l'élaboration d'un programme de comptabilité des ressources naturelles.

Avec la Faculté d'ingénierie de l'Université de Magallanes, en matière de gestion écologiquement rationnelle des déchets solides et industriels de la XIIème région.

Avec la Commission spéciale de dépollution de la Région métropolitaine, dans l'élaboration d'un plan intégral de gestion des déchets industriels de la ville de Santiago.

Avec la Compagnie d'acier du Pacifique, usine de Huachipato, dans les études sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets solides industriels.

Avec le Ministère de la santé publique, Service de santé de Rancagua, dans le cadre du cours d'éducation permanente pour professionnels du Département des programmes sur l'environnement.

Avec le Ministère du logement et de l'urbanisme, dans le cadre des activités du projet HOL/93/S83 sur la transformation productive du logement.

Avec la Commission régionale de l'environnement (COREMA), Région métropolitaine, dans l'évaluation technique et environnementale du projet de décharge pour Santiago.

Avec le Projet de récupération environnementale de la baie de Talcahuano, Concepción, VIII région, dans l'élaboration d'un cadre de référence pour quatre études.

Avec le projet Association pour le développement de l'industrie manufacturière (SOFOFA)/CONAMA, dans l'élaboration d'un plan de recyclage des déchets solides domestiques pour la région métropolitaine.

Avec le Ministère des travaux publics, dans la mise au point d'une politique de gestion de l'environnement pour les ports du Chili.

Avec le Ministère du logement et de l'urbanisme, dans le débat sur les innovations en matière de politique du logement (activité du projet HOL/93/S83).

Avec le Ministère des travaux publics, dans l'examen de la politique relative à la construction destinée aux services publics (activité du projet HOL/93/S83).

Avec la Municipalité de Puerto Varas, pour définir le contenu et les caractéristiques des programmes de réhabilitation des logements (activité du projet HOL/93/S83).

Avec la Municipalité de Valdivia, pour établir un diagnostic de la gestion interne et du territoire de la Municipalité, et pour analyser les domaines d'intervention éventuels (activité du projet HOL/90/S38).

#### Amérique centrale/Guatemala

Avec la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement (CCAD), en collaboration avec l'Association de recherche et d'études sociales (ASIES) du Guatemala, dans le cadre du projet CEPALC/PNUE UNP/93/S01 "Application d'instruments de politique économique en vue de la gestion de l'environnement et du développement durable".

#### Colombie

Avec la Mairie de Carthagène, en matière de gestion écologiquement rationnelle des déchets urbains et industriels.

Avec l'Université nationale de Colombie, afin de mettre en marche des études sur les instruments économiques aux fins de la gestion de l'environnement et du développement durable.

Avec la Municipalité d'Ibagué, dans l'élaboration de modèles et de systèmes de gestion urbaine (activité du projet HOL/90/S38).

Avec le Ministère de l'environnement et l'Institut des études de l'environnement de l'Université nationale afin d'amorcer une étude sur les instruments économiques aux fins de la gestion de l'environnement et du développement durable (activité du projet CEPALC/PNUE UNP/93/S01).

Avec la Mairie de Manizales, pour établir un diagnostic de la gestion interne et du territoire de la Municipalité, et pour analyser les domaines d'intervention éventuels (activité du projet HOL/90/S38).

#### Costa Rica

Avec le Ministère de la planification nationale et de la politique économique (MIDEPLAN) et le Ministère de la santé, en matière de gestion écologiquement rationnelle des déchets urbains et industriels.

### Cuba

Avec la Commission nationale pour la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, dans l'élaboration d'un document que le Gouvernement devait présenter à la deuxième réunion des parties signataires de la Convention de Bâle.

Avec l'Institut du logement, pour analyser de projets innovateurs en matière de production du logement (activité du projet HOL/93/S83).

### Equateur

Avec le Conseil national du développement (CONADE), pour mettre au point des instruments économiques aux fins de la gestion de l'environnement et du développement durable, ainsi qu'en matière de gestion des déchets urbains et industriels.

Avec la Municipalité de Quito, afin de consolider un cadre juridique, institutionnel et économique permettant la prévention et le contrôle de la pollution de l'environnement causée par les déchets solides urbains et industriels.

### El Salvador

Avec la Commission nationale de l'environnement, dans l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un projet du Centre régional pour le développement de technologies propres.

Avec le Vice-ministère du logement et du développement urbain et la Chambre salvadorienne de l'industrie du bâtiment, dans le cadre du projet HOL/93/S83 sur les propositions de transformation productive du secteur du logement.

Avec le Fonds national du logement populaire (FONAVIPO), pour analyser des projets innovateurs en matière de production du logement (activité du projet HOL/93/S83).

### Honduras

Avec la Municipalité de San Pedro Sula, dans l'élaboration de propositions visant à épauler la municipalité dans les modèles et les systèmes de gestion urbaine (activité du projet HOL/90/S38).

### Mexique

Avec l'Institut national d'écologie du Secrétariat du développement social, sur les instruments économiques aux fins de la gestion de l'environnement et du développement durable (activité du projet CEPALC/PNUE UNP/93/S01).

Avec le Secrétariat de l'environnement, des ressources naturelles et de la pêche, dans les études sur les instruments économiques aux fins de la gestion de l'environnement.

Pérou

Avec le Ministère des transports, des communications, du logement et du bâtiment, dans le cadre du projet HOL/93/S83 sur les propositions en vue de la transformation productive du logement.

Avec le Centre d'études et de promotion du développement (DESCO), dans la préparation d'un séminaire sur la gestion de l'environnement.

Avec le Ministère des transports, des communications, du logement et du bâtiment et la Chambre de l'industrie et du bâtiment, dans la mise au point de la politique du logement à l'échelon national, notamment quant aux aspects industriels et de financement du processus de production des logements (activité du projet HOL/93/S83).

Avec la Municipalité de Qosqo (Cusco), pour établir un diagnostic de la gestion interne et du territoire de la Municipalité, et pour analyser les domaines d'intervention éventuels (activité du projet HOL/90/S38).

République dominicaine

Avec l'Office national de planification (ONAPLAN), pour définir des études dans le cadre du projet CEPALC/PNUE UNP/93/S01.

Trinité-et-Tobago

Avec la Municipalité de Port-of-Spain, pour établir un diagnostic de la gestion interne et du territoire de la Municipalité, et pour analyser les domaines d'intervention éventuels (activité du projet HOL/90/S38).

Venezuela

Avec le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables, dans la mise au point du système d'évaluation de l'impact sur l'environnement et l'incorporation du pays à la deuxième phase du projet CEPALC/PNUE UNP/93/S01.

iv) Formation et bourses

Cours "Gestion des déchets dangereux aux fins du développement écologiquement rationnel", organisé avec la Compagnie de technologie de l'assainissement de l'environnement (CETESB), pour 45 étudiants en matière de gestion de l'environnement (São Paulo, Brésil, 6-15 avril 1994).

Cours "Etudes de l'impact sur l'environnement", organisé avec la Municipalité de Córdoba, Argentine, pour 40 participants des secteurs public, privé et universitaire (Córdoba, Argentine, 16-20 mai 1994).

Cours sur le développement et l'environnement à l'Ecole internationale de la saison 1995 de l'Université du Chili (Santiago du Chili, janvier 1995).

Cours sur l'aspect environnemental du développement latino-américain à l'Université de Madrid (Madrid, mars 1995).

Cours sur le développement durable à l'Université technologique de Magdalena (Santa Marta, Colombie, 24-28 mai 1995).

Exposés dans le cadre d'un cours de formation sur la gestion des déchets et l'évaluation de l'impact sur l'environnement, organisé par la Municipalité d'Antofagasta pour les fonctionnaires de cet organisme et d'autres fonctionnaires du secteur public de cette ville (Antofagasta, Chili, juillet 1995).

Collaboration au cycle de conférences "Le développement durable: propositions et réalités. Le cas de l'Amérique latine", du premier programme de maîtrise en environnement et développement durable, organisé par le Centre d'études supérieures universitaires (CESU) de l'Université de San Simón (UMSS) (Cochabamba, Bolivie, 28 août-1er septembre 1995).

Exposés dans le cadre du deuxième Cours international sur la décentralisation, la gestion municipale et le développement local, organisé par l'ILPES (Santiago du Chili, 7 août-8 septembre 1995).

Exposés dans le cadre du Cours de postgraduat en population et développement, Module II (Population, politiques et programmes de développement), Cours 204a (Environnement), organisé par le CELADE (Santiago du Chili, août 1995).

## SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION

Le Centre latino-américain de démographie (CELADE) est l'institution chargée, au sein du système de la CEPALC, des programmes de population d'Amérique latine et des Caraïbes. Il réalise ses activités conformément aux directives des gouvernements de la région et en fonction des besoins et des réalités propres aux différents pays en matière de population. Dans le cadre de ses activités, le CELADE a, au cours de la période 1994-1995, servi de secrétariat technique des différents pays pour la mise en oeuvre du Plan d'action régional de l'Amérique Latine et des Caraïbes sur la population et le développement, adopté par la CEPALC, au stade de projet, lors de sa vingt-cinquième session (Carthagène, Colombie, 20-27 avril 1994).

Le CELADE concentre ses activités dans quatre domaines d'organisation: population et développement, analyse et projections démographiques, traitement de données et documentation en matière de population, et éducation et programmes spéciaux. Ces domaines d'activités ont été mis sur pied compte tenu de la perspective intégrée de la transformation productive dans un climat d'équité et à la lumière du Consensus d'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement, adopté à la Conférence régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement (Mexico, 1993). Le Consensus a servi de base au Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement.

Les produits des travaux menés par le Centre au cours de la période biennale sont les suivants: le CELADE a publié quelque 70 documents à distribution à la fois restreinte et générale; il a organisé 11 séminaires ou ateliers (en 1994, la plupart d'entre eux portait sur les thèmes du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement); il a participé à 29 réunions et conférences organisées par d'autres institutions; il a réalisé 35 missions d'assistance technique à différentes organisations nationales du secteur public dans 16 pays membres de la CEPALC; il a distribué 658 copies de ses logiciels sous le forme de disquettes, ainsi que les manuels correspondants: REDATAM-Plus (système de recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur), PREVIO (procédé de l'enfant déjà né pour estimer la mortalité de l'enfance), PRODEM (projections démographiques à l'échelon national et sous-national), PANDEM (paquet-programme pour l'analyse démographique par micro-ordinateur) et LRPM/PC (modèle de planification à long terme pour micro-ordinateurs).

De même, le CELADE a distribué 140 copies de ses bases de données CD-ROM/DOCPAL (base de données du système de documentation sur la population en Amérique latine et dans les Caraïbes) et 36 disquettes contenant les projections actualisées de la population pour les pays de la région. Finalement, le CELADE a fourni 4 040 recherches bibliographiques informatisées et 872 copies de documents sur la population et le développement.

En ce qui concerne la formation, le CELADE a offert, au siège de Santiago, les quatrième et cinquième Cours de postgraduat en population et développement, d'une durée de neuf mois, dans le cadre du Programme global de formation en population et développement du Fonds de Nations Unies pour la population (FNUAP). Ces cours ont réuni 43 professionnels provenant de 19 pays de la région et de trois pays d'Afrique. De plus, les dix-septième et dix-huitième versions du Cours régional intensif d'analyse démographique aux fins du développement ont été tenues à Santiago du Chili entre les mois d'août et décembre 1994 et 1995. 49 professionnels provenant de 19 pays de la région, deux d'Afrique et un d'Europe y ont participé.

A titre de complément des activités pédagogiques ordinaires du CELADE, sept ateliers et séminaires ont été organisés, avec le concours d'universités ou d'institutions publiques, sur différents sujets spécifiques intéressant des fonctionnaires nationaux. Finalement, le sous-programme a également collaboré avec près de 50 universités, organisations non gouvernementales et institutions internationales en matière d'éducation, ainsi que moyennant l'échange de professeurs et de chercheurs boursiers.

Le CELADE a reçu le soutien financier du budget ordinaire des Nations Unies, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de l'Agence canadienne de développement international, de la Banque interaméricaine de développement (BID), du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, ainsi que des gouvernements français et néerlandais.

i) Documents

PREVIO. Preceding birth technique. User's manual (version 1.0) (LC/DEM/G.123).

Mujeres inmigrantes y mercado de trabajo en Santiago (LC/DEM/G.136).

Notas de población, n° 58 (LC/DEM/G.137).

DOCPAL, Resúmenes sobre población en América Latina, vol. 17, 1993 (LC/DEM/G.138).

Cuatro etapas en la mortalidad infantil del Uruguay: falta la quinta (LC/DEM/G.139).

América Latina: tablas de mortalidad, 1950-2025, Boletín demográfico, n° 53 (LC/DEM/G.140).

Notas de población, n° 59 (LC/DEM/G.141).

REDATAM informa, vol. 3, n°s 1/2 (LC/DEM/G.142).

Determinantes socioeconómicos de la migración interna, con especial referencia a la región de América Latina y el Caribe (LC/DEM/G.143).

Proyecto de Plan de Acción Regional Latinoamericano y del Caribe sobre Población y Desarrollo (LC/DEM/G.144).

América Latina: proyecciones de población 1950-2050, Boletín demográfico, n° 54 (LC/DEM/G.145).

Estudios sociodemográficos de pueblos indígenas (LC/DEM/G.146).

La demografía (LC/DEM/G.147).

América Latina: población por años calendario y edades simples, período 1990-2000, Boletín Demográfico, n° 55 (LC/DEM/G.148).

Notas de población, n° 60 (LC/DEM/G.149).

Las políticas de población en América Latina y el Caribe: algunas reflexiones en el umbral del siglo XXI (LC/DEM/G.150).

DOCPAL, Resúmenes sobre población en América Latina, vol. 18, 1994 (LC/DEM/G.151).

Dos artículos sobre población, medio ambiente y desarrollo en América Latina y el Caribe, Série E, n° 43 (LC/DEM/G.152).

Cambios en la familia y en los roles de la mujer (LC/DEM/G.153).

Notas de población , n° 61 (LC/DEM/G.154).

América Latina: proyecciones de población urbana-rural, 1970-2025, Boletín demográfico, n° 56 (LC/DEM/G.155).

América Latina y el Caribe, dinámica de la población y desarrollo, série Cuadernos de la CEPAL, n° 74 (LC/G.1862-P; LC/DEM/G.156).

Consecuencias económicas de los cambios demográficos en América Latina: teorías y evidencias (LC/DEM/R.188).

Necessidade insatisfeita e demanda total de anticoncepção no nordeste do Brasil, 1986-1991 (LC/DEM/R.197/Corr.1).

Bolivia: estimaciones y proyecciones de población por sexo y edad, 1950-2050 (LC/DEM/R.199).

Proyecto IMILA: Investigación de la Migración Internacional en Latinoamérica (LC/DEM/R.201).

La población indígena en los censos de América Latina (LC/DEM/R.202).

Los mapuches: una investigación multidisciplinaria en reducciones indígenas de Chile (LC/DEM/R.203).

XVI Curso Regional Intensivo de Análisis Demográfico para el Desarrollo, 1993: programa de estudios (LC/DEM/R.204).

Niñez y adolescencia en Uruguay (LC/DEM/R.205).

Dinámica demográfica de la pobreza: documentos seleccionados (LC/DEM/R.206).

Aspectos demográficos y socioeconómicos del envejecimiento en América Latina, 1992 (LC/DEM/R.207).

Introducción a los sistemas de información geográficos (SIG) (LC/DEM/R.208).

DOCPAL, Resúmenes sobre población en Paraguay (LC/DEM/R.209).

Grandes ciudades de América Latina: dos capítulos (LC/DEM/R.210).

El uso de variables sintomáticas en la actualización de población de áreas menores (versión preliminar) (LC/DEM/R.211).

Los grupos de alta fecundidad en Colombia, 1990 (LC/DEM/R.212).

La familia en América Latina y el Caribe: algunas consideraciones sociodemográficas (LC/DEM/R.213).

Demographic changes and unfunded pension systems: financial aspects (LC/DEM/R.214).

The IPALCA network: an answer to the problems of locating population information in Latin America and the Caribbean (LC/DEM/R.215).

Population data for local development (LC/DEM/R.216).

Chile: estimaciones y proyecciones de población por sexo y edad. Total del país, 1950-2050 (LC/DEM/R.217).

La mortalidad materna en América Latina y el Caribe latino (LC/DEM/R.218).

DOCPAL, Resúmenes sobre población en Perú (LC/DEM/R.219/Add.1).

Argentina: estimaciones y proyecciones de población. Total del país, 1950-2050 (LC/DEM/R.221).

Población y educación (LC/DEM/R.222).

Dinámica de la población de Chile: notas sobre el proceso de redistribución espacial (LC/DEM/R.223).

Enfoques teóricos para el estudio de la fecundidad (LC/DEM/R.224).

CELADE/ECLAC regional information activities for population in development in the Latin American and Caribbean region (LC/DEM/R.225).

Un procedimiento para obtener la población por edades simples y años calendario, a partir de poblaciones por grupos quinquenales de edad y para cada cinco años (LC/DEM/R.226).

Argentina: proyecciones de población urbana y rural y PEA (LC/DEM/R.227).

Argentina: proyecciones de la población por provincia según sexo y grupos de edad, 1990-2010 (LC/DEM/R.228).

Proyecciones de la población del Perú, 1995-2025 (LC/DEM/R.229).

Dos artículos sobre población, medio ambiente y desarrollo en América Latina y el Caribe (LC/DEM/R.230).

Políticas de atención integral a la tercera edad en América Latina (LC/DEM/R.231).

A REDATAM-Plus and Geographical Information System (R+GIS) tool to identify target populations for local area planning (LC/DEM/R.232).

La población y el desarrollo en el pensamiento de A. Smith y R.T. Malthus (LC/DEM/R.233).

Políticas sectoriales y de población: el caso de México (LC/DEM/R.235).

América Latina: integración de las variables demográficas en las políticas sociales dirigidas a superar la pobreza (LC/DEM/R.236).

Vínculos entre las tendencias sociodemográficas y el medio ambiente urbano: tres ciudades de Bolivia (LC/DEM/R.237).

Perú: estimaciones y proyecciones de población según sexo y edades simples, por año calendario, 1970-2025 (LC/DEM/R.238).

Población, desarrollo y cambios estructurales en América Latina y el Caribe (LC/DEM/R.244).

Knowledge and data for population in development: Information activities of CELADE and the Latin American and Caribbean Population Information Network (IPALCA) (LC/DEM/R.245).

Jerarquización de las provincias de Perú según grado de pobreza: aspectos metodológicos (LC/DEM/R.246).

Argentina: estimaciones y proyecciones de población. Total del país, 1950-2025. Versión revisada (LC/DEM/R.247).

Formulación y evaluación de proyectos sociales (LC/DEM/R.248).

Población, recursos humanos y educación en América Latina y el Caribe (LC/DEM/R.251).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Séminaire sur la population, l'équité et la transformation du processus de production en Amérique latine et aux Caraïbes (Washington, D.C., 31 mars 1994).

Séminaire sur la population, l'équité et la transformation du processus de production en Amérique latine et aux Caraïbes (Ottawa, Canada, 18 juillet 1994).

Séminaire sur la population, l'équité et la transformation du processus de production en Amérique latine et aux Caraïbes (Asunción, Paraguay, 20-22 juillet 1994).

Séminaire sur la population, l'équité et la transformation du processus de production en Amérique latine et aux Caraïbes (Paris, France, 1er septembre 1994).

Réunion du Groupe latino-américain et des Caraïbes sur le suivi du Plan d'action régional (Le Caire, 6-13 septembre 1994).

Séminaire "Défis en matière de population et de développement au seuil du XXIème siècle" (Santiago du Chili, 8 novembre 1994).

Séminaire sur la migration et l'intégration régionale, organisé avec l'Université de Córdoba (Córdoba, Argentine, 12-19 novembre 1994).

Réunion "POPIN/DOCPAL/IPALCA Network: Pre-Project Planning Meeting" (Santiago du Chili, 26-28 avril 1995).

Séminaire-atelier "Information sur la population et la pauvreté aux fins de programmes sociaux", organisé avec le Fonds national de compensation et de développement social (FONCODES), l'Institut national de statistiques et d'informatique (INEI) et le Ministère de la Présidence (Lima, 4-7 juillet 1995).

Conférence sur les tendances récentes en matière de migration internationale en Amérique latine (Santiago du Chili, 20 octobre 1995).

Séminaire "Evolution future de la mortalité", réalisé dans le cadre de l'Accord de coopération IIAP/CEPALC/ILPES/CELADE, avec le concours de l'Ecole de santé publique de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 22-24 novembre 1995).

#### Participation à d'autres réunions et conférences

Réunion sous-régionale de Ministres de l'Amérique centrale sur la population et le développement, organisée par le Ministère de la planification et de la coordination du développement économique et social (MIPLAN) d'El Salvador (San Salvador, 31 janvier 1994).

Vingt-septième session de la Commission de la population, organisée par la Division de la population des Nations Unies (New York, 28-29 mars 1994).

Séminaire international sur la distribution et la mobilité territoriale de la population et le développement humain, organisé par la Fondation Bariloche et le Programme latino-américain d'activités en matière de population (PROLAP) (Bariloche, Argentine, 2-14 avril 1994).

Troisième session du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement, organisée par la Division de la population des Nations Unies (New York, 3-24 avril 1994).

Conférence annuelle de la Population Association of America (PAA) (Miami, 3-7 mai 1994).

Conférence sur les aspects socio-démographiques de la population, dans le cadre de l'atelier pour les professionnels de la santé, organisé par le Ministère de la santé (Santiago du Chili, 9 mai 1994).

Atelier sur l'enseignement des aspects sociaux de l'hygiène en matière de procréation, organisé par le Programme régional des aspects sociaux d'hygiène en matière de procréation (PRASSAR), le Centre national d'études de la population (CENEP) et l'OMS (Buenos Aires, 15-19 mai 1994).

Séminaire international sur la qualité statistique, organisé par le Département administratif national de statistique (DANE) (Bogotá, 1-3 juin 1994).

Atelier sur la saisie de données sur l'éducation et le développement humain en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisé par le Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC) et l'Unesco (Santiago du Chili, 7-9 juin 1994).

Réunion annuelle de coordinateurs du Programme global de formation en matière de population et de développement, organisé par l'Institut d'études sociales (ISS) (La Haye, 14-16 juin 1994).

Réunion du groupe interinstitution sur les estimations démographiques et les projections, organisée par la Division de la population des Nations Unies (New York, 28-30 juin 1994).

Workshop "Meeting information needs for social policy making in a global society, proposals for Latin America", organisé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada (Montevideo, 4-5 août 1994).

Séminaire sur la population et le développement, organisé par le Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay (Montevideo, 15-16 août 1994).

Coordinating Committee Meeting of the Population Information Network (POPIN) (Le Caire, 31 août-1er septembre 1994).

Atelier "Evaluation des maisons de retraite pour la formulation de politiques", organisé par le Programme de santé de l'adulte, Ministère de la santé (Santiago du Chili, 6 septembre 1994).

Séminaire sur la mortalité infantile et analyse de la situation sanitaire au Pérou, organisé par le Bureau de statistique et d'informatique du Ministère de la santé et l'Institut national de statistique et d'informatique (INEI) (Lima, 6-7 septembre 1994).

Troisième Congrès de gérontologie et de gériatrie du Cône sud, organisé par la Société de gériatrie et gérontologie du Chili (Santiago du Chili, 7-9 septembre 1994).

Vingt-huitième session de la Commission de la population, organisée par la Division de la population des Nations Unies (New York, 23-28 septembre 1995).

Conférence annuelle de la Population Association of America (PAA) (San Francisco, Californie, 6-8 avril 1995).

Atelier sur la saisie, le traitement, la diffusion et l'utilisation de données, organisé par le FNUAP et la Division de la population des Nations Unies (New York, 15-18 mai 1995).

Groupe spécial interinstitutions sur les équipes d'assistance technique, organisé par le FNUAP (New York, 16-19 mai 1995).

Séminaire sur la crise économique et démographique en Afrique, organisé par l'Institut international d'administration publique (IIAP) (Paris, 18 mai-11 juin 1995).

Global Population Information Network (POPIN) Advisory Committee and the POPIN Information Technology Working Group meetings, organisées par la Division de la population des Nations Unies (Thaïlande, 12-21 juin 1995).

Réunion annuelle de coordinateurs du Programme global de formation en matière de population et de développement, organisée par le FNUAP (New York, 26-30 juin 1995).

Réunion régionale sur l'information aux fins de la décentralisation, organisée par le Bureau latino-américain du CRDI (Montevideo, 19-21 juillet 1995).

Réunion de travail du Comité de coordination du Programme latino-américain d'activités en matière de population (PROLAP) (Asunción, 21-24 juillet 1995).

Congrès de l'Union géographique internationale, organisé par cette Union et le Gouvernement de Cuba (La Havane, 31 juillet-5 août 1995).

Séminaire "Modernisation de l'Etat et populations autochtones", organisé par la Commission nationale autochtone du Chili (Santiago du Chili, 23-24 août 1995).

Séminaire "Population et développement: une perspective latino-américaine après Le Caire-94", organisé par le Programme latino-américain d'activités en matière de population (PROLAP) (Bogotá, 28 novembre-2 décembre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Amérique latine et les Caraïbes

Distribution à des fins de divulgation de 271 copies de REDATAM-Plus (recherche de données de petites aires géographiques par micro-ordinateur), comprenant une disquette et un manuel; 72 copies de PREVIO (procédé de l'enfant déjà né pour estimer la mortalité infantile), comprenant une disquette et un manuel; 63 copies de PRODEM (projections démographiques à l'échelon national et sous-national), comprenant une disquette et un manuel; 67 copies de PANDEM (logiciel pour l'analyse démographique par micro-ordinateur), comprenant une disquette et un manuel; 92 copies de LRPM/PC (modèle de planification à long terme pour micro-ordinateurs), comprenant une disquette et un manuel; et 103 CD-ROM contenant la base de données du Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL).

Ont également été distribuées 36 disquettes comprenant les projections de la population des pays de la région (actualisées), 26 copies de disquette de démonstration du système REDATAM-Plus, 4 040 recherches bibliographiques informatisées et 872 copies de documents sur la population et le développement.

#### Costa Rica, îles Caïmans et Sainte-Lucie

Avec les gouvernements respectifs, dans la révision et l'évaluation de l'application du projet commun CELADE-Université de Waterloo.

### Argentine

Avec l'Institut national de statistique et de recensement (INDEC), en matière de projection de la population.

Avec le Programme national d'assistance technique pour l'administration des services sociaux, dans l'utilisation de statistiques socio-démographiques.

Avec le Secrétariat du développement social (Présidence de la nation), pour étudier les possibilités de coopération technique au niveau du REDATAM-Plus.

Avec le Sous-secrétariat de la population du Ministère de l'intérieur et l'Institut national de statistique et de recensement (INDEC), pour définir le programme d'activités de l'Accord de coopération technique souscrit entre le Sous-secrétariat de la population et le CELADE.

### Bolivie

Avec l'Institut national de statistique (INE), en matière de projections de la population et dans l'élaboration d'un plan de travail dans différents domaines liés à la démographie.

### Colombie

Avec le Département national de planification (DNP), en ce qui concerne le rapport national de la population.

Avec le Département administratif national de statistique (DANE), pour préparer le plan d'analyse censitaire et évaluer le recensement.

### Chili

Avec l'Institut national de statistiques, en ce qui concerne l'évaluation censitaire, l'élaboration de projections de la population à l'échelon national et la création de la base de données REDATAM-Plus du recensement de 1992.

### El Salvador

Avec le Ministère de la planification et de la coordination du développement économique et social, dans la réalisation de la réunion sous-régionale de ministres de l'Amérique centrale sur la population et le développement.

### Guatemala

Avec le Programme d'éducation de base et le Fonds d'investissement social, dans le cadre de l'Accord BID/CELADE, pour collaborer au traitement de données, définir les besoins d'information socio-démographiques et les références géographiques pertinentes, et organiser un atelier sur le REDATAM-Plus et les systèmes d'information géographique.

### Mexique

Avec le Conseil national de la population (CONAPO) et l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI), dans l'évaluation censitaire, l'élaboration de projections de la population à l'échelon national, et dans le cadre du Plan d'action régional.

### Panama

Avec la Direction de la planification économique et sociale du Ministère de la planification et de la politique économique (MIPPE), dans la création d'une base de données en REDATAM-Plus.

### Paraguay

Avec le Ministère de l'éducation et du culte, la Direction générale des statistiques, des enquêtes et des recensements (DGEEC), dans le suivi du travail consultatif sur la projection de la demande éducationnelle et la programmation des travaux d'appui de l'Accord BID/CELADE, pour analyser la possibilité d'utiliser le REDATAM-Plus et les systèmes d'information géographique dans les programmes d'éducation et de santé.

Avec la Direction générale des statistiques, des enquêtes et des recensements, pour élaborer des projections de la population urbaine et rurale à l'échelon national et départemental et de la population économiquement active à l'échelle nationale, ainsi que pour élaborer des études sur la migration interne sur la base de l'information du dernier recensement démographique.

### Pérou

Avec l'Institut national de statistique et d'informatique (INEI) et l'Institut géographique national (IGN), pour élaborer un projet sur l'utilisation de bases de données dans les études sur la pauvreté et préparer le plan de travail destinée à dresser des cartes de la pauvreté au Pérou.

Avec l'Association multidisciplinaire de recherche et d'enseignement en matière de population (AMIDEP), en ce qui concerne l'application du progiciel PREVIO (procédé de l'enfant déjà né pour estimer la mortalité infantile).

Avec le Fonds national de compensation et de développement social (FONCODES), l'Institut national de statistique et d'informatique (INEI) et le Ministère de la santé, pour mettre au point les stratégies de développement social et une méthodologie permettant la création de bases de données en REDATAM-Plus et de systèmes d'information géographique, ainsi que pour assurer le suivi des activités de l'Accord BID/CELADE et coordonner l'organisation du séminaire "Information sur la population et la pauvreté aux fins de programmes sociaux".

Avec le Ministère de la santé, pour élaborer la dernière version du document sur la fécondité et assurer un suivi des besoins futurs en assistance technique de ce ministère.

Uruguay

Avec l'Institut national de statistique (INE), dans le cadre des travaux préparatoires du VII recensement général de la population et V recensement du logement (coopération technique à Santiago du Chili).

Venezuela

Avec l'Office central de statistique et d'informatique (OCEI), pour élaborer des tableaux de mortalité par état et pour évaluer les projections de population par état.

iv) Formation et boursesProgrammes de postgraduat

Quatrième cours de postgraduat en population et développement, du Programme global de formation en population et développement du FNUAP (Santiago du Chili, 15 mars-15 décembre 1994), avec la participation de 21 professionnels provenant de pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique.

Cinquième cours de postgraduat en population et développement, du Programme global de formation en population et développement du FNUAP (Santiago du Chili, 15 mars-15 décembre 1995), avec la participation de 22 professionnels provenant de pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique.

Cours régionaux et nationaux intensifs

XVII cours régional intensif d'analyse démographique pour le développement (Santiago du Chili, 17 août-17 décembre 1994), avec 24 participants provenant de 21 pays d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Afrique et d'Europe.

XVIII cours régional intensif d'analyse démographique pour le développement (Santiago du Chili, 17 août-17 décembre 1995), avec 25 participants provenant de 21 pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique.

Cours et séminaires-ateliers de formation dans des domaines spécifiques

Atelier sur l'utilisation du REDATAM-Plus associé à des systèmes d'information géographique (Accord BID/CELADE) (Lima, 20 juin-2 juillet 1994), pour 28 participants péruviens.

Atelier sur le REDATAM-Plus, organisé avec les municipalités de la zone nord de Santiago (Huechubara, Conchalí, Recoleta), le Ministère de l'éducation et le Programme interdisciplinaire de recherches en éducation (PIIE), pour 26 participants chiliens (Santiago du Chili, 1-5 août 1994).

Atelier sur l'utilisation de l'information à référence géographique aux fins de la distribution de ressources dans les secteurs sociaux, pour 13 participants nationaux (Asunción, 23-26 août 1994).

Cours-atelier international sur les projections sous-nationales de population, organisé avec le Ministère de la planification et de la coordination du développement économique et social (MIPLAN), avec huit participants d'El Salvador et six provenant d'autres pays: Costa Rica, Equateur, Nicaragua et Panama (San Salvador, 4-13 octobre 1994).

Séminaire-atelier sur l'utilisation du système REDATAM-Plus, dans le cadre des activités de soutien du XVI recensement national de la population et V recensement du logement de 1993, pour 20 participants colombiens (Bogotá, 16-30 octobre 1994).

Atelier sur les études qualitatives dans le domaine de la démographie, avec 20 participants chiliens et plusieurs invités français (Santiago du Chili, 21-25 novembre 1994).

Atelier sur le REDATAM-Plus et les systèmes d'information géographique pour 20 participants nationaux d'institutions publiques (Guatemala, 3-14 juillet 1995).

#### Appui aux programmes d'universités nationales et collaboration pédagogiques avec d'autres institutions

##### Argentine

Assistance à l'Université nationale de Córdoba, dans l'élaboration de son programme d'activités pédagogiques et de formation, dans le cadre de l'Accord entre le CELADE et cette Université (Córdoba, Argentine, 24-26 mars 1994).

Collaboration avec la Fondation Bariloche et le Programme latino-américain d'activités en matière de population (PROLAP), lors d'une conférence offerte à 33 professionnels sur le REDATAM-Plus et les systèmes d'information géographique (Bariloche, Argentine, 7 mai 1994).

Assistance à un professionnel du Centre d'études de la population (CENEP), dans la préparation d'un projet de diffusion du procédé de l'enfant déjà né (Santiago du Chili, 6 juin-29 juillet 1994).

Collaboration au niveau pédagogique, dans le cadre de la Maîtrise en démographie sociale de l'Université de Buenos Aires et de l'Université nationale de Luján, dans le cours "Projections de population" (Buenos Aires, 6-13 juillet 1994).

Assistance à la Faculté des sciences économiques de l'Université nationale de Río Cuarto, moyennant la prestation de services consultatifs à un enseignant et chercheur de cette Faculté dans une étude sur la dynamique démographique et l'évolution de l'offre de travail dans le département de Río Cuarto (Santiago du Chili, 7 novembre-9 décembre 1994).

Collaboration avec l'Université nationale de Cuyo, moyennant la fourniture de données statistiques des recensements du Chili de 1970, 1982 et 1992 (11 octobre 1994), et à la Faculté de philosophie et de lettres, moyennant la participation à la cinquième Conférence et au Cours ibéro-américain sur les systèmes d'information géographique (Cuyo, Argentine, 26-28 avril 1995).

Collaboration avec la Faculté des sciences humaines et la Faculté des sciences sociales de l'Université nationale de La Pampa, avec l'Institut national de statistiques et de recensements et avec le FISE, moyennant la participation à la séance plénière des troisièmes Journées argentines d'études de la

population, organisées par le Sénat de la Nation argentine et la Chambre de députés de la province de La Pampa (Santa Rosa, Argentine, 11-13 octobre 1995).

Collaboration avec le programme de Maîtrise en démographie du Centre d'études avancées de l'Université nationale de Córdoba dans les domaines suivants: "Atelier sur la migration et la mobilité spatiale de la population" (13-19 novembre 1994); "Evaluation et ajustement de données" (20-25 mars 1995); "Projections de population" (2-8 avril 1995); et "Conséquences du changement des variables démographiques sur la dynamique de la population" (3-5 mai 1995).

### Autriche

Prestation de services consultatifs à une professionnelle du Département de géographie de l'Université de Vienne dans l'élaboration de sa thèse sur la transition démographique et les problèmes de population en Amérique latine (Santiago du Chili, 24 janvier-24 mars 1995).

### Brésil

Assistance à l'Association brésilienne d'études de la population (ABEP), moyennant la présentation d'une conférence sur le REDATAM-Plus et son interface avec les systèmes d'information géographique, lors de la neuvième Réunion d'études de la population (Minas Gerais, Caxambú, Brésil, 10-14 octobre 1994).

Collaboration avec une chercheuse du Noyau d'études de la population (NEPO) de l'Université de l'Etat de Campinas, en ce qui concerne la mobilité intra-urbaine (Santiago du Chili, 5-16 décembre 1994).

Avec le Noyau d'économie sociale, urbaine et régionale de l'Université de l'Etat de Campinas, moyennant la participation à la table ronde du séminaire "Contexte général des migrations internationales" et prestation de services consultatifs au projet "Mobilité transfrontières dans le cadre de l'intégration régionale du MERCOSUR" (Campinas, Brésil, 8-10 mars 1995).

### Canada

Avec l'Université d'Alberta, lors de la visite d'un professionnel devant prêter des services consultatifs au secteur de la population et du développement du CELADE en ce qui concerne l'environnement et la population (Santiago du Chili, 5-12 mai 1994).

Avec l'Université de Montréal, pour la prestation de services consultatifs d'un professionnel en ce qui concerne les populations autochtones et le progiciel PREVIO (Santiago du Chili, 20 avril-20 juillet 1994).

Avec l'Université de Waterloo, moyennant la collaboration prêtée à un étudiant de la Maîtrise dans l'application du Programme de planification éducationnelle (EDUPLAN) créé par le CELADE (Santiago du Chili, 1-29 avril 1995).

Collaboration avec le Groupe d'information pour la décentralisation du Centre de recherches pour le développement international, en un atelier destiné à cinq professionnels sur le REDATAM-Plus et les systèmes d'information géographique (Santiago du Chili, 17 juillet 1995).

Chili

Avec l'Institut de géographie de l'Université Catholique du Chili, lors du stage professionnel de deux étudiants (Santiago du Chili, 6 janvier-6 mars 1994).

Collaboration, dans le cadre de l'Accord de collaboration avec l'Université Académie d'humanisme chrétien et le CELADE, avec l'Ecole de sociologie, lors d'un cours de démographie pour 17 participants nationaux (mars-août 1994), et supervision de deux diplômés dans l'élaboration de leur thèse (27 octobre-décembre 1994).

Collaboration, avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), à l'atelier régional de traitement de données en matière de population (Santiago du Chili, 16 mai-1er juin 1994).

Collaboration avec le Cours de postgraduat de l'Institut latino-américain de doctrine et d'études sociales (ILADES), lors d'un stage sur le DOCPAL, pour 25 participants chiliens (Santiago du Chili, 23 mai 1994).

Collaboration avec le Centre interaméricain de formation statistique (CIENES) dans les domaines suivants: participation de type pédagogique au Séminaire-atelier interaméricain sur les systèmes d'information statistique locale en vue du ciblage de la pauvreté (Santiago du Chili, 4-15 juillet 1994); collaboration de type pédagogique au Cours-atelier interaméricain sur l'analyse et l'interprétation de statistiques censitaires (Santiago du Chili, 20 octobre 1994); et collaboration de type pédagogique au Cours-atelier interaméricain sur les statistiques en matière de santé, avec une conférence informative sur le DOCPAL à l'intention de 33 participants chiliens (Santiago du Chili, 20 juillet 1995).

Avec la Faculté de sociologie de l'Université la República, dans l'élaboration des thèses de deux diplômées (Santiago du Chili, mars-octobre 1994).

Dans le cadre de l'Accord entre le CELADE et l'Université du Chili, ce dernier a collaboré avec: la Faculté de sociologie de l'Université du Chili, lors du stage d'un étudiant (Santiago du Chili, 25 juillet-25 novembre 1994); avec la Faculté de psychologie, avec le stage d'un étudiant (Santiago du Chili, mars-septembre 1995); avec la Faculté de géographie, moyennant le stage d'un étudiant (Santiago du Chili, mars-août 1995); avec l'Institut de sciences politiques, avec la présentation de la conférence inaugurale du Séminaire sur les politiques de population mondiale (Santiago du Chili, 16 août 1994); avec le Programme de maîtrise en biostatistique, moyennant la présentation d'exposés sur les systèmes d'information en population pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que sur le REDATAM-Plus, PANDEM, PRODEM et PREVIO (Santiago du Chili, septembre 1994); avec l'Ecole de santé publique, lors des XX et XXI Séminaires latino-américains sur la gestion de programmes de santé de la mère et de l'enfant, moyennant la présentation d'une conférence à chaque séminaire sur les dynamiques de la population en Amérique latine, du point de vue du secteur santé (Santiago du Chili, septembre 1994 et septembre 1995); et avec l'Institut de nutrition et de technologie des aliments (INTA), moyennant la présentation d'exposés sur la dynamique démographique et la mortalité à l'occasion du cours "Etapas de la réforme du secteur santé, le fardeau de la maladie: priorités et interventions" (Santiago du Chili, 7-11 août 1995).

Avec l'Ecole de sociologie de l'Université ARCIS, lors du stage professionnel d'un étudiant (Santiago du Chili, août-octobre 1994).

Collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), moyennant la présentation d'un exposé sur les aspects démographiques du développement lors de l'Atelier de travail régional sur la population, la pauvreté et le marché du travail (Santiago du Chili, 21 septembre 1994).

Collaboration avec la Faculté de pédagogie en histoire et géographie de l'Université métropolitaine de sciences de l'éducation, lors du stage professionnel d'un étudiant (Santiago du Chili, octobre 1994-janvier 1995).

Collaboration avec l'Université de Concepción, moyennant la présentation de la conférence inaugurale du Séminaire international sur la pauvreté, organisé à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'Université (Concepción, 22 septembre 1994).

Collaboration avec l'Intendance de la région du Bío-Bío et huit gouvernements municipaux de la région, dans la programmation des voyages d'étude des quatrième et cinquième Cours de postgraduat en population et en développement du Programme global de formation en population et en développement du FNUAP (Concepción, mai et août 1994 et 1995).

### Colombie

Collaboration avec le Centre d'études du développement économique (CEDE) de la Faculté d'économie de l'Université des Andes, moyennant l'aide prêtée à une professionnelle de ce Centre dans les recherches qu'elle mène sur les poches de forte fécondité (septembre 1993-mars 1994).

### Costa Rica

Collaboration avec le Département de technologies en matière de santé de la Faculté de médecine de l'Université du Costa Rica, moyennant l'envoi d'une méthodologie pour estimer la population par années civiles (26 septembre 1994).

Avec le Programme centraméricain de population de l'Université du Costa Rica, pour définir les activités communes avec le CELADE (San José, 17 mars 1995).

Avec le Programme centraméricain de population de l'Université du Costa Rica, pour divulguer l'application d'ACCESS (programme REDATAM-Plus sur Windows et systèmes d'information géographique) quant à la possibilité d'accéder aux centres de santé (San José, 16-17 octobre 1995).

Avec la Municipalité d'Escazú, pour donner aux fonctionnaires une formation quant à l'application de ZONPLAN (programme REDATAM-Plus sur Windows et systèmes d'information géographique) sur l'utilisation du sol urbain (San José, 18-28 octobre 1995).

### Cuba

Collaboration avec l'Institut de planification physique, moyennant la réception de deux professionnels qui ont visité le siège du CELADE pour se familiariser avec le DOCPAL, le PRODEM, le PADEM et le REDATAM-Plus, des programmes d'enseignement en matière de population et de développement, et avec les thèmes de l'environnement, de la population et des poches de pauvreté (Santiago du Chili, 17-28 octobre 1994), et lors de la réunion de révision tripartite du projet sur les politiques de distribution spatiale de la population (La Havane, 31 juillet-5 août 1995).

Espagne

Collaboration avec le Département de géographie humaine de l'Université d'Alicante, moyennant l'assistance prêtée à un professeur élaborant une étude sur l'émigration espagnole en Amérique latine au cours du siècle dernier (Santiago du Chili, 14 juillet-31 août 1994).

Collaboration avec l'Institut des études sur l'Amérique latine et le Portugal de l'Université de Salamanque, moyennant l'envoi d'information et de publications du CELADE (21 septembre 1994).

Etats-Unis

Collaboration avec le Programme de doctorat en démographie de l'Université de Pennsylvanie, moyennant l'assistance prêtée à un étudiant dans la réalisation d'une étude sur la mortalité dans le troisième âge (Santiago du Chili, 6-27 mars 1994).

Collaboration avec le Département de population de l'Université de Californie à Berkeley, moyennant la participation au séminaire "Population et systèmes de sécurité sociale en Amérique latine" (Californie, 27-28 avril 1994).

France

Collaboration mutuelle avec l'Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM), pour analyser le développement de l'interface entre le REDATAM et le Savanne (Paris, 18 juillet 1995).

Mali

Cours sur l'utilisation du REDATAM-Plus au Centre de formation et de recherche en population pour le développement (CERPOD) (Bamako, 14-30 juin 1995).

Mexique

Avec l'Institut de recherches sociales de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) et avec le Programme latino-américain d'activités en matière de population (PROLAP), pour coordonner les activités d'enseignement du PROLAP (Mexico, mai 1994).

Avec la Direction de planification en matière de santé du Secrétariat de la santé de Veracruz, moyennant l'assistance à un professionnel qui, en tant que chercheur boursier, a réalisé une étude sur les différentielles spatiales et socio-culturelles du comportement en matière de procréation dans l'Etat de Veracruz, 1960-1990 (Santiago du Chili, 21 octobre-8 décembre 1994).

Participation au cours "Evaluation, ajustement et projections" du Programme de maîtrise en études de la population du Collège de la frontière nord, à l'intention de 14 professionnels (Tijuana, 11-15 avril 1994), et participation à l'Atelier sur la méthodologie et les stratégies de l'étude socio-démographique du vieillissement en Amérique latine, organisé par le PROLAP avec la collaboration de ce Collège (Tijuana, Mexique, 30 mars-1er avril 1995).

Assistance au Programme latino-américain d'activités en matière de population (PROLAP), afin de définir un programme type de démographie (Santiago du Chili, juin 1995).

### Paraguay

Collaboration avec le Département de la population et du développement de la Faculté des sciences économiques de l'Université nationale d'Asunción, lors du stage d'une chercheuse chargée de réviser une proposition visant à la réalisation d'un cours-atelier sur l'emploi au Paraguay (Santiago du Chili, 7-19 août 1995), et dans la programmation d'activités de formation et d'enseignement en matière de population et de développement (Asunción, 6-12 juillet 1995).

Collaboration avec une fonctionnaire de la Direction générale des statistiques, des enquêtes et des recensements, dans l'élaboration des projections de population du Paraguay (Santiago du Chili, 11-25 novembre 1994).

### Pérou

Assistance à l'organisation non gouvernementale, Alternativa, dans la définition d'un projet commun avec le CELADE ainsi qu'à l'Université de Waterloo dans l'application du REDATAM-Plus et des systèmes d'information géographique aux fins de la planification de services de santé et d'éducation (Lima, 9-11 mai 1995).

### Uruguay

Avec le Département de postgraduat en sciences sociales de la Faculté des sciences sociales de l'Université de la République, à l'occasion du stage d'un chercheur sur la migration interne (Santiago du Chili, 11-30 avril 1995).

## SOUS-PROGRAMME 9: DEVELOPPEMENT SOCIAL

Conformément à la résolution 47/92 de l'Assemblée générale, convoquant à un Sommet mondial pour le développement social en mars 1995, la CEPALC a réalisé une série de travaux préparatoires et a participé à d'autres activités organisées par les gouvernements ou par les organisations non gouvernementales. La Division du développement social a collaboré à la préparation de documents de fond et a participé à l'articulation des activités interinstitutions menées dans le cadre du Sommet mondial pour le développement social, en sa qualité de centre de coordination de ces travaux au sein du système des Nations Unies et avec d'autres organisations intergouvernementales. Dans le même temps, les éditions du Panorama social de América Latina correspondantes à 1994 et 1995 (LC/G.1844 et LC/G.1886-P), ont été publiées moyennant le concours de plusieurs divisions de la CEPALC. Ces études contiennent une description des principales caractéristiques de l'évolution sociale récente de la région, sur la base de données extraites des enquêtes sur les ménages.

Dans le cadre des activités de l'Année internationale de la famille, une série de rencontres ont été organisées pour ordonner et analyser les connaissances existant dans la région quant à la situation des familles; la dernière de ces activités a été la réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes préparatoire de l'Année internationale de la famille (Carthagène, Colombie, août 1993). A la suite de cette dernière, la Division a publié le livre Familia y futuro. Un programa regional en América Latina y el Caribe (LC/G.1835-P) et, avec le concours d'experts de pays de la région, a élaboré un ensemble d'indicateurs sur la situation des familles.

La Division du développement social a réalisé d'autres activités en sa qualité de centre de coordination régionale des activités concernant la jeunesse et la politique sociale au sein du système des Nations Unies. En matière de politique sociale, elle a réalisé des réunions, élaboré des études et amorcé la publication d'une nouvelle collection sur les politiques sociales. En ce qui concerne la jeunesse, le programme a été axé sur deux grands aspects: la consolidation des actions interinstitutions dans ce domaine et la recherche destinée à l'élaboration de politiques relatives à la jeunesse, notamment dans le domaine rural. De même, la priorité a été accordée à l'analyse de politiques éducationnelles visant à réduire l'inégalité de chances entre les jeunes d'origines sociales différentes. Moyennant la réalisation de réunions spécialisées et l'élaboration d'un projet de recherche déjà en cours de mise en oeuvre, cette activité a eu pour but de chercher les moyens d'améliorer la qualité et l'équité du système éducationnel, notamment au niveau de l'éducation secondaire et de base.

La Division du développement social a également convoqué deux réunions d'experts: l'une pour analyser le changement intervenu dans la structure sociale des pays de l'Amérique latine au cours de la dernière décennie et l'autre, pour évaluer les réformes en matière de santé, d'éducation, de logement et de sécurité sociale, et définir certains moyens tels que les politiques et les instruments susceptibles de contribuer à éradiquer la pauvreté, à favoriser la redistribution du revenu et à accroître l'emploi et la productivité du travail. La réalisation de ces réunions a donné l'occasion de passer en revue les expériences régionales entreprises depuis la fin des années 80 et celles qui sont actuellement en cours, tout en analysant l'impact de l'ensemble de réformes sociales en termes de croissance et d'équité, au-delà de l'approche sectorielle.

Un autre aspect important du travail réalisé a été la préparation et la réalisation de projets. Conjointement avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), la Division a mis en oeuvre un projet visant à élaborer des propositions interinstitutions quant à la santé dans la transformation du processus

de production dans un climat d'équité. Elle exécute, avec l'OEA, le Programme commun sur les politiques sociales pour l'Amérique latine (PROPOSAL), qui sert d'instrument d'appui aux efforts de développement social des gouvernements de la région moyennant l'assistance technique et la formation quant à l'élaboration et l'évaluation de projets et de programmes sociaux. La Division a achevé, en décembre 1994, un projet réalisé conjointement avec la Division de statistiques et de projections économiques, avec le concours des Pays-Bas, sur l'élaboration d'indicateurs sociaux permettant d'élaborer des politiques sociales plus propices à l'amélioration des conditions des groupes de population les plus touchés. Un autre projet commun avec cette Division est actuellement en cours d'exécution, en ce qui concerne le diagnostic et l'évaluation des progrès socio-économiques récemment enregistrés dans les pays latino-américains et l'impact des politiques sociales.

i) Documents

La industria cultural en la dinámica del desarrollo y la modernidad: nuevas lecturas para América Latina y el Caribe (LC/G.1823).

Focalización y pobreza, série Cuadernos de la CEPAL, n° 71 (LC/G.1829-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.95.II.G.8.

Imágenes sociales de la modernización y la transformación tecnológica, série Libros de la CEPAL, Publication des Nations Unies, numéro de vente: n° 38 (LC/G.1834-P). S.95.II.G.5.

Familia y futuro. Un programa regional en América Latina y el Caribe, série Libros de la CEPAL, n° 37 (LC/G.1835-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.94.II.G.6.

Panorama social de América Latina, edición 1994 (LC/G.1844).

Productividad de los pobres rurales y urbanos, série Cuadernos de la CEPAL, n° 72 (LC/G.1849-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.95.II.G.14.

Panorama social de América Latina, edición 1995 (LC/G.1886-P).

El impacto redistributivo del gasto social: una revisión metodológica de estudios latinoamericanos, série Políticas sociales, n° 2 (LC/L.812).

Las políticas de los años noventa para el sistema escolar, série Políticas sociales, n° 3 (LC/L.815).

La desigualdad educativa: problemas y políticas, série Políticas sociales, n° 4 (LC/L.851).

Cobertura, eficiencia y equidad en el área de salud en América Latina: problemas y propuestas de solución, série Políticas sociales, n° 5 (LC/L.864).

Instituciones de asistencia médica colectiva en el Uruguay: regulación y desempeño, série Políticas sociales, n° 6 (LC/L.867).

Informe del Taller Regional sobre Indicadores para la Formulación de Políticas Sociales (Santiago du Chili, 12 al 14 diciembre de 1994) (LC/L.884). Actividad conjunta con la División de Estadística y Proyecciones.

Federalismo y políticas sociales, série Políticas sociales, n° 7 (LC/L.898).

Selección de documentos y publicaciones de la División de Desarrollo Social de la CEPAL (LC/L.905).

Informe del Seminario de Expertos sobre Juventud Rural, Modernidad y Democracia en América Latina (LC/L.908).

Juventud rural, educación y las exigencias de cambio en Venezuela (LC/R.1092(SEM.73/6)).

La reforma de la seguridad social y las pensiones en América Latina: importancia y evaluación de las alternativas de privatización (LC/R.1322).

Experiencias del Programa Nacional de Asistencia Técnica para la Administración de los Servicios Sociales en la Argentina (PRONATASS) (LC/R.1331(SEM.75/2)).

Capacitación para la gestión y evaluación de proyectos y programas sociales (LC/R.1332(SEM.75/3)).

Análisis de cambios organizacionales: utilidad para políticas sociales (LC/R.1333(SEM.75/4)).

Gestión de programas y proyectos sociales (LC/R.1334(SEM.75/5)).

La asesoría privada en gestión de políticas sociales: experiencias en Chile (LC/R.1335(SEM.75/6)).

Proyecto de informe del Seminario de Expertos sobre Juventud Rural, Modernidad y Democracia en América Latina (LC/R.1345(SEM.73/18)).

La informalidad laboral en las modalidades de desarrollo (LC/R.1347).

Marco de referencia del Programa de Acciones para el Desarrollo de la Juventud en América Latina (LC/R.1360).

Programa Regional de Acciones para el Desarrollo de la Juventud en América Latina: orientaciones y prioridades (LC/R.1360/Rev.1).

Juventud rural, modernidad y democracia: desafíos para los noventa (LC/R.1361(SEM.73/4)).

Informe del Taller de Expertos sobre Indicadores Sociales de la Situación de la Familia en América Latina y el Caribe (Mar del Plata, Argentina, 16 y 17 de diciembre de 1993) (LC/R.1368).

Educación y transformación productiva con equidad en la agricultura (LC/R.1369(SEM.73/4)).

Entre la exclusión y la reconstitución: la juventud campesina paraguaya en los noventa (LC/R.1373(SEM.73/5)).

Cultura campesina y proyectos de vida de la adolescencia rural costarricense (LC/R.1375(SEM.73/7)).

Informe final del Encuentro Internacional de Expertos en Juventud en América Latina (Santa Cruz de la Sierra, Bolivia, 22 al 26 de noviembre de 1993) (LC/R.1376).

La juventud campesina paraguaya en los noventa: una mirada comparativa (LC/R.1377(SEM.73/8)).

La estrategia cubana de la vuelta al campo: anhelos y opciones de los jóvenes rurales (LC/R.1378(SEM.73/9)).

Los desafíos de fin de siglo y la problemática juvenil rural en América Latina (LC/R.1382(SEM.73/12)).

Juventudes étnicas rurales como actor social: implicaciones de los conceptos de identidad étnica y el movimiento indígena (LC/R.1386(SEM.73/10)).

Las organizaciones agrarias del Cono Sur y sus aportes a la participación y representación de los jóvenes rurales (LC/R.1391(SEM.73/11)).

Estrategia gubernamental de fomento de la participación de los jóvenes en el desarrollo rural con equidad en Chile (LC/R.1392(SEM.73/14)).

Juventud rural peruana: entre los dos senderos (LC/R.1393(SEM.73/16)).

La juventud temporera: relaciones sociales en el campo chileno después del diluvio (LC/R.1394(SEM.73/17)).

La ruralidad y el futuro de los jóvenes rurales en Chile (LC/R.1402(SEM.73/13)).

Informe de relatoría. Cuarta Reunión Interagencial Informal sobre Políticas Sociales Integradas en América Latina y el Caribe (Cartagena de Indias, Colombia, 26 de abril de 1994) (LC/R.1418).

¿Cómo promover los derechos económicos, sociales y culturales? (LC/R.1429).

Desafíos de una política de juventud rural indígena en Guatemala (LC/R.1439(SEM.73/15)).

Informe de la Quinta Reunión Interagencial Informal sobre Juventud en América Latina y el Caribe (LC/R.1451(SEM.77/2)).

Informe del Seminario sobre la Propuesta de Transformación Productiva con Equidad y los Derechos Económicos, Sociales y Culturales (Santiago de Chile, 16 y 17 de agosto de 1994) (LC/R.1453).

El proceso y el contexto de la focalización en Chile (LC/R.1458).

Proposiciones para una política social moderna que contribuya al desarrollo social (LC/R.1473).

El contenido social del desarrollo económico: una propuesta de indicador (LC/R.1475).

Experiencias recientes de selección de beneficiarios en Costa Rica: una evaluación del SISBEN (LC/R.1476/Rev.1).

Mujer y trabajo urbano en los noventa: el significado de los cambios en América Latina (LC/R.1477).

Educación media y equidad en Chile. ¿Cuello de botella o llave maestra? (LC/R.1479).

Libre comercio, integración económica y los pueblos indígenas surandinos (LC/R.1480).

Calidad y equidad de la educación media en Chile (LC/R.1515(SEM.82/3)).

Educación media y las oportunidades ocupacionales en Chile (LC/R.1518(SEM.82/2)).

Educación técnica, equidad y movilidad (LC/R.1519(SEM.82/4)).

La equidad en la educación y el trabajo: algunas especificidades de género (LC/R.1520(SEM.82/5)).

Políticas sociales para la equidad y la transformación productiva. El papel de la evaluación (LC/R.1523).

El debate actual de la política social en América Latina (LC/R.1555).

La dimensión política en la formulación de políticas educacionales: un estudio de caso (LC/R.1557).

Políticas sociales en períodos de ajuste (LC/R.1565).

Modelos de desarrollo, papel del Estado y políticas sociales: nuevas tendencias en América Latina (LC/R.1575).

El etnodesarrollo de cara al siglo veintiuno (LC/R.1578).

A previdência social e a revisão constitucional: pesquisas, 1993, série Pesquisas: vol. 3 (LC/BRS/L.20).

A previdência social e a revisão constitucional: pesquisas, 1994, série Pesquisas: vol. 4 (LC/BRS/L.21).

A previdência social e a revisão constitucional: Seminário Internacional (LC/BRS/L.22).

A previdência social e a revisão constitucional: debates, 1994, série Debates: vol. 2 (LC/BRS/L.23).

Las madres precoces en Uruguay (LC/MVD/R.112).

La marginalidad en la juventud uruguaya (LC/MVD/R.113).

Mercado de trabajo: ingresos, empleo y desempleo en Uruguay, 1992-1993 (LC/MVD/R.114).

Tendencias del mercado de trabajo del Uruguay, 1981-1993 (LC/MVD/R.114/Rev.1).

¿Quiénes son los jóvenes uruguayos más desfavorecidos?: un análisis de la Primera Encuesta Nacional de la Juventud (LC/MVD/R.115). Preparado conjuntamente con el Instituto Nacional de Estadística (INE).

Mediciones de pobreza en Uruguay: aspectos metodológicos (LC/MVD/R.116).

Tercer informe de avance. Convenio con el CODICEN de la ANEP para el diagnóstico del 2º ciclo de enseñanza secundaria y evaluación de aprendizajes en lenguaje y matemática en los cursos terminales (LC/MVD/R.117).

Los bachilleres uruguayos: quiénes son, qué aprendieron y qué opinan: versión resumida (LC/MVD/R.120).

Los bachilleres uruguayos: quiénes son, qué aprendieron y qué opinan (LC/MVD/R.121).

Los bachilleres uruguayos: quiénes son, qué aprendieron y qué opinan (II) (LC/MVD/R.123).

Los recursos humanos del Consejo de Educación Técnico-Profesional (UTU) (LC/MVD/R.124/Rev.1).

Descripción de los indicadores de ingresos y salarios y su implementación en el Uruguay (LC/MVD/R.127).

Hacia un rediseño organizacional de la enseñanza secundaria en el Uruguay (LC/MVD/R.128/Rev.1).

Uruguay: agenda social 1995 (LC/MVD/R.130).

La medición de las necesidades básicas insatisfechas en los censos de población (LC/MVD/R.131).

Encuestas de hogares: su utilidad para el diseño de políticas educativas en contextos cambiantes (LC/MVD/R.134).

Perspectiva de la infancia ante el nuevo escenario económico latinoamericano (LC/MVD/R.135).

Procesos de cambio en la educación media: comparación de experiencias nacionales (LC/MVD/R.136).

#### Publication conjointe

La propensión migratoria de los jóvenes uruguayos. Estudio en base a datos de la Encuesta Nacional de Juventud 1989/1990 del Instituto Nacional de Estadísticas, Montevideo. Institut national de la jeunesse (INJU)/Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Bureau de la CEPALC à Montevideo, juin 1994.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Cinquième réunion officieuse d'organismes concernés par la jeunesse en Amérique latine et dans les Caraïbes (Montevideo, 19 avril 1994).

Quatrième réunion interinstitutions officieuse sur les politiques sociales intégrées et l'ajustement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes (Carthagène, Colombie, 26 avril 1994).

Atelier sur les possibilités de financement de programmes d'éradication de la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisé avec le Fonds de solidarité et d'investissement social (FOSIS), du gouvernement chilien, et l'OEA (Santiago du Chili, 20-22 juin 1994).

Séminaire sur la proposition de transformation du processus de production dans un climat d'équité et des droits économiques, sociaux et culturels, organisé avec l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH) (Santiago du Chili, 16-17 août 1994).

Réunion d'experts sur l'éducation secondaire au Chili (Santiago du Chili, 28 septembre 1994).

Réunion préparatoire de la rencontre internationale sur la santé des adolescents, organisée avec l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ) (Santiago du Chili, 6 et 7 décembre 1994).

Atelier régional sur les indicateurs destinés à la formulation de politiques sociales, organisé avec la Division de statistiques et de projections économiques de la CEPALC (Santiago du Chili, 12-14 décembre 1994).

Séminaire-atelier "Réforme de l'éducation secondaire au Chili: vers une plus grande équité?" (Santiago du Chili, 10-11 avril 1995).

Réunion d'analyse du projet "Amélioration de la qualité et de l'équité dans le domaine de l'éducation: systèmes de mesure et distribution des ressources" (Santiago du Chili, 21-28 avril 1995).

Séminaire "L'aspect social de l'intégration régionale", organisé avec le Centre de formation pour l'intégration régionale (CEFIR) et sous le parrainage de l'Union européenne dans le cadre du Programme de formation CE-Groupe de Rio pour l'intégration régionale, souscrit avec les pays membres du Groupe de Rio (Santiago du Chili, 24-29 avril 1995).

Rencontre internationale sur la santé chez les adolescents, organisée avec l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ) (Carthagène, Colombie, 16-19 mai 1995).

Réunion d'experts de haut niveau sur l'articulation de politiques économiques et sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisée avec le Système économique latino-américain (SELA) et le Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD) (Caracas, 21-22 juin 1995).

Cinquième réunion interinstitutions officieuse sur les politiques sociales intégrées et l'ajustement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes (Carthagène, Colombie, 23 juin 1995).

Réunion d'experts sur les principales tendances socio-économiques de l'Amérique latine (Santiago du Chili, 22 août 1995).

Réunion d'experts sur les réformes sectorielles en Amérique latine (Santiago du Chili, 23-24 août 1995).

Séminaire "Echange de données d'expériences sur les politiques économiques et sociales pour le développement entre l'Amérique latine, la Russie et certains pays européens", organisé avec l'Académie des sciences de la Fédération russe (Moscou, 11-14 septembre 1995).

Séminaire "Politique sociale en Amérique latine aujourd'hui: options pour le Paraguay?", organisé avec le Secrétariat d'action sociale du Paraguay et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (Asunción, 30-31 octobre 1995).

Réunion d'experts sur l'amélioration de la qualité et de l'équité dans l'éducation primaire, Expérience Delphi (Santiago du Chili, 8 novembre 1995).

Séminaire "Amélioration de la qualité et l'équité dans l'éducation primaire" (Santiago du Chili, 10 janvier 1996).

#### Participation à d'autres réunions et conférences

Atelier de suivi de politiques sociales, organisé par le Ministère du développement social de la Bolivie et l'OPS/OMS (La Paz, 16-18 février 1994).

Seminar on health sector reform in Latin America, organisé par le Ministère de la santé et l'action sociale de l'Argentine, la Banque mondiale et l'OPS/OMS (Buenos Aires, 14-16 mars 1994).

Séminaires interdisciplinaires d'études du genre, organisés par le Service national de la femme (SERNAM), le Centre d'études de la femme (CEM), le Centre d'études pour le développement de la femme (CEDEM) et l'Université du Chili (Santiago du Chili, 24 mars 1994; 19 avril 1994; 30 juin 1994; 27 juillet 1994 et 2 septembre 1994).

Journées sur la réforme administrative et le renforcement de la gestion de l'administration publique, organisées par l'Université centrale du Chili et l'Université de Buenos Aires (Santiago du Chili, 6 avril 1994).

Réunion plénière de l'Association d'organisations non gouvernementales (ASONG). Exposé sur la famille au seuil du XXIème siècle (Santiago du Chili, 8 avril 1994).

Rencontre "Option 2000: jeunesse, emploi, démocratie et développement en Amérique latine", organisée par l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ) (Montevideo, 16-19 avril 1994).

VII Conférence ibéro-américaine de la jeunesse, organisée par l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ) (Montevideo, 20-23 avril 1994).

Journée sur la famille postmoderne et le travailleur social, organisée par la Mutuelle de sécurité de la Chambre chilienne de la construction (Santiago du Chili, 3 mai 1994).

Réunion "Pauvreté et gestion locale: perspectives sectorielles", organisée par la Fondation Friedrich Ebert et la Fondation Sercal (Santiago du Chili, 4 mai 1994).

Séminaire international "Démocratie: décentralisation et politique sociale", organisé par le Centre péruvien d'études sociales (CEPES) (Lima, 18-19 mai 1994).

Réunion régionale sur les options en matière de contextes économiques, organisée par Femmes pour un nouveau mode de développement (DAWN/MUDAR) (Santiago du Chili, 20-22 mai 1994).

Séminaire international sur la féminisation de la pauvreté, organisé par le Conseil international pour l'éducation des adultes, l'Institut de promotion économique et sociale de l'Uruguay (IPRU) et le Réseau d'éducation populaire entre les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (REPEM) (Montevideo, 7-10 juin 1994).

Séminaire sur le rôle de l'université dans l'éradication de la pauvreté, organisé par l'Université du Chili et la Fondation Ford (Santiago du Chili, 15-16 juin 1994).

Séminaire sur les méthodes quantitatives les plus utilisées dans la quantification et l'analyse de la pauvreté et l'approximation bidimensionnelle à l'hétérogénéité de la pauvreté, organisé par l'Université nationale de Córdoba (Córdoba, Argentine, 17 juin 1994).

Séminaire sur la famille, la pauvreté et les politiques sociales, organisé par l'Université catholique du Chili (Santiago du Chili, 23 juin 1994).

CXIII réunion du Comité exécutif de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS) (Washington, D.C., 27 juin-1er juillet 1994).

Séminaire-atelier interaméricain sur les systèmes d'information statistique locale visant au ciblage de la pauvreté, organisé par le Centre interaméricain de formation statistique (CIENES). Participation au thème "Ciblage de la problématique sociale" (Santiago du Chili, 4-15 juillet 1994).

Troisième Congrès de science politique, organisé par l'Association de science politique. Participation au thème "Gestion de politiques sociales" (Santiago du Chili, 7-8 juillet 1994).

Rencontre chilienne d'ONGs en vue du Sommet mondial pour le développement social, organisée par l'Alliance des gens pour le développement social (AGPDS) (Santiago du Chili, 15 juillet 1994).

Réunion de la Commission latino-américaine et des Caraïbes sur le développement social (Commission Aylwin) et du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social (Santiago du Chili, 22 juillet 1994).

Réunion de travail du Secrétariat exécutif de coordination internationale de la Commission consultative du Sommet mondial pour le développement social, organisée par le Ministère des affaires étrangères du Chili (Santiago du Chili, 29 juillet 1994).

Atelier interinstitutions sur le VIH/SIDA, organisé par le PNUD (Santiago du Chili, 29 juillet 1994).

Réunion andine sur la santé des travailleurs, organisée par l'OPS/OMS. Participation au panel sur les changements politiques et économiques et la santé des travailleurs, avec un exposé sur "La santé, l'équité et la transformation productive en Amérique latine et aux Caraïbes" (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, 9-12 août 1994).

Séminaire national sur le Sommet mondial pour le développement social, organisé par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN), la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO), le Centre d'études sociales et d'éducation (SUR) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) (Santiago du Chili, 11 août 1994).

Première Conférence panaméricaine d'éducation en santé publique, organisée par l'OPS/OMS, et XVI Conférence de l'Association latino-américaine et des Caraïbes d'éducation en santé publique (ALAESP). Exposé sur le thème "Réformes contemporaines dans le domaine de la santé" (Rio de Janeiro, 14-19 août 1994).

Réunion dans le cadre du Sommet mondial pour le développement social, organisée par la Commission sud-américaine de la paix (Bogotá, 16 août 1994; Quito, 18 août 1994).

Séminaire de l'Office allemand de coopération technique (GTZ) et la Fondation Friedrich Ebert de Colombie (FESCOL). Exposé sur le thème "Nouvelles tendances de la politique sociale en Amérique latine (Bogotá, 17 août 1994).

Réunion préparatoire du Sommet des Amériques, organisée par le Ministère des affaires étrangères du Brésil (Brasilia, 25 août 1994).

Séminaire "Secteur agricole: perspectives de développement 1994-1998", organisé par le Ministère de l'agriculture de Colombie, la Banque de l'élevage et la Fondation Luis Carlos Galán. Participation au panel "Nouvelle stratégie d'investissement social à la campagne" (Bogotá, 29-30 août 1994).

Vingtième séminaire latino-américain en gestion de programmes de santé de la mère et de l'enfant, unité: "Le scénario socio-économique de l'Amérique latine", organisé par l'Ecole de santé publique de l'Université du Chili. Exposé sur le thème "Développement social de l'Amérique latine. Politiques de planification sociale" (Santiago du Chili, 22 septembre 1994).

Rencontre internationale d'écoles de service social, organisée par l'Ecole de service social de l'Université de Concepción. Exposé sur le thème "La pauvreté en Amérique latine: tendances et défis pour le service social" (Concepción, Chili, 22-24 septembre 1994).

Conférence interinstitutions sur la coopération internationale et le développement autochtone de Cochabamba, organisée par le Fonds pour le développement des populations autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (Cochabamba, Bolivie, 3-6 octobre 1994).

Round Table "Indigenous Trade and Development" and Round Table "Human Rights and Indigenous Development", organisées par la Direction régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes du PNUD (Washington, D.C., 11-12 octobre 1994).

Séminaire sur la production de connaissances et les politiques publiques, organisé par le Centre d'études de la femme (CEM) (Santiago du Chili, 17-19 octobre 1994).

Première Conférence du réseau social FISE/OEA, organisée par le Fonds d'investissement social d'urgence (FISE) et l'OEA (Quito, 26-28 octobre 1994).

Rencontre internationale sur la participation, organisée par l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ) et le Forum latino-américain de la jeunesse (FLAJ) (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, 31 octobre-4 novembre 1994).

Journée de l'Association des organisations non gouvernementales (ASONG) sur le Sommet mondial pour le développement social. Exposé sur le thème "Stratégies non gouvernementales pour éradiquer la pauvreté" (Santiago du Chili, 2-4 novembre 1994).

Journée d'allaitement maternel pour assistantes sociales, organisée par la Ligue chilienne d'allaitement maternel sous le parrainage du Collège d'assistantes sociales et du Ministère de la santé publique du Chili. Exposé sur le thème "Allaitement maternel: responsabilité de tous" (Santiago du Chili, 17 novembre 1994).

Première Rencontre-atelier sur la formulation et la présentation de projets sociaux, organisée par le Département de service social de l'Université de Concepción (Concepción, Chili, 24 novembre 1994).

Conférence nationale sur la réforme sectorielle de la santé, organisée par le Bureau de coordination du programme sectoriel de la santé (Guatemala, 27-29 novembre 1994).

Réunion d'experts sur Cuba, organisée par la Fondation Konrad Adenauer (Caracas, 2-4 décembre 1994).

Sommet latino-américain pour le développement social, organisé par la Centrale latino-américaine de travailleurs (CLAT) (Caracas, 4-10 décembre 1994).

Quatrième Congrès latino-américain de sociologie rurale, organisé par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) (Concepción, Chili, 7-9 décembre 1994).

Conférence sur la jeunesse, la pauvreté et le développement, organisée par l'Institut national de la jeunesse et le Ministère de la planification et de la coopération du Chili. Participation au panel sur les politiques sociales pour la jeunesse et l'éradication de la pauvreté (Santiago du Chili, 7-10 décembre 1994).

Conférence sur les politiques de développement social, organisée par le Ministère de la planification et de la coopération et le Ministère des affaires étrangères du Chili (Santiago du Chili, 11-12 janvier 1995).

Réunion interaméricaine sur la jeunesse rurale, organisée par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) (San José, 23-25 janvier 1995).

Atelier de programmation du Système national d'information, de formation, de supervision et d'évaluation de politiques sociales (SIEMPRO), organisé par le Secrétariat de développement social de l'Argentine (Buenos Aires, 26-27 janvier 1995).

Réunion de coordination entre le gouvernement de la Bolivie et les organismes internationaux, en vue du Sommet sur le développement durable, organisée par le Ministère du développement durable et de l'environnement de la Bolivie (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, 20-21 février 1995).

Atelier international de chercheurs sur la jeunesse du Cône sud, organisé par l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) (Montevideo, 24 avril 1995).

Atelier sur la participation de la société civile de programmes sociaux, organisé par le Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD) (Caracas, 24-26 avril 1995).

Séminaire régional du Cône sud "Vers un nouveau modèle de politiques sociales en faveur d'enfants et de jeunes handicapés. Intégration à l'âge scolaire: une question de droits de l'homme", organisé par l'Institut interaméricain pour l'enfant (IIN), l'Association canadienne pour la vie communautaire (CACL), la Confédération interaméricaine de la Ligue internationale d'associations en faveur des déficients mentaux (CILPEDIM), l'Association nationale en faveur de l'enfant déficient mental (ANR) et la Commission nationale honoraire de l'handicapé (Montevideo, 24-30 avril 1995).

Réunion interinstitutions préparatoire de la Conférence latino-américaine sur la formation et l'emploi de jeunes, organisée conjointement par l'Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ) et le Centre interaméricain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle (CINTERFOR) (Montevideo, 25 avril 1995).

Atelier sur les caractéristiques actuelles du processus de formulation de politiques au Chili, organisé par le Centre d'analyse de politiques publiques de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 27 avril 1995).

Segundo Congresso Sul-Brasileiro na Qualidade na Educação, organisé par l'Associação de Municípios do Nordeste de Santa Catarina (AMUNESC) (Joinville, Santa Catarina, Brésil, 2-5 mai 1995).

Réunion au sommet de ministres de l'action sociale du Groupe de Rio, organisée par le secrétariat du développement social de l'Argentine (Buenos Aires, 4-6 mai 1995).

Deuxième Congrès national de politiques et de programmes sociaux, organisé par le Conseil de Zulia de la planification et de la promotion (CONZUPLAN) (Zulia, Venezuela, 4-6 mai 1995).

Deuxième Réunion ibéro-américaine sur la coopération en matière d'éducation, organisée conjointement par l'Organisation des Etats ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (OEI) et le Ministère de l'éducation publique du Chili (Santiago du Chili, 9-10 mai 1995).

Atelier sur les politiques et les programmes de prise en charge de personnes âgées dans quatre pays d'Amérique latine, organisé conjointement par le Vice-rectorat académique et étudiant de l'Université du Chili et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS) (Santiago du Chili, 18-20 mai 1995).

Séminaire "Développement autochtone: pauvreté, démocratie et pérennité", organisé conjointement par le Fonds pour le développement des populations autochtones de l'Amérique latine et les Caraïbes et la Banque interaméricaine de développement (BID) (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, 22 mai 1995).

Première assemblée générale du Fonds pour le développement des population autochtones de l'Amérique latine et les Caraïbes (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, 23-24 mai 1995).

Première table de concertation de projets, organisée par la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds pour le développement des populations autochtones de l'Amérique latine et les Caraïbes (Santa Cruz de la Sierra, Bolivie, 25-26 mai 1995).

Réunion sur le développement technologique et agricole dans le MERCOSUR, organisée par l'Institut de recherches agricoles (INIA) (Santiago du Chili, 30 mai 1995).

Inter-Agency Task Force Meeting for the Implementation of the Inter-America Summit's Agreement on Equitable Access to Basic Health Services (Washington, D.C., 31 mai 1995).

Colloque "L'Etat en Amérique latine. Privatisation ou redéfinition?", organisé par l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine/Centre d'études et de recherche internationales de l'Université de Paris - Sorbonne Nouvelle, thème: "Etat et politiques sociales: nouvelles tendances en Amérique latine" (Paris, 1-2 juin 1995).

Réunion régionale sur les problèmes de la jeunesse urbaine en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisée par le Système économique latino-américain (SELA) (Caracas, Venezuela, 12-13 juin 1995).

Atelier sur la pauvreté et la décentralisation en Amérique latine, organisé par le Centre d'analyse de politiques publiques de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 12-13 juin 1995).

Séminaire d'information sur la population et la pauvreté aux fins de politiques sociales, organisé par l'Institut national de statistiques et d'informatique (INEI) (Lima, Pérou, 3 juillet 1995).

Premier colloque sur une nouvelle génération de politiques de développement, organisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (Montevideo, Uruguay, 10-13 juillet 1995).

Cinquième rencontre scientifique sur l'environnement, thème: "Insertion globale: culture et environnement", organisée par le Centre de recherche et de planification de l'environnement (CIPMA) (Temuco, Chili, 1-4 août 1995).

XXI Séminaire latino-américain en matière de gestion de programmes de santé de la mère et de l'enfant, thème: "Développement social en Amérique latine: politiques de planification", organisé par l'Ecole de santé publique de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 21 septembre 1995).

Séminaire sur le développement durable, organisé par l'Institut d'études de l'environnement (IDEA) (Medellín, Colombie, 25-28 septembre 1995).

Deuxième conférence annuelle pour les droits de l'enfant, panel 1: "Politiques sociales, pauvreté et groupes vulnérables", organisée par la Commission organisatrice de la semaine nationale des droits de l'enfant du Pérou et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) (Lima, 27-28 septembre 1995).

Réunion de discussion du projet sur les aspects sociaux de l'intégration, organisée par le Centre de formation pour l'intégration régionale (CEFIR) (Montevideo, 28-29 septembre 1995).

Réunion spéciale sur la réforme sectorielle en matière de santé, organisée conjointement par la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale et l'Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS) (Washington, D.C., 29 septembre 1995).

Séminaire latino-américain sur la culture, la société civile et l'intégration en Amérique latine, organisé par la Convention Andrés Bello (Santiago du Chili, 9-10 octobre 1995).

Débat-panel sur la santé dans le processus de développement chilien, organisé par le Ministère de la santé du Chili, l'Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS) et l'Association d'ISAPRES du Chili A.G. (Santiago du Chili, 17-20 octobre 1995).

Séminaire-atelier sur les politiques sociales et le genre, panel: "Justice et égalité entre les genres dans les politiques sociales: débats, critères et priorités", organisé par l'Université Catholique du Pérou (Lima, 23-25 octobre 1995).

Séminaire sur les indicateurs sociaux et de gestion, organisé par l'Université de Los Andes (Bogotá, 24-26 octobre 1995).

Séminaire sur les tendances de la politique sociale en Amérique latine et les formes émergentes de société civile, organisé par le Social Science Research Council (Santiago du Chili, 25 octobre 1995).

Séminaire interne sur les options en matière d'organisation de la santé; vers un système solidaire de santé, organisé par la Corporation d'études économiques pour l'Amérique latine (CIEPLAN) (Santiago du Chili, 30 octobre 1995).

Réunion de discussion sur les dynamiques culturelles implicites dans les nouveaux modèles d'ouverture économique, de restructuration sociale et de transformation de la production, organisée par la Maîtrise en communication et conception culturelle de l'Université del Valle (Cali, Colombie, 7-8 novembre 1995).

Séminaire "Un nouveau regard sur les indices de pauvreté au Chili", organisé par le Centre d'études publiques (Santiago du Chili, 8 novembre 1995).

Réunion technique régionale de suivi des accords du Sommet pour le développement social de Copenhague, organisée par le Secrétariat technique du Front social de l'Equateur et le Groupe de Rio (Quito, 15-17 novembre 1995).

Troisième conférence ibéro-américaine sur la famille, organisée par l'Universidade do Vale do Rio dos Sinos (Rio Grande do Sul, Brésil, 28 novembre-3 décembre 1995).

Expert Consultation on Extension Rural Youth Programmes and Sustainable Development, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (Rome, 29 novembre-1er décembre 1995).

Séminaire sur la pauvreté et la participation sociale, organisé par l'Université du Bío-Bío (Chillán, Chili, 30 novembre-1er décembre 1995).

iii) Coopération technique

Bolivie

Avec le Ministère du développement humain, dans le suivi de politiques sociales visant à définir des propositions d'éradication de la pauvreté et des réformes du secteur santé; afin d'harmoniser les méthodologies d'analyse de l'information sociale.

Avec le Ministère du développement durable et de l'environnement, dans l'évaluation de propositions et de stratégies de développement.

Avec le Ministère de la Présidence et le Conseil national du développement (CONADE), dans l'élaboration d'une proposition d'organisation et de coordination des groupes techniques de ces instances. Une deuxième mission de suivi dans ces mêmes domaines a été réalisée ultérieurement.

Brésil

Avec la Fondation Alexandre de Gusmão et la Fondation Getúlio Vargas pour la création du Centre international pour le développement durable.

Avec le Ministère de la prévoyance sociale, dans le cadre du projet BRA/94/S07 "Accord de coopération technique entre la CEPALC et le Ministère de la prévoyance sociale", dans l'élaboration d'études en commun sur des aspects liés aux systèmes de prévoyance et de sécurité sociale, afin de subventionner la révision constitutionnelle et les publications des volumes III et IV de la série "A previdência social e a revisão constitucional: pesquisas" et du volume II de la série "A previdência social e a revisão constitucional, debates".

Chili

Avec le Ministère de l'agriculture et la coopération du gouvernement italien, pour prêter des services consultatifs au Projet Maquehue sur la participation communautaire pour le développement social, à Temuco.

Costa Rica

Avec le gouvernement, pour aider les nouvelles autorités du secteur social et en particulier la deuxième Vice-présidente, dans l'évaluation de types de sélection de programmes sociaux et dans la rédaction du Plan national de lutte contre la pauvreté.

Avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), dans la formulation de politiques sur la jeunesse rurale.

Equateur

Avec le Fonds d'investissement social d'urgence (FISE), pour aider les autorités en matière de réforme et de modernisation du secteur social.

Guatemala

Avec le gouvernement et le Fonds international de développement agricole (FIDA), en ce qui concerne la participation des paysans au développement régional rural et la supervision des activités du projet PNUD/FIDA.

Avec le gouvernement, moyennant des services consultatifs en matière de politique sociale, dans le cadre de la coopération technique pour le développement.

Honduras

Avec le Secrétariat de la planification, de la coordination et du budget (SECPLAN), pour évaluer des principes directeurs propres à renforcer la Direction générale de statistique et de recensements et améliorer le Système national d'information.

Nicaragua

Avec le Ministère d'action sociale, en matière de politiques sociales et de programmes sociaux sélectifs.

Uruguay

Avec l'Office de la planification et du budget, pour contribuer au programme d'investissement social et en particulier pour effectuer l'évaluation du programme d'alimentation scolaire (PAE) et prêter des services consultatifs quant aux nouvelles politiques de développement et aux négociations relatives au projet de consolidation du secteur social (FAS).

Avec l'Institut national de statistique, dans le cadre du projet BID/93/S54 "Programme visant à l'amélioration des systèmes d'information socio-économique en Uruguay"; pour lui prêter des services consultatifs en matière de construction d'indicateurs sociaux.

Avec le Conseil de l'éducation technico-professionnelle (ex Université du travail de l'Uruguay (UTU)), dans le cadre du projet UNESCO/CEPALC UNE/94/S02 "Etude de la politique de ressources humaines à l'Université du travail".

iv) Formation et bourses

Classes sur les politiques sociales et formulation et évaluation de projets sociaux, dans le cours sur la formulation et l'évaluation de projets sociaux, organisé par l'OPS (Montevideo, 13-21 mars 1994), destiné à 30 participants provenant de six pays d'Amérique latine.

Deux branches: politiques sociales et formulation et évaluation de projets sociaux dans le cours pour responsables de la planification sociale, organisé par le Centre d'études sociales et d'éducation SUR (Santiago du Chili, 4 avril-9 août 1994), destiné à 27 participants provenant d'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili et du Pérou.

Classes sur l'élaboration d'un échantillon permettant d'évaluer les programmes d'alimentation scolaire (cas de l'Uruguay) lors du quatrième cours-atelier interaméricain de techniques d'échantillonnage

appliqué, organisé par le Centre interaméricain de formation statistique (CIENES) (Santiago du Chili, 5 avril-1er juillet 1994), à l'intention de 21 participants provenant de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, du Chili, de l'Équateur, d'El Salvador, du Panama, du Paraguay, du Pérou, d'Uruguay et du Venezuela.

Classes sur les politiques sociales et la formulation et évaluation de projets sociaux durant le cours sur la formulation et l'évaluation de projets sociaux, organisé par le Département national de planification et le Conseil régional de planification économique et sociale (CORPES) de l'Orinoquia (Bogotá, 1-5 mai 1994), pour 35 participants colombiens.

Trois conférences sur l'évolution de la pensée de la CEPALC, la situation sociale en Amérique latine et l'éducation et la connaissance aux fins de la transformation du processus de production dans un climat d'équité, dans le cadre du module 1 du cours 107 du quatrième cours de postgraduat en population et développement FNUAP/CEPALC/CELADE (Santiago du Chili, 16-25 mai 1994).

Classes sur le concept de pauvreté selon la CEPALC, les modèles de mesure de la pauvreté: procédé instrumental, diagnostic de la pauvreté au Chili et en Amérique latine et une proposition de politiques publiques et sociales en matière de pauvreté, dans le cours sur la gestion de programmes visant à l'éradication de la pauvreté, organisé par la Faculté des sciences sociales de l'Université du Chili, Programme de stratégies d'élimination de la pauvreté (Santiago du Chili, 28 juin-31 juillet 1994).

Superviseur de la thèse sur le développement humain, en particulier parmi les femmes du Haut Paraná, Paraguay, dans le cadre du quatrième cours de postgraduat en population et développement FNUAP/CEPALC/CELADE (Santiago du Chili, juin-décembre 1994).

Classes sur la formulation et l'évaluation de projets sociaux, durant le cours sur la formulation et l'évaluation de projets sociaux, organisé par l'OPS (Buenos Aires, 24 juillet-6 août 1994), à l'intention de 30 participants nationaux.

Conférence sur la façon de continuer à progresser dans l'élimination de la pauvreté, dans le cadre des activités de l'École de la saison 1994 "Élimination de la pauvreté: beaucoup plus qu'une stratégie", organisée par le Département de diffusion et de coopération internationale de l'Université du Chili (Santiago du Chili, 31 août-1er septembre 1994).

Classes sur la formulation et l'évaluation de projets sociaux et le cadre logique, durant le cours sur la formulation et l'évaluation de projets sociaux, organisé par l'OPS (Washington, D.C., 10-17 septembre 1994), pour 30 participants.

Conférence sur le renforcement institutionnel aux fins des politiques et du développement social, dans le cadre du sixième séminaire international sur les politiques sociales et la pauvreté, organisé par la Corporation d'études pour le développement (CORDES) (Quito, 10-12 octobre 1994).

Classes sur les perspectives de genre et la problématique féminine dans les propositions de la CEPALC, dans le cours postuniversitaire "Relations de genre, éducation et développement", organisé par le Service universitaire mondial (Santiago du Chili, 7-23 novembre 1994), pour 50 participants de 10 pays d'Amérique latine.

Classes sur la formulation et l'évaluation de projets sociaux, dans le cours sur la formulation et l'évaluation de projets sociaux, organisé par le Centre interaméricain pour le développement social intégré (CIDES) (Buenos Aires, 9-11 novembre 1994).

Classes sur les méthodes et techniques de diagnostic social, politique sociale globale, "Formulation et évaluation de projets sociaux, atelier de projets sociaux et atelier de techniques de formation" dans le cours de formulation et évaluation de programmes et de projets sociaux, organisé par la CEPALC et l'OEA (Santiago du Chili, 7 novembre-2 décembre 1994), pour 30 participants de 10 pays d'Amérique latine.

Conférence inaugurale du cours postuniversitaire sur les relations du genre, éducation et développement, organisé par le Service universitaire mondial/Service chilien-quaker (Santiago du Chili, 9 janvier 1995) pour 20 participants.

Classes sur l'impact social des changements économiques récents en Amérique latine, dans le cours sur les politiques intégrées, organisé par l'Institut interaméricain de l'enfance (Montevideo, 22-26 avril 1995), à l'intention de participants nationaux.

Classe inaugurale sur les répercussions de la globalisation économique en Amérique latine à l'Université Arturo Prat (Iquique, Chili, 21-25 juin 1995).

Classes dans le cadre du cours sur la pauvreté et les politiques sociales du Programme de formation de responsables de la planification sociale SUR, Centre d'études sociales et d'éducation SUR (Santiago du Chili, 21 avril-7 juillet 1995), pour des participants provenant de pays latino-américains.

Classes dans le cadre du cours international sur la formulation et l'évaluation de programmes et de projets sociaux (Santiago du Chili, 2-27 octobre 1995), pour 37 participants de pays latino-américains.

Conférences sur l'éducation, les connaissances et la culture dans la stratégie de transformation du processus de production dans un climat d'équité sociale et de pérennité de l'environnement et panorama social de l'Amérique latine et les Caraïbes, dans le cadre du cours 107 du programme de postgraduat en population et développement CEPALC/CELADE, organisé sous le parrainage du FNUAP et reconnu par l'Université du Chili. Classes sur la population et le développement rural dans le cours 204C de ce programme. Supervision de la thèse sur le profil socio-démographique de la femme salvadorienne et sa participation à l'éducation et aux activités productives (Santiago du Chili, mars-décembre 1995).

## INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

Les activités menées à bien au bout de cette période par le Groupe de la femme et du développement ont essentiellement été destinées à exécuter les mandats de la préparation de la sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mar del Plata, Argentine, 25-29 septembre 1994), qui, en l'occurrence, a également servi de réunion régionale préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur la femme (Beijing, Chine, 4-15 septembre 1995). En vue de ces réunions, diverses activités ont été menées à bien dans trois domaines principaux: a) renforcement des liens entre le secrétariat et les pays membres de la CEPALC ainsi que de la coordination régionale entre les pays et les ONGs et le système des Nations Unies; b) élaboration de nouveaux programmes d'action régionale, et c) préparation de documents de diagnostic sur la situation des femmes en Amérique latine et aux Caraïbes en vue de leur présentation à la sixième Conférence régionale et, ultérieurement, à la quatrième Conférence mondiale sur la femme.

Quatre réunions du Bureau de la Conférence régionale ont été tenues au cours de cette période (Curaçao, 30 juin-1er juillet 1994; Mar del Plata, Argentine, 24 septembre 1994; Santiago du Chili, 16-18 novembre 1994; Santiago du Chili, 3-4 juillet 1995), avec la participation des institutions spécialisées et d'autres organisations des Nations Unies. Les deux premières ont été consacrées aux travaux préparatoires de la sixième Conférence régionale; la troisième réunion du Bureau, ouverte à tous les pays membres, a permis de mettre au point les activités prévues dans le Programme d'action régionale en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes adoptées de façon provisoire à la sixième Conférence régionale, et à la quatrième, également ouverte à tous les pays membres, a été l'occasion d'analyser en profondeur le Programme d'action qui se présentait à Beijing ainsi que les aspects logistiques de cette conférence.

D'autre part, deux réunions gouvernementales préparatoires ont été tenues à l'échelon sous-régional: la Réunion sous-régionale pour les Caraïbes préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur la femme (Curaçao, 28-29 juin 1994) et la Réunion sous-régionale pour le Mexique et l'Amérique centrale préparatoire de la sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mexico, 4-6 juillet 1994), organisée conjointement avec l'UNIFEM. A ces deux réunions a assisté la coordinatrice du Forum régional d'organisations non gouvernementales. Ce Groupe a également participé à la Réunion sous-régionale pour la région andine préparatoire de la sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par le FISE (Santa Cruz, Bolivie, 18-20 juillet 1994).

Le Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001 (LC/L.868(MDM.20/2)) a été élaboré conformément aux mandats et recommandations de la cinquième Conférence régionale, et approuvé (et publié sous la côte LC/G.1855) à la sixième Conférence sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mar del Plata, Argentine, 25-29 septembre 1994). Le Programme d'action comprend huit domaines stratégiques: équité entre les sexes; développement économique et social dans une perspective de genre; participation équitable des femmes aux décisions, aux responsabilités et aux fruits du développement; élimination de la pauvreté; participation équitable des femmes à la prise de décisions et au pouvoir dans la vie publique et privée; droits de l'homme, paix et violence; partage de responsabilités familiales; reconnaissance de la pluralité culturelle de la région, et assistance et coopération internationales.

Diverses études ont été élaborées sur la situation des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes dans les années 90, dont certaines avec la collaboration d'institutions spécialisées du système des Nations Unies (UNESCO, OIT, OPS). Les thèmes abordés concernent la situation de l'emploi, l'éducation, la santé, la participation politique, la violence, la formation de ressources humaines et d'autres relatifs à certains groupes spécifiques de femmes, en particulier les femmes exilées.

i) Documents

Las mujeres y el poder en América Latina y el Caribe (LC/R.1259).

Actividades de la Secretaría de la CEPAL relacionadas con la integración de la mujer en el desarrollo económico y social de América Latina y el Caribe desde el 1º de junio de 1991 hasta el 30 de abril de 1994 (LC/L.829(CRM.6/3)).

Las mujeres en América Latina y el Caribe en los años noventa: elementos de diagnóstico y propuestas (LC/L.836(CRM.6/4)).

Proyecto de Programa de Acción Regional para las Mujeres de América Latina y el Caribe, 1995-2001 (LC/L.837(CRM.6/5)).

Informe de la decimonovena reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe (Mar del Plata, Argentina, 24 de septiembre de 1994) (LC/L.876(MDM.19/1)).

Informe de la vigésima reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe (Santiago du Chili, 16 al 18 de noviembre de 1994) (LC/L.872(MDM.20/3)).

Programa de Acción Regional para las Mujeres de América Latina y el Caribe, 1995-2001 (LC/G.1855).

Informe de la Sexta Conferencia Regional sobre la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe (Mar del Plata, 25 al 29 de septiembre de 1994) (LC/G.1850(CRM.6/7)).

Informe de la vigésima primera reunión de la Mesa Directiva de la Conferencia Regional sobre la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe (Santiago de Chile, 3 y 4 de julio de 1995) (LC/L.904(MDM.21/3)).

Changing power and autonomy of the Caribbean women, série Mujer y desarrollo, n° 14 (LC/L.881).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le Groupe de la femme et du développement

Atelier de travail sur la participation de la femme à l'industrie manufacturière: modèles, déterminants et tendances futures. Analyse régionale: l'Amérique latine et les Caraïbes, organisé avec le

Groupe commun CEPALC/ONUDI du développement industriel et technologique (Santiago du Chili, 2-3 août 1994).

Participation à d'autres réunions et conférences

Réunion sous-régionale pour la région andine préparatoire de la sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par le FISE (Santa Cruz, Bolivie, 18-20 juillet 1994).

Séminaire international "Production de connaissances et politiques publiques: les études de genre", organisé par le Centre d'études de la femme (CEM) (Santiago du Chili, 17-19 octobre 1994).

Présentation des activités régionales concernant la femme aux trente-huitième et trente-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme (New York, 7-18 mars 1994; New York, 15-23 mars 1995).

Réunion interinstitutions spéciale (New York, 3-4 mars 1994; New York, 3-13 mars 1995).

## SOUS-PROGRAMME 10: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUES

Au cours de la période envisagée, la Division des statistiques et des projections économiques a abordé les domaines suivants: i) extension et perfectionnement du cadre régional d'information statistique; ii) développement statistique et diffusion de l'information statistique; iii) coopération régionale en matière de statistique; iv) études prospectives du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et de leur insertion au niveau mondial.

Dans le premier domaine, la Division a réussi à développer et à consolider substantiellement la structure régionale de l'information statistique grâce au fonctionnement dynamique de la Base régionale de données conjoncturelles (BADECOX); l'incorporation définitive des nouvelles classifications statistiques internationales, basées sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH), pour les données relatives au commerce extérieur; la création de la Base de données sur la dette extérieure des pays de la région, ainsi que l'incorporation de nouvelles enquêtes à la Banque de données d'enquêtes sur les ménages (BADEHOG). D'autres activités ont également été amorcées en vue de la substitution de l'année de base de la comptabilité nationale par une année plus récente.

En ce qui concerne le développement et la diffusion de l'information statistique, les travaux ont été centrés sur la mise en oeuvre, dans la région, d'une nouvelle révision du Système de comptabilité nationale (SCN 1993), dont le manuel anglais (Nations Unies, 1994) a été publié simultanément avec la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (FMI, 1994). A cet égard, la CEPALC et le Fonds monétaire international ont co-parrainé un séminaire sur les statistiques de la balance des paiements (Santiago du Chili, novembre 1994) afin d'étudier de près les nouveaux concepts et méthodes de compilation de la balance des paiements, ainsi que les rapports avec le SCN 1993. Ce séminaire a réuni 28 participants provenant de 17 pays latino-américains. Une réunion technique a ensuite été organisée, en décembre 1995, sur le thème de la comparaison internationale des prix dans le cadre du nouveau Système de comptabilité nationale.

D'autre part, la Division a amélioré les méthodes utilisées pour estimer la répartition du revenu et les situations de pauvreté, ainsi que pour calculer de nouveaux indices de valeur unitaire du commerce extérieur. Une attention spéciale a été accordée à la mise sur pied de systèmes informatisés permettant aux usagers d'avoir accès, de façon directe, aux bases de données statistiques de la CEPALC; un système de recherche et d'analyse de l'information de la Banque de données du commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes (BADECEL) a été mis sur pied moyennant le logiciel SAS Windows.

Dans le cadre de la coopération technique régionale, plusieurs projets ont été mis en oeuvre en matière de création de bases de données statistiques, d'enquêtes sur les ménages, d'amélioration de la comptabilité nationale, de production des statistiques de base, et de politiques et de programmes sociaux. Une activité importante a été la réunion mixte OEA/CEPALC en matière de statistique (Santiago du Chili, octobre 1994), à laquelle la Commission a servi de secrétariat technique et a présenté plusieurs sous-programmes de travail dans les domaines suivants: i) adaptation et production de statistiques de base dans le cadre d'une stratégie régionale visant à la mise en oeuvre du SCN 1993; ii) statistiques et indicateurs de l'environnement; iii) statistiques et indicateurs de la pauvreté; et iv) diffusion de l'information statistique.

Finalement, les études prospectives sur le développement et l'insertion de la région à l'échelon mondial ont été axées, d'une part, sur l'examen des facteurs externes ayant une influence sur l'évolution

économique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et leurs perspectives à moyen terme; et d'autre part, sur l'analyse de l'insertion de la région à l'échelon mondial, de façon à pouvoir anticiper les tendances possibles de la croissance économique de chaque pays et de l'ensemble de la région. A cet égard, la Division a procédé à l'actualisation des projections macro-économiques nationales, ainsi qu'au suivi de l'économie régionale dans le cadre du Projet Link, au sein duquel sont coordonnées les projections économiques mondiales sous la direction du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques (DIESAP), des Nations Unies.

i) Documents

Dirección del comercio exterior de América Latina y el Caribe según principales productos y grupos de productos, 1970-1992, série Cuadernos estadísticos de la CEPAL, n° 20 (LC/G.1785-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.94.II.G.5.

Anuario estadístico de América Latina y el Caribe, 1993 (LC/G.1786-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: E/S.94.II.G.1.

Informe Final. Seminario regional sobre la implementación de la cuarta revisión del Sistema de Cuentas Nacionales de las Naciones Unidas (SCN 1993) (Santiago de Chile, 22 al 26 de noviembre de 1993) (LC/G.1795).

América Latina: exportaciones e importaciones de bienes por sectores de actividad económica y principales países de destino y origen (LC/G.1811).

Panorama social de América Latina, edición 1994 (conjuntamente avec la División du développement social) (LC/G.1844).

Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1994 (LC/G.1846).

Estructura del gasto de consumo en los hogares en América Latina, série Cuadernos estadísticos de la CEPAL, n° 21 (LC/G.1847-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.95.II.G.3.

Informe final de la Reunión Conjunta OEA/CEPAL en Materia de Estadística (Santiago de Chile, 11 al 14 de octubre de 1994) (LC/G.1848(SEM.80/10)).

Anuario estadístico de América Latina y el Caribe, 1994 (LC/G.1853-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: E/S.95.II.G.1.

América Latina y el Caribe: dirección del comercio exterior de los principales productos alimenticios y agrícolas según países de destino y procedencia, 1979-1993, série Cuadernos estadísticos de la CEPAL, n° 22 (LC/G.1859-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.95.II.G.12.

El perfil de la pobreza en América Latina a comienzos de los años 90 (LC/L.716).

Informe del Taller regional sobre indicadores para la formulación de políticas sociales (Santiago du Chili, 12 al 14 diciembre de 1994) (LC/L.884). Preparado en conjunto con la División de Desarrollo Social.

Glosario de términos de cuentas nacionales en español (LC/R.1256).

Clasificaciones y cuentas del Sistema de Cuentas Nacionales 1993: Anexo V del SCN 1993 (LC/R.1311).

Glosario de términos de cuentas nacionales. Español-inglés/Inglés-español (LC/R.1342).

Análisis preliminar de las exportaciones de Argentina, Brasil, Chile y México según grupos seleccionados de productos (LC/R.1352).

Países industrializados: resumen de las proyecciones económicas para 1993-1994 (LC/R.1353).

Directorio de expertos en cuentas nacionales de los países en América Latina y el Caribe (LC/R.1400).

Evolución reciente de los precios de los principales productos básicos en el mercado mundial y perspectivas para 1994 (LC/R.1401).

Actividades de cooperación en estadística realizadas por la Comisión Económica para América Latina y el Caribe en el bienio 1993-1994 (LC/R.1430(SEM.80/2)).

Clasificación estadística europea uniforme única de actividades características de protección del medio ambiente (LC/R.1431(SEM.80/3)).

Actividades de las organizaciones internacionales en el campo de las estadísticas, indicadores y cuentas del medio ambiente (LC/R.1432(SEM.80/4)).

Programa de trabajo estadístico internacional para América Latina y el Caribe, 1995-1996. Subprograma 1: adaptación y producción de estadísticas básicas en el marco de una estrategia regional para la implementación del Sistema de Cuentas Nacionales 1993 (SCN 1993) (LC/R.1440(SEM.80/5)).

Programa de trabajo estadístico internacional para América Latina y el Caribe, 1995-1996. Subprograma 3: estadísticas e indicadores sociales y de pobreza (LC/R.1443(SEM.80/7)).

Programa de trabajo estadístico internacional para América Latina y el Caribe, 1995-1996. Subprograma 2: estadísticas e indicadores del medio ambiente (LC/R.1446(SEM.80/6)).

Programa de trabajo estadístico internacional para América Latina y el Caribe, 1995-1996. Subprograma 4: difusión de la información estadística (LC/R.1448(SEM.80/8)).

Temas relacionados con el mejoramiento y ampliación de la producción de estadísticas básicas y de precios para la implementación del SCN 1993 (LC/R.1452(SEM.80/9)).

Países industrializados: resumen de las proyecciones económicas para 1994-1995 (LC/R.1481).

América Latina y el Caribe: evolución y diversificación de las exportaciones (LC/R.1482).

El crecimiento económico y su difusión social: el caso de Chile de 1987 a 1992 (LC/R.1483).

Evolución reciente de los precios de los principales productos básicos en el mercado mundial y perspectivas para 1995 (LC/R.1537).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion mixte OEA/CEPALC en matière de statistique (Santiago du Chili, 11-14 octobre 1994).

Séminaire CEPALC/FMI sur les statistiques de la balance des paiements, pour 28 participants provenant des pays suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou et Venezuela (Santiago du Chili, 7-25 novembre 1994).

Séminaire sur la diffusion de l'information statistique, pour 34 participants provenant des pays suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela, et de deux organismes: le Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement (CESD-Madrid) et la Division de statistique des Nations Unies (Santiago du Chili, 3-7 juillet 1995).

Réunion du groupe d'experts sur la comparaison internationale des prix dans le cadre du nouveau Système de comptabilité nationale, pour 10 participants provenant des pays suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique, Panama, Uruguay et Venezuela, ainsi que de la Banque mondiale (Santiago du Chili, 4-7 décembre 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

Symposium national sur les options stratégiques de l'insertion internationale du Brésil, parrainé par l'Institut national des hautes études (INAE) (Rio de Janeiro, 28 février 1994).

Réunion du Projet Link, organisée par les Nations Unies (New York, 9-12 mars 1994).

Session extraordinaire de la Commission de statistique des Nations Unies (New York, 11-15 avril 1994).

XVème réunion du Comité directeur permanent de la Conférence interaméricaine de statistique (COM-CIE) de l'OEA (Washington, D.C., 5-6 mai 1994).

Réunion du Sous-comité des activités statistiques du Comité administratif de coordination (CAC) des Nations Unies (Rome, 5-12 juin 1994).

Conférence du Centre européen de formation de statisticiens économistes des pays en voie de développement, parrainée par la Commission économique pour l'Europe (Paris, 13-17 juin 1994).

Cours de comptabilité nationale, parrainé par l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique du Mexique et le Centre européen de formation de statisticiens économistes des pays en voie de développement (CESD-Madrid) (Aguascalientes, Mexique, 9-16 juillet 1994).

Réunion du Comité d'évaluation du projet BID/93/S54 "Programme d'amélioration des systèmes d'information socio-économique en Uruguay" (Montevideo, 13-15 juillet et 7-8 décembre 1994).

Premier séminaire de la Sociedade Brasileira de Estudos de Empresas Transnacionais e da Globalização Econômica SOBEET (Rio de Janeiro, 22-23 août 1994).

Séminaire "A nova inserção internacional do Brasil, o NAFTA e a integração hemisférica", organisé par l'Institut national des hautes études (INAE) (Rio de Janeiro, 5 septembre 1994).

Dix-septième session du Groupe de travail sur les programmes internationaux de statistique et la coordination (New York, 6-9 septembre 1994).

Réunion du Projet Link, organisé par le Project Link Research Centre, l'Institute for Policy Analysis et l'Université de Toronto, Canada (Salamanca, Espagne, 12-16 septembre 1994).

Séminaire "Un projet pour Aysén: options de développement", organisé par le Secrétariat régional de la planification et de la coordination (SERPLAC), XI région (Aysén, Chili, 13-14 septembre 1994).

Rencontre sur le développement croissant de l'Amérique latine et le rôle de l'Etat, parrainé par l'Institut Goethe et la Fundação de Economia e Estatística (Porto Alegre, Brésil, 21-23 septembre 1994).

Groupe de travail sur le commerce, l'intégration et le développement économique, parrainé par le Centre Nord-Sud, Université de Miami (Buenos Aires, 3-4 octobre 1994).

Débat sur la politique industrielle et technologique, organisé par l'Institut de planification économique et sociale (IPEA) et le Centre des industries de l'Etat de São Paulo (FESP/CIESP) (São Paulo, 31 octobre 1994).

Réunion du groupe d'experts de la Division de statistique des Nations Unies "Development of impairment, disability and handicap statistics" (Voorburg, Pays-Bas, 7-11 novembre 1994).

Troisième réunion de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) "Revision of the International Classification of Impairments, Disabilities and Handicaps" (Voorburg, Pays-Bas, 14-18 novembre 1994).

Cycle "Atualização sobre gerencia de capitais estrangeiros", organisé par la Banque centrale du Brésil (Rio de Janeiro, 30 novembre-1er décembre 1994).

Séminaire-atelier "Sur la voie de l'avenir: une stratégie pour O'Higgins", organisé par l'Intendance de la VI région (Rapel, Chili, 6 décembre 1994).

Séminaire international sur le Système de comptabilité nationale 1993, organisé par la Division de statistique des Nations Unies (New York, 22 janvier-2 février 1995).

Réunion du groupe de travail interinstitutions sur la mesure de la pauvreté, organisée par le Groupe de la Banque mondiale (Washington, D.C., 22 janvier-2 février 1995).

Réunion de la Commission de statistique des Nations Unies (New York, 26 février-3 mars 1995).

Réunion d'évaluation des résultats du projet "Amélioration de la comptabilité nationale et statistique de base" (Tegucigalpa, 8-11 mars 1995).

Réunion du Projet Link, organisée par les Nations Unies (New York, 15-18 mars 1995).

Séminaire sur l'analyse conjoncturelle, organisé par le Centre européen de formation de statisticiens économistes des pays en voie de développement (Carthagène, Colombie, 3-7 avril 1995).

Réunion du Comité directeur permanent de la Conférence interaméricaine de statistique (COM-CIE) de l'OEA (Washington, D.C., 27-28 avril 1995).

Réunion du Groupe SIENA, parrainée par Statistics Denmark et l'Istituto Nazionale di Statistica (ISTAT) (Oslo, 8-9 juin 1995).

Groupe d'experts des Nations Unies "Statistical implications of the United Nations summit meetings", parrainé par Statistics Denmark et l'ISTAT (Oslo, 10 juin 1995).

Réunion de statisticiens européens, parrainée par la Commission économique pour l'Europe (Genève, 11-20 juin 1995).

XXIXème réunion du Sous-comité des activités statistiques du Comité administratif de coordination (CAC) des Nations Unies (Genève, 15-19 juin 1995).

Réunion technique "Monitoring the goals in favor of children" (Antigua, Guatemala, 15-18 août 1995).

Réunion du Projet Link, organisée par l'Institute for Policy Analysis de l'Université de Toronto, Canada, et l'Université de Prétoria (Prétoria, Afrique du Sud, 25-29 septembre 1995).

Séminaire international sur le Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993) (Caracas, 22-24 novembre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Association latino-américaine d'intégration (ALADI)

Avec l'ALADI, pour la réunion de fonctionnaires responsables du commerce extérieur des pays membres, en matière de commerce extérieur.

#### Bolivie

Avec le gouvernement, Groupe de l'analyse de politiques sociales (UDAPSO), pour le traitement informatisé de l'information nécessaire à l'élaboration et la construction des paniers de base d'aliments et des seuils de pauvreté.

### Brésil

Avec l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), sur la mesure de la pauvreté.

Avec le gouvernement, Comité brésilien préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement, en ce qui concerne le développement et l'équité, ainsi que dans l'étude de la stratégie d'ajustement de l'entreprise brésilienne face à la mondialisation productive.

### Colombie

Avec le Département administratif national de statistique (DANE), pour évaluer ses systèmes informatisés appliqués aux données statistiques, ainsi qu'en matière d'indicateurs sociaux, dans le cadre du projet HOL/94/S60 "Diagnostic et évaluation socio-économique récente et des politiques sociales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes".

### El Salvador

Présentation de conférences sur le commerce extérieur à des participants provenant de pays centraméricains.

### Mexique

Avec le gouvernement, pour mesurer la pauvreté.

Avec l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI), en matière d'échange électronique de données.

### Pérou

Avec l'Institut national de statistique et d'informatique (INEI), dans l'étude et l'organisation de données censitaires et sur la pauvreté.

### Uruguay

Avec l'Institut national de statistique, sur les méthodes et systèmes de traitement électronique des données statistiques, dans le cadre du projet BID/93/S54 "Programme d'amélioration des systèmes d'information socio-économique en Uruguay".

### Venezuela

Avec le gouvernement, pour mesurer la pauvreté.

#### iv) Formation et bourses

Cours de formation sur les statistiques relatives à la femme, à l'intention de fonctionnaires latino-américains, sous le parrainage du Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement (CESD-Madrid) (Madrid, 24 mars-4 avril 1995).

Exposés sur le développement en Amérique latine, Programme de maîtrise sur le développement en Amérique latine, organisé par le Siège ibéro-américain de l'Université internationale d'Andalousie, l'ILPES et la CEPALC (La Rábida, Espagne, 14-21 mai 1995).

Exposés sur le développement en Amérique latine, Institut universitaire Ortega y Gasset (Madrid, 21-23 mai 1995).

Cours de comptabilité nationale des secteurs institutionnels quant au nouveau Système de comptabilité nationale, parrainé par le CESD-Madrid (San José, 4-8 juin 1995).

## SOUS-PROGRAMME 11: TRANSPORT

Au cours de la période biennale 1994-1995, les activités de la CEPALC en matière de transports ont été concentrées dans trois grands domaines : le recherche, la coopération technique et l'appui institutionnel.

D'importants travaux de recherche ont été les études sur le transport urbain contenues dans les documents "El desarrollo del transporte público urbano en América Latina y el mundo" (LC/G.1817) et "La tarificación vial urbana: su historia y perspectivas" (LC/R.1478). La première étude concerne l'évolution du transport en commun dans les villes et les caractéristiques propres à chaque système, individuel ou collectif, par automobile ou chemin de fer, ainsi que les problèmes dérivant de chacun d'eux dans le cadre du développement du service public dans les grandes métropoles. La deuxième étude aborde l'une des solutions les plus contestées au problème du trafic urbain, à savoir exiger à l'usager de la voie publique le paiement de l'espace qu'il occupe. En matière d'infrastructure de transport terrestre routier, deux études ont été publiées: "Esbozo de una política para el sector vial" (LC/R.1380), où sont analysés les aspects financiers et institutionnels de la gestion de l'utilisation et de l'entretien des routes et "Legislación modelo de conservación vial" (LC/L.899), où sont proposées certaines mesures visant à garantir la légalité constitutionnelle des mécanismes adoptés pour financer cet entretien. Toujours en matière de recherche, le Groupe a publié le livre Privatización, reforma laboral y equidad social: el caso de los puertos de América Latina y el Caribe, série Cuadernos de la CEPAL, n° 77 (LC/G.1880-P).

Dans le domaine de la coopération technique, le projet FRG/92/S25 "Coopération technique entre pays latino-américains et des Caraïbes en matière d'entretien des routes", financé par le gouvernement allemand, est arrivé à terme. Un projet d'assistance au Réseau opérationnel de coopération régionale entre les autorités maritimes d'Amérique du Sud, du Mexique et du Panama a été amorcé, avec le concours financier de la Commission européenne, afin d'élaborer et de mettre en oeuvre un système d'information contribuant au contrôle des navires de la part de l'Etat chargé du port, facilitant de la sorte la supervision du respect des normes de sécurité internationale dans le transport maritime. Des services de coopération technique ont également été prêtés à la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) afin d'établir des principes directeurs de ses investissements en infrastructure et services portuaires dans les pays d'Amérique centrale.

Quant à l'appui institutionnel, le Groupe a collaboré avec la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud, la Réunion des ministres des transports, des communications et des travaux publics du Pacte andin, ainsi qu'avec certains organismes régionaux tels que l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), le Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC), la Fédération latino-américaine et des Caraïbes des associations nationales de charge (ALACAT), l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF) et la Réunion des directeurs nationaux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal. Diverses études ont été élaborées et des projets d'accords internationaux ont été préparés et approuvés sous différentes formes au sein de groupes de travail régionaux sur le transport terrestre et multimodal.

i) Documents

Boletín FAL. Boletín sobre facilitación del comercio y el transporte en América Latina y el Caribe, n°s 109-115, 1994.

Boletín FAL. Boletín sobre facilitación del comercio y el transporte en América Latina y el Caribe, n°s 116-122, 1995.

El desarrollo del transporte público urbano en América Latina y el mundo (LC/G.1817).

Privatización, reforma laboral y equidad social: el caso de los puertos de América Latina y el Caribe, série Cuadernos de la CEPAL, n° 77 (LC/G.1880-P).

Legislación modelo de conservación vial (LC/L.899).

Esbozo de una política para el sector vial (LC/R.1380).

La tarificación vial urbana: su historia y perspectivas (LC/R.1478).

Una evaluación crítica de algunos aspectos del desarrollo de un sistema de transporte urbano de Santiago de Chile (LC/R.1529).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Atelier de travail sur les concepts juridiques de la gestion de l'entretien des routes (Santiago du Chili, 11-13 avril 1994).

Réunion d'experts sur le transport multimodal, organisée avec le Conseil centraméricain de transport maritime (San Salvador, 6-7 septembre 1995).

Séminaire sur les travaux publics au Chili, organisé avec la Chambre officielle espagnole de commerce du Chili (Santiago du Chili, 6 octobre 1995).

Réunion d'experts sur l'incidence des ports sur les exportations: mutations et administration, organisée avec la Ligue maritime du Chili (Santiago du Chili, 26-27 octobre 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

XVème Réunion des ministres des transports, des communications et des travaux publics du Pacte andin (Carthagène, Colombie, 6-9 avril 1994).

XIIIème Congrès de la Fédération latino-américaine et des Caraïbes des associations nationales de charge (ALACAT) (Miami, 1-5 mai 1994).

Exposé sur la privatisation des ports au Chili, lors de la huitième conférence sur les opérations dans les terminaux (Amsterdam, 15-27 juin 1994).

Deuxième Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud (Caracas, 30 juin-1er juillet 1994).

XVème Réunion des Directeurs nationaux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal (Lima, 24-28 octobre 1994).

XXXème Assemblée générale ordinaire de l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF) (Buenos Aires, 24-28 octobre 1994).

Septième réunion du Réseau opérationnel de coopération régionale entre les autorités maritimes d'Amérique du Sud, du Mexique et du Panama (ROCRAM) (Montevideo, 12-16 décembre 1994).

Exposé sur les problèmes et les défis des ports latino-américains, durant le séminaire "Les réformes et les nouvelles politiques portuaires en Amérique latine", organisé par la Banque mondiale et le Port de Barcelone (Barcelone, Espagne, 27-30 mars 1995).

Exposé sur l'infrastructure en tant que facteur d'intégration économique en Amérique latine, durant le séminaire "Vers une vision stratégique des infrastructures en tant qu'instrument d'intégration. Le cas de l'Amérique latine", organisé par le Chapitre espagnol du Club de Rome (Barcelone, Espagne, 18-20 septembre 1995).

### iii) Coopération technique

Avec le XIIIème Congrès de la Fédération latino-américaine et des Caraïbes des associations nationales de charge (ALACAT); la deuxième Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud; la Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM), et la XVème Réunion des ministres des transports, des communications et des travaux publics du Pacte andin, en matière de transport multimodal.

#### Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF)

Avec la XXXème Assemblée générale ordinaire de l'ALAF, en matière de systèmes d'information pour le suivi des wagons.

#### Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)

Sur l'infrastructure et les services portuaires des pays centraméricains.

#### Congrès latino-américain de transport public et urbain

En ce qui concerne la tarification routière.

#### Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC)

En matière de transport international routier de marchandises et de passagers.

#### Organisation des Etats Américains

Avec le Comité technique permanent des ports, en ce qui a trait à la réforme du travail portuaire.

Réseau opérationnel de coopération régionale entre les autorités maritimes d'Amérique du Sud, du Mexique et du Panama (ROCRAM)

Avec la septième réunion, sur les systèmes d'information pour l'inspection de navires de la part de l'Etat chargé du port.

Réunion des Directeurs nationaux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal

En matière de transit douanier.

Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA)

En matière d'intégration physique.

Argentine

Avec le Ministère des affaires étrangères, du commerce international et du culte, sur l'Article 19 de l'Accord de complémentarité économique entre la République du Chili et la République argentine.

Avec la Préfecture navale argentine, sur les systèmes d'information pour l'inspection des navires de la part de l'Etat chargé du port.

Avec la Municipalité de Córdoba, sur la ville du futur.

Avec la Chambre de chefs d'entreprises du transport automobile de Buenos Aires, sur le transport urbain en commun.

Avec la Municipalité de Rosario, en matière de développement portuaire.

Bolivie

Avec le Secrétariat national du transport, des communications et de l'aéronautique civile, en matière de transport terrestre international.

Brésil

Avec le séminaire national PROVIAL (programme pour le transport routier de la Banque mondiale), en ce qui concerne la gestion de l'entretien des routes.

Chili

Avec le Ministère des travaux publics, sur la gestion de l'entretien des routes.

Avec la Société des chemins de fer de l'Etat, sur le matériel à traction.

Avec l'Entreprise portuaire du Chili, sur la gestion et les opérations portuaires.

Avec le Secrétariat régional ministériel des travaux publics de la IXème Région, sur l'évaluation socio-économique des catastrophes naturelles.

Avec la Municipalité de Sierra Gorda et la Chambre de commerce et des industries de Rancagua, en matière de projets touristiques.

Avec l'Université autonome du sud, sur l'enseignement de l'économie des transports.

### Colombie

Avec le Ministère des travaux publics et des transports, sur le transport multimodal.

Avec l'Institut colombien des affaires internationales (ICAI), sur les systèmes de transport en commun.

Avec la Chambre de commerce de Cali, sur le transport multimodal.

### Mexique

Avec Puertos Mexicanos, en matière de privatisation des ports.

### Panama

Avec le séminaire national PROVIAL (programme pour le transport routier de la Banque mondiale), en matière de gestion de l'entretien des routes.

### Pérou

Avec le Ministère des transports et des télécommunications, en matière de gestion de l'entretien des routes.

Avec le Centre de recherche, de documentation et de consultance du transport terrestre (CIDATT), sur la déréglementation du transport en commun.

## SOUS-PROGRAMME 12: ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE

Au cours de la période biennale 1994-1995, le Bureau sous-régional de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) au Mexique a entrepris de nouvelles activités, en a repris d'autres et a amorcé des initiatives qui devraient donner des résultats à long terme. L'une des tâches régulières les plus importantes est l'étude annuelle de l'évolution économique des 10 pays de la sous-région. De même, la participation active du Bureau sous-régional à divers séminaires et réunions a permis de diffuser différents aspects de l'approche intégrée et la proposition de régionalisme ouvert, renforçant de ce fait l'importance des propositions de la CEPALC en tant qu'options de développement dans la sous-région.

Le Bureau a maintenu ses activités de collaboration avec et d'assistance aux organismes d'intégration d'Amérique centrale. Il faut signaler, à cet égard, les rapports étroits existant avec la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE). Le concours financier de cette institution, concrétisé dans le cadre d'un projet spécifique, a requis la collaboration des différentes sections et s'applique à quatre domaines: logement, ports, énergie et exportations agricoles non traditionnelles. Ces travaux ont pour but de définir des mécanismes facilitant l'investissement en Amérique centrale et supposent un engagement de longue haleine.

Le séminaire tenu au Guatemala en novembre 1994 a conduit à des résultats qui peuvent être considérés comme positifs: en effet, il a réuni des experts de haut niveau et a servi de base à la préparation, après de longues années, de la Réunion extraordinaire du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CCE). L'un des documents présentés à cette réunion contient une version de la proposition de régionalisme ouvert adaptée aux conditions particulières de l'Amérique centrale. Une autre étude, réalisée avec la coopération des différentes sections du Bureau sous-régional de Mexico, concerne les répercussions de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) sur les économies des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Ces deux études, une fois révisées, ont été publiées comme livres en 1995.

La réunion programmée du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CCE) a été réalisée au siège du Bureau sous-régional de la CEPALC à Mexico, le 10 mars 1995. Elle a permis un échange de vues et une analyse de l'avenir de l'intégration en Amérique centrale, dans le contexte des processus d'ajustement, des engagements du sommet hémisphérique et des multiples mécanismes de négociation. Etaient présents à cette rencontre des ministres de l'économie du Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua. La CEPALC a servi de secrétariat. Conformément à une décision adoptée à cette réunion, la CEPALC a convoqué une réunion ordinaire du CCE à Guatemala, les 28 et 29 septembre 1995. A cette réunion, le Panama a acquis la qualité de membre à part entière du CCE, contribuant de la sorte à enrichir les débats sur les thèmes abordés. Le Bureau sous-régional de la CEPALC a présenté un rapport sur le degré d'avancement des travaux qui lui ont été confiés et les participants ont analysé les résultats obtenus dans les domaines suivants: i) régionalisme ouvert et la protection effective en Amérique centrale; ii) vers un itinéraire d'intégration hémisphérique pour l'Amérique centrale et iii) l'investissement et ses rapports avec le commerce.

En matière d'assistance technique, le Bureau a été chargé d'effectuer une analyse complète de l'économie du Costa Rica. En ce qui concerne le développement économique, il a également terminé une étude approfondie de l'investissement public. D'autre part, l'étude concernant l'investissement et le

financement en Amérique centrale servira d'antécédent à un travail de fond à l'échelon régional qui a été le thème d'une réunion organisée par le Bureau sous-régional à Tegucigalpa, en juillet 1995. Finalement, un effort de recherche important a été concrétisé dans un document sur la maquila au Mexique, activité productive qui a fait l'objet d'un examen exhaustif à la lumière de l'Alena.

Dans l'examen des relations commerciales internationales, un projet a été mis en oeuvre avec la coopération du Gouvernement des Pays-Bas sur la promotion de l'investissement et du commerce. Dans le contexte actuel de mondialisation de l'économie, il a été jugé utile de définir les options des pays d'Amérique centrale face aux nouveaux mécanismes de coopération, d'intégration et de commerce. Le Bureau a amorcé un examen détaillé du degré de préparation des pays centraméricains et de la République dominicaine pour participer à l'Alena ou la Zone de libre-échange des Amériques.

En ce qui concerne le développement social, le thème central a été la question de la femme; plusieurs études ont été élaborées sur le rapport entre les femmes et les ressources humaines, la pauvreté, le secteur urbain non structuré et la maquila. Un document sur les femmes déplacées a été présenté et analysé à la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, tenue en septembre 1994 à Mar del Plata. Un autre thème important a été celui de la sécurité sociale. Une étude élaborée dans ce domaine a fait l'objet d'intéressants débats dans le cadre d'une réunion d'experts réalisée à Mexico, en mai 1995. Finalement, les indicateurs sociaux de base de la sous-région ont été élaborés suivant une nouvelle méthodologie et publiés en avril 1995.

La préoccupation pour le problème alimentaire en Amérique centrale s'est centrée sur la situation des céréales de base. L'étude approfondie consacrée à cette question a été présentée à un séminaire tenu au Nicaragua en octobre 1994 et a suscité un vif intérêt parmi les producteurs régionaux présents à cette rencontre. De même, le projet de promotion des exportations non traditionnelles a fait l'objet d'une réunion de consultants à Tegucigalpa, en février 1995.

En matière de développement industriel, le Groupe du développement industriel du Bureau sous-régional s'est consacré à l'étude des options de politique industrielle en Amérique centrale, à l'évaluation des répercussions de l'Alena sur les petites économies de la région, à l'examen plus approfondi de la dynamique des petites et moyennes entreprises et à la mise sur pied d'une base de données propre à étayer l'étude annuelle de l'industrie en Amérique centrale. En effet, l'étude de la conjoncture industrielle en Amérique centrale en 1993 a été publiée.

Le Bureau a commencé à participer activement au projet SWE/94/S18 "Etude comparative des expériences de privatisation en Bolivie et au Nicaragua", financé par l'agence suédoise de coopération ASTI. Il faut signaler à cet égard la participation, en mai 1995, au séminaire sur la privatisation et la régulation, organisé par le siège de la CEPALC et tenu au Nicaragua.

Dans le domaine de l'énergie, une activité importante a été le projet CAN/94/S18 "Révision globale de la coopération centraméricaine en matière d'énergie électrique", financé par le Gouvernement du Canada et axé sur la réorganisation des entreprises électriques et des cadres réglementaires en Amérique centrale. Le Bureau a participé au projet "Accord complémentaire de l'accord de coopération technique souscrit entre la BCIE et les Nations Unies par l'intermédiaire de la CEPALC", ainsi qu'au projet FRG/94/S03 "Energie et développement économique en Amérique latine et aux Caraïbes", avec l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE).

D'autre part, le Groupe a continué de prêter assistance aux différents organismes régionaux (Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale et Comité de coopération des hydrocarbures d'Amérique centrale). Il a divulgué une étude approfondie de l'Accord de San José parmi les gouvernements centraméricains, ce qui a incité les pays à entreprendre l'harmonisation des spécifications de plusieurs produits pétroliers.

Différentes activités de coopération technique ont été menées à bien au cours de cette période, essentiellement en faveur des pays centraméricains, en matière de politiques macro-économiques, de changement institutionnel, de comptabilité nationale, d'exportations agricoles non traditionnelles, d'évaluation de la compétitivité industrielle et d'intégration électrique. Il faut mentionner, en particulier, les services consultatifs prêtés au Négociateur des Nations Unies pour la paix au Guatemala.

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

### i) Documents

Centroamérica: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/L.244/Rev.1).

Honduras: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/L.249).

El Salvador: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/L.250).

Costa Rica: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/L.251).

Guatemala: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/L.252).

Nicaragua: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/L.253).

República Dominicana: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/L.254).

Panamá: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/L.255).

México: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/L.258).

Aspectos del comportamiento de la inversión pública en Centroamérica (LC/MEX/R.456/Rev.1).

Nicaragua: una economía en transición (LC/MEX/R.458).

Cuba: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/R.477).

Haití: evolución económica durante 1993 (LC/MEX/R.479).

México: panorama económico, 1994 (LC/MEX/R.489).

Inversión y financiamiento en Centroamérica: aspectos macroeconómicos y sociales (LC/MEX/R.504/Rev.1(SEM.72/2)).

La economía de Costa Rica: retos y perspectivas (LC/MEX/R.505).

La inversión extranjera en Cuba. Aspectos recientes (LC/MEX/R.513).

Cambio institucional y acción colectiva: nuevos alcances en economía política (LC/MEX/R.515).

El Salvador: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.517).

Guatemala: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.518).

Nicaragua: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.519).

Costa Rica: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.520).

República Dominicana: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.521).

Honduras: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.522).

Panamá: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.523).

Cuba: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.524).

Haití: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.525).

México: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/R.527).

México: Panorama económico, 1995 (LC/MEX/R.538).

Informe provisional de la Reunión de Expertos sobre el Papel de la Inversión y el Financiamiento en Centroamérica (LC/MEX/R.539(SEM.72/3)).

México: la industria maquiladora (LC/MEX/L.263).

Inflación y estabilización en Centroamérica (LC/MEX/L.269).

Centroamérica: evolución económica durante 1994 (LC/MEX/L.270).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion extraordinaire du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CCE) (Mexico, 10 mars 1995).

Séminaire sur le rôle de l'investissement et le financement dans la transformation du processus de production en Amérique centrale (Tegucigalpa, 3-4 juillet 1995).

XIème réunion ordinaire du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CCE) (Antigua, Guatemala, 28-29 septembre 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

Séminaire sur l'économie mexicaine à l'horizon 2000, organisé par l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) (Mexico, 27-28 janvier 1994).

Séminaire international sur les scénarios en Amérique centrale face à l'évolution du contexte économique mondial, organisé par la Fondation Friedrich Ebert (San José, 17-18 février 1994).

Vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA) (Mexico, 17-19 février 1994).

"Latin America and the International Economic System in the 1990's: Macro-Level Adjustment Policies and their Alternatives", séminaire organisé par McGill University (Montréal, Canada, 7-8 avril 1994).

Assemblée de Gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID) (Guadalajara, Mexique, 9-12 avril 1994).

Séminaire international sur la quatrième révision du Système de comptabilité nationale des Nations Unies, organisé par l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI) (Aguascalientes, Mexique, 9-13 mai 1994).

Assemblée générale de l'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement (Mexico, 16-18 mai 1994).

Séminaire sur la problématique de la promotion des investissements et le commerce international en Amérique latine et aux Caraïbes, organisé par le Ministère de l'investissement étranger et de la collaboration économique et le Centre de recherche sur l'économie mondiale (La Havane, 23-27 mai 1994).

Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, organisée par The National Research Council, Board on Natural Disasters (Yokohama, Japon, 23-27 mai 1994).

Quatrième congrès de professionnels en sciences économiques et huitième congrès de professionnels en sciences économiques d'Amérique centrale et des Caraïbes, organisés par le Collège de professionnels en sciences économiques du Costa Rica (San José, 25-27 mai 1994).

XXème réunion ordinaire du Conseil latino-américain du Système économique latino-américain (SELA) (Mexico, 30 mai-3 juin 1994).

Séminaire sur la politique budgétaire au Mexique, 1980-1993, organisé par le Secrétariat des finances et du crédit public et le Projet régional de politique budgétaire CEPALC/PNUD (Mexico, 31 mai 1994).

Suite de la deuxième réunion technique de l'Association des Etats des Caraïbes (Mexico, 3-5 juin 1994).

XIXème Colloque international sur le développement mondial, l'environnement et les problèmes internationaux dans un monde morcelé, organisé par la Faculté des sciences politiques et sociales de l'UNAM (Mexico, 13-16 juin 1994).

Rencontre régionale sur l'Alena et l'intégration centraméricaine, organisée par le Parlement centraméricain (PARLACEN) (Guatemala, 21-22 juin 1994).

"Réflexions sur la transition démocratique", séminaire organisé par la Présidence de la République, l'Assemblée nationale, la Commission pour la coordination du développement de l'Amérique centrale (CCDCA) et l'Institut centraméricain d'administration d'entreprises (INCAE), du Nicaragua; l'Institut d'études centraméricaines, de Washington; la Fondation pour une société civile, de New York; le Centre Nord-Sud, de Miami et le Centre d'études stratégiques pour la consolidation de la démocratie salvadorienne (DEMOS) (Managua, 23-24 juin 1994).

Réunion plénière du Comité national de coordination des travaux préparatoires de la Conférence internationale sur la population et le développement, organisée par le Ministère de l'intérieur du Mexique (Mexico, 1er juillet 1994).

Deuxième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou restaurées, organisée par le Ministère des affaires étrangères du Nicaragua (Managua, 4-7 juillet 1994).

Séminaire sur la politique néolibérale de stabilisation économique au Mexique, organisé par l'Institut de recherche économique de l'UNAM (Mexico, 15 juillet 1994).

Neuvième congrès centraméricain de sociologie, organisé par la Fondation Dr. Guillermo M. Ungo et l'Université centraméricaine, entre autres institutions (San Salvador, 22 juillet 1994).

Conférence visant à diffuser les documents élaborés par la CEPALC, conformément aux résolutions émanées de la vingt-cinquième session de la Commission, organisée par le Secrétariat des relations extérieures du Mexique (Mexico, 3 août 1994).

Réunion sur la paix et la réconciliation, organisée par le PNUD (Guatemala, 4 août 1994).

Sixième réunion du Groupe des dix (G-10), organisée par le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) (Guatemala, 5 août 1994).

Séminaire-atelier de réflexion sur le nouveau mécanisme d'intégration, organisé par le PNUD, l'Agence pour le développement international des Etats-Unis d'Amérique (USAID) et le SIECA (San José, 16 août 1994).

Conférence régionale "Espaces commerciaux: insertion coopérative", organisée par l'Alliance coopérative internationale (Quito, 25 août 1994).

Cours régional sur la comptabilité nationale, organisé par la Banque centrale de la République dominicaine et le Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA) (Saint-Domingue, 29 août 1994).

"Les chefs d'entreprise et leur engagement à l'égard du développement social", séminaire organisé par la Commission panaméricaine de la paix (Cancún, Mexique, 5-6 septembre 1994).

Séminaire sur les scénarios en Amérique centrale face à l'évolution du contexte économique mondial, organisé par la Fondation Friedrich Ebert (San José, 29-30 septembre 1994).

Conférence sur les Nations Unies et les défis du vingt-et-unième siècle, organisée par la Faculté des sciences politiques et sociales de l'UNAM (Mexico, 17 octobre 1994).

Conférence internationale sur la paix et le développement en Amérique centrale, organisée par le Gouvernement du Honduras (Tegucigalpa, 24-25 octobre 1994).

Séminaire sur le logement en tant qu'investissement, organisé par la Banque du logement du Nicaragua (Managua, 3-4 novembre 1994).<sup>1</sup>

Consultation régionale sur l'Amérique centrale, organisée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) (San José, 23-24 novembre 1994).

Séminaire sur l'environnement et les négociations économiques internationales, organisé par la FLACSO et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) (Buenos Aires, 5-6 décembre 1994).

XXVIème réunion d'abonnés à Macroasesoría Económica, organisée par Macroasesoría Económica, S.A. (Mexico, 8 décembre 1994).

Réunion ministérielle San José XI, organisée par les ministères des affaires étrangères de l'Amérique centrale (Panama, 23-24 février 1995).

Réunion d'analyse de la réalité mexicaine, organisée par le Centre Tepoztlán (Tepoztlán, Mexique, 4 avril 1995).

Réunions du Groupe d'experts pour le processus de paix au Guatemala, organisées par les Nations Unies (Washington, D.C., 12 avril-4 mai 1995).

Réunion du Groupe de travail sur la Déclaration de principes de Miami, organisée par le Sommet des Amériques (San Salvador, 4-6 mai 1995).

Séminaire sur les perspectives du processus de San José, organisé par l'Institut pour les relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA) (San José, 29-31 mai 1995).

Cérémonie inaugurale du cours de formation diplomatique pour fonctionnaires du service extérieur des pays centraméricains, organisée par le Secrétariat des relations extérieures du Mexique (Mexico, 26 juin 1995).

Quatrième cours sur les possibilités commerciales dans la Grande Caraïbe, organisé par la Banque nationale de commerce extérieur du Mexique (Cancún, Mexique, 28-30 juin 1995).

XXIème réunion ordinaire du Conseil latino-américain du Système économique latino-américain (SELA) (San Salvador, 12-13 juillet 1995).

Réunion des ministres d'Amérique centrale en vue de la présentation du projet institutionnel BID/CEPALC (Guatemala, 24-25 août 1995).

Quatrième session plénière de la Commission pour la coordination du développement de l'Amérique centrale (CCDCA) (Managua, 25 août 1995).

Cinquième réunion ordinaire du Conseil des ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale (Managua, 24-25 août 1995).

XVIIIème réunion ordinaire de la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement (CCAD), organisée par le Secrétariat de l'environnement, des ressources naturelles et de la pêche du Mexique (Mexico, 5-6 octobre 1995).

"Les finances publiques au Mexique", séminaire organisé par El Colegio de México et la Fondation Konrad Adenauer (Mexico, 9-10 octobre 1995).

Réunion du Groupe centraméricain de consultants de haut niveau sur le processus de rationalisation et de consolidation des organismes d'intégration centraméricains, organisée par le Ministère chargé de l'intégration centraméricaine du Honduras et la BID (Tegucigalpa, 27 octobre 1995).

Réunion académique "La dette extérieure du Mexique: analyse et perspectives", organisée par El Colegio de México, A.C. (Mexico, 30 octobre 1995).

La coopération économique Union européenne-Amérique centrale", séminaire organisé par l'Institut pour les relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA) (Managua, 6-8 novembre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Costa Rica

Avec le gouvernement, sur la situation macro-économique et la définition des lignes directrices de la politique économique à court et à moyen terme.

Avec la Banque centrale, sur l'économie du pays; défis et perspectives; la réforme budgétaire, la fiscalité et les propositions de mesures qu'il conviendrait d'adopter, ainsi qu'en matière de politiques économiques à court terme.

#### Cuba

Avec le gouvernement, sur le nouveau système de comptabilité nationale des Nations Unies.

#### El Salvador

Avec le Programme de développement pour les personnes déplacées, réfugiées et rapatriées (PRODERE) d'El Salvador, en matière de développement économique.

Avec le groupe de conseillers économiques et sociaux du Ministère de la planification et de la coordination du développement économique et social, en ce qui concerne l'analyse institutionnelle des statistiques et des recensements.

Avec la Fondation salvadorienne pour le développement économique et social, dans l'élaboration d'un projet de réforme de l'administration publique.

### Guatemala

Avec le gouvernement, dans la préparation des négociations du processus de paix.

Avec l'Association de recherches et d'études sociales, sur les politiques de réglementation et déréglementation économiques.

### Honduras

Avec le Secrétariat de la planification, de la coordination et du budget, dans l'élaboration d'un modèle de comptabilité macro-économique.

Avec la Banque centrale, en matière d'investissement et de financement.

### République dominicaine

Avec la Banque centrale, dans la réalisation du cours régional sur la comptabilité nationale.

## DEVELOPPEMENT SOCIAL

### i) Documents

Salud, equidad y capital humano en el Istmo Centroamericano (LC/MEX/L.243).

Las mujeres en la formación de los recursos humanos en Centroamérica: eficiencia y equidad (LC/MEX/L.246).

Indicadores sociales básicos de la Subregión Norte de América Latina y el Caribe, 1950-1994 (LC/MEX/L.266).

Seguridad social y equidad en el Istmo Centroamericano (LC/MEX/L.268).

Informe provisional de la Reunión de Expertos sobre Seguridad Social y Equidad en el Istmo Centroamericano (LC/MEX/L.273).

Mujeres desarraigadas y pobreza en Centroamérica: un área de atención especial (LC/MEX/R.467).

Informe de la Reunión Subregional Preparatoria de la Sexta Conferencia Regional sobre la Integración de la Mujer en el Desarrollo Económico y Social de América Latina y el Caribe (LC/MEX/R.482(SEM.64/3)/Rev.1).

El sector informal urbano desde la perspectiva de género: el caso de México (LC/MEX/R.497(SEM.69/2)).

Centroamérica: la industria maquiladora de exportación y el empleo femenino (LC/MEX/R.501).

El apoyo a las iniciativas empresariales de los pobres: experiencias en el Istmo Centroamericano, México y la República Dominicana (LC/MEX/R.540).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion préparatoire pour la sous-région de la sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mexico, 4-6 juillet 1994).

Atelier sur le secteur non structuré urbain du point de vue du genre: le cas du Mexique (Mexico, 28-29 novembre 1994).

Réunion d'experts sur la sécurité sociale (Mexico, 18-19 mai 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

Atelier sur la validation du modèle d'exclusion sociale à l'échelon départemental, organisé par PRODERE (San Salvador, 1-2 mars 1994).

Débat régional "La femme dans les Amériques. Participation et développement", organisé par la BID et l'UNIFEM (Guadalajara, Mexique, 5-7 avril 1994).

Atelier international "Pauvreté: définitions, concepts et méthodologies pour la mesurer", organisé par l'INEGI (Aguascalientes, Mexique, 9 avril 1994).

Troisième réunion du Sous-réseau centraméricain des bureaux gouvernementaux sur la femme, organisée par le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du FISE (Mexico, 6-8 juillet 1994).

Cours-atelier sur la législation en matière de santé, organisé par le Centre interaméricain d'études de la sécurité sociale (CIESS) (Mexico, 21 juillet 1994).

Symposium international "Education et pauvreté: de l'inégalité sociale à l'équité", organisé par El Colegio de México (Toluca, Mexique, 24 octobre 1994).

Septième cours post-universitaire en sécurité sociale. Table ronde: perspectives et sécurité sociale, organisée par le Centre interaméricain d'études de la sécurité sociale (CIESS) (Mexico, 29 novembre 1994).

Séminaire sur le développement social, organisé par le Ministère des affaires étrangères du Guatemala (Guatemala, 13-14 février 1995).

Réunion préparatoire du Sommet mondial pour le développement social, organisée par le Secrétariat des relations extérieures du Mexique (Oaxaca, Mexique, 17 février 1995).

Séminaire d'analyse du rapport des consultants "Systématisation de l'expérience du Programme de développement pour les personnes déplacées, réfugiées et rapatriées en Amérique centrale (PRODERE) dans la composante de protection des droits de l'homme", organisé par le PRODERE (Guatemala, 24-25 février 1995).

Réunion du Comité préparatoire du Séminaire sur la prévention des catastrophes, organisée par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS) (Washington, D.C., 24 février 1995).

Signature de l'Accord sur les droits des autochtones, dans le cadre des Accords de paix du Guatemala, convoquée par le Secrétariat des relations extérieures du Mexique (Mexico, 31 mars 1995).

Huitième cours post-universitaire en sécurité sociale, organisé par le Centre interaméricain des études de sécurité sociale (CIESS) (Mexico, 31 mai 1995).

XXIème réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par la CEPALC (Santiago du Chili, 3-5 juillet 1995).

Séminaire international sur les politiques de développement et économiques aux fins de la gestion de l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes, organisé par la CEPALC, avec la collaboration du Secrétariat de l'environnement, des ressources naturelles et de la pêche du Mexique (Oaxtepec, Mexique, 18-20 juillet 1995).

Débat sur la fonction sociale de la science dans les pays en développement, organisé par l'Association pour le progrès des sciences sociales au Guatemala (AVANGSO) (Guatemala, 3-4 août 1995).

"Le secteur santé dix ans après les séismes de 1985", séminaire organisé par l'Académie nationale de médecine et le Secrétariat de la santé du Mexique, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (Mexico, 20-21 septembre 1995).

Séminaire d'économie agricole du Tiers Monde, organisé par l'Institut de recherche économique de l'UNAM (Mexico, 3 octobre 1995).

XXème Congrès de l'Association latino-américaine de sociologie, organisé par la Fondation Friedrich Ebert pour la région des Caraïbes (Mexico, 5 octobre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Amérique centrale

Avec le PRODERE, dans l'examen des projets de développement en fonction de l'approche de la CEPALC en matière de transformation du processus de production dans un climat d'équité.

Guatemala

Avec le représentant des Nations Unies dans les négociations de paix, dans les domaines socio-économiques associés au processus de paix.

Avec l'Association de recherches et d'études sociales (ASIES) et le Secrétariat général du Conseil national de planification économique (SEGEPLAN), sur les différents aspects des programmes gouvernementaux.

## COMMERCE INTERNATIONAL

i) Documents

Centroamérica: evolución de la integración económica durante 1993 (LC/MEX/L.257).

El regionalismo abierto en América Central: los desafíos de profundizar y ampliar la integración (LC/MEX/L.261).

Las relaciones comerciales de Centroamérica frente a los nuevos esquemas de cooperación, integración y comercio (LC/MEX/L.262).

Centroamérica y el TLC: efectos inmediatos e implicaciones futuras (LC/MEX/L.265).

Centroamérica: evolución de la integración económica durante 1994 y avances en los primeros meses (LC/MEX/L.283).

Informe de la Reunión del Grupo de Expertos sobre el Tratado de Libre Comercio de América del Norte y la Integración Centroamericana (Ciudad de Guatemala, 7 y 8 de noviembre de 1994) (LC/MEX/R.498(SEM.68/4)).

El impacto del Tratado de Libre Comercio de América del Norte en las economías pequeñas de la región: una evaluación empírica preliminar (LC/MEX/R.506).

Informe del Primer Curso sobre Integración en Centroamérica (Ciudad de Panamá, 23 a 27 de enero de 1995) (LC/MEX/R.508).

Posibles efectos de la coyuntura de México sobre el Istmo Centroamericano (LC/MEX/R.511).

Hacia una trayectoria de integración hemisférica para Centroamérica (LC/MEX/R.534).

ii) Réunions, séminaires et conférencesOrganisés par le sous-programme

Réunion d'experts sur l'Amérique centrale et les nouveaux mécanismes de coopération, d'intégration et de commerce (Guatemala, 7-8 novembre 1994).

Participation à d'autres réunions et conférences

Réunion du Groupe des dix (G-10), organisée par le SIECA (Guatemala, 10-11 mars 1994).

Troisième rencontre internationale des sciences régionales du Pacifique, organisée par la Pacific Regional Science Conference Organization et le Centre régional de recherches multidisciplinaires de l'UNAM (Cuernavaca, Mexique, 12-15 juin 1994).

Rencontre régionale sur l'Alena et l'intégration centraméricaine, organisée par le PARLACEN (Guatemala, 20-21 juin 1994).

"Intégration latino-américaine: problèmes nouveaux d'un débat ancien", séminaire organisé par le XLVIIIème Congrès international d'américanistes (Stockholm, Suède, 4-9 juillet 1994).

Conférence sur le Traité de libre-échange, organisée par le Collège d'économistes du Guatemala (Guatemala, 19 juillet 1994).

Atelier sur le commerce, l'environnement et le développement durable dans les Amériques, organisé par la Fondation canadienne pour les Amériques (Ottawa, 19-20 octobre 1994).

Réunion du Groupe d'experts sur l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) et l'intégration en Amérique centrale (Guatemala, 7-8 novembre 1994).

Séminaire régional sur les négociations commerciales dans le contexte de l'intégration centraméricaine, organisé par l'Institut centraméricain d'administration publique (ICAP) (San Salvador, 10-11 novembre 1994).

Séminaire "Towards a borderless America", organisé par la Canadian Association of Latin American and Caribbean Studies (Ottawa, 10-12 novembre 1994).

Réunion sur le commerce, l'intégration et l'environnement, organisée par la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) (Buenos Aires, 5-6 décembre 1994).

Réunion du Groupe des dix, organisée par le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) (Guatemala, 19-20 janvier 1995).

Premier cours sur l'intégration en Amérique centrale, organisé avec le Système économique latino-américain (SELA) et le SIECA (Panama, 23-27 janvier 1995).

"La mondialisation, le libre-échange et l'intégration centraméricaine", séminaire organisé par la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) (San Salvador, 16 février 1995).

Séminaire régional "Economic Integration and Global Economic Coopération: The Case of Latin America and the Caribbean", organisé par la CEPALC et le Forum sur la dette et le développement (FONDAD) (Santiago du Chili, 1-2 mars 1995).

Table ronde sur l'intégration hémisphérique, organisée par la Banque interaméricaine de développement (BID) (San Salvador, 15-17 mars 1995).

Cinquième cours intensif du Centre d'études stratégiques pour la stabilité nationale, organisé par la Fondation pour le développement institutionnel du Guatemala (Guatemala, 9 août 1995).

Première réunion du Groupe d'accès aux marchés, organisée par la BID et l'Organisation des Etats américains (San Salvador, 7-8 septembre 1995).

Séminaire international sur le nouveau rôle des associations de chefs d'entreprise dans le développement de la production, organisé par la Fondation Friedrich Ebert (Santiago du Chili, 25-26 octobre 1995).

Séminaire international sur le commerce sans barrières, organisé par la Fondation Friedrich Naumann et la Fondation pour l'analyse et le développement de l'Amérique centrale (FADES) (Guatemala, 26-27 octobre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Amérique centrale

Dans l'élaboration d'un projet avec la CNUCED, qui sera financé par la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), afin de renforcer le commerce des services dans l'intégration de l'Amérique centrale.

Dans l'élaboration d'un projet régional en matière de négociations commerciales et d'engagements contractés lors des négociations d'Uruguay du GATT.

## ALIMENTATION ET AGRICULTURE

### i) Documents

Granos básicos en Centroamérica: propuestas para los pequeños productores (LC/MEX/L.260).

Granos básicos en Centroamérica: propuestas para los pequeños productores (información estadística general) (LC/MEX/L.260/Add.1).

Informe de la Reunión de Expertos sobre Perspectivas del Intercambio Comercial Agropecuario entre el Istmo Centroamericano y México (LC/MEX/L.284(SEM.73/3)).

Intercambio comercial agropecuario entre el Istmo Centroamericano y México: situación actual y perspectivas (LC/MEX/L.285).

Informe del Seminario sobre granos básicos en Centroamérica: propuestas para los pequeños productores (Managua, 27 y 28 de octubre de 1994) (LC/MEX/R.500(SEM.67/3)).

Perspectivas del intercambio comercial agropecuario entre el Istmo Centroamericano y México (LC/MEX/R.537(SEM.73/2)).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Séminaire "Céréales de base en Amérique centrale: options pour les petits producteurs", avec la collaboration du gouvernement du Nicaragua (Managua, 27-28 octobre 1994).

Réunion de consultants du projet "Développement des exportations non traditionnelles" (Tegucigalpa, 27-28 février 1995).<sup>1</sup>

Réunion d'experts sur les perspectives des échanges commerciaux agricoles entre les pays de l'Isthme d'Amérique centrale et le Mexique (Mexico, 21-22 septembre 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

Deuxième colloque international "Changements et paradoxes du monde contemporain", organisé par l'Université de Guadalajara (Guadalajara, Mexique, 19-20 janvier 1994).<sup>2</sup>

Séminaire sur l'évaluation du secteur agricole mexicain et ses réformes et hypothèse de la deuxième enquête communale, organisé par le Sous-secrétariat de l'organisation et du développement agricole du Secrétariat de la réforme agraire (SRA) (Taxco, Mexique, 29 avril-1 mai 1994).<sup>2</sup>

Séminaire "Nouveaux processus ruraux au Mexique. Théorie, études de cas et perspectives", organisé par l'Institut d'études sociales de l'UNAM, l'Institut national d'anthropologie et d'histoire (INAH) et l'Université autonome métropolitaine (UAM) (Taxco, Mexique, 30 mai-3 juin 1994).<sup>2</sup>

Séminaire sur les perspectives de développement rural, organisé par Empresas de Solidaridad et le Fonds fiduciaire à risque partagé (Puebla, Mexique, 29-30 juillet 1994).

XXIIIème Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes (San Salvador, 29 août-2 septembre 1994).

Réunion sur le GATT 94 et ses répercussions sur l'agenda agricole des Amériques, organisée par l'Institut centraméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et le SELA (San José, 14-15 septembre 1994).

Séminaire international sur l'industrie sucrière et l'environnement, organisé par le Groupe des pays latino-américains et des Caraïbes exportateurs de sucre (GEPLACEA) (Mexico, 13-15 mars 1995).

Séminaire-atelier sur l'ouverture extérieure et les politiques agro-alimentaires en Amérique centrale, organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Université nationale de Costa Rica (Heredia, Costa Rica, 19-21 juillet 1995).

Première réunion du Groupe de travail sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, organisée par le Secrétariat du commerce et du développement industriel du Mexique (Mexico, 18-19 septembre 1995).

Cérémonie centrale de la Journée mondiale de l'alimentation 1995, organisée par la FAO (Mexico, 16 octobre 1995).

Séminaire "Agro-industrie et agriculture paysanne: expériences et propositions de politique", organisé par la CEPALC, la FAO et la Fondation salvadorienne pour le développement économique et social (FUSADES) (San Salvador, 16-17 novembre 1995).

iii) Coopération technique

Amérique centrale

Avec le PARLACEN, dans l'élaboration d'un projet visant à développer les exportations non traditionnelles.

Amérique centrale et Panama

Avec les gouvernements, sur les possibilités d'exportations agricoles au Mexique.

Costa Rica

Avec le gouvernement, pour évaluer le secteur agricole et ses perspectives.

El Salvador

Avec le PNUD, pour réviser le programme du nouveau gouvernement et définir les domaines de collaboration probable.

Avec le PRODERE, dans l'examen des projets de développement en fonction de l'approche de la CEPALC en matière de transformation du processus de production dans un climat d'équité.

Honduras

Avec le Secrétariat de la planification, de la coordination et du budget (SECPLAN), en matière de sécurité alimentaire, dans la préparation d'un atelier visant à formuler le Plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle et collaborer à la préparation d'un projet d'approvisionnement populaire au Honduras par l'intermédiaire de la Compagnie nationale de subsistance populaire (CONASUPO) du gouvernement mexicain.

Avec le gouvernement, dans l'élaboration d'une note sur la sécurité alimentaire: défis à moyen terme.

Nicaragua

Avec l'Union nationale d'agriculteurs et d'éleveurs, en matière de projets agricoles.

## DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

i) Documents

Los proyectos de creación de empleo productivo en la transición de El Salvador (LC/MEX/R.462).<sup>3</sup>

Las pequeñas empresas industriales de Guatemala y el funcionamiento de los mercados (LC/MEX/R.464).<sup>3</sup>

Centroamérica: evolución industrial durante 1993 (LC/MEX/R.514).

ii) Réunions, séminaires et conférencesParticipation à d'autres réunion et conférences

Séminaire-atelier sur la compétitivité en Amérique centrale, organisé par la Fédération des organismes privés d'Amérique centrale et du Panama (FEDEPRICAP) (San José, 2-3 mars 1994).

Séminaire sur les expériences de développement de la petite et moyenne entreprise, organisé par la BID et la Nacional Financiera du Mexique (Guadalajara, Mexique, 10 avril 1994).

Séminaire sur l'impact du crédit sur la petite industrie, organisé par le Fonds nicaraguayen d'investissements (Managua, 27 avril 1994).

Séminaire sur la politique industrielle des pays en développement dans l'économie mondialisée, organisé par l'UNAM (Mexico, 23 mai 1994).

Conférence sur la mondialisation et l'intégration régionale, durant la Conférence annuelle des attachés commerciaux des ambassades des Pays-Bas en Amérique latine (Cuernavaca, Mexique, 31 mai 1994).

XIème Assemblée générale du Programme de la science et de la technologie au service du développement (CYTED), organisée par le Programme ibéro-américain de la science et de la technologie au service du développement (Mexico, 12-13 octobre 1994).

Séminaire interne sur les organisations nationales, régionales et internationales, organisé par la Faculté des sciences politiques et sociales de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) (Mexico, 4 avril 1995).

Séminaire sur les défis de l'industrie du Costa Rica face au processus actuel de mondialisation et d'ouverture commerciale, organisé par l'Université nationale d'Heredia, du Costa Rica, et l'Institut d'études du développement, des Pays-Bas (San José, 27-28 avril 1995).

Première réunion du Comité de coordination sur l'industrialisation, organisé par le SELA (Mexico, 8-9 mai 1995).

Séminaire national de privatisation et de régulation, organisé par la CEPALC (Managua, 12-13 juin 1995).<sup>4</sup>

Séminaire sur le rôle de la petite et moyenne entreprise dans le développement économique et social, organisé par le Ministère de l'économie et de la planification de Cuba (La Havane, 20-21 juillet 1995).

Réunion extraordinaire du Conseil des directeurs de la Fédération des chambres et des associations industrielles d'Amérique centrale (FECAICA) (Zacate Grande, Honduras, 21-22 septembre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Amérique centrale

Avec l'Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle (ICAITI), sur la possibilité de construire une usine pour décaféiner le café.<sup>3</sup>

#### Costa Rica

Avec la Banque centrale, dans certains domaines de coopération industrielle.

#### El Salvador

Avec le Ministère de la planification et de la coordination du développement économique et social (MIPLAN), sur l'expérience des projets de création d'emplois productifs dans le processus de pacification.<sup>3</sup>

#### Guatemala

Avec la Fédération de la petite et moyenne entreprise (FEPYME), dans l'étude des marchés des facteurs pour la petite et moyenne industrie.<sup>3</sup>

Avec le Secrétariat général du Conseil national de planification économique (SEGEPLAN), en matière de politique industrielle.

#### Honduras

Avec le Secrétariat de la planification, de la coordination et du budget, en matière de politique industrielle.

#### Mexique

Avec le Bureau du Conseiller économique de la Présidence, en matière de stratégies de compétitivité des industries automobiles et des pièces automobiles, ainsi que de l'industrie chimique et pétrochimique.

Avec l'Institut technologique et d'études supérieures de Monterrey, Campus Etat du Mexique, dans l'apprentissage de l'utilisation du logiciel "Analyse de la compétitivité des pays".

Nicaragua

Avec des syndicats de travailleurs, dans l'analyse des entreprises auto-gérées dans les secteurs du tabac et de la canne à sucre.<sup>3</sup>

Cuba

Avec le Ministère de l'économie et de la planification, en ce qui concerne la petite et moyenne entreprise.

iv) Formation et bourses

Atelier de formation quant au logiciel "Analyse de la compétitivité des pays", dans les institutions suivantes: Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI), Centre de recherche et d'enseignement économiques (CIDE), Banque SERFIN, Département des études sectorielles (26 participants).

## ENERGIE

i) Documents

Utilización y beneficios del Acuerdo de San José para el Istmo Centroamericano (LC/MEX/L.247).

Istmo Centroamericano: estadísticas sobre el abastecimiento de hidrocarburos durante 1993 (LC/MEX/L.259).

Istmo Centroamericano: informe sobre el abastecimiento de hidrocarburos. Datos actualizados al primer semestre de 1994 (LC/MEX/L.267).

Istmo Centroamericano: estadísticas sobre el abastecimiento de hidrocarburos durante 1994 (LC/MEX/L.271).

Istmo Centroamericano: estadísticas del abastecimiento petrolero, actualizadas al tercer trimestre de 1993 (LC/MEX/R.457).

Istmo Centroamericano: Programa de Actividades Regionales en Planificación Eléctrica (PARPE) (LC/MEX/R.459).

Propuesta de estructura para la operación del Consejo de Electrificación de América Central (CEAC) (LC/MEX/R.460).

Propuesta para la formación de los grupos técnicos del Subcomité de Operación del CEAC (LC/MEX/R.461).

Propuesta organizativa para el Comité de Cooperación de Hidrocarburos de América Central (CCHAC) (LC/MEX/R.465).

Informe de la Reunión de Directores de Hidrocarburos del Istmo Centroamericano para el seguimiento del proyecto CEPAL/GTZ (Ciudad de Guatemala, 14 y 15 de abril de 1994) (LC/MEX/R.466(SEM.63/2)).<sup>6</sup>

Estadísticas del abastecimiento de hidrocarburos en América Central: datos actualizados a 1993 (LC/MEX/R.468).<sup>6</sup>

Istmo Centroamericano: estadísticas del subsector eléctrico. Datos actualizados a 1993 (LC/MEX/R.469).

Istmo Centroamericano: abastecimiento de hidrocarburos. Datos actualizados al primer semestre de 1994 (versión preliminar) (LC/MEX/R.486(SEM.65/2)).<sup>6</sup>

Istmo Centroamericano: abastecimiento de hidrocarburos. Datos actualizados al primer semestre de 1994. Anexo estadístico (versión preliminar) (LC/MEX/R.486/Add.1(SEM.65/2)).<sup>6</sup>

Cooperación técnica CEPAL/GTZ para mejorar el abastecimiento petrolero al Istmo Centroamericano: informe de proyecto (LC/MEX/R.487(SEM.65/3)).<sup>6</sup>

Programa sobre el mejoramiento del abastecimiento de hidrocarburos al Istmo Centroamericano: Programa de trabajo, 1994-1995 (LC/MEX/R.488(SEM.65/4)).<sup>6</sup>

Istmo Centroamericano: perspectivas del subsector eléctrico durante el período 1995-2005 (LC/MEX/R.503).

Istmo Centroamericano: comparación de leyes, decretos y anteproyectos de importación y comercialización de hidrocarburos (LC/MEX/R.516).

Energía y medio ambiente: el caso de El Salvador (LC/MEX/R.528).

Las reformas del sector energético en El Salvador (LC/MEX/R.529).

Istmo Centroamericano: estadísticas del subsector eléctrico. Datos actualizados a 1994 (LC/MEX/R.530).

Análisis de los efectos de la política energética sobre equidad: el caso de El Salvador (LC/MEX/R.531).

Energía y desarrollo económico en América Latina y el Caribe: el caso de El Salvador (LC/MEX/R.533).

Propuestas de estrategias para un desarrollo energético sustentable: el caso de El Salvador (LC/MEX/R.535).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Réunion des Directeurs des hydrocarbures de l'Amérique centrale (Guatemala, 14-15 avril 1994).<sup>6</sup>

Séminaire sur la standardisation des spécifications techniques de lubrifiants en Amérique centrale (Houston, Texas, 28-29 juillet 1994).<sup>6</sup>

Séminaire sur l'étude comparative des lois sur l'importation et la commercialisation des hydrocarbures en Amérique centrale (Panama, 20-21 avril 1995).<sup>6</sup>

Séminaire sur l'énergie et le développement durable (San Salvador, 24-28 juin 1995).<sup>7</sup>

Séminaire-atelier de planification opérationnelle (Tegucigalpa, 27 novembre-1er décembre 1995).<sup>1</sup>

Réunion du Groupe de sécurité opérationnelle du Sous-comité d'opérations du Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale (CEAC) (San José, 11-15 décembre 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

Conférence "Latin American Power Markets: needs, financing and politics", organisée par McGraw Hill (Mexico, 27-28 janvier 1994).

Séminaire sur les réformes des politiques institutionnelles du secteur énergétique, organisé par l'Institut nicaraguayen de l'énergie (INE) (Managua, 21-25 février 1994).

Huitième réunion du Groupe de travail sur l'interconnexion électrique du Comité de coopération énergétique du Groupe des trois (GTIE/G-3) (Puerto Ordaz, Venezuela, 24-26 février 1994).

Sixième réunion mixte extraordinaire du CEAC (Panama, 28 février-3 mars 1994).

Conférence sur l'efficacité énergétique en Amérique latine, possibilités et perspectives régionales, organisée par la Commission nationale pour la rationalisation énergétique (Cancún, Mexique, 23-25 mars 1994).<sup>6</sup>

Séminaire sur le cadre réglementaire de l'industrie électrique, organisé par l'Institut des ressources hydrauliques et de l'électrification (IRHE) (Panama, 18-19 avril 1994).

Réunion "Efficacité énergétique: Belize-Isthme d'Amérique centrale-Mexique", organisée par l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE), la Commission nationale pour la rationalisation énergétique et l'INE (Managua, 8-11 juin 1994).<sup>6</sup>

Réunion de donateurs du secteur électrique, Groupe consultatif régional pour l'Amérique centrale, organisée par la BID (Washington, D.C., 22-24 juin 1994).

Neuvième réunion du Groupe de travail de l'interconnexion électrique du Groupe des trois (Santo Domingo Táchira, Venezuela, 27-28 juin 1994).

Septième réunion mixte ordinaire du CEAC (San Salvador, 11-12 août 1994).

Réunion des ministres de l'énergie et des directeurs des hydrocarbures, organisée par les ministères de l'économie d'Amérique centrale (Managua, 21-22 septembre 1994).

Séminaire régional sur les formules de prix, organisé par les ministres et les directeurs des hydrocarbures d'Amérique centrale (Managua, 21-22 septembre 1994).

Sixième réunion régionale sur l'approvisionnement en hydrocarbures, organisée par le Comité centraméricain de coopération des hydrocarbures (CCHAC) (San Salvador, 4 octobre 1994).<sup>6</sup>

Réunion du Comité centraméricain de coopération des hydrocarbures (CCHAC) (San Salvador, 5 octobre 1994).<sup>6</sup>

Réunion des ministres de l'OLADE (Port-of-Spain, 7-9 novembre 1994).

Réunion du Comité de gestion du projet CEPALC/Agence canadienne de développement international (ACDI) (Washington, D.C., 15 novembre 1994).<sup>8</sup>

Réunion du projet Système d'interconnexion des pays d'Amérique centrale (SIPAC) (Washington, D.C., 16-17 novembre 1994).

Réunion tripartite du projet CEPALC/OLADE/GTZ (Santiago du Chili, 2 décembre 1994).<sup>7</sup>

Séminaire sur la politique énergétique, organisé par la CEPALC (Santiago du Chili, 1-5 mai 1995).

Séminaire sur l'économie pétrolière, organisé par l'Institut nicaraguayen d'énergie (INE) (Managua, 14-16 juin 1995).

XIIème réunion du Groupe de travail de l'interconnexion électrique du Groupe des trois et d'Amérique centrale (GTIE) (Mexico, 29 juin 1995).

Deuxième réunion du Comité technique financier du Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale (CEAC) et septième réunion mixte ordinaire du CEAC (Trujillo, Honduras, 26-28 juillet 1995).

Réunion du Comité de gestion du projet CAN/94/S28 "Révision globale de la coopération centraméricaine en matière d'énergie électrique", organisée par la BID (Washington, D.C., 15 septembre 1995).

XXVIème réunion des ministres de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) (Quito, 9 novembre 1995).

Réunion annuelle du Forum régional énergétique de l'Amérique centrale (FREAC) (Quito, 10 novembre 1995).

Séminaire sur la réforme du secteur énergétique au Nicaragua, organisé par la Commission des communications, des transports, de l'énergie et de la construction du Nicaragua (Managua, 24 novembre 1995).

iii) Coopération techniqueHonduras

Avec le Secrétariat de la planification, de la coordination et du budget, en matière d'énergie.

Avec le Ministère de l'économie et du commerce, en matière d'hydrocarbures.

Nicaragua

Avec l'Institut nicaraguayen de l'énergie (INE), durant le séminaire sur la réglementation de l'industrie électrique.

Panama

Avec l'Institut des ressources hydrauliques et de l'électrification (IRHE), pour organiser un séminaire sur le cadre réglementaire de l'industrie électrique.

La liste suivante correspond aux projets extra-budgétaires mentionnés dans les activités énumérées ci-dessus.

<sup>1</sup> Projet BCE-4-010 "Accord complémentaire de l'accord de coopération technique souscrit entre la BCIE et les Nations Unies par l'intermédiaire de la CEPALC".

<sup>2</sup> Projet MEX/93/S01 "Secrétariat de la réforme agraire: appui à la mise en oeuvre de politiques propres à l'organisation économique paysanne".

<sup>3</sup> Projet ITA/89/S87 "Consolidation de la coopération internationale en Amérique centrale, aux Caraïbes et dans certains pays d'Amérique latine".

<sup>4</sup> Projet SWE/94/S18 "Etude comparative sur les expériences de privatisation en Bolivie et au Nicaragua".

<sup>5</sup> Projet MEX/93/S32 "Mexique: une stratégie de compétitivité compatible avec son insertion efficace sur le marché mondial".

<sup>6</sup> Projet FRG/93/S49 "Coopération technique pour améliorer l'approvisionnement en pétrole en Amérique centrale".

<sup>7</sup> Projet FRG/94/S03 "Energie et développement économique en Amérique latine et aux Caraïbes".

<sup>8</sup> Projet CAN/94/S28 "Révision globale de la coopération centraméricaine en matière d'énergie électrique".

### SOUS-PROGRAMME 13: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES

Au cours de la période biennale 1994-1995, le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, qui sert de secrétariat au Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) s'est attaché à l'étude des questions présentant un intérêt particulier pour le développement économique et social dans la sous-région des Caraïbes.

L'accent a été mis, dans le programme de travail, sur le développement de la coopération dans certains domaines fonctionnels et sectoriels, aussi bien entre les pays membres et membres associés du CDCC qu'entre ces derniers et les pays d'Amérique latine. Cette préoccupation s'est traduite par la participation active du Bureau à la mise sur pied de l'Association des Etats de la Caraïbe, parmi les activités prévues dans ce programme. Quant à la situation et aux besoins spécifiques des pays non indépendants des Caraïbes, d'importantes démarches ont été réalisées pour permettre leur participation aux conférences mondiales des Nations Unies.

Parmi les activités prioritaires de la période biennale, il faut mentionner les travaux préparatoires et de suivi de la première Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement (Barbade, 1994), de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, Egypte, 1994), du Sommet mondial sur le développement social (Copenhague, Danemark, 1995) et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, Chine, 1995). Une partie importante des ressources du secrétariat a donc été consacrée à la prestation de services consultatifs et d'assistance technique aux gouvernements et aux organismes régionaux dans la préparation de ces conférences, afin que les pays des Caraïbes tirent le meilleur parti de ces réunions mondiales. Cet effort a permis de dégager une perspective propre aux Caraïbes et des prises de position au niveau des pays quant aux questions de fond, afin de les présenter à ces conférences.

Pour permettre aux pays membres d'assurer le suivi des questions abordées à ces réunions, le secrétariat a organisé plusieurs réunions d'experts chargés d'analyser les mesures adoptées à la suite des recommandations de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, tenues toutes deux en 1994. Ces réunions ont pu être effectuées grâce à l'important concours financier de plusieurs organisations internationales donatrices.

Le secrétariat a convoqué la quinzième session du CDCC afin d'analyser le programme de travail pour la présente période biennale et étudier les activités correspondant à l'exercice 1996-1997. Une série de résolutions ont été adoptées pour orienter le secrétariat dans la mise en oeuvre de son programme de travail. Le secrétariat a également convoqué la septième réunion du Comité de surveillance du CDCC afin de passer en revue les activités du programme de travail actuel. D'autre part, les centres de coordination du CDCC ont tenu leur deuxième réunion; leur but est de promouvoir la prise de conscience quant aux fonctions et objectifs du CDCC et renforcer les bases de la collaboration avec les pays membres et entre ces derniers. La seizième session du CDCC, prévue au programme, a été reportée au début 1996, à la suite des contraintes budgétaires de l'Organisation des Nations Unies.

Le Bureau a élaboré plusieurs rapports sur l'évolution économique des pays membres du CDCC, à titre de contribution à l'Estudio económico de América Latina y el Caribe rédigé par la CEPALC. D'autres études ont abordé divers domaines tels que le développement économique et social, le développement économique durable, les réformes du secteur public, l'ajustement structurel et les

politiques de privatisation dans la sous-région. Une assistance technique a été offerte aux gouvernements des États membres ainsi qu'aux institutions régionales et sous-régionales pour effectuer des études concernant les programmes de développement écologiquement rationnel.

En tant que secrétariat provisoire du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST), le Bureau a participé aux réunions et séances plénières du Comité exécutif du CCST. Afin d'épauler les activités menées par les pays membres dans l'élaboration de leur politique en matière de science et de technologie, le Conseil a organisé un atelier de scientifiques sur la préparation, la supervision et l'évaluation de projets. Il continue de prêter son assistance dans ce domaine.

Un aspect important du programme de la population a été l'organisation d'une réunion chargée d'analyser les recommandations de la Conférence internationale sur la population et le développement et d'autres conférences mondiales, ainsi que pour planifier les activités propres à favoriser leur mise en oeuvre. Un autre élément du programme de la population a été la réalisation d'études sur la fécondité chez les adolescentes dans certains pays. Le Bureau a également continué de fournir une assistance technique en vue de la formulation des politiques nationales en matière de population et l'analyse des données censitaires et des projections démographiques.

Le secrétariat de la CEPALC/CDCC s'efforce d'actualiser sa capacité interne afin de répondre à la demande accrue d'information de la part des pays membres dans le cadre de l'autoroute de l'information. C'est pourquoi il met actuellement sur pied divers mécanismes visant à garantir que la nouvelle technologie de l'information soit à la portée des usagers moyennant le Système électronique d'échange de données environnementales du secrétariat et les différentes bases de données dont il dispose. Le Bureau continue d'élargir sa base de données, du point de vue des pays et des domaines envisagés, notamment grâce à la création de nouvelles bases de données sur les statistiques sociales, les données environnementales et le commerce au sein du CDCC.

Plusieurs rapports ont été rédigés sur l'évolution économique, commerciale et financière des pays membres du CDCC, ainsi que des bulletins contenant une information actualisée sur les stratégies commerciales, les finances et le développement.

i) Documents

Selected statistical indicators of Caribbean countries, vol. VI, 1993 (LC/CAR/G.397).

Overview of economic activities in the Caribbean, 1992 (LC/CAR/G.398).

CCST work programme for a five-year period: 1994-1998 (LC/CAR/G.399; CCST/93/5).

Report of the Meeting of National Economic Managers and Planners of the Caribbean: towards development with equity (Port of Spain, 23-24 November 1993) (LC/CAR/G.400).

Report of the sixth Meeting of the Monitoring Committee of the CDCC (LC/CAR/G.401).

Report of the Meeting of the Caribbean Working Group on Social Development in preparation for the World Summit for Social Development (Port of Spain, 25-26 November 1993) (LC/CAR/G.402).

Port of Spain Declaration on Population and Sustainable Development (LC/CAR/G.403).

Structural adjustment and privatization: an examination of their relationship in four Caribbean countries (LC/CAR/G.404).

Economic performance and prospects of selected islands and small countries: towards sustainable development policies (LC/CAR/G.405).

The eleventh annual report of the CCST (LC/CAR/G.406; 9/CCST/94/1).

Export processing in the Caribbean: lessons from four case studies (LC/CAR/G.407).

Overview of status of renewable energy in the Caribbean (LC/CAR/G.408).

Temario provisional (Decimoquinto período de sesiones del CDCC) (LC/CAR/G.409).

Temario provisional anotado (Decimoquinto período de sesiones del CDCC (LC/CAR/G.409/Add.1).

Ejecución del programa de trabajo CEPAL/CDCC para el bienio 1992-1993: enero a diciembre 1993 (LC/CAR/G.410).

Recent resolutions adopted by the United Nations General Assembly, and by ECLAC, which may be of special interest to member countries of the CDCC (LC/CAR/G.411).

Special Meeting of Representatives of CDCC Member States Attending the Twenty-Fifth Session of ECLAC (LC/CAR/G.412).

Meeting of the Working Group of Non-independent Caribbean Countries (NICCs). Report of the Chairman (LC/CAR/G.413).

Draft work programme of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean Subregional Headquarters for the Caribbean for the 1996-1997 biennium (LC/CAR/G.414).

The North American Free Trade Agreement and the question of eligibility for Caribbean countries (LC/CAR/G.415).

Caribbean/Latin American relations (LC/CAR/G.416).

Activities relating to the Fourth World Conference on Women (LC/CAR/G.417).

ECLAC/CDCC and the Global Conference on the Sustainable Development of Small Island Developing States (LC/CAR/G.418).

Activities relating to the United Nations International Conference on Population and Sustainable Development (LC/CAR/G.419).

Activities relating to the United Nations World Summit for Social Development (LC/CAR/G.420).

Participation of member countries in the work of ECLAC/CDCC (LC/CAR/G.421).

Provisional agenda of the Caribbean Subregional Meeting Preparatory to the Fourth World Conference on Women, 1995 (LC/CAR/G.422).

Annotated provisional agenda of the Caribbean Subregional Meeting Preparatory to the Fourth World Conference on Women, 1995 (LC/CAR/G.422/Add.1).

Preparations undertaken in the Caribbean subregion by the ECLAC/CDCC secretariat for the Fourth World Conference on Women (LC/CAR/G.423).

Evolution of Caribbean economic integration: a brief review (LC/CAR/G.424).

The Association of Caribbean States (ACS): a commentary (LC/CAR/G.425).

CARISPLAN Abstracts, n° 26 (LC/CAR/G.426).

Report of the meeting on inter-agency collaboration (LC/CAR/G.427).

Selected statistical indicators of Caribbean countries, vol. VII (LC/CAR/G.428).

Report of the ECLAC/CARICOM/UNIFEM Caribbean Subregional Meeting preparatory to the Fourth World Conference on Women, 1995 (LC/CAR/G.429).

The World Summit for Social Development: a Caribbean perspective (LC/CAR/G.430).

Social development in the Caribbean: guidelines for action; report of the Meeting (LC/CAR/G.431).

Summary of Caribbean economic performance for 1994 and overview of economic activities for 1993 (LC/CAR/G.432).

Report of the fifteenth session of the Caribbean Development and Cooperation Committee (CDCC) (LC/CAR/G.433).

Major statistical publications: abstracts, vol. III, 1994 (LC/CAR/G.434).

Report of the ECLAC/CDCC teleconference in preparation for the Fourth World Conference on Women (LC/CAR/G.435).

Report of the 16th Executive Committee of the CCST on activities of the CCST (LC/CAR/G.436; CCST/94/2).

Report of the 16th Executive Committee of the CCST (LC/CAR/G.437; CCST/94/3).

Summary of Global Economic Development - 1994 (LC/CAR/G.438).

CARISPLAN Abstracts, n° 27 (LC/CAR/G.439).

CARISPLAN Abstracts, n° 28 (LC/CAR/G.440).

Offshore financial centers in the Caribbean (LC/CAR/G.441).

Achieving social justice, equality, development and peace: a review of the status of women of the Caribbean subregion in preparation for the Fourth World Conference on Women, 1995 (LC/CAR/G.442).

Annotated agenda. Meeting of Caribbean Experts on the Implementation of the SIDS Programme of Action (LC/CAR/G.443).

Annotated agenda (LC/CAR/G.443/Add.1).

Summary of Caribbean Economic Performance, 1994 (LC/CAR/G.444).

Intra-CDCC Trade (LC/CAR/G.445).

Report of ECLAC/CDCC UNFPA Caribbean Population and Development Meeting, follow-up to ICPD (LC/CAR/G.446).

Summary report of the Caribbean Meeting of Experts on Implementation of the SIDS Plan of Action, 17-19 May 1995, Port of Spain (LC/CAR/G.447).

The twelfth annual report of the CCST (LC/CAR/G.448; CCST/95/1).

Caribbean position on clustering of bracketed elements in the Platform for Action: A guide for negotiations at the United Nations Fourth World Conference on Women (LC/CAR/G.449).

Foreign direct investment (FDI) in the Caribbean (LC/CAR/G.450).

Selected social statistics (LC/CAR/G.451).

Final report of the seventh meeting of the Monitoring Committee (LC/CAR/G.452).

Report of the second meeting of focal points of the CDCC (LC/CAR/G.453).

Report of the seventh Executive Committee Meeting of the CCST (LC/CAR/G.454; CCST/95/2).

Report of the thirteenth plenary session of the CCST (LC/CAR/G.455).

Digest of selected demographic and social indicators for CDCC countries: 1960-1994 (LC/CAR/G.456).

Report on outcomes of FWCW and possibilities for follow-up in the Caribbean (LC/CAR/G.457).

Report of the Inter-agency Meeting on Follow-up Activities to the UN-FWCW: Action for Equality, Development and Peace (LC/CAR/G.458).

Factors affecting the participation of Caribbean countries in the Free Trade Area of the Americas (LC/CAR/G.459).

The question of eligibility of Caribbean countries to NAFTA in the context of recent hemispheric developments and the World Trade Organization (WTO) (LC/CAR/G.460).

Focus newsletter, vol. 16, n<sup>o</sup>s 1, 2, 3 et 4, 1994.

Focus newsletter, vol. 17, n<sup>o</sup>s 1, 2, 3 et 4, 1995.

Current Contents, janvier-décembre, 1994.

Current Contents, janvier-décembre, 1995.

Current Awareness Bulletin, vol. 17, n<sup>o</sup>s 1-12, 1994.

Current Awareness Bulletin, vol. 18, n<sup>o</sup>s 1-12, 1995.

CCST Newsletter, vol. 10, n<sup>o</sup>s 1, 2, 3, 4, 1994.

CCST Newsletter, vol. 11, n<sup>o</sup>s 1, 2, 3, 4, 1995.

External Sector Briefing Notes, n<sup>o</sup>s 7, 8, 9 et 10, 1994.

External Sector Briefing Notes, n<sup>o</sup>s 11 et 12, 1995.

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

XVI<sup>ème</sup> réunion du Comité exécutif du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (Guyana, 18 janvier 1994).

XII<sup>ème</sup> séance plénière du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (Guyana, 18-22 janvier 1994).

Ad Hoc Expert Group Meeting of Women's Bureaux from Non-CARICOM Countries (Cuba, 24-29 janvier 1994).

Réunion d'évaluation du Système électronique d'échange de données environnementales de la CEPALC (AMBIONET), dans le cadre du projet CAN/91/S43 "Caribbean computer-based communication development" (Port-of-Spain, 21-24 juin 1994).

Réunion sous-régionale pour les Caraïbes préparatoire de la Conférence mondiale sur les femmes (Curaçao, 28-29 juin 1994).

Meeting of Caribbean Language Experts (République dominicaine, 24 juillet 1994).

Réunion du groupe de travail des pays non indépendants des Caraïbes (République dominicaine, 24 juillet 1994).

Quinzième session du CDCC (Saint-Domingue, 25-29 juillet 1994).

Réunion sous-régionale pour les Caraïbes de délégués nationaux en vue de la Conférence internationale sur la population et le développement, organisée par la CEPALC et le FNUAP (Jamaïque, 3-6 août 1994).

XVIIème réunion du Comité exécutif du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (Port-of-Spain, 20-21 octobre 1994).

Vidéo-conférence préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, organisée par la CEPALC et le CDCC (Trinité-et-Tobago, 1er novembre 1994).

Atelier de haut niveau en matière de technologie des sources d'énergie renouvelables aux Caraïbes, organisé par le CCST, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et l'Université des Indes occidentales (Sainte-Lucie, 5-9 décembre 1994).

Deuxième réunion préparatoire du Sommet mondial sur le développement social, organisée par la CEPALC et le CDCC (Antigua-et-Barbuda, 6-8 décembre 1994).

Caribbean population and development meeting of experts: follow-up to ICPD (Bahamas, 3-5 mai 1995).

Meeting of Caribbean Experts on the Implementation of the SIDS Programme of Action (Trinité-et-Tobago, 17-19 mai 1995).

Septième réunion du Comité de surveillance du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (Trinité-et-Tobago, 13 juillet 1995).

Atelier de coordonnateurs nationaux de la CEPALC et du CDCC (Trinité-et-Tobago, 13-14 juillet 1995).

XIIIème séance plénière du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (Cuba, 22-27 septembre 1995).

ECLAC/CARICOM Ad Hoc Working Group on Implementation of the SIDS Programme of Action (Port-of-Spain, 23 novembre 1995).

ECLAC/FAO/UWI National Seminar on Agroindustry and Small-scale Agriculture (Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, 13-14 novembre 1995).

ECLAC/CCST Seminar on the Promotion of Competitiveness (Sainte-Lucie, 27-28 novembre 1995).

#### Participation à d'autres réunions et conférences

Meeting of the Network of Trinidad and Tobago for the Advancement of Women (Port-of-Spain, 20 janvier 1994).

Eco-Journalism Workshop on the theme: Reporting on the United Nations Global Conference on Sustainable Development for Small Island Developing States (Jamaïque, 20-22 janvier 1994).

Réunion du Groupe spécial régional de la CARICOM sur l'environnement (Jamaïque, 21-24 janvier 1994).

Sustainable Development of Small Island Developing States (SIDS) Task Force Meeting (Jamaïque, 22-23 janvier 1994).

Réunion ministérielle de la CARICOM sur les petits Etats insulaires en développement (Guyana, 1-2 février 1994).

Réunion-atelier régionale des ONGs des Caraïbes, préparatoire de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, organisée par la CARICOM (Port-of-Spain, 21-23 février 1994). Cette réunion a été tenue en collaboration avec le secrétariat de la CEPALC et le CDCC.

Caribbean Workshop on Planning for Sustainable Development, organisé par l'Université des Indes occidentales (Trinité-et-Tobago, 23 février 1994).

Implications for Research and Training Seminar, organisé par l'Université des Indes occidentales (Trinité-et-Tobago, 23-26 février 1994).

Meeting of the Inter-agency Task Force on Employment Promotion in Trinidad and Tobago, organisée par l'Organisation internationale du travail (OIT) (Port-of-Spain, 4 mars 1994).

Seminar on sustainable development, organisé par la Young Women's Association of Trinidad and Tobago (Trinité-et-Tobago, 5 mars 1994).

Technical meeting of representatives on the establishment of the Association of Caribbean States (Jamaïque, 16-18 mars 1994).

Debriefing meeting on preparatory activities for the Fourth World Conference on Women, organisée par la CARICOM (Antigua-et-Barbuda, 20-24 mars 1994).

Pan American Health Organization Working Group Meeting on Environmental Health and Sustainable Development (Washington, D.C., 27-31 mars 1994).

Réunion régionale de coordonnateurs du Programme Bolívar (Mexico, 6-15 avril 1994).

Regional Environment Action Plan convened to review the International Bank for Reconstruction and Development drafted "Regional Environmental Action Plan" (Barbade, 14-15 avril 1994).

Awareness Seminar on the Patent Cooperation Treaty (Port-of-Spain, 14-15 avril 1994).

Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement: NGO Islands Forum and Technical Sessions (Barbade, 20 avril-6 mai 1994). Le secrétariat a représenté le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à la conférence.

Association of Caribbean University, Research and Institutional Libraries (ACURIL), XXIVème session (Curaçao, 24-30 avril 1994).

Symposium on the manpower problems in CDCC countries: the case of Suriname (Pays-Bas, 25-27 avril 1994).

Workshop on Reflections on our Negotiation Practices: Towards Negotiation Preparedness, organisé par l'Institut d'études économiques et sociales de l'Université des Indes occidentales (Trinité-et-Tobago, 25-27 avril 1994).

XXIVème réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque de développement des Caraïbes (Bélize, 11-12 mai 1994).

Réunion du Groupe des Caraïbes pour la coopération en matière de développement économique (Washington, D.C., 6-10 juin 1994).

National Workshop on Science and Technology for Sustainable Development. Le secrétariat a présenté un document intitulé "Public perceptions of science and technology in a small developing country" (50 participants) (Sainte-Lucie, 7-10 juin 1994).

Réunion du Groupe consultatif du Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes (Jamaïque, 12-17 juin 1994).

UNESCO seminar on access to telematic facilities in areas of public concern in the Caribbean (Port-of-Spain, 22 juin 1994).

Roundtable on Economic Competitiveness in the Caribbean, organisée par l'Agence canadienne de développement international (Barbade, 23 juin 1994).

CARICOM meeting of information managers (Port-of-Spain, 24 juin 1994).

Technical and ministerial panel on the establishment of the Association of Caribbean States (Caracas, 26-29 juin 1994).

Meeting on the status of renewable energy in the Caribbean (Porto-Rico, 26 juin-1er juillet 1994).

Réunion des ONGs sur les femmes, préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, organisée par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (Curaçao, 27-29 juin 1994).

The Caribbean Agricultural Development Institute Strategic Planning Meeting (Trinité-et-Tobago, 25-29 juillet 1994).

Meeting of the Inter-American Institute/Implementation Committee (IAI/IC) for Global Change (Jamaïque, 2-3 août 1994).

Atelier régional de consultation sur le programme d'assistance technique aux petits Etats insulaires en développement (Barbade, 22-23 août 1994).

Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 31 août-8 septembre 1994).

Meeting on Advances in Tropical Agriculture, organisée par l'Université des Indes occidentales (Trinité-et-Tobago, 4-9 septembre 1994).

Comité consultatif du système régional d'information pour les Caraïbes et du système régional pour les Caraïbes d'échange de données d'information et d'expérience en matière de science et de technologie, réunion de planification (Trinité-et-Tobago, 6-7 septembre 1994).

Caribbean Biotechnology Network Conference, parrainée par l'Institut de recherche industrielle des Caraïbes (Trinité-et-Tobago, 12-13 septembre 1994).

Réunion des organismes donateurs pour l'environnement, organisée par la Banque de développement des Caraïbes (Barbade, 26 septembre 1994).

Meeting on Technical Cooperation in Statistics, organisée par le projet de la CARICOM sur le développement des exportations (Barbade, 30 septembre 1994).

Réunion régionale sur la politique industrielle, organisée par l'Université des îles Vierges (Sainte-Lucie, 22 octobre 1994).

Sixth Caribbean Energy Conference (Saint Thomas, îles Vierges américaines, 25-30 octobre 1994).

Séminaire sur la politique économique et l'environnement, organisé par le Centre pour le développement de l'environnement de l'Université des Indes occidentales (Saint-Christophe-et-Nièves, 26-29 octobre 1994).

Réunion de coordonnateurs du Programme Bolívar (Costa Rica, 27-31 octobre 1994).

Workshop on Caribbean Economic Policy, Foreign Investment and Capital Flight, parrainé par l'Institut d'études économiques et sociales de l'Université des Indes occidentales (Trinité-et-Tobago, 28-29 octobre 1994).

Institute of Marine Affairs Second Annual Symposium (Trinité-et-Tobago, 31 octobre-2 novembre 1994).

Réunion du Comité directeur du Groupe des Caraïbes pour la coopération en matière de développement économique (Barbade, 4 novembre 1994).

XXVème réunion des ministres de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) (Trinité-et-Tobago, 7-8 novembre 1994).

Huitième séminaire annuel sur la recherche agricole, organisé par la FAO (Trinité-et-Tobago, 8-9 novembre 1994).

Meeting of CARICOM Standing Committee of Caribbean Statisticians (Guyana, 13-15 novembre 1994).

Technical Meeting on Environmental Indicators, organisée par le PNUE (Mexico, 15-19 novembre 1994).

Réunion sur le Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement, parrainée par le FNUAP (New York, 15-27 novembre 1994).

Seminar on Economic Adjustment and Investment Promotion in Cuba, parrainé par l'Institut des relations internationales de l'Université des Indes occidentales (Trinité-et-Tobago, 16 novembre 1994).

Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement - Réunion du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) et activités complémentaires postérieures à la Conférence du Caire (New York, 15-26 novembre 1994).

Regional User Consultation for Insular Caribbean (Port-of-Spain, 23-25 novembre 1994).

University of Toronto Symposium on HIV/AIDS Development (Toronto, Canada, 27-30 novembre 1994).

Réunion du Comité de surveillance du Programme des Nations pour l'environnement (Jamaïque, 5-6 décembre 1994).

Workshop on Gender, Health and Sustainable Development, organisé par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) (Barbade, 6-9 décembre 1994).

Symposium on Human Centered Sustainable Development in Small Island Developing States, organisé par le PNUD (Aruba, 7-8 décembre 1994).

Miami Conference on the Caribbean and Latin America, organisée par la Division des Caraïbes de la Banque mondiale, l'Association de l'industrie et du commerce des Caraïbes et l'Action en faveur de l'Amérique latine et des Caraïbes (Miami, 11-16 décembre 1994).

Meeting of the UNDP National Selection Committee of the Global Environment Facility (Trinité-et-Tobago, 12 décembre 1994).

Réunion de responsables d'organisations des Nations Unies dans les Caraïbes, organisée par le PNUD (Trinité-et-Tobago, 8-9 janvier 1995).

Conférence sur les politiques d'entretien des routes dans les Caraïbes, parrainée par la Banque interaméricaine de développement (BID) (Trinité-et-Tobago, 9-13 janvier 1995).

Réunions de fonctionnaires publics sur les activités de la CEPALC et le CDCC et la participation du Suriname à ces activités (Suriname, 11-14 janvier 1995).

Sixième réunion d'intersession des Chefs de gouvernement des pays de la CARICOM (Belize, 16-17 janvier 1995).

Caribbean Energy Information System Seventh Network Coordinators Meeting (Georgetown, 16-20 janvier 1995).

ISER/IDRC Regional Workshop Assessing the Impact of Research in Policy Formulation in the Caribbean, organisé par l'Université des Indes occidentales (Kingston, 22-25 janvier 1995).

XLIIème réunion du Conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes (CARICOM) (Guyana, 30 janvier-2 février 1995).

First Caribbean Conference of the International Council of Shopping Centers (Porto-Rico, 6-10 février 1995).

National Consultation on the Draft Report of Trinidad and Tobago for the World Summit for Social Development (Trinité-et-Tobago, 7 février 1995).

Consultation nationale sur le Sommet mondial pour le développement social, organisée par le Gouvernement de la Dominique (Dominique, 12-14 février 1995).

Meeting on Women, Health and Development: facing the challenges, organisée par l'OPS (Trinité-et-Tobago, 15-16 février 1995).

First Meeting of the Steering Committee for the Third Global Forum of the Water Supply and Sanitation Collaborative Council on Water (Barbade, 22 février-4 mars 1995).

XIXème réunion spéciale entre organisations concernées par les femmes, organisée par la Commission de la condition de la femme (New York, 13-14 mars 1995).

Workshop on Economic Instruments for Environmental Management, parrainé par le Centre pour le développement environnemental de l'Université des Indes occidentales (Kingston, 15-19 mars 1995).

Regional Conference on Informatics and Telematics, organisée par l'Institut d'études économiques et sociales de l'Université des Indes occidentales (Barbade, 23-26 avril 1995).

Annual Meeting of the Pharmaceutical Associations of the Caribbean (Trinité-et-Tobago, 26-28 avril 1995).

Social Network Subregional Seminar on Poverty and Young People, organisé par l'Organisation des Etats américains (OEA) (Trinité-et-Tobago, 26-28 avril 1995).

Sixième réunion générale annuelle de l'Académie des sciences des Caraïbes, parrainée par la Faculté des sciences naturelles de l'Université des Indes occidentales (Sainte-Lucie, 26-30 avril 1995).

Septième réunion des ministres de la CARICOM responsables de l'intégration de la femme au développement (Nassau, Bahamas, 2-12 mai 1995).

Réunion sur les activités complémentaires relatives aux petits Etats insulaires en développement, convoquée par le Département de la coordination des politiques et du développement durable (New York, 7-11 mai 1995).

Réunions du réseau Femmes pour un nouveau mode de développement (DAWN) (Barbade, 8-13 mai 1995).

Réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque de développement des Caraïbes et séminaire sur la région de la CARICOM, vision rétrospective et perspective du rôle de la Banque (Kingston, 9-13 mai 1995).

Réunion du Groupe des Caraïbes pour la coopération en matière de développement économique (Jamaïque, 12 mai 1995).

Meeting on Cultural Integration through Language, organisée par le secrétariat exécutif de l'Accord Andrés Bello (Colombie, 12-14 mai 1995).

Réunion de l'Association d'études des Caraïbes (Curaçao, 15-29 mai 1995).

Réunion des ministres du Commonwealth responsables de la jeunesse, organisée par le secrétariat du Commonwealth (Trinité-et-Tobago, 17-19 mai 1995).

Poverty and Development Workshop, organisé par le PNUD (Jamaïque, 19-20 mai 1995).

Symposium on Health Reform in Trinidad and Tobago, organisé par la Faculté des sciences médicales de l'Université des Indes occidentales (Trinité-et-Tobago, 20-21 mai 1995).

Congrès-atelier du Système informatisé de documentation/Logiciel intégré de systèmes d'information (CDS/ISIS), parrainé par l'Unesco (Bogotá, 20-28 mai 1995).

Meeting on the Establishment of Regional Development Fund, organisée par la CARICOM (Guyana, 31 mai-3 juin 1995).

Cinquième réunion technique sur l'Association des Etats des Caraïbes (Trinité-et-Tobago, 1-2 juin 1995).

XXV Annual Conference of the Association of Caribbean University, Research and Institutional Libraries (ACURIL) (San Juan, Porto-Rico, 3-11 juin 1995).

Réunion des délégations qui participeront à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, organisée par l'UNIFEM (Barbade, 8 juin 1995).

XVIIIème réunion du Comité permanent des Ministres responsables de l'agriculture (Trinité-et-Tobago, 11-13 juin 1995).

Meeting of the Business and Professional Women of the Caribbean Association, financée par Caribbean Business and Tourism (Sainte-Croix, îles Vierges américaines, 13-19 juin 1995).

Séminaire des Etats membres associés préparatoire de la Conférence du Comité spécial des 24 sur les pays non indépendants des Caraïbes, organisé par l'Association pro-Nations Unies des îles Vierges américaines (Saint Thomas, îles Vierges américaines, 28-30 juin 1995).

Conference on Renewable Energy for Caribbean Industries, Peoples and Economies (RECIPE), organisée par la Guyana Natural Resources Agency et l'Institute for Applied Science and Technology (IAST) (Georgetown, 28-30 juin 1995).

Meeting to review guidelines for the Regional Programme on Integrated Planning and Institutional Development, durant le Workshop on Integrated Planning and Management of Coastal Areas in the Wider Caribbean, organisé par le PNUE et le Programme pour l'environnement des Caraïbes (Kingston, 28 juin-1er juillet 1995).

Réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, organisée par la CEPALC (Santiago du Chili, 30 juin-7 juillet 1995).

Meeting of Latin American and Caribbean Network in Science and Technology Popularization, organisée par le Programme Bolívar (Mexico, 2-7 juillet 1995).

XVIème réunion de la Conférence des Chefs de gouvernement de la CARICOM (Georgetown, 4-7 juillet 1995).

Seminar on Small Island Water Resources Problems, organisé par le Centre de développement durable de l'Université des Indes occidentales (Barbade, 22-24 août 1995).

Meeting on Smaller Economies, organisée par la Zone de libre-échange des Amériques (Kingston, 28-29 août 1995).

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, organisée par les Nations Unies (Beijing, 31 août-16 septembre 1995).

Eastern Caribbean Symposium on Territorial Status and the UN, organisé par l'Université des îles Vierges (Saint Thomas, îles Vierges américaines, 1-7 septembre 1995).

Seminar on single parenthood and social structural change, organisé par le Groupe spécial pour la jeunesse des Antilles du Département des services éducationnels du gouvernement, en collaboration avec le Centre for the Development of Women et INTERAMO N.V. (Curaçao, 4-10 octobre 1995).

Seminar on cost-benefit analysis of energy efficient programmes, organisé par l'International Association of Energy Engineers (Atlanta, Georgia, 8-10 octobre 1995).

Workshop on the need of meteorological and hydrological data for the insurance industry, organisé par l'Organisation météorologique mondiale (Port-of-Spain, 26-27 octobre 1995).

Seminar on the Promotion of Competitiveness in the Small and Medium Size Entreprises, organisé par la CARICOM et le Gouvernement de Trinité-et-Tobago (Port-of-Spain, 16-18 octobre 1995).

Meeting of the UNIFEM Regional Advisory Committee —a post-Beijing Meeting to review the implications for the Caribbean of the Fourth World Conference on Women Platform for Action (Barbade, 14 novembre 1995).

Réunion du Programme du Marché commun des connaissances scientifiques et technologiques (MERCOCYT), organisée par l'OEA (Sainte-Lucie, 29-30 novembre 1995).

Preparatory Meeting on Science and Technology to the Hemispheric Meeting of Ministers of Science and Technology, 27-29 mars 1996, à Carthagène, Colombie (Sainte-Lucie, 1-2 décembre 1995).

Expert Group Meeting on Public Weather Services, organisée par l'Organisation météorologique mondiale et le Gouvernement de Trinité-et-Tobago (Port-of-Spain, 11-15 décembre 1995).

iii) Coopération technique

Organisations intergouvernementales

Avec le secrétariat de la CARICOM, moyennant la présence d'un spécialiste qui a collaboré à la réunion spéciale du Groupe spécial sur l'environnement de la CARICOM, tenue à la Jamaïque, du 21 au 24 janvier 1994.

Avec le secrétariat de la CARICOM, en participant aux débats sur la création de l'Association des Etats des Caraïbes. Le secrétariat a participé aux consultations techniques réalisées par le secrétariat de la CARICOM aux niveaux individuel et gouvernemental.

Avec la CARICOM, avec l'élaboration d'un document d'information sur l'évolution économique mondiale, à titre de contribution à la Réunion des Ministres des affaires étrangères de la CARICOM.

Avec la CARICOM, moyennant la préparation d'un document d'information en vue de la réunion des délégations qui participeront à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en Chine, en 1995.

Avec le Système d'information énergétique des Caraïbes, moyennant le développement de modules de formation sur les systèmes de gestion des sources d'énergie renouvelables.

Avec la Commission latino-américaine de la science et de la technologie (COLCYT), moyennant l'élaboration d'un programme de collaboration avec d'autres institutions de recherche et développement, ainsi qu'avec des organismes régionaux concernés par la science et la technologie.

Avec le Centre des Caraïbes d'administration du développement (CARICAD), dans la préparation d'un document d'information "Challenge and Response? The Caribbean public sector faces the future", qui serait présenté au groupe de travail intergouvernemental de la CARICOM sur les réformes du secteur public; et dans la réalisation d'une étude sur la prise de conscience en matière d'information technique à la Municipalité de Linden, en Guyana.

Avec l'OIT, dans l'élaboration du document proposant le projet "Activity on Training and Employment for Teenage Mothers in the Caribbean". Cette proposition a été présentée au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en vue de son financement.

Avec l'OEA, dans la réalisation d'une étude sur la situation du tourisme et de l'environnement dans les pays des Caraïbes.

Le CDCC, par le biais du CCST, a mené à bien le projet mixte CCST/PNUE "Support to research and development activities on marine technologies".

Avec le PNUD, moyennant l'assistance prêtée à la réunion annuelle des Représentants résidents du PNUD dans les Caraïbes (Trinité-et-Tobago, 24-25 février 1994), moyennant la préparation et la présentation d'un document sur le développement humain durable.

Avec le PNUD, en tant que membre du Comité de sélection nationale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM); moyennant la collaboration à l'élaboration du projet du FEM en matière de tourisme et à son atelier de programmation; dans la réalisation d'une étude de faisabilité du PNUD et le Réseau d'information des petits Etats insulaires en développement (SIDSNET). Un programme a été élaboré dans le cadre de cette étude afin d'accroître la capacité des petits Etats insulaires en développement en matière de collaboration et d'échange de données d'information.

Avec le PNUE, moyennant des consultations auprès des représentants du PNUE et du PNUD sur le système de conception de la page guide électronique du FEM et des débats sur le progiciel nécessaire au futur projet du FEM.

Avec le PNUD, moyennant la participation à une mission au Suriname visant à l'élaboration d'un plan de développement pour ce pays.

Avec l'Unesco, dans la réalisation d'un atelier de formation sur AMBIONET à Bélize, dans le cadre d'un programme de formation de l'Unesco et du Réseau d'innovations éducatives pour le développement dans les Caraïbes. Cinq personnes ont reçu cette formation.

Avec le PNUE, moyennant la présence d'un spécialiste à la Réunion du Groupe de consultance sur le Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes, tenue à la Jamaïque du 12 au 17 juin 1994.

Avec l'UNIFEM, moyennant la collaboration d'un spécialiste à l'analyse du projet de Programme d'action de la Conférence mondiale sur les femmes durant la réunion de l'UNIFEM "Conference Diplomacy and Negotiations", ainsi qu'à l'organisation de sa réunion régionale de planification; participation aux débats complémentaires avec les gouvernements de la sous-région sur la nouvelle mise en oeuvre du Programme d'action.

Avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), dans l'élaboration du document contenant la proposition du projet "Technology Extension Services in the Caribbean".

Avec le FNUAP, dans l'exécution des projets CAR/94/P02, "Integration of population into development planning in the Caribbean subregion", et STV/89/P01 "Strengthening of Population Policy Implementation".

Avec le FNUAP, dans la prestation d'assistance technique pour l'organisation de réunions sous-régionales visant à analyser la mise en oeuvre du Programme d'action de la CIPD.

Avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), dans l'application du Programme de développement de la formation en matière de transport maritime; et dans l'élaboration du document contenant une proposition de projet sur la création d'un centre de formation à Trinité-et-Tobago.

Avec le secrétariat de la Commission de la condition de la femme et le secrétariat de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, dans la prestation de services d'assistance aux gouvernements des pays membres du CDCC et de la CEPALC, ainsi qu'au secrétariat de la Conférence durant les réunions de la Commission à New York et pendant la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Avec l'Université des Indes occidentales, moyennant la prestation de services d'assistance visant à faciliter l'accès à l'information et créer des bases de données spécialisées à l'aide du Logiciel intégré de systèmes d'information (ISIS).

Avec l'Institut des relations internationales de l'Université des Indes occidentales, dans la prestation d'une assistance technique au niveau des services prêtés lors des réunions de l'Institut.

### Pays membres du CDCC

#### Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade

Avec les Conseils nationaux de la population, dans la préparation du Rapport national sur la population en vue de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994.

#### Barbade, Jamaïque, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago

Avec des représentants des secteurs public et privé, dans l'incorporation du Programme Simón Bolívar, programme d'investissement en matière de science et de technologie.

#### Bahamas

Avec l'Association de planning familial, dans la prestation de services d'assistance en ce qui concerne les aspects financiers du projet sur la fécondité chez les adolescentes.

#### Barbade

Avec le gouvernement, moyennant une étude évaluant les besoins du Ministère des finances et des affaires économiques, ainsi qu'avec le Département de statistique, afin de moderniser le système d'information statistique et encourager ce service à tirer un meilleur parti de la nouvelle technologie de l'information.

#### Dominique

Avec le Département de statistique, dans la mise au point d'une base de données statistiques.

Avec le gouvernement, moyennant la convocation d'une consultation nationale en vue du Sommet mondial pour le développement social.

#### Grenade

Avec le gouvernement, dans la réalisation d'une étude évaluant les besoins du Bureau de statistique.

### Grenade et Saint-Vincent-et-les Grenadines

Avec les Conseils nationaux de la population, dans la réalisation d'études sur la fécondité des adolescentes, dans l'analyse des données et la mise au point de stratégies au niveau des politiques, ainsi que dans l'organisation d'ateliers visant à étudier les données de l'étude sur la fécondité des adolescentes (projet du FNUAP CAR/94/P02 "Integration of Population into Development Planning").

### Guyana

Avec le Ministère des finances, moyennant l'assistance technique à la réalisation du projet de statistique du PNUD, la Banque de développement des Caraïbes et le Gouvernement de Guyana au Bureau de statistique.

Avec l'Organisme des ressources naturelles et l'Institut de la science et de la technologie appliquées, pour organiser la Conférence sur les sources d'énergie renouvelables pour les industries, les populations et les économies des Caraïbes.

### Sainte-Lucie

Avec le gouvernement, dans la mise en oeuvre du projet STL/92/S17, "Technical Cooperation Agreement between the Government of Saint Lucia and ECLAC", dans l'élaboration d'un projet de l'OEA sur le MERCOCYT, et dans l'élaboration d'un programme de diffusion de la science.

Avec le gouvernement, dans les travaux préparatoires de la réunion régionale du MERCOCYT, parrainée par l'OEA, du 22 au 27 octobre 1995.

Avec le Conseil national de la population et le Département de statistique, moyennant l'assistance prêtée à la préparation des rapports démographiques, l'analyse de données censitaires sur la base du système REDATAM (Recherche de données de petites aires par micro-ordinateur) pour collaborer à l'élaboration de projections de population et créer une base de données pour les statistiques démographiques, et dans l'élaboration d'un cadre de recherche en vue d'une étude sur la fécondité des adolescentes.

Avec la Bibliothèque nationale, dans la réalisation d'un atelier de formation en matière d'indexation et d'extractation et d'utilisation de la fiche de travail pour les registres bibliographiques.

### Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Avec le gouvernement, dans la réalisation du projet du FNUAP STV/89/P01, "Strengthening of population policy implementation in Saint Vincent and the Grenadines".

Avec le Ministère des finances et de la planification, dans l'analyse des tabulations des données censitaires de 1991 et la reconstruction du système informatisé des statistiques vitales, ainsi que dans la préparation du questionnaire pour l'étude sur les dépenses des ménages et budgétaires.

Avec le Ministère des finances et de la planification et le Conseil national de la population, dans la réalisation d'une étude nationale sur la fécondité des adolescentes, la préparation d'un plan de recherche et l'analyse des données.

Avec le Ministère des finances et de la planification et le Conseil national de la population, dans la réalisation d'un atelier national sur la fécondité des adolescentes et l'assistance à l'élaboration des stratégies de suivi.

### Suriname

Avec le Bureau central de statistique du Suriname, dans l'élaboration d'un document du projet en matière de statistique, et avec le Ministère de la planification, dans l'élaboration de propositions visant à créer un groupe d'appui à la gestion.

### Trinité-et-Tobago

Avec le Conseil national de la population, dans la réalisation d'un projet de politique démographique, la mise au point de stratégies pour réaliser des ateliers de suivi, l'obtention de l'approbation légale du document et la préparation d'une proposition de projet en vue de sa présentation au FNUAP.

Avec le gouvernement, dans la préparation d'un document sur le climat pour les investissements à Trinité-et-Tobago, perçu par le secteur privé.

Avec le Ministère de la planification et du développement, dans l'élaboration d'un document sur l'ajustement structurel en vue de sa présentation aux fonctionnaires publics de Trinité-et-Tobago, dans le cadre du programme actuel de formation et de réforme du secteur public.

Avec le Ministère du développement social et des services à la famille et le Ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et des arts créatifs, dans l'étude d'un projet sur la restructuration du système de gestion des services sociaux à Trinité-et-Tobago.

Avec le Centre des arts créatifs de la Faculté d'art et d'études générales de l'Université des Indes occidentales, dans l'élaboration d'un document sur le multiculturalisme et la structure sociale des Caraïbes.

Avec le gouvernement, dans l'élaboration et l'analyse d'un rapport national sur la condition des femmes.

Avec la Banque centrale, moyennant l'essai de logiciels.

Avec le Ministère des travaux publics et des transports, moyennant la prestation de services d'appui à la Conférence sur les politique de transport routier dans les Caraïbes.

### Etats membres associés du CDCC

Avec les gouvernements des Etats membres associés de la CEPALC, moyennant la coordination des amendements aux règlements régissant la participation des membres associés de la CEPALC à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains.

Anguilla

Avec le gouvernement, moyennant la prestation d'une assistance technique à l'élaboration d'un programme de travail en matière de science et de technologie.

Iles Vierges britanniques, Anguilla et Montserrat

Avec le PNUD, dans l'élaboration de notes sur des stratégies nationales pouvant être appliquées dans ces pays.

Aruba

Avec le Département des affaires économiques et du tourisme et le Bureau central de statistique, quant aux besoins en matière de gestion des données dans ces départements.

Antilles néerlandaises

Avec l'Université des Antilles néerlandaises, moyennant l'assistance technique à la réalisation d'un séminaire sur le développement du point de vue environnemental et touristique.

Avec le gouvernement, moyennant la présence d'un spécialiste qui a collaboré à la réalisation d'un séminaire organisé par le Groupe spécial pour la jeunesse des Antilles du Département des services éducationnels du gouvernement.

Iles Vierges américaines

Avec le gouvernement, dans la réalisation de la Réunion mixte de l'Université des îles Vierges américaines et les comités de la science et des mathématiques du CCST.

Iles Vierges américaines et îles Vierges britanniques

Avec les gouvernements, moyennant des consultations sur la participation des membres associés au Sommet mondial pour le développement social et à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Avec les gouvernements, moyennant la participation aux consultations nationales réalisées en vue de la participation aux réunions mondiales des Nations Unies.

iv) Formation et bourses

Ateliers de formation quant à l'utilisation du Système électronique d'échange de données environnementales de la CEPALC (AMBIONET), dans le cadre du projet CAN/91/S43 "Caribbean computer-based communications development" (35 participants à la Dominique, 12-15 janvier 1994; 25 participants à Saint-Christophe-et-Nièves, 16-19 janvier 1994; 30 participants à Antigua-et-Barbuda, 25-29 janvier 1994; 40 participants à la Jamaïque, 28-31 mars 1994; 50 participants à Aruba, 24-30 avril 1994).

Atelier régional de formation quant à l'utilisation de mini et macrologiciels du Système informatisé de documentation/Logiciel intégré de systèmes d'information (CDS/ISIS), pour fonctionnaires du Réseau des Caraïbes pour le développement rural intégré. Cinq participants ont assisté à cet atelier, deux de la

Barbade, un de Bélize, un de la Dominique et un de Saint-Vincent-et-les-Grenadines (Port-of-Spain, 14-18 mars 1994).

Symposium national sur la population, la croissance économique et le développement durable (97 participants) (Dominique, 20-24 mars 1994).

Atelier régional de formation quant à l'utilisation de mini et macrologiciels du Système informatisé de documentation/Logiciel intégré de systèmes d'information (CDS/ISIS), pour fonctionnaires du Centre des Caraïbes d'administration du développement (CARICAD), la Bibliothèque de la Banque de développement des Caraïbes et l'Association de préservation des Caraïbes (10 participants) (Barbade, 22-29 mars 1994).

Séminaire de formation pour le Conseil de la population des Antilles néerlandaises sur les politiques nationales de population (200 participants) (Curaçao, 20-27 avril 1994).

Atelier de formation quant à l'utilisation des logiciels d'information du CDS/ISIS et en matière d'indexation et d'extractation pour bibliothécaires de Trinité-et-Tobago (12 participants) (Port-of-Spain, 24-25 avril 1994).

Atelier de formation pour la Division de la pêche du Ministère de l'agriculture, des terres et des ressources marines de Trinité-et-Tobago, sur l'utilisation des logiciels d'information du CDS/ISIS et en matière d'indexation et d'extractation pour bibliothécaires (Port-of-Spain, 30-31 mai 1994; 14-25 novembre 1994).

Atelier de formation quant à l'utilisation de "mini-micro" logiciels d'information du CDS/ISIS au Ministère de la planification et du développement de Trinité-et-Tobago (10 participants) (Port-of-Spain, 17-21 octobre 1994).

Atelier de formation pour les bibliothécaires de l'Université des îles Vierges (quatre participants) (Saint Thomas, îles Vierges américaines, 12-16 décembre 1994).

Atelier de formation en matière d'indexation et d'extractation et d'utilisation de la fiche de travail sur les registres bibliographiques pour la Bibliothèque nationale, avec le concours du Réseau des Caraïbes pour le développement intégré (Sainte-Lucie, décembre 1994).

Atelier régional de formation pour scientifiques en matière d'identification, de conception, de mise en oeuvre et de suivi de projets, parrainé par le CCST, la Banque de développement des Caraïbes et le PNUD (20 participants) (Barbade, 17-29 avril 1995).

Atelier de formation pour superviseurs et énumérateurs en matière d'évaluation des réponses aux questionnaires et d'analyse des données (15 participants) (Saint-Vincent-et-les-Grenadines, 28 mai-6 juin 1995) [STV/89/P01: projet du FNUAP].

Atelier de formation quant à l'utilisation de "mini-micro" logiciels d'information du CDS/ISIS pour fonctionnaires du projet de la CARICOM sur le développement des exportations (20 participants) (Barbade, 30 mai-2 juin 1995).

Atelier de formation pour renforcer les connaissances des membres du Groupe de la population du gouvernement et du Conseil national de la population , quant à l'organisation de réunions (10 participants) (Saint-Vincent-et-les-Grenadines, 27-30 novembre 1995) [STV/89/P01: projet financé par le FNUAP].

Cours-atelier régional de formation en projections démographiques pour les démographes entraînés responsables de la réunion et l'analyse des données démographiques (15 participants) (Belize, 11-15 décembre 1995) [CAR/94/P02: projet du FNUAP - Integration of Population in Development Planning in Caribbean countries].

**SOUS-PROGRAMME 14: INTEGRATION ET COOPERATION REGIONALES**

Ce sous-programme a essentiellement pour but de réaliser des activités de suivi et d'évaluation, ainsi que de fournir une assistance technique aux gouvernements en matière d'intégration économique et de coopération entre pays de la région. Il faut faire remarquer qu'au cours de ces dernières années, les processus d'intégration au sein de l'Amérique latine ont enregistré un regain de dynamisme qui s'inscrit parfaitement dans le cadre de l'ouverture croissante de l'économie mondiale et qu'il convient d'évaluer et d'encourager activement.

Neuf études ont été élaborées à cette fin (LC/R.1327/Rev.1; LC/R.1357; LC/R.1381; LC/R.1384; LC/R.1395; LC/R.1403; LC/R.1420; LC/R.1436; et LC/R.1455): on y aborde plusieurs facettes du processus d'intégration économique en Amérique latine et, au vu de cet examen, on propose diverses recommandations pour le consolider. Les principaux sujets abordés sont: la convergence des différents mécanismes d'intégration sous-régionale; le rôle des investissements dans le dynamisme de ce mouvement d'intégration, et les programmes et la structure de certains instituts et académies diplomatiques.

En outre, un séminaire sur l'investissement étranger direct et le transfert de technologie entre l'Europe et l'Amérique latine a été organisé dans le cadre du projet ITA/91/S85 "Amélioration de la capacité de gestion des services extérieurs latino-américains". Celui-ci avait pour but de favoriser l'échange de données d'expérience et de propositions d'action directement liées à l'investissement étranger direct et le transfert de technologie, entre directeurs et cadres supérieurs des services extérieurs des pays européens et latino-américains.

Cinq rapports ont été élaborés durant le premier semestre de 1995. Les deux premiers (LC/R.1524; LC/R.1526) portent sur le rôle des ministères des affaires étrangères des pays latino-américains dans la promotion et le développement des relations commerciales entre l'Amérique latine et l'Union européenne, dans le contexte de la politique commerciale de cette dernière; deux autres études (LC/R.1522; LC/R.1528) sont consacrées à l'examen des processus de complémentarité productive en Amérique latine, en particulier dans les pays membres du MERCOSUR, et le dernier document (LC/R.1527) contient une analyse des processus d'intégration en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Trois séminaires ont été organisés au cours du premier semestre de 1995. Le premier était consacré à la complémentarité productive des pays membres et à l'étude des politiques et des instruments propres à favoriser la complémentarité entre différents secteurs et branches d'activité économiques des pays membres, ainsi que les possibilités de créer des noyaux de production en commun. Le sujet abordé au deuxième séminaire était le volet social de l'intégration régionale; ce séminaire a été organisé par le Centre de formation pour l'intégration régionale (CEFIR), sous le parrainage et avec l'assistance technique de la CEPALC et de la Banque interaméricaine de développement (BID). L'objectif était de promouvoir l'échange de vues et de propositions sur les principaux aspects que revêt le volet social des processus d'intégration régionale. Le troisième portait sur les services extérieurs des pays latino-américains et le développement des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et l'Union européenne. Il avait pour but de promouvoir l'échange de données d'expérience et de propositions d'action sur le rôle que peuvent jouer les services extérieurs dans le développement et la diversification des rapports commerciaux entre les pays des deux régions.

Durant le deuxième semestre de 1995, cinq rapports ont été élaborés, dont trois (LC/R.1560; LC/R.1580; LC/R.1590) contiennent, respectivement, des propositions sur les programmes et la

structuration des académies diplomatiques du Guatemala, du Nicaragua et de la Colombie. De même, on a publié le rapport final du séminaire sur les services extérieurs des pays latino-américains et le développement des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et l'Union européenne (LC/R.1558) et sur l'évolution du commerce entre l'Amérique latine et la région de l'Asie-Pacifique dans les années 90 (LC/R.1585).

i) Documents

Programas y estructuras de algunos institutos y academias diplomáticas de América Latina (LC/R.1327/Rev.1).

Síntesis de la Reunión de Representantes de Academias Diplomáticas de América Latina y España (Santiago du Chili, 29 y 30 de noviembre de 1993) (LC/R.1357).

Desarrollo reciente de los procesos de integración en América Latina y el Caribe (LC/R.1381).

Transferencia tecnológica e inversiones extranjeras directas entre Europa y América Latina: el papel de las cancillerías latinoamericanas (LC/R.1384).

Inversión extranjera en América Latina: tendencias y aspectos institucionales (LC/R.1395).

La nueva integración regional en el marco de la Asociación Latinoamericana de Integración (ALADI) (LC/R.1403).

Informe del Seminario sobre Inversión Extranjera Directa y Transferencia de Tecnología entre Europa y América Latina (LC/R.1420).

El dinamismo reciente del comercio intrarregional de la Asociación Latinoamericana de Integración (ALADI) (LC/R.1436).

Propuesta de programa y estructura de la Academia Diplomática y Consular del Paraguay (LC/R.1455).

Algunas ideas acerca de la complementación productiva en América Latina (LC/R.1522).

La política comercial de la Unión Europea: entre la política de competencia estratégica global y la política externa de seguridad (LC/R.1524).

El papel de las cancillerías latinoamericanas en la promoción y desarrollo de las relaciones comerciales entre América Latina y la Unión Europea (LC/R.1526).

Desenvolvimiento de los procesos de integración en América Latina y el Caribe (LC/R.1527).

Síntesis de la Reunión sobre Complementación Productiva de los Países Miembros del Mercado Común del Sur (MERCOSUR) (Santiago de Chile, 20 y 21 de abril de 1995) (LC/R.1528).

Informe del Seminario sobre los Servicios Exteriores Latinoamericanos y el Desarrollo del Comercio entre América Latina y la Unión Europea (LC/R.1558).

Propuesta de programa y estructura de la Academia Diplomática de Guatemala (LC/R.1560).

Propuesta de programa y estructura de la Academia Diplomática de Nicaragua (LC/R.1580).

Latin American and Asian-Pacific: evolution and composition of exports from Brazil and Chile in the nineties (LC/R.1585).

Evaluación y propuestas para la Academia Diplomática de San Carlos de Colombia (LC/R.1590).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Organisés par le sous-programme

Séminaire sur l'investissement étranger direct et le transfert de technologie entre l'Europe et l'Amérique latine, organisé dans le cadre du projet ITA/91/S85 (CEPALC/Institut pour la coopération économique internationale et le développement (ICEPS)) "Amélioration de la capacité de gestion des services extérieurs latino-américains" (Santiago du Chili, 27-28 juin 1994).

Séminaire sur la complémentarité productive des pays membres du MERCOSUR, tenu dans le cadre du projet FRA/93/S68 (Santiago du Chili, 20-21 avril 1995).

Séminaire sur le volet social de l'intégration régionale, organisé par le Centre de formation pour l'intégration régionale (CEFIR), sous le parrainage et avec l'assistance technique de la CEPALC et de la BID (Santiago du Chili, 24-28 avril 1995).

Séminaire sur les services extérieurs des pays latino-américains et le développement des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et l'Union européenne, organisé dans le cadre du projet ITA/91/S85 (CEPALC/ICEPS) "Amélioration de la capacité de gestion des services extérieurs latino-américains" (Rome, 12-13 juin 1995).

Participation à d'autres réunions et conférences

Séminaire sur le Bassin du Pacifique, organisé par l'Académie diplomatique de l'Equateur (Quito, 21-22 novembre 1994).

Quatrième Rencontre internationale de Droit pour l'Amérique latine, organisée par la BID et l'Université de l'Uruguay (Montevideo, 17-20 mai 1995).

Réunion des secrétariats d'organismes régionaux et d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, convoquée par l'ALADI et le SELA (Montevideo, 12-13 juin 1995).

Deuxième réunion des secrétariats d'organismes régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération, convoquée par l'Organisation des Etats américains (OEA) (Montevideo, 13 juin 1995).

Deuxième réunion de la Commission spéciale du commerce, convoquée par l'OEA (Montevideo, 14-15 juin 1995).

Séminaire "Les relations entre le MERCOSUR et le Groupe andin. Vers un espace économique intégré en Amérique du Sud?", organisé conjointement par l'Institut pour les relations entre l'Europe et l'Amérique latine (IRELA) et le CEFIR (Asunción, 26-27 juin 1995).

Première réunion d'experts en systèmes d'information du commerce extérieur des organismes régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération, organisée par l'ALADI (Montevideo, 11-12 juillet 1995).

Premier congrès latino-américain de relations internationales et de recherches pour la paix (Guatemala, 22-25 août 1995).

Réunion du Centre d'études internationales sur l'agenda de l'Amérique latine pour l'avenir, organisée en collaboration avec le Secrétariat d'Etat pour la coopération internationale et l'Amérique latine, l'Institut de coopération ibéro-américaine de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), la Banque interaméricaine de développement et la Commission européenne (Barcelone, 18 septembre 1995).

### iii) Coopération technique

#### Organismes d'intégration

Avec le Secrétariat général de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), dans la réalisation d'études visant à élaborer un plan à court et à moyen terme propre à favoriser l'articulation et l'harmonisation des accords d'intégration.

Avec l'ALADI, sur les bases de données sur le commerce international et dans la préparation d'un cours consacré au thème de la concurrence, la compétitivité et la convergence.

#### Argentine

Avec le Centre d'études des relations internationales de l'Amérique latine, sur le régionalisme ouvert.

Avec l'Université nationale de Cuyo, Faculté des sciences politiques et sociales, sur la mondialisation et l'intégration.

#### Colombie

Avec l'Académie diplomatique de San Carlos du Ministère des affaires étrangères de la Colombie, sur le programme et la structure de l'Académie.

#### Cuba

Avec des fonctionnaires gouvernementaux de Cuba, en matière de commerce international.

### Chili

Avec le Gouvernement du Chili, en matière de politique commerciale et sur la fonction du Ministère des affaires étrangères.

### Espagne

Avec des professeurs et des étudiants de l'Université de Barcelone, ainsi que des chefs d'entreprises et des représentants d'organisations non gouvernementales, sur l'intégration économique et le MERCOSUR.

### Guatemala

Avec le Ministère des affaires étrangères, pour reformuler le plan d'études de l'Académie diplomatique et la restructurer.

### Mexique

Avec le Secrétariat du commerce et du développement industriel, en matière de commerce international.

### Panama

Avec des fonctionnaires gouvernementaux, des professeurs universitaires et des représentants du secteur privé du Panama et d'autres pays centraméricains, lors du premier cours sur l'intégration en Amérique centrale organisé par la CEPALC et le SELA, avec le concours du Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), la BID et le gouvernement mexicain.

### Paraguay

Avec le Ministère des affaires étrangères, l'Académie diplomatique du Paraguay, l'Université nationale du Paraguay et l'École d'administration des affaires, dans le cadre du projet AECI/CEPALC - SPA/92/S35, "Coopération avec les Académies diplomatiques ibéro-américaines".

### Uruguay

Avec des fonctionnaires gouvernementaux, durant le cours sur la coordination des politiques macro-économiques, organisé par le Centre de formation pour l'intégration régionale (CEFIR).

Avec des fonctionnaires gouvernementaux, des professeurs universitaires et des représentants du secteur privé des pays membres du Groupe de Rio, moyennant la participation au cours-séminaire sur les politiques d'intégration, la concurrence et la compétitivité en Amérique latine.

Avec des fonctionnaires du CEFIR, en matière de politiques d'intégration et dans l'organisation d'un cours consacré au thème de la concurrence, la compétitivité et la convergence.

## SOCIETES TRANSNATIONALES

Pendant la période biennale 1994-1995, le Groupe commun CEPALC/CNUCED des sociétés transnationales a travaillé dans trois domaines fortement interdépendants: l'information, la recherche et la coopération technique.

En matière d'information, le Groupe s'est soucié d'élargir l'éventail d'informations disponibles et d'accroître le degré d'homogénéité et de possibilité de comparaison des séries statistiques correspondant au répertoire de l'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes. En 1994, un document intitulé "El tratamiento a la inversión extranjera en América Latina y el Caribe" (LC/R.1461) a été publié dans le but d'actualiser l'information relative aux normes juridiques comprise dans le répertoire. Le Groupe a également poursuivi les activités visant à la création d'un système électronique fournissant l'information à cette base de données, comprenant un système de programmation facile à gérer pour accéder, d'une façon rapide et opportune, à l'information disponible sur l'investissement étranger, tant de la part des particuliers que d'institutions publiques et universitaires de la région, et d'autres institutions des Nations Unies, en particulier la CNUCED.

Dans ce même domaine, le Groupe a élaboré un rapport sur l'entrée de capitaux étrangers en Amérique latine, et en particulier sur le rôle joué par l'investissement étranger direct (LC/G.1868).

Les activités de recherche ont été concentrées dans les domaines suivants: i) réaménagement industriel et compétitivité internationale, et ii) réformes économiques et institutionnelles et processus d'investissement des principales sociétés nationales et transnationales.

Une première étude a été consacrée à la contribution des sociétés transnationales au réaménagement industriel et à la compétitivité internationale. Des études monographiques ont été élaborées afin de déterminer la façon dont les sociétés transnationales manufacturières fonctionnant dans la région s'adaptent au nouveau contexte économique régional et mondial, caractérisé par le rôle déterminant de la compétitivité internationale. La position de la région en termes de compétitivité a été analysée du point de vue de la mondialisation. Plusieurs rapports ont été rédigés sur les cas du Brésil, de la Colombie, de la République dominicaine et du Mexique. Les études relatives au Chili et au Costa Rica sont en cours de publication.

Le Groupe a également élaboré une version préliminaire d'un rapport sur l'évolution positive de l'industrie automobile du Mexique, intitulé "Transforming sitting ducks into flying geese: The example of the Mexican automobile industry", série Desarrollo productivo, n° 26 (LC/G.1865), Réseau de sociétés transnationales.

Une autre étude porte sur les caractéristiques du réaménagement industriel dans quatre pays de la région (Argentine, Brésil, Chili et Mexique) et le rôle des sociétés transnationales, afin de repérer les facteurs qui sont intervenus dans les changements observés (LC/G.1857).

Les travaux futurs seront centrés sur les nouvelles activités productives qui sont parvenues à des niveaux élevés de compétitivité à l'échelon international sur la base des investissements étrangers.

En ce qui concerne les réformes économiques et institutionnelles et les processus d'investissement dans la région, le Groupe prépare une étude sur les investissements à grande échelle dans des secteurs

productifs de l'Amérique latine dans les années 90, ainsi que sur les principales sociétés nationales et transnationales d'Amérique latine. L'objectif est d'analyser les caractéristiques des nouveaux investissements dans la région, à la lumière des dernières réformes économiques et institutionnelles, et leur contribution à l'amélioration de la compétitivité internationale et de l'insertion au sein du nouvel ordre industriel international.

Le Groupe a aussi mené une étude comparative des normes juridiques et des modalités d'embauche dans le secteur des hydrocarbures, sous le titre "Análisis comparado del tratamiento al capital extranjero en el sector petrolero latinoamericano"; cette étude contient une description des réformes réalisées récemment dans ce secteur en Argentine, au Brésil, en Bolivie, en Colombie, en Equateur, au Pérou, au Venezuela et au Mexique.

Finalement, le Groupe a réalisé une étude comparative de l'investissement étranger et du transfert de technologie dans certains pays d'Asie et d'Amérique latine et a publié une étude intitulée "The Taiwanese experience with small and medium-sized enterprises (SMEs): Possible lessons for Latin America and the Caribbean" (LC/G.1872).

i) Documents

Las empresas transnacionales de una economía en transición: la experiencia argentina en los años ochenta, série Estudios e informes de la CEPAL, n° 91 (LC/G.1789-P). Publication des Nations Unies, numéro de vente: S.95.II.G.10.

Two studies on transnational corporations in the Brazilian manufacturing sector: the 1980s and early 1990s, série Desarrollo productivo, n° 18 (LC/G.1842).

Tendencias recientes de la inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe: elementos de políticas y resultados, série Desarrollo productivo, n° 19 (LC/G.1851).

Empresas transnacionales manufactureras en cuatro estilos de reestructuración en América Latina: los casos de Argentina, Brasil, Chile y México después de la sustitución de importaciones, série Desarrollo productivo, n° 20 (LC/G.1857).

Mexico's incorporation into the new industrial order: Foreign investment as a source of international competitiveness, série Desarrollo productivo, n° 21 (LC/G.1864).

Informe sobre la competitividad internacional de las zonas francas en la República Dominicana, série Desarrollo productivo, n° 22 (LC/G.1866). Red de Empresas Transnacionales.

América Latina frente a la globalización, série Desarrollo productivo, n° 23 (LC/G.1867).

Los flujos de capital extranjero en la economía chilena: renovado acceso y nuevos usos, série Desarrollo productivo, n° 24 (LC/G.1868).

Paths towards international competitiveness: A CANalysis, série Desarrollo productivo, n° 25 (LC/G.1869).

Transforming sitting ducks into flying geese: the Mexican automobile industry, série Desarrollo productivo, n° 26 (LC/G.1865).

The Taiwanese experience with small and medium-sized enterprises (SMEs): Possible lessons for Latin America and the Caribbean, série Desarrollo productivo, n° 28 (LC/G.1872).

El tratamiento a la inversión extranjera en América Latina y el Caribe (LC/R.1461).

La inversión extranjera en América Latina y el Caribe. Informe 1995 (LC/G.1890).

ii) Réunions, séminaires et conférences

Participation à d'autres réunions et conférences

XXXVIIème Assemblée annuelle de membres de l'Association colombienne des industries plastiques (Medellín, Colombie, 21-22 avril 1994).

XXème session de la Commission des sociétés transnationales des Nations Unies (Genève, 2-11 mai 1994).

Séminaire "Amérique latine: la prospérité actuelle", parrainé par l'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement et l'Association brésilienne de banques du développement (Belo Horizonte, Brésil, 17-18 août 1994).

"Rencontre internationale sur la compétitivité: expériences et stratégies", organisée par la Chambre de commerce de Cali, la Fondation pour le développement intégral de la vallée du Cauca et la Chambre de commerce de Bogotá (Cali, Colombie, 28-29 septembre 1994).

Débat "Nouveaux scénarios de politique industrielle et de développement technologique en Colombie", organisé par l'Institut des politiques de développement de l'Université Javeriana, avec le concours de la Fondation Konrad Adenauer et le Département national de planification (Bogotá, 29-30 novembre 1994).

iii) Coopération technique

Brésil

Avec la Fondation Getúlio Vargas et l'Institut de planification économique et sociale, pour analyser la compétitivité des pays de la région, à l'aide du logiciel CAN, spécialement conçu à cet effet et basé sur les produits regroupés jusqu'à 4 caractères dans la Classification type pour le commerce international (CTCI).

Avec l'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement, moyennant un exposé sur l'importance de la technologie pour le développement de l'Amérique latine lors du séminaire Latin America: Prosperity Now, tenu à Belo Horizonte, Brésil.

Avec le Fonds pour le financement des projets de recherche du Ministère de la science et de la technologie du Brésil, en matière de diffusion industrielle et d'assistance technologique.

### Chili

Avec le Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction, pour analyser la compétitivité des pays de la région, à l'aide du logiciel CAN.

### Colombie

Avec l'Association nationale des industriels, dans l'organisation d'un symposium de haut niveau sur l'apport des sociétés transnationales à la croissance et au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, également parrainé par la CEPALC et la Société andine de développement.

Avec le Conseil national de la compétitivité, de la Présidence de la République, sur la compétitivité internationale.

Avec l'Association nationale des industriels et l'Association colombienne des industries plastiques, sur la compétitivité internationale.

Avec le Ministère du commerce extérieur, le Conseil national de la compétitivité, la Corporation pour le développement de l'investissement étranger, l'Association nationale des industriels, l'Association colombienne des industries plastiques, la Chambre de commerce de Cali, l'Université de la Vallée du Cauca, l'Université Javierana et l'Université nationale de Cali, dans l'étude de la compétitivité des pays de la région, moyennant le logiciel CAN.

### Costa Rica

Avec la Chambre des industries, sur la compétitivité internationale.

Avec le Centre pour la promotion des exportations et des investissements, dans l'étude de la compétitivité des pays de la région, avec l'aide du logiciel CAN.

### Cuba

Avec l'Université de La Havane, dans des domaines liés à la compétitivité internationale et aux sociétés transnationales.

### République dominicaine

Avec le Conseil national des zones franches et l'Association dominicaine des zones franches, sur la compétitivité internationale des zones franches.

Avec l'Association dominicaine des zones franches, le Conseil national des zones franches et la Banque centrale de la République dominicaine, dans l'étude de la compétitivité des pays de la région, à l'aide du logiciel CAN.

### Genève

Avec la CNUCED, dans l'étude de la compétitivité des pays de la région, sur la base du logiciel CAN.

### Mexique

Avec le Collège de la Frontière Nord de Tijuana, dans l'étude de la compétitivité des pays de la région, sur la base du logiciel CAN.

### Pérou

Avec l'Université nationale d'ingénierie, sur l'importance de la technologie pour le développement de l'Amérique latine.

Avec le Ministère de la Présidence du Pérou, sur la technologie et la compétitivité internationale aux fins du développement productif de l'Amérique latine et des Caraïbes.

### Espagne

Avec l'Université internationale d'Andalousie (La Rábida), sur l'importance de la technologie pour le développement de l'Amérique latine.

Avec le Centre espagnol d'études de l'Amérique latine, sur la compétitivité internationale et l'étude de la compétitivité des pays de la région, sur la base du logiciel CAN.

### Uruguay

Avec la Commission sectorielle pour le MERCOSUR, dans l'étude de la compétitivité des pays de la région, sur la base du logiciel CAN.

### Etats-Unis d'Amérique

Avec la Banque interaméricaine de développement (BID), dans l'étude de la compétitivité des pays de la région, sur la base du logiciel CAN.

### Venezuela

Avec le Ministère du développement et la Fédération des Chambres et des Associations du commerce et de la production, sur l'importance de la technologie pour le développement de l'Amérique latine.

## 2. SERVICES COMMUNS D'APPUI

### DIVISION OPERATIONNELLE ET DE PLANIFICATION DES PROGRAMMES

#### Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Au cours de la période 1994-1995, la CEPALC a poursuivi diverses activités d'assistance et de promotion de la CTPD, conformément aux recommandations du Plan d'action de Buenos Aires et des directives émanées des pays membres. Ces activités ont essentiellement visé à la prise en compte d'éléments spécifiques de CTPD dans l'exécution des projets de coopération technique menés à bien dans les divisions et bureaux de la CEPALC, dans les différents domaines du programme de travail du secrétariat. Ces projets sont exécutés à l'aide de fonds extra-budgétaires provenant du système des Nations Unies ou de sources extérieures et, dans bon nombre de cas, des pays développés membres de la Commission. Les éléments de CTPD incorporés à ces projets visent à la réalisation des objectifs suivants: consolidation des institutions nationales dans le secteur pertinent; mise en place de réseaux de coopération et de soutien afin d'en épauler le fonctionnement; perfectionnement des systèmes d'information de manière à améliorer la diffusion des demandes et des offres de coopération technique entre les pays; renforcement des centres de liaison de CTPD à l'échelon national; réalisation de séminaires et de réunions techniques facilitant l'échange de données d'expérience présentant un intérêt pour les pays; élaboration d'études et de rapports visant à repérer les possibilités de coopération, et facilitation des services de coopération horizontale prêtés par des experts ou des consultants locaux associés aux projets.

Le bulletin "Cooperación y desarrollo", qui est le moyen de diffusion habituel des activités de soutien de la CTPD réalisées par la CEPALC, paraît régulièrement, tous les quatre mois depuis 1981, en anglais et en espagnol. Les numéros 42 à 45 ont été publiés au cours de la période biennale et la liste de distribution a été actualisée.

La CEPALC a continué, avec la collaboration du Groupe spécial de la CTPD du PNUD et du SELA, d'épauler les réunions annuelles des directeurs de la coopération technique, ainsi que le mécanisme de coordination entre organismes régionaux en matière de CTPD. Dans le cadre de ces activités, la CEPALC a, avec le concours du Gouvernement des Pays-Bas, mené à bien un projet visant à favoriser la coopération horizontale quant aux instruments et aux mécanismes d'articulation entre les secteurs privé et public. Ce projet obéit à une recommandation adoptée par les directeurs nationaux de la coopération, lors de la huitième réunion annuelle des Directeurs de la coopération technique internationale (Caracas, 1993), qui a fait l'objet d'un suivi à la neuvième réunion (La Paz, 1994). Les résultats du projet, notamment pour ce qui est des instruments d'appui de la petite et moyenne entreprise (PME) dans la région, ont servi de base à une initiative menée par le SELA et le Groupe spécial du PNUD pour la CTPD en collaboration avec le Gouvernement du Brésil dans le domaine de la coopération pour la PME dans la région.

Le Secrétariat a également poursuivi les travaux de suivi, de consultation et de coordination des activités de coopération interrégionale avec les autres commissions régionales des Nations Unies.

Gestion et administration de projets exécutés à l'aide de fonds extra-budgétaires

Au cours de la période 1994-1995, la Division a coopéré de façon permanente avec les divisions organiques, les bureaux sous-régionaux et les bureaux de la CEPALC dans plusieurs pays de la région, ainsi qu'avec le CELADE et l'ILPES dans la mise au point de nouvelles propositions de projets de coopération technique financés à l'aide de ressources extra-budgétaires. Ces propositions ont été soumises, en temps opportun, au Comité d'examen des projets en vue de leur révision et hiérarchisation. Avec l'approbation du Comité, les démarches pertinentes ont été entreprises auprès des sources bilatérales et multilatérales afin d'obtenir les fonds nécessaires à la réalisation des nouveaux projets et les accords ou conventions pertinents ont été conclus. Au cours de cette période, la CEPALC a obtenu de nouvelles sources de financement bilatérales et multilatérales pour la réalisation de certains projets.

Pendant la période biennale envisagée, la CEPALC a géré l'exécution de 106 projets et a maintenu un contact étroit avec les sources de financement bilatérales et multilatérales.

## DIVISION DES DOCUMENTS ET DES PUBLICATIONS

La Division des documents et des publications est chargée de l'édition, de la traduction, du traitement, de la reproduction et de la distribution des documents élaborés par le secrétariat en espagnol et en anglais et, dans une moindre mesure, en français. Elle prête ce même type de services lors des conférences et réunions parrainées par la CEPALC, tant au siège de la Commission qu'en dehors de celui-ci. En vertu des politiques établies par le Comité des publications, elle publie des documents destinés ou non à la vente, soit dans ses ateliers, par l'intermédiaire d'imprimeries externes au service, ou par contrat de co-publication avec des maisons d'édition. Elle collabore avec le Service des ventes du siège de l'Organisation en ce qui concerne la distribution commerciale. Elle sert également de secrétariat technique du Comité des publications, et prépare et exécute le programme des publications de la Commission.

Services prêtés aux conférences et aux réunions. Les services de traduction, d'édition, de rédaction des comptes-rendus et de publication des documents lors des conférences et des réunions font appel des technologies de pointe en matière d'informatique. Ceci a permis de préserver la haute qualité des services prêtés malgré la réduction du nombre de fonctionnaires qui participent aux conférences. Sur la demande du Gouvernement de la Colombie, la CEPALC a prêté des services consultatifs à l'organisation des services de conférence à l'occasion du onzième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non-alignés.

Traduction et édition. La majeure partie des documents a été absorbée par le personnel permanent. Cependant, on continue de faire appel, lorsque nécessaire, à des traducteurs et des éditeurs contractuels. Le personnel permanent, qui constitue un noyau de base hautement qualifié, est essentiellement chargé des travaux les plus importants du point de vue institutionnel (documents de réunions, rapports présentés aux gouvernements et aux organismes intergouvernementaux, etc.). Au cours de cette période biennale, ce personnel a fait l'objet d'un perfectionnement, dont une première phase d'échanges de traducteurs avec le FMI. Il est également chargé d'orienter et de superviser les traducteurs et éditeurs externes. Afin de garantir des résultats uniformes et de gagner du temps, ces collaborateurs sont constamment tenus au courant du matériel terminologique et de référence disponible dans la Division. Ce système, ainsi que l'utilisation d'ordinateurs personnels de la part de la majorité des traducteurs et éditeurs internes et externes, ont permis d'abrèger les délais de livraison. Le développement de la section de terminologie et de références de la Division est particulièrement notable car, malgré ses ressources limitées, elle a réussi à créer ses propres bases de données et à établir la connexion avec d'autres bases de données du système des Nations Unies et d'autres institutions internationales. Les progrès accomplis dans le domaine technologique et de l'informatique ont facilité les travaux de référence, permis de créer des glossaires et intensifier la collaboration et la communication avec d'autres divisions de la CEPALC.

Traitement de texte, impression et publication. Les progrès accomplis au niveau de la production des documents et des publications grâce à l'actualisation constante des logiciels de traitement de texte et de techniques graphiques continuent de se traduire par une réduction des délais de livraison et des coûts. L'échange de données moyennant les réseaux électroniques s'est généralisé, au même titre que l'actualisation informatisée des statistiques de production de tous les processus et l'utilisation de la base de données pour accélérer la distribution. On enregistre une augmentation notable de la productivité par fonctionnaire; en effet, malgré la réduction des effectifs, le nombre des documents et des publications a augmenté, de même que celui des destinataires.

Les Divisions organiques de la Commission ont également consenti un effort conjoint au niveau de l'opportunité des documents et des publications, de leur présentation plus moderne et de leur caractère plus succinct. C'est ainsi qu'a déjà été publié l'Estudio económico 1994-1995, dans une version renouvelée et plus dynamique; les nouvelles publications périodiques annuelles, telles que le Panorama social et l'Informe sobre la Inversión Extranjera, sont parues en temps opportun et la version en anglais de la Revista de la CEPAL a été publiée plus régulièrement. Des progrès ont également été accomplis dans le domaine de la publication électronique: les séries statistiques servant de base à l'Estudio económico 1994-1995 sont présentées, à titre expérimental, sur disques souples et un disque optique contenant l'information relative aux sociétés transnationales sera bientôt disponible.

Du point de vue quantitatif, la Division a, au cours de la période envisagée, prêté des services d'appui, à des degrés variables, à 39 conférences et autres réunions parrainées par la CEPALC. Elle a édité et traduit 10.3 millions de mots; elle a publié 1 407 documents, dont 54 publications de type technique destinées à la vente; elle a imprimé un total de 76.2 millions de pages; elle a distribué 832 654 exemplaires de documents et de publications moyennant le système informatisé ADDRESS; elle a également remis 24 549 exemplaires de publications de la CEPALC et de l'ILPES au réseau de ventes des Nations Unies, ainsi que 1 736 exemplaires de documents du CELADE à son système de ventes.

## BIBLIOTHEQUE DE LA CEPALC

La Bibliothèque de la CEPALC a, pendant la période envisagée, poursuivi le développement de nouvelles technologies de gestion de l'information pour répondre aux besoins de la Commission ainsi que des usagers externes, notamment grâce à la publication de ses bases de données sur média électroniques et la diffusion de cette information par tous les canaux disponibles.

En 1994 et 1995, la Bibliothèque a participé activement à la publication de ses bases de données sur CD-ROM (Compact Disk/Read Only Memory), en trois éditions réalisées avec des réseaux d'information latino-américains, sous le parrainage du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), du Canada, et en deux éditions réalisées par l'Université de Colima, au Mexique, sous l'égide de l'Unesco.

Ces éditions ont permis de présenter sous cette forme les bases de données de la CEPALC qui contiennent l'information bibliographique relative aux publications émanées de la Commission depuis 1948 et de les diffuser plus largement dans un grand nombre d'institutions régionales, d'organismes gouvernementaux des pays membres de la CEPALC, de bibliothèques des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Bibliothèque assure la présence de la CEPALC par l'intermédiaire de ses publications et, grâce à cette activité de diffusion, entretient des contacts avec de nombreuses institutions qui sollicitent par la suite les documents produits par la Commission. L'envoi de ces derniers est effectué en coordination avec le Groupe de distribution de la CEPALC.

Outre les bases de données sur CD-ROM, les bureaux de la CEPALC dans la région reçoivent également, de façon périodique, des actualisations de l'information introduite dans les bases de données bibliographiques, sous la forme de fichiers informatisés qui leur permettent de mettre à jour leurs propres bases de données à l'échelon local et prêter ainsi des services directs aux usagers des pays de la région.

Le CEPALINDEX, indice annuel de l'information bibliographique relative aux documents produits chaque année par la CEPALC, continue de paraître parallèlement aux éditions sur disques optiques, pour que d'autres types d'usagers aient également accès à l'information. De même, la Bibliothèque continue de publier le Bulletin hebdomadaire afin de tenir les usagers internes au courant de l'information disponible.

Les services directs prêtés aux usagers internes continuent de fonctionner de façon expéditive, essentiellement moyennant l'accès direct des fonctionnaires aux bases de données installées dans le réseau local de micro-ordinateurs.

Les opérations internes, telles que le contrôle quotidien de réception des publications périodiques, leur circulation interne et le contrôle des prêts des publications, font l'objet d'une analyse et d'une révision permanentes en vue de l'adoption de moyens informatisés permettant une gestion optimale de ces transactions.

La révision régulière des collections, afin d'assurer un équilibre et répondre aux besoins du programme de travail de la Commission, constitue l'un des soucis permanents de la Bibliothèque. Les accords d'échange de publications souscrits avec divers organismes gouvernementaux, institutions universitaires et organisations internationales se sont multipliés, donnant à la Commission l'information nécessaire à la réalisation de ses objectifs.

Dans le cadre du Système d'information bibliographique de la CEPALC, formé par la Bibliothèque de la CEPALC, le CLADES et le CELADE/DOCPAL, la Bibliothèque a continué de participer activement à diverses activités et réunions, au niveau national et régional, assurant le suivi des apports de la CEPALC en matière d'information. Le format de stockage et de recherche de l'information bibliographique mis au point par la CEPALC fait l'objet d'une révision et d'une actualisation permanente afin de préserver le rôle d'avant-garde joué par la Commission dans ce domaine.

La Bibliothèque s'attache actuellement à la mise au point de formats permettant l'installation, dans un avenir proche, des bases de données bibliographiques de la CEPALC sur le réseau international INTERNET et à la révision des nouvelles versions du logiciel MicroIsis, qui sert de support à l'activité bibliographique de la CEPALC.

### Documents

CEPALINDEX. Documentos del sistema de la CEPAL, vol.16, 1993 (LC/G.1836).

CEPALINDEX. Documentos del sistema de la CEPAL, vol.17, 1995 (LC/G.1771).

## CENTRE DE CALCUL ELECTRONIQUE

L'objectif de parvenir à un ordinateur par fonctionnaire a été accompli durant la première partie de la période biennale, ce qui a permis la connexion en ligne de ces ordinateurs à un réseau qui unit les bureaux régionaux. Le Centre a amorcé l'installation de Windows, bien que certains ordinateurs ne possèdent pas la capacité suffisante pour fonctionner avec ce logiciel.

L'accès au réseau international INTERNET et son utilisation sont désormais généralisés. La CEPALC est présente sur la World Wide Web avec une page guide électronique (home-page).

Le secrétariat exécutif a créé le Comité de gestion de l'information (CGI), chargé de veiller au développement de la gestion de l'information, sur la base de l'équipement informatique.

Afin d'améliorer le rendement et la productivité de la CEPALC, il a également été décidé de créer la Section des services informatiques, relevant de la Division de l'administration, qui aura pour mission d'intensifier le développement de la plate-forme technologique de gestion de l'information et faciliter son utilisation de la part du personnel.

## GROUPE DES SERVICES D'INFORMATION

Ces services jouent un double rôle: ils doivent répondre aux besoins d'information publique du système de la CEPALC aux échelons local et international, ainsi que des institutions des Nations Unies ayant des bureaux au Chili, conformément aux directives du Département de l'information publique des Nations Unies, à New York.

Au cours de la période envisagée, les travaux de ce Groupe ont été essentiellement axés sur la diffusion du message de la CEPALC, notamment en ce qui concerne la transformation du processus de production dans un climat d'équité. Pour ce faire, le Groupe a resserré ses liens avec les milieux de presse, les bureaux gouvernementaux, les organisations non gouvernementales et les établissements éducatifs d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'autres régions.

Au Chili, divers contacts ont été établis avec ces institutions afin de diffuser les activités des Nations Unies en général, notamment à l'occasion du cinquantenaire de l'Organisation, de l'Année des Nations Unies pour la tolérance, du Sommet mondial pour le développement social et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Le Groupe a également collaboré à la diffusion des activités menées par d'autres institutions représentées dans le pays.

Les principales activités réalisées au cours de cette période sont les suivantes:

i) Publications

Notas sobre la economía y el desarrollo de América Latina: bulletin mensuel ou bimensuel concernant des thèmes de fond de la CEPALC publié en espagnol et, occasionnellement, en anglais. 21 numéros sont parus, avec un tirage de quelque 8 500 exemplaires, qui ont été distribués au sein et hors de la région. Huit numéros ont été traduits en anglais, avec un tirage d'environ 2 500 exemplaires chacun.

Micronoticias: synthèse hebdomadaire, en espagnol, d'informations relatives à la CEPALC et aux Nations Unies. 104 numéros ont été publiés, avec un tirage d'environ 1 100 exemplaires chacun.

Crónicas de la CEPAL: publication sur les études de la CEPALC. 36 numéros sont parus, avec un tirage de quelque 3 000 exemplaires en espagnol, 1 000 en anglais et 430 en portugais.

Plus de 190 communiqués de presse ont été rédigés en espagnol et distribués sur un réseau de média locaux et internationaux. Certains ont été traduits en anglais. Afin d'accroître leur diffusion, le Groupe a commencé à utiliser l'INTERNET.

ii) Médias

Presse. Les hauts fonctionnaires du système de la CEPALC et des Nations Unies ont accordé plus de 120 entrevues aux représentants des principaux moyens de communication de la région. A l'instance des services d'information, quelque 1 000 journalistes provenant de différents média ont couvert près de 70 conférences, réunions ou autres activités réalisées au siège de la CEPALC et à l'extérieur. Ceci s'est traduit par une présence nettement plus importante de la CEPALC dans la presse chilienne et internationale.

Des conférences de presse ont été organisées dans plusieurs villes de la région. Le Groupe répond régulièrement aux consultations de 700 journalistes spécialisés dans les domaines économique et social et fait parvenir ses publications à plus de 1 500 moyens de communication dans différents pays.

Dans le but d'informer en permanence les hauts fonctionnaires de la CEPALC, deux résumés de presse sont élaborés chaque jour, l'un sur la base d'articles parus dans la presse chilienne et l'autre sur les informations d'une agence de presse internationale. Le Groupe fait également circuler un dossier contenant des articles parus dans la presse internationale et traitant de la CEPALC.

Radio. Le Groupe a coordonné les interviews radiophoniques de hauts fonctionnaires des Nations Unies et de la CEPALC. Les cassettes contenant des programmes du Service de Radio des Nations Unies à New York sont envoyées régulièrement aux radios locales.

Ciné et télévision. Plus de 150 films et cassettes vidéo des Nations Unies ont été prêtées à diverses institutions et au public en général et d'autres ont été projetées au siège de la CEPALC. Des cassettes vidéo sur les activités des Nations Unies ont également été remises aux chaînes de télévision locales. Le Groupe a en outre assuré la coordination des interviews télévisées de hauts fonctionnaires des Nations Unies et de la CEPALC.

Autres activités. Le Groupe a organisé, avec l'Unesco, le Département de l'information publique des Nations Unies et le Gouvernement du Chili, le Séminaire sur le développement des moyens de communication et la démocratie en Amérique latine et aux Caraïbes (2-6 mai 1994).

Le Groupe a également organisé la Table ronde des éditeurs d'Amérique latine et des Caraïbes sur le thème du Sommet mondial pour le développement social (24-25 novembre 1994).

iii) Services d'information directe au public

Le Groupe a répondu à quelque 6 000 consultations —téléphoniques ou personnelles— du public en général et a organisé 12 conférences sur les activités des Nations Unies et de la CEPALC, en particulier pour des étudiants universitaires et des lycéens.

## GROUPE DES SERVICES DE CONFERENCE

L'activité du Groupe a été particulièrement intense; il a organisé quelque 230 conférences intergouvernementales, réunions d'experts, séminaires, ateliers, visites et cérémonies officielles. En 1994 et 1995, cinq conférences régionales ont été tenues à l'échelon ministériel, dont la vingt-cinquième session de la CEPALC, la dix-neuvième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) et dans les domaines de l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, du logement et de l'urbanisme. Le Groupe a également coordonné les visites officielles du Secrétaire général des Nations Unies, du Président de la République du Brésil, de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et du Secrétariat général adjoint chargé des activités du cinquantenaire des Nations Unies.

Les activités du Groupe des services de conférence sont présentées en détails dans l'annexe 2 de ce rapport.

### C. RAPPORTS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET D'AUTRES ORGANISATIONS

Au cours de la période envisagée dans ce rapport, la CEPALC a maintenu et a resserré ses liens de collaboration et ses contacts avec diverses institutions spécialisées et d'autres organisations, dont le Programme sur les sociétés transnationales de la CNUCED, le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, le Centre pour la science et la technique au service du développement, la CNUCED, les autres commissions régionales des Nations Unies, le PNUE, l'ONUDI, la FAO, l'Unesco, l'OIT, le FNUAP, le FMI, la Banque mondiale, la BID, l'OEA, le SELA et l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE).

Les rapports entre la CEPALC et les institutions et organisations mentionnées ici font l'objet d'une description détaillée dans les chapitres antérieurs de ce rapport. C'est pourquoi on ne mentionnera que la participation de la CEPALC à la troisième réunion de coopération entre le système des Nations Unies et l'OEA, et sa collaboration à la mise en oeuvre des engagements émanés du Sommet des Amériques, tenu à Miami, moyennant la présentation du document "Algunas reflexiones sobre la forma de abordar el tema del Area de Libre Comercio de las Américas". La CEPALC a également servi de siège et de secrétariat technique à la première réunion interinstitutions régionale des membres du Comité administratif de coordination.

Quant aux relations avec les organisations non gouvernementales, la CEPALC a, au cours de cette période, jeté les bases institutionnelles permettant un échange de vues plus permanent et systématique entre les deux parties. Elle a, pour ce faire, consolidé les rapports avec l'Association d'organisations non gouvernementales (ASONG) et s'est efforcée d'établir des contacts avec les principaux réseaux d'organisations non gouvernementales à l'échelon régional. L'ASONG, créée et parrainée par la CEPALC dans le but d'encourager la coopération entre ces organisations et faire connaître les principes des Nations Unies ainsi que le programme de travail de la Commission, possède 35 membres à part entière (ONGs) ayant une représentation au Chili et reconnues par le Conseil économique et social et un certain nombre d'organisations ayant un statut d'observateur. La nomination de deux fonctionnaires de liaison a également contribué à renforcer ses activités.

Conformément à ses objectifs et à son programme de travail, l'ASONG a, au cours de la période envisagée, organisé un certain nombre d'activités telles que le Forum latino-américain d'organisations non gouvernementales préparatoire du Sommet mondial pour le développement social (où l'ASONG a été représentée), la rencontre sur le rôle des moyens de communication dans la construction d'une société plus solidaire, la deuxième Journée de santé et de nutrition, une réunion d'hommes d'affaires, et une réunion d'information sur les résultats de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Au cours de la période envisagée, la CEPALC a renforcé, outre les rapports de collaboration avec l'ASONG, les contacts avec les principaux réseaux d'organisations non gouvernementales à l'échelon régional. Conformément à la résolution 535(XXV), la CEPALC a encouragé diverses activités préparatoires, aux échelons national et régional, du Sommet mondial pour le développement social, dont ont pu s'inspirer les délégations gouvernementales et les représentants de la société civile qui ont participé aux réunions du Comité préparatoire ainsi qu'à la Conférence proprement dite. C'est ainsi que la CEPALC a parrainé plus d'une dizaine de réunions, séminaires, rencontres ou ateliers de secteurs non gouvernementaux dans toute la région, servi de siège à ces réunions ou prêté une assistance technique à leur réalisation.

D'autre part, les activités menées par la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes en vue de la quatrième Conférence sur les femmes ont également fait l'objet d'une étroite collaboration avec les organisations non gouvernementales. En effet, la Coordinatrice régionale d'ONGs pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes a participé à la sixième Conférence régionale, tenue à Mar del Plata, Argentine ainsi qu'à deux réunions du Bureau de cet organisme.

Ces efforts de coordination déployés à tous les niveaux en vue du Sommet mondial pour le développement social et de la Conférence de Beijing ont créé un climat dont la CEPALC a tiré parti pour renforcer le dialogue avec les organisations de la société civile, dans le cadre du séminaire "Développement en Amérique latine et aux Caraïbes: les propositions de la CEPALC et le rôle de la société civile" auquel participèrent près de 30 représentants des principaux réseaux régionaux d'ONGs de tous les secteurs.

De même, la CEPALC a poursuivi les efforts de diffusion de ses travaux parmi ces organisations et des fonctionnaires de la Commission ont, chaque fois que ces organisations en ont fait la requête, présenté des exposés sur des thèmes les intéressant directement lors de leurs réunions. Les travaux amorcés il y a plusieurs années déjà ont donc été renforcés et des échanges de vues systématiques existent dorénavant avec les réseaux régionaux qui regroupent les principales organisations non gouvernementales de type académique et celles qui se consacrent à promouvoir le développement et qui sont plus étroitement associées au programme de travail de la CEPALC. Ce dialogue devrait s'intensifier dans l'avenir.

PROJETS DE COOPERATION TECHNIQUE EXECUTES A L'AIDE DE FONDS  
EXTRA-BUDGETAIRES

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
RLA/88/039 - Mise au point des politiques visant à renforcer la capacité d'innovation technologique et la compétitivité internationale des entreprises latino-américaines	février 1989	décembre 1996	PNUD
RLA/92/003 - Politiques financières en vue de la transformation du processus de production dans un climat d'équité	janvier 1992	décembre 1996	PNUD
RLA/92/015 - Elaboration et mise en oeuvre de réformes budgétaires	mars 1992	décembre 1996	PNUD
RLA/92/030 - Gouvernement pour le développement humain en Amérique latine et aux Caraïbes	octobre 1994	décembre 1995	PNUD
RLA/92/037 - Rationalisation des dépenses sociales et amélioration de la gestion budgétaire municipale	janvier 1993	décembre 1994	PNUD
ARG/87/014 - Argentine: appui au Centre d'économie internationale	mai 1992	juin 1994	PNUD
ARG/92/016 - Argentine: consolidation des systèmes d'information de l'Institut national des statistiques et des recensements	décembre 1992	juin 1995	PNUD
ARG/93/035 - Programme de consolidation des exportations	février 1994	décembre 1995	PNUD
ARG/94/011 - Modernisation du développement du système statistique national (INDEC)	octobre 1994	décembre 1994	PNUD
BOL/94/036 - Assistance au Système national de planification	mars 1995	mars 1996	PNUD
JAM/89/019 - Jamaïque: Plan national de développement	mai 1990	décembre 1994	PNUD
PAN/93/002 - Amélioration de la comptabilité nationale et de la production de statistiques de base	octobre 1994	juin 1997	PNUD
URU/90/001 - Assistance technique au Programme d'investissement social	janvier 1993	décembre 1994	PNUD
INT/90/P12 - Programme international de formation en matière de population et de développement CEPALC/CELADE	juillet 1990	juin 1994	FNUAP

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
RLA/92/P03 - Cours régional intensif d'analyse démographique aux fins du développement	août 1994	décembre 1994	FNUAP
RLA/92/P04 (P05, P06, P07, P08) Programme régional en matière de population FNUAP/CELADE	janvier 1992	décembre 1995	FNUAP
RLA/92/P17 - Travaux préparatoires régionaux de la Conférence internationale sur la population et le développement	mai 1992	octobre 1995	FNUAP
CAR/94/P02 - Prise en compte des aspects démographiques dans la planification du développement dans la sous-région des Caraïbes	juin 1994	juin 1996	FNUAP
STV/89/P01 - Appui à la mise en oeuvre des politiques démographiques à Saint-Vincent-et-les-Grenadines	avril 1990	décembre 1995	FNUAP
TSS/92/PL1 - Services consultatifs en matière de politiques démographiques prêtées par la CEPALC et le CELADE aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes	janvier 1992	décembre 1995	FNUAP
HAI/88/P04 - Haïti: Assistance au Conseil national de la population (CONAPO)	mars 1989	décembre 1994	FNUAP
RLA/93/W11 - Les femmes dans le secteur non structuré de l'économie en Amérique latine et aux Caraïbes: information aux fins des politiques	mars 1994	décembre 1994	UNIFEM
RLA/95/W04 - Publication du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001	février 1995	août 1995	UNIFEM
UNE/94/S02 - Accord Unesco/CEPALC "Etude de la politique en ressources humaines de l'Université du travail (UTU) d'Uruguay"	juin 1994	décembre 1995	Unesco
UNI/93/S01 - Base de données sur la mortalité infantile (CELADE)	janvier 1993	décembre 1995	FISE
UNI/93/S02 - Principes directeurs d'action commune FISE/CEPALC à moyen terme	septembre 1993	mars 1996	FISE

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
BID/93/S47 - Prise en compte des facteurs démographiques dans les projets d'investissement et formation quant à l'utilisation de l'information démographique en matière de planification, de préparation et d'évaluation des projets (CELADE)	mars 1993	mars 1996	BID
BID/91/S51 - Appui au processus hémisphérique d'intégration commerciale pour les Amériques	juin 1991	juin 1995	BID
BID/91/S39 - CHILI - Accord BID/Chili (Ministère de l'intérieur, Sous-secrétariat de développement régional (SUBDERE)/CEPALC-ILPES "Plan de renforcement institutionnel"	octobre 1991	décembre 1994	BID/Gouvernement chilien
BID/92/S64 - VENEZUELA - Accord BID/Venezuela (FONVIS)/CEPALC-ILPES "Programme d'investissement social local" (PROINSOL)	novembre 1992	novembre 1995	BID/Gouvernement du Venezuela
BID/94/S11 - ARGENTINE - Accords entre entreprises dans le MERCOSUR	mars 1994	novembre 1994	BID/Gouvernement argentin
BID/94/S36 - ARGENTINE - Création de Centres de développement des entreprises (FOMIN)	décembre 1994	juin 1995	BID/Gouvernement argentin
BID/93/S54 - URUGUAY - Programme d'amélioration des systèmes d'information socio-économique en Uruguay	juin 1993	décembre 1996	BID/Gouvernement de l'Uruguay
BCE/94/S10 - Accord-cadre de coopération interinstitutions entre la Banque centraméricaine d'intégration économique et la CEPALC	août 1994	juillet 1999	BCIE
OIM/94/S01 - Renforcement de la capacité de l'Etat en matière d'information démographique et de gestion des migrations	décembre 1994	septembre 1995	OIM (Organisation internationale pour les migrations)
OPS/93/S1 - Santé et transformation du processus de production dans un climat d'équité en Amérique latine et aux Caraïbes	avril 1993	décembre 1994	OPS
OPS/93/S2 - CHILI - Institutions du système de santé dans le cadre de la décentralisation	décembre 1992	décembre 1994	OPS

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
UNP/93/S01 - Application d'instruments de politique économique en vue de la gestion de l'environnement et du développement durable dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes	juin 1994	décembre 1995	PNUE
UNP/93/S02 - Réunion du Groupe d'experts sur les répercussions d'Action 21 au niveau de la gestion intégrale des ressources en eau de l'Amérique latine et des Caraïbes	novembre 1993	mai 1994	PNUE
CIC/95/S63 - Accord CEPALC/CICEPLA (Confédération industrielle de la pulpe et du papier en Amérique latine et aux Caraïbes)	juillet 1995	septembre 1995	CICEPLA
ARG/85/S93 - Accord de coopération technique sur certains aspects économiques et sociaux (Conseil fédéral d'investissements d'Argentine/CEPALC)	novembre 1985	octobre 1994	Gouvernement argentin
ARG/92/S04 - Accord CEPALC/Municipalité de Buenos Aires sur le développement économique	septembre 1991	mai 1995	Gouvernement argentin
ARG/93/S66 - Accord CEPALC/Université nationale de Río Cuarto	septembre 1993	avril 1995	Gouvernement argentin
ARG/93/S74 - Accord CEPALC/Université nationale de General Sarmiento	décembre 1993	septembre 1995	Gouvernement argentin
ARG/94/S33 - Accord CEPALC/MCE Amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur (Ministère de la culture et de l'éducation)	novembre 1994	septembre 1995	Gouvernement argentin
ARG/95/S58 - Accord CEPALC/Municipalité de La Plata	avril 1995	indéterminée	Gouvernement argentin
ARG/95/S62 - Accord CEPALC/INDEC (Institut national de statistique de l'Argentine) "Recensement économique 1994"	février 1995	décembre 1995	Gouvernement argentin
BRA/93/S26 - Accord CEPALC/Ministère de la prévoyance sociale du Brésil (I)	mars 1993	décembre 1994	Gouvernement brésilien
BRA/93/S07 - Accord CEPALC/Ministère de la prévoyance sociale du Brésil (II)	juin 1994	avril 1995	Gouvernement brésilien

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
BRA/93/S76 - Accord CEPALC/MF/SPE "Etudes mixtes sur la politique de développement économique et social"	janvier 1994	mai 1995	Gouvernement brésilien
BRA/95/S59 - Accord CEPALC/ILPES/IPARDES	juillet 1995	septembre 1995	IPARDES/Brésil
CAN/89/S01 - Accord ACIDI/CELADE (1989-1994) (Phase III)	avril 1989	décembre 1994	ACDI Canada
CAN/94/S28 - Révision globale de la coopération centraméricaine en matière d'énergie électrique	octobre 1994	mars 1996	ACDI Canada
CAN/91/S43 - Développement des communications informatisées dans les Caraïbes	janvier 1991	juin 1994	CRDI Canada
CAN/93/S19 - Nouveaux courants financiers acheminés vers l'Amérique latine	novembre 1992	janvier 1995	CRDI Canada
CAN/93/S41 - Réaménagement du processus de production, l'organisation industrielle et la compétitivité internationale en Amérique latine et aux Caraïbes	avril 1993	décembre 1995	CRDI Canada
CAN/93/S55 - Instruments d'application de REDATAM+GIS en matière de population visant à faciliter la décentralisation du développement local	juin 1993	novembre 1995	CRDI Canada
CAN/94/S20 - Utilisation de la méthode de l'enfant déjà né	janvier 1994	août 1995	CRDI Canada
CAN/92/S16 - "Réseau de réseaux"	août 1992	août 1995	ALIDE (CRDI)
CHI/92/S63 - Accord CEPALC/ILPES/Ministère de l'éducation "Amélioration de la qualité et de l'équité en matière d'éducation" (MECE)	décembre 1992	décembre 1994	Gouvernement chilien
COL/95/S81 - Accord CEPALC-ILPES/CORPES Ouest de la Colombie "Cours de préparation, évaluation et gestion de projets de développement local"	mars 1995	octobre 1995	Gouvernement colombien
COL/95/S48 - Accord CEPALC-ILPES/CORPES Est de la Colombie "Banque de projets et d'opérations"	avril 1995	juillet 1995	Gouvernement colombien
FRA/92/S52 - Expert en mission en matière de systèmes d'information sur l'environnement et les établissements humains	octobre 1992	octobre 1995	Gouvernement français

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
FRA/93/S68 - Séminaire sur la complémentarité productive des pays membres du Marché commun du sud (MERCOSUR)	novembre 1993	août 1995	Gouvernement français
FRA/93/S75 - Programme de coopération entre le Gouvernement français et CEPALC-ILPES/CELADE/IIAP (1993) (Phase IX)	décembre 1993	décembre 1994	Gouvernement français
FRA/94/S29 - Programme de coopération entre le Gouvernement français et CEPALC-ILPES/CELADE/IIAP (1993) (Phase X)	octobre 1994	décembre 1995	Gouvernement français
FRG/91/S96 - La transformation du système économique argentin: commerce industriel et développement	octobre 1992	septembre 1995	Gouvernement allemand
FRG/92/S02 - Gestion des projets de ressources en eau (Phase IV) en Amérique latine et aux Caraïbes	janvier 1992	décembre 1994	Gouvernement allemand
FRG/92/S06 - Politiques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets (Phase II)	octobre 1992	mars 1995	Gouvernement allemand
FRG/92/S25 - Coopération technique entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en matière d'entretien des routes (Phase II)	septembre 1992	septembre 1994	Gouvernement allemand
FRG/92/S37 - Décentralisation de la politique et de la gestion budgétaires en Amérique latine et aux Caraïbes (Phase I)	janvier 1992	juin 1995	Gouvernement allemand
FRG/93/S49 - Coopération technique visant à améliorer l'approvisionnement en pétrole en Amérique centrale (Phase V)	juin 1993	juin 1995	Gouvernement allemand
FRG/94/S03 - Energie et développement économique en Amérique latine et aux Caraïbes	octobre 1994	août 1996	Gouvernement allemand
FRG/94/S05 - Concept visant à une meilleure intégration de l'agriculture et de l'agroindustrie	janvier 1994	juin 1996	Gouvernement allemand
FRG/94/S79 - Décentralisation de la politique et de la gestion budgétaires en Amérique latine et aux Caraïbes (Phase II)	janvier 1995	décembre 1996	Gouvernement allemand
FRG/95/S69 - Politiques pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets (Phase III)	septembre 1995	août 1997	Gouvernement allemand

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
FRG/95/S80 - Réformes du financement des systèmes de santé en Amérique latine et dans les Caraïbes	août 1995	juillet 1997	Gouvernement allemand
FRG/95/S95 - Coopération technique visant à améliorer l'approvisionnement en pétrole en Amérique centrale (Phase VI)	septembre 1995	août 1996	Gouvernement allemand
HOL/90/S38 - Gestion urbaine dans certaines villes intermédiaires d'Amérique latine	décembre 1990	juillet 1994	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/90/S45 - Propositions de réformes de politique pour améliorer l'efficacité de l'Etat en Amérique latine et aux Caraïbes	février 1991	décembre 1994	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/92/S08 - Indicateurs visant à la formulation de politiques sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes	septembre 1992	décembre 1994	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/92/S12 - Formulation de politiques visant à la transformation de la production agricole en Amérique latine et dans les Caraïbes	septembre 1992	décembre 1994	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/93/S83 - Propositions en vue de la transformation productive du logement en Amérique latine et aux Caraïbes	janvier 1994	juin 1996	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/93/S91 - Nouveaux opérateurs émergents dans la coopération technique entre pays en développement: rapports entre le gouvernement et le secteur privé dans certains pays d'Amérique latine	mai 1994	juin 1995	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/94/S22 - La distribution du revenu et la pauvreté dans les récentes politiques de stabilisation et d'ajustement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes	avril 1994	mars 1996	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/94/S44 - Promotion du commerce et de l'investissement en Amérique latine et aux Caraïbes	mars 1995	septembre 1996	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/94/S57 - Financement et prestation publique des services sociaux: le rôle de l'Etat dans l'enseignement de base, la santé et le régime des pensions	mars 1995	février 1997	Gouvernement des Pays-Bas
HOL/94/S60 - Diagnostic et évaluation socio-économique récente et des politiques sociales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes	janvier 1995	décembre 1997	Gouvernement des Pays-Bas

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
ITA/91/S106 - Formation de ressources humaines en matière de planification du développement économique et social en Amérique latine (ILPES) (Phase II)	juin 1995	décembre 1996	Gouvernement italien
ITA/91/S85 - Amélioration de la capacité de gestion des services extérieurs d'Amérique latine	janvier 1992	décembre 1995	Gouvernement italien
ITA/95/S71 - Gestion urbaine dans certaines villes intermédiaires d'Amérique latine	février 1995	janvier 1998	Gouvernement italien
JAP/94/S13 - Accord CEPALC/Agence japonaise de coopération internationale "Groupe d'études sur le développement économique de la République argentine"	septembre 1994	indéterminée	JICA (Agence japonaise de coopération internationale)
JAP/95/S65 - Contrat CEPALC/Centre de développement international du Japon "Etude des petites et moyennes entreprises"	août 1995	indéterminée	IDCJ (Centre de développement international du Japon)
MEX/93/S01 - Appui à la mise en oeuvre de politiques propres à l'organisation économique paysanne	janvier 1993	décembre 1994	Gouvernement mexicain
MEX/93/S32 - Mexique: une stratégie de compétitivité compatible avec son insertion efficace sur le marché mondial	août 1993	mars 1994	Gouvernement mexicain
PAR/90/S92 - Projet de coopération technique visant à améliorer la comptabilité nationale au Paraguay	novembre 1990	décembre 1995	Gouvernement du Paraguay
RUS/90/S03 - La politique économique extérieure de la Russie et ses conséquences pour l'Amérique latine et les Caraïbes	août 1990	décembre 1994	Gouvernement russe
SPA/92/S18 - Coopération technique en matière de statistique et de projections en Amérique latine et dans les Caraïbes	octobre 1992	septembre 1994	AECI (Gouvernement espagnol)
SPA/92/S35 - Projet de coopération avec les Académies diplomatiques ibéro-américaines	juillet 1993	indéterminée	AECI (Gouvernement espagnol)
STL/92/S17 - Accord de coopération technique entre le Gouvernement de Sainte-Lucie et la CEPALC	janvier 1993	septembre 1994	Gouvernement de Sainte-Lucie
SWE/94/S18 - Etude comparative des expériences de privatisation en Bolivie et au Nicaragua	juillet 1994	juillet 1995	OSDI/Suède

Titre du projet	Date de commencement	Date d'achèvement	Source de financement
SWE/95/S61 - Soutien et promotion des politiques sociales moyennant la réforme du secteur public et l'amélioration de l'équité en Amérique latine et aux Caraïbes	juillet 1995	juin 1997	OSDI/Suède
UAC/94/S09 - Accord CEPALC-ILPES/Université australe du Chili	novembre 1994	octobre 1995	Université australe du Chili
UBB/95/S97 - Accord CEPALC-ILPES/Université du Bío-Bío du Chili	janvier 1995	décembre 1995	Université du Bío-Bío du Chili
UDV/95/S46 - Accord CEPALC-ILPES/Université del Valle de Colombie	janvier 1995	janvier 1996	Université del Valle de Colombie
UMC/94/S23 - Accord CEPALC-ILPES/Université del Magdalena de Santa Marta de Colombie	septembre 1992	décembre 1995	Université del Magdalena de Santa Marta de Colombie
URU/92/S53 - Accord CEPALC/ANEP (Uruguay) "Diagnostic du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et évaluation de l'apprentissage du langage et des mathématiques dans les classes terminales"	septembre 1992	décembre 1995	Gouvernement de l'Uruguay
URU/93/S73 - Accord CEPALC/Gouvernement de l'Uruguay "Coopération économique et sociale" (Phase II)	janvier 1994	décembre 1998	Gouvernement de l'Uruguay

## Annexe 2

## REUNIONS ORGANISEES PAR LE SYSTEME DE LA CEPALC

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
<b>1994</b>			
Séminaire-atelier sur les Stratégies de modernisation des services publics	12 janvier	Santiago du Chili	Planification économique et sociale/Sous-secrétariat du développement régional et administratif du Ministère de l'intérieur du Chili
XVIème réunion du Comité exécutif du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie	18 janvier	Guyana	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
XIIème séance plénière du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie	18-22 janvier	Guyana	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Réunion "Proposition pour la gestion de l'environnement dans les municipalités de la Région métropolitaine"	19-20 janvier	Santiago du Chili	Environnement et établissements humains
Sixième séminaire régional sur la politique budgétaire, la stabilisation et l'ajustement	24-27 janvier	Santiago du Chili	Développement économique
Ad Hoc Expert Group Meeting of Women's Bureaux from Non-CARICOM Countries	24-29 janvier	Cuba	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire national sur l'étude de la compétitivité des pays, organisé par le projet régional RLA/88/039	22-23 février	Bogotá	Développement industriel, scientifique et technologique
Réunion du Groupe d'experts sur les répercussions d'Action 21 sur la gestion intégrale des ressources en eau de l'Amérique latine et des Caraïbes	16-18 mars	Santiago du Chili	Ressources naturelles et questions d'énergie
Consultation technique d'experts de pays de la région signataires de la Convention de Bâle	17-18 mars	Genève	Ressources naturelles et questions d'énergie
Atelier sur la municipalisation des services sociaux	28 mars	Santiago du Chili	Planification économique et sociale
Séminaire "Le Traité de libre-échange nord-américain et les accords de libre-échange: l'optique de l'environnement"	29-30 mars	Santiago du Chili	Environnement et établissements humains
Séminaire sur la population, l'équité et la transformation du processus de production en Amérique latine et aux Caraïbes	31 mars	Washington, D.C.	Population

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire international sur le développement technologique et la gestion de l'environnement dans les entreprises latino-américaines	5 avril	Santiago du Chili	Développement industriel, scientifique et technologique/ Association pour le développement de l'industrie manufacturière (SOFOPA)/ Association d'industries métallurgiques et de constructions métalliques (ASIMET)
Atelier de travail sur les concepts juridiques de la gestion de l'entretien des routes	11-13 avril	Santiago du Chili	Transport
Réunion des Directeurs des hydrocarbures de l'Amérique centrale	14-15 avril	Guatemala	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Cinquième réunion officielle d'organismes concernés par la jeunesse en Amérique latine et dans les Caraïbes	19 avril	Montevideo	Développement social
Quatrième réunion interinstitutions officielle sur les politiques sociales intégrées et l'ajustement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes	26 avril	Carthagène, Colombie	Développement social
Séminaire sur la municipalisation des services sociaux	29 avril	Santiago du Chili	Planification économique et sociale/Sous-secrétariat du développement régional et administratif du Ministère de l'intérieur du Chili/OPS
Séminaire sur la réforme et la modernisation de l'Etat en Amérique latine	18-20 mai	Mexico	Planification économique et sociale/Ministère des finances et du crédit public du gouvernement mexicain/Institut international d'administration publique (IIAP) de France
Séminaire national sur l'étude de la compétitivité des pays et le renforcement des associations de chefs d'entreprises en Amérique latine, organisé par le projet régional RLA/88/039*	27-28 mai	Saint-Domingue	Développement industriel, scientifique et technologique/CEPALC/PNUD/ Fondation APEC de crédit éducatif, Inc.
Deuxième séminaire sur l'organisation industrielle, le système novateur et la compétitivité internationale, dans le cadre du projet CAN/93/S41	6-8 juin	Termas del Corazón, Chili	Développement industriel, scientifique et technologique
Troisième réunion régionale sur la gestion de l'information	6-10 juin	São Paulo	CLADES
Atelier sur les possibilités de financement de programmes d'éradication de la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes	20-22 juin	Santiago du Chili	Développement social/Fonds de solidarité et d'investissement social (FOSIS), du gouvernement chilien/OEA

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Réunion d'évaluation du Système électronique d'échange de données environnementales de la CEPALC (AMBIONET), dans le cadre du projet CAN/91/S43*	21-24 juin	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Réunion du comité consultatif du projet FRG/92/S06*	23-24 juin	Santiago du Chili	Environnement et établissements humains
Séminaire sur l'investissement étranger direct et le transfert de technologie entre l'Europe et l'Amérique latine, dans le cadre du projet ITA/91/S85*	27-28 juin	Santiago du Chili	Intégration et coopération régionales
Réunion sous-régionale pour les Caraïbes préparatoire de la Conférence mondiale sur les femmes	28-29 juin	Curaçao	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire sur l'agro-industrie et sa capacité d'intégration économique et sociale, dans le cadre du projet HOL/92/S12*	28-29 juin	Guatemala	Agriculture et alimentation/Gouvernement du Guatemala/FAO
Séminaire technique sur la décentralisation budgétaire et les finances municipales au Nicaragua	28-30 juin	Managua	Développement économique/Projet CEPALC/GTZ/ Association de municipalités nicaraguayennes/Institut nicaraguayen de développement municipal/Fondation Friedrich Ebert
Réunion préparatoire pour la sous-région de la sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes	4-6 juillet	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire sur la population, l'équité et la transformation du processus de production en Amérique latine et aux Caraïbes	18 juillet	Ottawa, Canada	Population
Séminaire sur la population, l'équité et la transformation du processus de production en Amérique latine et aux Caraïbes	20-22 juillet	Asunción	Population
Meeting of Caribbean Language Experts	24 juillet	République dominicaine	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Réunion du groupe de travail des pays non indépendants des Caraïbes	24 juillet	République dominicaine	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Quinzième session du CDCC	25-29 juillet	Saint-Domingue	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire sur la standardisation des spécifications techniques de lubrifiants en Amérique centrale	28-29 juillet	Houston, Texas	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Atelier de travail sur la participation de la femme à l'industrie manufacturière: modèles, déterminants et tendances futures. Analyse régionale: L'Amérique latine et les Caraïbes	2-3 août	Santiago du Chili	Intégration de la femme au développement/Développement industriel, scientifique et technologique
Séminaire sur l'agro-industrie et sa capacité d'intégration économique et sociale, dans le cadre du projet HOL/92/S12*	3-5 août	Santiago du Chili	Agriculture et alimentation/FAO/IICA
Réunion sous-régionale pour les Caraïbes de délégués nationaux en vue de la Conférence internationale sur la population et le développement	3-6 août	Jamaïque	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire sur la proposition de transformation du processus de production dans un climat d'équité et des droits économiques, sociaux et culturels	16-17 août	Santiago du Chili	Développement social/Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH)
Séminaires sur le droit en matière d'environnement, dans le cadre du projet FRG/92/S06	18 août 23-25 août	Campinas, Brésil Córdoba, Argentine	Environnement et établissements humains/ Préfecture municipale de Campinas Environnement et établissements humains/ Municipalité de Córdoba/Centre de recherches juridiques et sociales/Fondation Friedrich Ebert/Association pour le développement de la gestion de l'environnement (ADEGA)
Séminaire sur l'agro-industrie et sa capacité d'intégration économique et sociale, dans le cadre du projet HOL/92/S12*	30 août- 1er septembre	San José	Agriculture et alimentation
Deuxième séminaire régional sur les progrès et les perspectives de la gestion écologiquement rationnelle des déchets urbains et industriels, dans le cadre du projet FRG/92/S06*	30 août- 1er septembre	Santiago du Chili	Environnement et établissements humains
Séminaire sur la population, l'équité et la transformation du processus de production en Amérique latine et aux Caraïbes	1er septembre	Paris	Population
Réunion du Groupe latino-américain et des Caraïbes sur le suivi du Plan d'action régional	6 et 13 septembre	Le Caire	Population
Séminaire sur "Le commerce et les investissements entre l'Amérique latine et la Russie", dans le cadre du projet RUS/90/S03*	22-23 septembre	Santiago du Chili	Commerce international et financement du développement
Séminaire sur la gestion et la formation municipale	27-28 septembre	Santiago du Chili	Planification économique et sociale/PNUD

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Réunion d'experts sur l'éducation secondaire au Chili	28 septembre	Santiago du Chili	Développement social
Réunion mixte OEA/CEPALC en matière de statistique	11-14 octobre	Santiago du Chili	Statistiques et projections économiques
Séminaire international sur la décentralisation budgétaire en Amérique latine	17-20 octobre	Quito	Développement économique
XVIIème réunion du Comité exécutif du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie	20-21 octobre	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Réunion sous-régionale sur la gestion côtière dans les zones marines et côtières à forte biodiversité dans l'Atlantique	23-27 octobre	Tamandaré, Brésil	Ressources naturelles et questions d'énergie
Séminaire "Céréales de base en Amérique centrale: options pour les petits producteurs"	27-28 octobre	Managua	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale/Gouvernement du Nicaragua
Quatrième réunion régionale sur la gestion de l'information	24-28 octobre	Lima	CLADES
Séminaire sur la modernisation de l'Etat et les systèmes de planification et de contrôle	27 octobre	Santiago du Chili	Planification économique et sociale/Université centrale (Chili)/Université de Buenos Aires (Argentine)
Vidéo-conférence préparatoire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes	1er novembre	Trinité-et-Tobago	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire CEPALC/FMI sur les statistiques de la balance des paiements	7-25 novembre	Santiago du Chili	Statistiques et projections économiques
Réunion d'experts sur l'Amérique centrale et les nouveaux mécanismes de coopération, d'intégration et de commerce	7-8 novembre	Guatemala	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire "Défis en matière de population et de développement au seuil du XXIème siècle"	8 novembre	Santiago du Chili	Population
Séminaires sur la transformation productive du logement en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le cadre du projet HOL/93/S83*	9-11 novembre 5-7 décembre	Lima Belo Horizonte, Brésil	Environnement et établissements humains
Séminaire national sur les politiques pour la compétitivité de la petite et moyenne entreprises, dans le cadre du projet RLA/88/039*	10 novembre	La Paz	Développement industriel, scientifique et technologique/ Institut d'assistance sociale, économique et technologique (INASET)/Association de petites industries (ADEPI) de la Bolivie/Fondation Konrad Adenauer
Séminaire sur la migration et l'intégration régionale	12-19 novembre	Córdoba, Argentine	Population/Université de Córdoba

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire régional sur la modernisation de la législation minière en Amérique latine et aux Caraïbes	14-16 novembre	La Havane	Ressources naturelles et questions d'énergie
Séminaire sur l'agro-industrie et la compétitivité	16 novembre	Saint-Domingue	Agriculture et alimentation/ Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)/Ministère de l'agriculture/Conseil d'agro-entreprises de la République dominicaine (JAD)
Séminaire sur "Les négociations de l'Uruguay et le développement de l'Amérique latine"	17-18 novembre	Santiago du Chili	Commerce international et financement du développement
Séminaire sur la réforme des politiques publiques, dans le cadre du projet HOL/90/S45*	21-23 novembre	Santiago du Chili	Développement économique
Atelier sur le secteur non structuré urbain du point de vue du genre: le cas du Mexique	28-29 novembre	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Premier séminaire de services du trésor d'Amérique latine et des Caraïbes	5-7 décembre	Santiago du Chili	Planification économique et sociale/Trésor général de la République du Chili/Banque de l'Etat du Chili/Agence de coopération internationale du Chili (AGCI)/Sous-secrétariat de la coopération internationale du Ministère des affaires étrangères, du commerce international et du culte d'Argentine
Atelier de haut niveau en matière de technologie des sources d'énergie renouvelables aux Caraïbes, organisé par le CCST, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et l'Université des Indes occidentales	5-9 décembre	Sainte-Lucie	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Réunion préparatoire de la rencontre internationale sur la santé des adolescents	6-7 décembre	Santiago du Chili	Développement social/Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ)
Deuxième réunion préparatoire du Sommet mondial sur le développement social, organisée par la CEPALC et le CDCC	6-8 décembre	Antigua-et-Barbuda	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Atelier régional sur les indicateurs destinés à la formulation de politiques sociales	12-14 décembre	Santiago du Chili	Développement social/ Statistiques et projections économiques

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
<b>1995</b>			
Atelier d'experts sur la méthodologie permettant d'évaluer les répercussions des politiques macro-économiques sur le plan de la répartition	16-17 janvier	Santiago du Chili	Commerce international et financement du développement
Septième séminaire régional sur la politique budgétaire, la stabilisation et l'ajustement, dans le cadre du projet RLA/92/015*	23-26 janvier	Santiago du Chili	Développement économique/CEPALC/PNUD
Réunion de consultants du projet "Développement des exportations non traditionnelles"	27-28 février	Tegucigalpa	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Réunions nationales sur la gestion de l'information	2-11 mars 11-15 septembre 19-22 septembre 16-20 septembre 23-27 octobre	La Havane São Paulo Rio de Janeiro Managua San Salvador	CLADES
Réunion extraordinaire du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CCE)	10 mars	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire national sur le développement industriel compétitif au Venezuela, dans le cadre du projet RLA/88/039	20 mars	Caracas	Développement industriel, scientifique et technologique/ Ministère du développement, Venezuela Competitiva/Institut du commerce extérieur
Séminaire national sur les expériences récentes en matière de financement d'entreprises à petite échelle	30 mars	Quito	Commerce international et financement du développement/PNUD/Institut de recherches socio-économiques et technologiques (INSOTEC)
Séminaire-atelier "Réforme de l'éducation secondaire au Chili: vers une plus grande équité?"	10-11 avril	Santiago du Chili	Développement social
Séminaire sur l'étude comparative des lois sur l'importation et la commercialisation des hydrocarbures en Amérique centrale	20-21 avril	Panama	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire sur la complémentarité productive des pays membres du MERCOSUR, tenu dans le cadre du projet FRA/93/S68*	20-21 avril	Santiago du Chili	Intégration et coopération régionales
Réunion d'analyse du projet "Amélioration de la qualité et de l'équité dans le domaine de l'éducation: systèmes de mesure et distribution des ressources"	21-28 avril	Santiago du Chili	Développement social
Séminaire sur le volet social de l'intégration régionale	24-28 avril	Santiago du Chili	Intégration et coopération régionales/Centre de formation pour l'intégration régionale (CEFIR)/BID

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Réunion "POPIN/DOCPAL/IPALCA Network: Pre-Project Planning Meeting"	26-28 avril	Santiago du Chili	Population
Séminaire national sur l'énergie et le développement en Amérique latine et aux Caraïbes: le cas du Chili (projet CEPALC/OLADE/GTZ)	3-4 mai	Santiago du Chili	Ressources naturelles et questions d'énergie
Caribbean population and development meeting of experts: follow-up to ICPD	3-5 mai	Bahamas	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Conférence "APEC, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine"	5 mai	Santiago du Chili	Développement économique
Séminaire national sur le financement de la petite entreprise, sa situation actuelle et ses perspectives	9 mai	La Paz	Commerce international et financement du développement
Rencontre internationale sur la santé chez les adolescents	16-19 mai	Carthagène, Colombie	Développement social/ Organisation ibéro-américaine de la jeunesse (OIJ)
Meeting of Caribbean Experts on the Implementation of the SIDS Programme of Action	17-19 mai	Trinité-et-Tobago	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Réunion d'experts sur la sécurité sociale	18-19 mai	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire international sur les expériences réussies de coopération gouvernement-secteur privé en Amérique latine, dans le cadre du projet HOL/93/S91*	22-23 mai	Santiago du Chili	Développement industriel, scientifique et technologique
Séminaire "Investissement étranger direct en Amérique latine: évolution récente et stratégies de promotion"	25-26 mai	Santiago du Chili	Commerce international et financement du développement/ Comité des investissements étrangers du Chili/Service consultatif en matière d'investissement étranger de la Banque mondiale
Séminaire national sur les privatisations en Bolivie et au Nicaragua	12-13 juin	Managua	Développement économique
Séminaire sur les services extérieurs des pays latino-américains et le développement des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et l'Union européenne, dans le cadre du projet ITA/91/S85*	12-13 juin	Rome	Intégration et coopération régionales
Réunion d'experts de haut niveau sur l'articulation de politiques économiques et sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes	21-22 juin	Caracas	Développement social/Système économique latino-américain (SELA)/Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD)

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Cinquième réunion interinstitutions officielle sur les politiques sociales intégrées et l'ajustement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes	23 juin	Carthagène, Colombie	Développement social
Séminaire sur l'énergie et le développement durable	24-28 juin	San Salvador	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Colloque sur l'information et les indicateurs en matière d'environnement pour les pays latino-américains et des Caraïbes	27-29 juin	Santiago du Chili	Environnement et établissements humains/ Gouvernement français
Séminaire national sur l'énergie et le développement en Amérique latine et aux Caraïbes: le cas d'El Salvador	27-30 juin	San Salvador	Ressources naturelles et questions d'énergie
Séminaire sur le rôle de l'investissement et du financement dans la transformation du processus de production en Amérique centrale	3-4 juillet	Tegucigalpa	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire sur la diffusion de l'information statistique	3-7 juillet	Santiago du Chili	Statistiques et projections économiques
Séminaire-atelier "Information sur la population et la pauvreté aux fins de programmes sociaux"	4-7 juillet	Lima	Population/Fonds national de compensation et de développement social (FONCODES)/Institut national de statistiques et d'informatique (INEI)/Ministère de la Présidence
Septième réunion du Comité de surveillance du Comité de développement et de coopération des Caraïbes	13 juillet	Trinité-et-Tobago	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Atelier de coordonnateurs nationaux de la CEPALC et du CDCC	13-14 juillet	Trinité-et-Tobago	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire régional sur les instruments économiques aux fins de la gestion de l'environnement en Amérique latine et aux Caraïbes	18-20 juillet	Oaxtepec, Etat de Morelos, Mexique	Environnement et établissements humains/ CEPALC/PNUE/Secrétariat de l'environnement, des ressources naturelles et de la pêche du Mexique
Troisième séminaire sous-régional du projet HOL/93/S83*	17-19 août	La Paz	Environnement et établissements humains
Réunion d'experts sur les principales tendances socio-économiques de l'Amérique latine	22 août	Santiago du Chili	Développement social
Réunion sur la restructuration des instituts publics	22-23 août	Santiago du Chili	Développement industriel, scientifique et technologique/ Division du développement de la production et des entreprises/Fondation Oswaldo Cruz (FIOCRUZ)

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Réunion d'experts sur les réformes sectorielles en Amérique latine	23-24 août	Santiago du Chili	Développement social
Conférence sur la productivité, le progrès technologique et les systèmes d'innovation en Amérique latine dans les années 90, dans le cadre du projet CAN/93/S41*	28-30 août	Marbella, Chili	Développement industriel, scientifique et technologique/ Institut pour la nouvelle technologie de l'Université des Nations Unies (UNU/INTECH)
Réunion d'experts sur le transport multimodal	6-7 septembre	San Salvador	Transport/Conseil centraméricain de transport maritime
Séminaire national sur la promotion et l'intégration économique et sociale des petits et moyens agriculteurs à l'agro-industrie	7-8 septembre 28-29 septembre 3-4 octobre 13-14 novembre 16-17 novembre 20 novembre	Quito Lima Bogotá Trinité-et-Tobago San Salvador Guayaquil	Agriculture et alimentation
Séminaire "Echange de données d'expériences sur les politiques économiques et sociales pour le développement entre l'Amérique latine, la Russie et certains pays européens"	11-14 septembre	Moscou	Développement social/Académie des sciences de la Fédération russe
Réunion d'experts sur les perspectives des échanges commerciaux agricoles entre les pays de l'Isthme d'Amérique centrale et le Mexique	21-22 septembre	Mexico	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
XIIIème séance plénière du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie	22-27 septembre	Cuba	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire national sur l'énergie et le développement en Amérique latine et aux Caraïbes: le cas de la Colombie (projet CEPALC/OLADE/GTZ)	26-27 septembre	Bogotá	Ressources naturelles et questions d'énergie
XIème réunion ordinaire du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale (CCE)	28-29 septembre	Antigua, Guatemala	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Séminaire sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, dans le cadre de l'Accord de coopération technique souscrit avec le Secrétariat de la planification et de l'évaluation et l'Institut de planification économique et sociale (IPEA)	2-6 octobre	Brasilia	Planification économique et sociale
Séminaire national sur les expériences récentes en matière de politiques de soutien et de financement des petites entreprises en Amérique latine	3 octobre	Brasilia	Commerce international et financement du développement

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire-atelier régional sur la participation du secteur public aux services d'adduction d'eau	4-6 octobre	Santiago du Chili	Ressources naturelles et questions d'énergie/ Association d'ingénieurs civils des Etats-Unis
Séminaire sur les travaux publics au Chili	6 octobre	Santiago du Chili	Transport/Chambre officielle espagnole de commerce du Chili
Séminaire régional "Le rôle des sources d'énergie renouvelables dans le développement durable de l'Amérique latine et des Caraïbes: le cas de la géothermie"	18-20 octobre	Santiago du Chili	Ressources naturelles et questions d'énergie
Conférence sur les tendances récentes en matière de migration internationale en Amérique latine	20 octobre	Santiago du Chili	Population
Séminaire national "Politiques de soutien et de financement des petites entreprises"	25 octobre	San José	Commerce international et financement du développement/ CEPALC/PNUD/Chambre des industries du Costa Rica
Séminaire international sur le nouveau rôle des associations de chefs d'entreprises dans le développement de la production	25-26 octobre	Santiago du Chili	Développement industriel, scientifique et technologique/ Fondation Friedrich Ebert/ Fondation Sercal, sous le parrainage du Ministère de l'économie, du développement et de la reconstruction du Chili/Réseau andin pour le développement de la petite industrie (ANDINET)
Réunion d'experts sur l'incidence des ports sur les exportations: mutations et administration	26-27 octobre	Santiago du Chili	Transport/Ligue maritime du Chili
Séminaire international sur la décentralisation budgétaire et la gestion décentralisée en Amérique latine: exemples de pratiques et de politiques	26-28 octobre	Carthagène, Colombie	Développement économique
Séminaire "Politique sociale en Amérique latine aujourd'hui: options pour le Paraguay?"	30-31 octobre	Asunción	Développement social/ Secrétariat d'action sociale du Paraguay/PNUD
Réunion d'experts sur l'amélioration de la qualité et de l'équité dans l'éducation primaire. Expérience Delphi	8 novembre	Santiago du Chili	Développement social
ECLAC/FAO/UWI National Seminar on Agroindustry and Small-scale Agriculture	13-14 novembre	Trinité-et-Tobago	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Atelier sur la décentralisation et le financement des dépenses sociales dans les secteurs de l'éducation et de la santé	20-21 novembre	Santiago du Chili	Développement économique

Nom	Date	Lieu	Sous-programme et organismes concernés
Séminaire "Evolution future de la mortalité", réalisé dans le cadre de l'Accord de coopération IIAP/CEPALC/ILPES/CELADE	22-24 novembre	Santiago du Chili	Population/Ecole de santé publique de l'Université du Chili
ECLAC/CARICOM Ad Hoc Working Group on Implementation of the SIDS Programme of Action	23 novembre	Port-of-Spain	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire national sur les expériences récentes de financement des petites entreprises en Amérique latine	27 novembre	Bogotá	Commerce international et financement du développement/CEPALC/PNUD/Institut de développement industriel
ECLAC/CCST Seminar on the Promotion of Competitiveness	27-28 novembre	Sainte-Lucie	Activités sous-régionales dans les Caraïbes
Séminaire-atelier de planification opérationnelle	27 novembre-1er décembre	Tegucigalpa	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Atelier international sur le processus de décision dans le secteur public et l'allocation des ressources	30 novembre-6 décembre	Santiago du Chili	Planification économique et sociale
Réunion du groupe d'experts sur la comparaison internationale des prix dans le cadre du nouveau Système de comptabilité nationale	4-7 décembre	Santiago du Chili	Statistiques et projections économiques
Séminaire international "Politique industrielle comparée: analyse de l'expérience récente des pays latino-américains et européens", dans le cadre du projet RLA/88/039*	5-6 décembre	Brasilia	Développement industriel, scientifique et technologique/ Institut de recherche économique appliquée (IPEA)/Bureau de la CEPALC à Brasilia
Quatrième séminaire sous-régional du projet HOL/93/S83*	6-8 décembre	La Havane	Environnement et établissements humains
Réunion du Groupe de sécurité opérationnelle du Sous-comité d'opérations du Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale (CEAC)	11-15 décembre	San José	Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale
Réunion du Groupe d'experts sur la mise en oeuvre d'Action 21 quant à la gestion intégrale des ressources en eau de l'Amérique latine et des Caraïbes	12-14 décembre	Santiago du Chili	Ressources naturelles et questions d'énergie/CEPALC/PNUD

\* Voir annexe 1.



### III. VINGT-SIXIEME SESSION DE LA COMMISSION

#### A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX

##### Lieu et date de la réunion

1. La vingt-sixième session de la Commission s'est tenue à San José, Costa Rica, du 15 au 20 avril 1996.

##### Participants

2. Etaient présents à la réunion des représentants des 36 Etats membres ci-après de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Italie, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Nièves, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

3. Etaient également représentés, en leur qualité de membres associés de la Commission, les deux Etats suivants: Antilles néerlandaises et Aruba.

4. Conformément aux dispositions du paragraphe 6 du Mandat de la Commission, les Etats membres suivants de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission ont également assisté à la réunion en qualité d'observateurs: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Fédération russe, Inde, Indonésie, Japon, Malte, Norvège, Pologne, République tchèque, République de Corée, Roumanie, Slovaquie et Suède.

5. Etaient en outre représentés, à titre consultatif, les Etats suivants non membres de l'Organisation des Nations Unies: Saint-Siège et Suisse.

6. Le Secrétariat des Nations Unies était également représenté par une représentante du Bureau des commissions régionales à New York.

7. Etaient également présents des représentants des organisations suivantes de l'Organisation des Nations Unies: Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, Fonds des Nations Unies pour la population, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Université des Nations Unies-Université pour la paix et Programme alimentaire mondial.

8. Les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également présentes: Organisation internationale du travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé/Organisation panaméricaine de la santé, Banque mondiale-Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Union postale universelle, Union internationale des télécommunications et Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

9. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient également représentées: Banque interaméricaine de développement, Communauté des Caraïbes, Groupe des pays latino-américains et des Antilles exportateurs de sucre, Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Institut interaméricain des droits de l'homme, Organisation des Etats américains, Organisation internationale pour les migrations, Secrétariat général du Système d'intégration de l'Amérique centrale, Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique et Système économique latino-américain.

10. Les organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social étaient également représentées: de la Catégorie I: Alliance coopérative internationale, Organisation internationale des employeurs, Confédération mondiale du travail et Fédération syndicale mondiale. De la Catégorie II: Communauté internationale Bahá'ie, Commission sud-américaine pour la paix, la sécurité régionale et la démocratie. Inscrits sur la liste: Conseil indien d'Amérique du sud.

11. Etaient également présents de nombreux invités spéciaux, dont les noms figurent dans la liste des participants (annexe 4).

#### Vérification des pouvoirs

12. Conformément aux dispositions de l'article 15 du Règlement intérieur de la Commission, les pouvoirs des délégations présentés au Secrétaire exécutif ont été examinés et trouvés en bonne et due forme.

#### Election du Bureau

13. A la première séance plénière, il a été procédé à l'élection du Bureau de la vingt-sixième session.

14. Le Bureau a été composé comme suit:

<u>Présidence:</u>	Costa Rica
<u>Vice-présidences:</u>	Aruba
	Canada
	Uruguay
<u>Rapporteur:</u>	Colombie

Organisation des travaux

15. La réunion s'est déroulée en plusieurs étapes. La première, les 15 et 16 avril, a consisté en un débat d'ordre technique sur les aspects conceptuels présentés de façon succincte dans les documents soumis par le secrétariat de la CEPALC à l'examen des gouvernements des Etats membres. Au cours de la deuxième phase, tenue les 17 et 18 avril, les représentants ont étudié la question de la réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC; le rapport d'activités de la Commission depuis avril 1994, et le projet de programme de travail de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999, ainsi que les projets de résolution présentés. La session a été clôturée par une réunion ministérielle (19-20 avril) destinée à examiner au plus haut niveau les thèmes de fond soumis à la considération des délégations et à procéder à l'adoption finale des projets de résolution et d'autres documents émanés de la réunion.

16. Dans le même temps, et conformément aux normes statutaires, le Comité de coopération entre pays et régions en développement et le Comité spécial de session sur la population et le développement se sont également réunis.

17. Le Bureau du Comité spécial sur la population et le développement a été composé comme suit:

Présidence: Mexique  
Vice-présidences: Bolivie  
Grenade  
Pays-Bas  
Rapporteur: Costa Rica

18. Le Bureau du Comité de coopération entre pays et régions en développement a été composé comme suit:

Présidence: Jamaïque  
Vice-présidences: Equateur  
Pérou  
Rapporteur: Guatemala

19. Les rapports des Comités sont contenus dans les annexes 2 et 3 de ce rapport.

Documents

20. La liste des documents présentés par le Secrétariat à la vingt-sixième session de la Commission est consignée dans l'annexe 1.

## B. ORDRE DU JOUR

21. La Commission a adopté l'ordre du jour ci-après:

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour provisoire et organisation des travaux de la vingt-sixième session
3. Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie
4. La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC
5. Réunions des organes subsidiaires et réunions régionales parrainées par la CEPALC dans le cadre des travaux préparatoires des conférences mondiales des Nations Unies: conclusions et recommandations
6. Autres activités menées par le secrétariat du système de la CEPALC depuis la vingt-cinquième session de la Commission et programme de travail pour la période biennale 1998-1999
  - a) CEPALC
  - b) Suivi du Sommet mondial pour le développement social
  - c) Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
  - d) Travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)
  - e) Centre latino-américain de démographie (CELADE)
  - f) Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES)
7. Calendrier des conférences pour la période 1996-1998
8. Résolutions et décisions récemment émanées de divers organismes des Nations Unies et portées à la connaissance de la Commission
9. Suivi du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement
10. Coopération entre pays et régions en développement
11. Admission d'Anguilla en qualité de membre associé de la Commission
12. Questions diverses
13. Examen et adoption des résolutions de la vingt-sixième session de la CEPALC.

## C. SEANCES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE

Séance inaugurale de l'étape technique

22. L'étape technique a été inaugurée par MM. Fernando Naranjo Villalobos, Ministre des affaires étrangères et du culte du Costa Rica et Gert Rosenthal, Secrétaire exécutif de la CEPALC.

23. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a remercié le Gouvernement et les autorités du Costa Rica du précieux concours qu'ils ont prêté à la préparation et réalisation de la vingt-sixième session de la Commission. Il souligna ensuite l'importance de cette rencontre, qui constitue une instance de réflexion fondamentale sur l'avenir de l'Amérique latine et des Caraïbes et permet de jeter un regard vital et rénové sur les défis engendrés à l'échelon micro-économique et macro-économique par les mutations de l'environnement mondial, ainsi qu'analyser les répercussions de la réforme des Nations Unies sur les activités de la CEPALC. La Commission, a-t-il ajouté, est beaucoup plus que la somme de ses composantes et son fonctionnement dépend de la qualité et du contenu des rapports existant entre les gouvernements des Etats membres et le secrétariat. Ces rapports sont de type permanent et se manifestent dans de nombreux domaines et à différents niveaux. Ils doivent néanmoins faire l'objet de révisions périodiques afin d'évaluer la situation de la région et de l'institution, dresser un bilan et adopter les mesures pertinentes pour l'avenir. En ce sens, cette session constitue l'occasion de prendre un temps d'arrêt pour réfléchir sur l'importance, l'efficacité et l'orientation de la CEPALC. C'est pourquoi cette réunion serait consacrée, sur le fond, à la consolidation du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et, au niveau de la procédure, aux moyens de renforcer le rôle de la Commission dans ce processus, dans le cadre de la réforme des Nations Unies.

24. Après avoir souhaité la bienvenue au nom du peuple et du Gouvernement du Costa Rica, le Ministre des affaires étrangères et du culte du Costa Rica a signalé que l'Amérique centrale constituait sans doute la région du continent américain qui avait enregistré les mutations les plus profondes au cours des dernières décennies. Elle avait non seulement connu une étape importante de pacification et de consolidation des institutions démocratiques mais avait également amorcé un processus d'ouverture économique et était à la recherche d'un équilibre entre les mécanismes de marché et des gouvernements plus efficaces. Deux exemples illustrent la volonté nouvelle de la sous-région: l'Alliance pour le développement durable, en vertu de laquelle les présidents des pays d'Amérique centrale s'engagent à consolider le processus de développement économique et social, et la réunion appelée "Tuxtla Gutiérrez II", au cours de laquelle les pays d'Amérique centrale et le Mexique étaient convenus de prendre les premières mesures en vue de la création d'une zone régionale de libre-échange.

25. En ce qui concerne la CEPALC, le Ministre a réaffirmé sa conviction que cette session constituerait une instance de réflexion sur les activités passées et présentes de la Commission, ainsi que sur son avenir. Il a ajouté qu'il était important, dans le cadre du processus de réforme des Nations Unies, de garantir le maintien et la consolidation de la Commission. Il a formulé l'espoir, partagé par tous ceux qui croyaient à la CEPALC, que celle-ci sorte enrichie et fortifiée de cette réunion.

26. Il a ensuite souligné l'importance que le Président du Costa Rica attache aux thèmes qui allaient être abordés durant la session de la Commission et a transmis aux participants ses salutations et son désir qu'ils puissent, à l'occasion de cette réunion, dresser un bilan à la fois critique et positif de la situation économique et sociale de la région.

### Séance inaugurale de la phase ministérielle

27. La cérémonie inaugurale de la phase ministérielle a eu lieu le 19 avril. Les orateurs en furent MM. José María Figueres, Président de la République de Costa Rica, José Antonio Ocampo, Directeur du Département national de la planification de la Colombie, pays qui occupa la présidence de la vingt-cinquième session de la CEPALC, et Gert Rosenthal, Secrétaire exécutif de la CEPALC.

28. Le Directeur du Département de la planification de la Colombie a d'abord signalé que la CEPALC était le principal centre de pensée économique de la région et que, depuis cinquante ans, elle faisait partie intégrante de son histoire. Cependant, en pleine crise de développement —encore non résolue—, elle avait également été l'une des institutions les plus critiquées car beaucoup lui attribuaient, à tort, tous les excès commis dans les pays de la région au niveau de leurs politiques économiques. Ils reconnaissent aujourd'hui que la production aurait dû être orientée plus tôt vers les exportations et qu'ils n'auraient pas dû sous-estimer les avantages de marchés plus ouverts et moins réglementés, ainsi que d'autres erreurs macro-économiques, en particulier l'endettement extérieur excessif, qui avaient causé de si graves préjudices à la région.

29. La CEPALC avait, très tôt, appelé à la prudence face à la concentration excessive sur les marchés intérieurs et plaidé en faveur de l'intégration régionale, idées et thèses qui faisaient aujourd'hui l'objet d'un soutien unanime. Une série d'expériences et de phénomènes tels que la dégradation de la distribution du revenu avaient mis en évidence les erreurs qui avaient été commises et le rôle joué par la CEPALC, sa grande créativité et sa capacité d'adapter et d'enrichir ses théories, comme le démontraient les documents présentés à cette session ainsi qu'aux conférences antérieures.

30. Il a ensuite parlé des concepts qui devaient servir de base aux politiques de développement, en soulignant notamment le caractère indissociable des politiques économiques et sociales, la nécessité d'accumuler un capital social et de préserver les équilibres macro-économiques-clés. Un quatrième élément, présent dans la dernière proposition de la CEPALC, concerne la reconnaissance beaucoup plus explicite des interactions entre la politique macro-économique et les aspects structurels et institutionnels à l'échelon micro-économique. Il a précisé que le plan de développement actuel de son pays repose précisément sur ces concepts.

31. Il a finalement exprimé l'appui résolu de son gouvernement à l'égard de la CEPALC, dont le processus de restructuration devrait contribuer à renouveler son programme d'activités et à resserrer les liens avec les gouvernements des Etats membres, les milieux universitaires et d'autres secteurs de la région. Les travaux de la Commission avaient, a-t-il affirmé, été favorablement jugés par l'histoire et gardaient toute leur actualité. Cette réunion constituait donc, pour les pays qui y étaient représentés, l'occasion de renouveler leur engagement envers une institution qui faisait partie intégrante du passé, du présent et de l'avenir de l'Amérique latine et des Caraïbes.

32. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a d'abord exprimé ses remerciements les plus chaleureux au peuple et au Gouvernement du Costa Rica de leur soutien aux Nations Unies et à la Commission. Il a souligné l'excellent niveau des travaux préparatoires de cette vingt-sixième session et des installations qui avaient été mises à la disposition de cette réunion.

33. En relevant les grands défis posés par le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, la CEPALC avait beaucoup appris, aussi bien de ses erreurs que de ses succès. La variété des situations que connaissaient les différents pays de la région avait favorisé ce processus d'apprentissage. Le secrétariat

avait donc jugé utile de dresser un bilan de ces enseignements, afin de contribuer à identifier et surmonter les obstacles qui freinent encore la croissance, dans un contexte de stabilité, d'équité et de démocratie, compte tenu, en particulier, de la consternation provoquée par la crise financière mexicaine et ses répercussions.

34. Les résultats de ce bilan peuvent se résumer en quatre points. En premier lieu, en dépit de l'amélioration sensible de la situation économique enregistrée au cours de ces dernières années, accompagnée de profondes mutations au sein des appareils de production, le niveau de croissance restait insuffisant pour assurer une meilleure qualité de vie à toute la population, en particulier aux groupes les plus démunis. En deuxième lieu, même si pratiquement tous les pays de la région présentaient des caractéristiques communes répondant aux exigences de la mondialisation, ils présentaient également des différences quant à la cadence, la séquence, l'intensité et la portée de leurs réformes économiques respectives. En troisième lieu, la résorption des déséquilibres macro-économiques et le maintien de la stabilité sont moins le résultat de préférences conceptuelles qu'une condition indispensable à une économie de plus en plus transnationale; la région doit éviter de succomber à la tentation de sacrifier partiellement la stabilité au profit d'une croissance économique plus dynamique. Quatrièmement, les leçons du passé nous enseignent qu'il est impossible de parvenir à une croissance rapide et soutenue sur la seule base des signaux du marché et de la discipline macro-économique. C'est pourquoi le secrétariat de la CEPALC postulait, dans sa proposition, la nécessité d'adopter des mesures de type macro-économique, micro-économique et institutionnel afin de favoriser la modernisation du processus de production, le développement des marchés financiers et de l'emploi, et la consolidation d'institutions susceptibles de créer un climat propice au développement.

35. Reconnaître que le marché est incapable, à lui seul, de résoudre tous les problèmes, fait resurgir l'éternel débat sur la nature et la portée des politiques publiques. La résistance doctrinaire aux interventions sélectives typique des années 80 s'est traduite par la disparition pratiquement totale des politiques sectorielles, faisant ainsi entrave à la diffusion du progrès technique, à l'élargissement des marchés financiers et à une répartition plus équitable des bénéfices de la relance. Il faut donc se pencher à nouveau sur l'interaction entre la micro-économie et la macro-économie dans le contexte du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, et définir clairement le concept de politiques micro-économiques et méso-économiques explicites visant non pas à remplacer mais à renforcer les forces du marché.

36. Le Secrétaire exécutif a ensuite exposé les principaux aspects de la proposition de la CEPALC. Une progression de l'ordre de 6 p.100 par an du produit intérieur brut est jugée nécessaire pour accroître la productivité et créer des emplois plus nombreux et mieux rémunérés. De plus, les principales politiques économiques doivent faire l'objet d'une adaptation constante afin de garantir la pérennité des équilibres macro-économiques et éviter des distorsions dans l'affectation des ressources requises pour étendre la frontière productive, stimuler l'épargne et encourager l'innovation. En troisième lieu, un tel niveau de croissance pose un certain nombre d'exigences en matière d'épargne nationale, d'acheminement de l'épargne totale aux fins des investissements productifs, d'utilisation du patrimoine financier existant et d'octroi d'incitations à la formation de capital, y compris de capital humain. En quatrième lieu, afin de multiplier les relations amont-aval au sein du système de production et favoriser le rayonnement de la demande et du progrès technique à partir des secteurs de pointe au reste de l'économie —condition indispensable à l'accroissement de la productivité—, deux types de mesures sont nécessaires: les unes à l'échelon micro-économique, afin d'aider certaines entreprises à tirer parti des pratiques et des technologies les plus avancées existant dans le monde, et les autres à l'échelon méso-économique, ou horizontal, afin de favoriser la diffusion et l'assimilation massive des pratiques les plus adéquates, tout

en facilitant à toutes les entreprises l'accès à un marché financier et un système de formation bien structurés.

37. L'analyse de la proposition de la CEPALC oblige à méditer sur le rôle que doit assumer la Commission dans le contexte d'une Organisation des Nations Unies réformée, et, partant, sur les mesures à prendre pour améliorer l'efficacité, l'efficacité et l'utilité de l'Organisation. Cette session constituait donc une nouvelle occasion de poursuivre le processus de consultation quant à l'avenir de la CEPALC, en tenant compte, notamment, de sa contribution à l'étude des grands problèmes de développement de la perspective de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que sa collaboration féconde avec les gouvernements des Etats membres.

38. Le Secrétaire exécutif a ensuite évoqué le dixième anniversaire du décès de Raúl Prebisch, dont la vie et le nom étaient étroitement liés à la CEPALC et a signalé, pour conclure, que tout changement, bien que porteur d'incertitude, obligeait également à trouver des réponses créatives et dynamiques. Ceci expliquait la grande vitalité des sociétés de la région et constituait un atout certain tant pour l'avenir de l'Amérique latine et des Caraïbes que de la CEPALC.

39. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, le Président du Costa Rica a attiré l'attention sur le thème des fruits du développement, à la lumière de l'évolution positive qui avait suivi la fin de la guerre froide. Nul ne peut ignorer, a-t-il affirmé, les progrès accomplis par la région depuis la décennie perdue, en particulier dans le domaine de la démocratie. Sans vouloir méconnaître les faiblesses et les omissions, ni faire preuve d'ingénuité ou de complaisance, le respect croissant des droits de l'homme dans les différents pays est un fait qui mérite d'être souligné. Négliger cet aspect pourrait conduire à un scepticisme, certes compréhensible, mais qui pourrait constituer un fardeau très lourd à porter. Il fallait donc relever le défi qu'implique une démocratie durable. Celle-ci passe par l'obtention d'un bien-être économique croissant, la construction d'une culture politique, la valorisation responsable de la gouvernabilité et la participation de tous les secteurs, puisque seule l'association de tous les efforts est capable de triompher dans un monde caractérisé par une concurrence acharnée.

40. En dépit des progrès accomplis, il est indéniable que les fruits de la paix et de la démocratie se sont avérés insuffisants pour garantir le bien-être des secteurs majoritaires. Les statistiques optimistes sur la situation actuelle ne peuvent cacher le fait que le panorama social reste déficient et très incertain, étant donné la conjoncture internationale et la vulnérabilité des économies de la région. Comme le proposait très judicieusement la CEPALC, les transformations d'ordre macro-économique doivent être accompagnées de mesures pertinentes à l'échelon micro-économique afin de stimuler la croissance. Cette réunion des pays membres de la Commission était donc particulièrement propice pour explorer les diverses façons de matérialiser les enseignements du passé en politiques susceptibles de faire progresser les économies des pays de l'hémisphère. La CEPALC continuera de jouer un rôle de premier plan dans la région en servant de centre conceptuel contribuant à la solution des problèmes dans le combat que mènent actuellement tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

41. En Amérique centrale, par exemple, l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale, créée en 1994, est sans équivalent dans d'autres régions du monde et représente le premier pas d'une nouvelle phase de développement basée sur la qualité productive, la transparence démocratique et la mise en valeur de l'être humain. Cette Alliance traduit la volonté de l'Amérique centrale de mettre sur pied des cadres de référence régionaux et nationaux basés sur un concept conciliant l'efficacité et la créativité et la compassion pour les plus pauvres. Tous les habitants de l'Amérique centrale se sentent profondément engagés vis-à-vis du processus de consolidation de la paix au Guatemala et espèrent que

ce pays recevra l'appui nécessaire pour parvenir à l'unité nationale et à la relance économique. Dans ce nouveau contexte centraméricain, le Costa Rica se propose de parvenir à un développement durable dans les domaines économique, social, environnemental et politique qui favorise notamment l'intégration de tous les membres de la société et l'adoption de mesures de plus en plus articulées et transparentes.

42. A la lumière de tous ces éléments, les mutations et les enjeux sans précédent qui vont sans nul doute caractériser cette fin de siècle ne devraient inspirer ni la crainte ni l'immobilisme, mais au contraire la créativité, la confiance et l'espoir.

#### Séance de clôture de la phase ministérielle

43. Les orateurs de cette séance de clôture de la phase ministérielle ont été MM. Fernando Naranjo Villalobos, Ministre des affaires étrangères et du culte du Costa Rica, Gert Rosenthal, Secrétaire exécutif de la CEPALC et Armand Engelbrecht, Ministre des finances d'Aruba.

44. Le Ministre des finances d'Aruba a, dans son intervention, remercié le peuple et le Gouvernement du Costa Rica de leur chaleureuse hospitalité et a félicité le secrétariat et tous les participants d'avoir contribué au bon déroulement de cette réunion. L'adoption de la résolution acceptant l'invitation faite par Aruba de servir de siège à la vingt-septième session de la CEPALC en 1998 était un événement particulièrement significatif pour son gouvernement qui espérait pouvoir profiter de cette occasion pour promouvoir le rapprochement ainsi que la coopération et l'intégration entre les Caraïbes et le continent. Il s'agissait, pour le peuple d'Aruba, d'un défi qu'il acceptait avec plaisir.

45. Au nom du Costa Rica, le Ministre des affaires étrangères et du culte a remercié les pays qui avaient assisté à cette réunion, ainsi que les participants qui avaient contribué à la réalisation d'une conférence si féconde en idées. Le débat sur la réforme des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC lui avait paru particulièrement positif et permettait d'augurer un avenir prometteur dans lequel une Commission renouvelée aborderait les principaux problèmes que devra affronter la région. Il a affirmé, en guise de conclusion, que les pays avaient réaffirmé leur conviction qu'ils avaient besoin de la CEPALC et qu'elle continuerait de jouer dans l'avenir un rôle tout aussi important que dans le passé.

46. Le Secrétaire exécutif de la Commission a souligné que l'admission d'Anguilla en qualité de membre associé de la CEPALC reflétait le caractère pluraliste de l'organisation, ce dont elle pouvait être fière puisqu'il répond aux grands idéaux de la Charte des Nations Unies. Le secrétariat était très satisfait du climat de sérénité et de solidarité qui avait présidé aux débats de la réunion ainsi que des progrès accomplis dans l'examen de fond du développement des pays de la région et du processus d'adaptation de la CEPALC aux exigences futures. Cette discussion avait été très enrichissante et la Commission s'efforcera de poursuivre ses travaux dans ces deux voies. Il a finalement remercié le Costa Rica, et en particulier son Président, de l'appui fraternel prêté au déroulement de la réunion, ainsi que le Ministre des affaires étrangères et du culte et tous ses collaborateurs.

## D. COMPTE-RENDU DU RAPPORTEUR

Etape technique

47. Durant la première phase de la réunion, le débat a porté sur les aspects conceptuels présentés par le secrétariat de la CEPALC dans le document "Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie" et le document complémentaire "Quince años de desempeño económico: América Latina y el Caribe, 1980-1995".

48. Le secrétariat a brièvement exposé les trois grands aspects abordés dans le premier document: i) la stabilité macro-économique aux fins de la croissance; ii) la consolidation des niveaux d'épargne et d'investissement, et iii) la compétitivité et le développement productif. Dans chaque cas, il a présenté des diagnostics succincts et des orientations générales de politiques basés sur l'existence nécessaire —tel qu'il découle des analyses— de rapports étroits entre les aspects macro-économiques, micro-économiques et institutionnels.

49. Les délégations ont favorablement accueilli les propositions contenues dans le document, à savoir: accélérer la croissance moyennant l'accroissement de l'épargne intérieure et de l'investissement ainsi que par la promotion et la diffusion du progrès technique; orienter les politiques publiques de façon à favoriser l'articulation entre la politique macro-économique et la promotion de l'épargne et de l'investissement, le développement productif et l'encouragement de la concurrence, ainsi que l'intégration de ces politiques et des mesures de type social; et évaluer l'évolution de tous les domaines mentionnés, tout en surveillant les répercussions des différentes politiques en termes d'efficacité et d'équité.

50. Le débat qui s'ensuit a fait ressortir la convergence progressive des objectifs quant à la nécessité de tendre vers des économies stables et compétitives, mieux intégrées au contexte international, et reposant davantage sur les mécanismes du marché et sur l'investissement privé. Il a également été souligné que la reprise graduelle de la croissance ainsi que la compétitivité accrue étaient accompagnées d'un creusement des différences internes de productivité, freinant ainsi le dynamisme de la croissance, les possibilités d'emploi et l'amélioration de l'équité. Il a été suggéré d'inclure dans l'étude les problèmes de pays présentant des niveaux différents de développement ainsi que les diverses réalités nationales présentes dans la région.

51. Les participants se sont penchés sur le thème de la complémentarité entre l'épargne intérieure et extérieure, tout en soulignant le rôle clé des politiques macro-économiques pour atténuer la vulnérabilité financière face aux aléas extérieurs. Ils ont également mis en relief le caractère complémentaire des sources macro-économiques et micro-économiques de la compétitivité.

52. Au cours de la discussion, les participants ont également mis l'accent sur la nécessité —comme le souligne le document— de consolider, d'une part, les institutions financières et, d'autre part, de favoriser le développement productif en améliorant l'élaboration et la gestion des politiques publiques et en évaluant plus systématiquement l'efficacité des instruments moyennant lesquels celles-ci sont appliquées.

53. La proposition visant à atteindre progressivement des taux de croissance de 6 p.100 et des taux d'investissement de l'ordre de 25 p.100 du PIB a été jugée ambitieuse mais nécessaire et réalisable. Les participants ont estimé que, pour atteindre de tels objectifs, sans négliger l'équité ni la protection de

l'environnement, il fallait étudier attentivement les déficiences des institutions publiques et privées afin de maximiser le rapport entre la qualité des politiques publiques et celle des institutions.

54. Les délégations ont exprimé, au cours de la discussion, leur satisfaction de l'apport du secrétariat et l'ont incité à poursuivre ce type d'analyse, en accordant la priorité aux économies relativement moins avancées. A cet égard, les délégations des Caraïbes ont souhaité que la situation et les problèmes des économies de faible envergure fassent l'objet d'un examen plus approfondi.

55. Cet échange de vues particulièrement fécond s'est traduit par un projet de résolution intitulé "Consolidation du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes".

56. Les 17 et 18 avril, et toujours dans le cadre de l'étape technique, le deuxième volet de la réunion a été consacré à l'étude du thème de la réforme des Nations Unies et de son incidence sur la CEPALC, ainsi que du rapport d'activités de la Commission depuis avril 1994 et du projet de programme de travail de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999.

57. Pour analyser le premier point, le Secrétaire exécutif a présenté aux participants la Note du secrétariat intitulée "La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC". Au cours de cette discussion, un consensus s'est clairement dégagé quant au caractère actuel de la CEPALC et du rôle précieux qu'elle avait joué et qu'elle continuait de jouer pour promouvoir le développement économique et social dans la région. Il a été signalé que la Commission devait exercer ses activités en tant que centre d'excellence chargé de collaborer avec les Etats membres à une analyse intégrée des processus de développement aux fins de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation de politiques publiques, assortie d'une prestation de services opérationnels dans les domaines de l'information spécialisée, des services consultatifs, d'une action de formation et de soutien en faveur de la coopération régionale et internationale. Les participants ont également estimé que la CEPALC devait poursuivre ses efforts pour améliorer son efficacité et son efficacité dans le contexte de la restructuration et de la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies. Ce consensus s'est matérialisé dans un projet de résolution intitulé "La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC". Dans cette résolution, il a été convenu, pour atteindre les objectifs mentionnés, de créer un groupe de travail spécial ouvert à tous les pays membres de la CEPALC, lequel aura pour mandat, en consultation avec le Secrétaire exécutif, de définir les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des aspects budgétaires.

58. Lors de la séance plénière, il a été pris note avec satisfaction des rapports concernant les activités menées à bien depuis avril 1994 et l'exécution des programmes pour la période biennale 1994-1995 (qui a été sujette aux restrictions imposées par la crise financière qui a touché les Nations Unies à la fin 1995). Les participants ont approuvé le projet de programme de travail de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999, ainsi qu'un projet de résolution sur l'appui aux travaux de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) et un autre, d'une teneur similaire, sur le Centre latino-américain de démographie (CELADE).

59. Les 17 et 18 avril, le Comité spécial de la session de la CEPALC sur la population et le développement s'est également réuni pour aborder le thème du suivi et de la révision du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement, et l'aspect démographique dans le cadre de la transformation du processus de production dans un climat d'équité à l'échelon régional. A l'issue d'un échange de vues particulièrement fécond au cours duquel il a

notamment été jugé souhaitable de mettre sur pied des mécanismes d'échange de données d'information sur les progrès accomplis dans l'exécution du Plan d'action régional, les participants ont adopté à l'unanimité le projet de résolution sur le Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement présenté par le Président du Comité à la séance plénière de l'étape technique.

60. De même, le Comité de coopération entre pays et régions en développement s'est réuni le vendredi 19. Au cours de la discussion, les délégations ont fait ressortir l'importance de la CTPD pour renforcer le développement économique et social dans le cadre du programme de travail de la CEPALC. A l'issue des débats, le Comité a examiné et approuvé un projet de résolution sur la coopération technique entre pays et régions en développement.

### Etape ministérielle

61. L'étape ministérielle de la session s'est déroulée les 19 et 20 avril, en présence de nombreux participants de haut niveau, puisque 20 pays membres de la CEPALC étaient représentés par des ministres ou des vice-ministres. Cette étape a été inaugurée par M. José María Figueres Olsen, Président du Costa Rica, qui a également présidé la séance tenue le 20 avril au matin, au cours de laquelle les chefs de délégation ont procédé, en toute liberté, à un échange de vues et d'informations qui s'est déroulé dans un contexte informel et spontané qui a été très apprécié.

62. Un consensus s'est dégagé quant à la nécessité de poursuivre les processus de réforme économique et de continuer à privilégier les équilibres macro-économiques fondamentaux. Les participants ont également attiré l'attention sur le nouveau type de financement externe accessible aux pays de la région et ont souligné que ce financement devait venir se greffer sur des politiques macro-économiques cohérentes, dans le cadre des particularités de chaque pays. Ils ont précisé que ce type de gestion implique la nécessité d'associer les politiques budgétaires, de change et monétaires dans un contexte de libéralisation croissante des marchés.

63. A cet égard, plusieurs chefs de délégations ont souligné l'importance qu'il fallait attacher à la consolidation de l'épargne nationale et à sa complémentarité par rapport à l'épargne extérieure. Il fallait également, dans ce domaine, prendre en compte les spécificités nationales, les options de politique économique étant étroitement liées aux particularités macro-économiques et institutionnelles de chaque pays. Ils ont en outre signalé que, bien que ne figurant pas parmi les problèmes les plus urgents de la région, la dette extérieure continuait d'entraver les efforts de développement, en particulier dans les économies de petite envergure.

64. Le débat a fait ressortir l'importance d'intensifier les études concernant les rapports entre les aspects macro-économiques, micro-économiques et institutionnels, sur la base de la proposition centrale formulée par le secrétariat, de façon à favoriser le remaniement des politiques publiques en fonction des problèmes internes et externes.

65. L'examen des problèmes institutionnels, y compris l'évaluation de la performance des instruments de politique publique, est un souci constant qui se manifeste aussi bien dans le domaine financier et des mesures d'incitation de l'épargne que dans la modernisation du secteur public et la consolidation des instruments de politique sociale et de la promotion de la production.

66. Plusieurs chefs de délégations ont mentionné le rôle déterminant de l'investissement étranger dans les processus nationaux de développement. Ils ont souligné qu'il fallait accroître le drainage de courants financiers à long terme moyennant des modalités d'investissements originales, attrayantes et stables. A ce stade de la discussion, différentes modalités de privatisation, de concession, de capitalisation d'entreprises et d'autres formes d'alliances stratégiques ont été mentionnées. Il a également été signalé que les processus de privatisation contribuaient de façon significative à améliorer l'efficacité et la compétitivité, notamment dans le cadre de mécanismes visant à encourager la concurrence.

67. Plusieurs participants ont également souligné que les efforts décrits plus haut devaient tenir compte de la progression et de la consolidation des processus d'intégration actuellement en cours afin de contribuer à l'insertion de la région au sein de l'économie internationale.

68. Dans son intervention, M. Enrique Iglesias, président de la Banque interaméricaine de développement, a mis l'accent sur le fait que les progrès accomplis par les économies des pays latino-américains et des Caraïbes devaient être accompagnés de mesures de politique économique visant à accroître les taux de croissance et les niveaux d'équité dans la région.

69. A l'issue de la réunion, M. José María Figueres, Président de la République du Costa Rica, a effectué une synthèse des débats en évaluant les progrès accomplis par les pays de la région dans les années 90 ainsi que les enjeux qu'impliquent une compétitivité accrue, une croissance accélérée et soutenue et une répartition plus équitable des fruits du développement. Pour conclure, il a réaffirmé le caractère pertinent de la CEPALC en tant qu'instance favorisant le débat sur le développement régional et collaborant à la réalisation d'activités propres à affronter les défis actuels et futurs.

70. A la fin de la session, un accord de coopération entre la CEPALC et la BID a été souscrit, en présence du Président Figueres qui fit office de témoin.

71. La séance finale de l'étape ministérielle s'est déroulée le 20 avril dans l'après-midi. Plusieurs chefs de délégation de pays membres et de membres associés y ont pris la parole, ainsi que des représentants d'autres gouvernements et organisations.

72. Au cours de ces délibérations, les représentants ont entendu des informations relatives à la situation économique et sociale de différents pays. Ils ont fait ressortir les progrès accomplis dans les domaines politique, économique et social. La démocratie devait maintenant faire la preuve de sa capacité à résoudre les problèmes restés en suspens. Les succès obtenus sur le plan économique devaient être accompagnés d'une amélioration au niveau de l'égalité des chances, de la justice sociale et de la responsabilité en matière écologique. Plusieurs représentants ont insisté sur la nécessité de prendre en considération la situation particulière des économies de plus faible envergure de l'Amérique latine et des Caraïbes et sur le fait que la CEPALC accorde l'attention adéquate à l'expérience, aux besoins et aux intérêts des pays des Caraïbes. D'autres participants ont mentionné qu'il devait exister une complémentarité entre le potentiel économique de la région et les économies en transition d'Europe de l'est, domaine dans lequel la CEPALC pourrait apporter une contribution importante en consolidant les rapports de coopération entre les deux régions.

73. En ce qui concerne la Commission, plusieurs orateurs ont manifesté leur satisfaction des propositions formulées par celle-ci au cours des six dernières années. En effet, ses prises de position originales par rapport aux solutions proposées dans d'autres analyses avaient eu une incidence déterminante au sein et hors de la région. Cette approche pluraliste constituait un facteur important dans les débats. De plus, la CEPALC est une instance idéale pour orienter le processus d'intégration par lequel les pays d'Amérique latine et des Caraïbes tentent de répondre à l'internationalisation de l'économie mondiale.

## E. ADOPTION DES PROJETS DE RESOLUTION

74. Lors de l'analyse des projets de résolution présentés, plusieurs pays ont demandé que les observations ci-après soient consignées dans le rapport.

75. S'agissant du point 3 de l'ordre du jour, la délégation du Pérou s'est opposée à la classification de son pays parmi les nations touchées par l'hyperinflation (tableau IV.2 du document "Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie"); en effet, le taux d'inflation suivait une courbe descendante depuis 1990 et était tombé à 15 p.100 en 1994. La délégation estimait que ce phénomène aurait dû être consigné dans le document et qu'elle ne pouvait, dès lors, approuver le projet de résolution en question, à moins d'y introduire les modifications suivantes:

"Remplacer le paragraphe 1 par le libellé suivant: "Prend note du document élaboré par le secrétariat de la CEPALC intitulé "Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie", et le considère comme un cadre de référence permettant de dresser le bilan du processus des transformations économiques des quinze dernières années et d'offrir aux gouvernements des suggestions sur la manière de renforcer le développement".

"Remplacer le paragraphe 13 par le libellé suivant: "Demande au secrétariat de la CEPALC de réviser le document intitulé "Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie" afin d'analyser plus finement les transformations économiques réalisées au cours de la présente décennie, notamment la situation et les perspectives les plus récentes en matière de stabilisation et de possibilités d'investissement, de façon à ce que cette analyse et les mesures recommandées soient plus conformes aux réalités des différents Etats membres et aux enjeux concrets qui se posent à eux, en accordant une attention particulière à la problématique des économies de faible et moyenne envergure de la région".

76. La délégation de l'Equateur a signalé qu'elle aurait souhaité que l'information relative à la distribution géographique du personnel du secrétariat soit annexée à la résolution sur la réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC. Elle a demandé qu'à l'avenir la Commission s'efforce d'assurer une distribution géographique équitable du personnel du secrétariat et de diversifier le plus possible la nationalité de ses consultants.

77. Les délégations du Brésil et de l'Argentine ont précisé qu'elles avaient adopté les résolutions sur l'appui aux travaux de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale et sur le Centre latino-américain de démographie sans préjudice des priorités pouvant découler de l'exercice prévu dans la résolution sur la réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC.

78. En ce qui concerne la résolution sur le calendrier de conférences de la CEPALC pour la période 1996-1998, la délégation du Suriname a fait remarquer que la seizième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes allait se tenir plus tard que prévu, remarque qui a été consignée dans l'annexe 1 de la résolution en question.

F. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA CEPALC  
A SA VINGT-SIXIEME SESSION

79. A sa vingt-sixième session, la Commission a adopté les résolutions dont le texte figure ci-après. Sauf indication contraire, il est entendu que ces résolutions n'auront aucune incidence financière sur le budget ordinaire adopté par la CEPALC.

552(XXVI) CONSOLIDATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE EN AMERIQUE LATINE  
ET AUX CARAIBES

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant la résolution 533(XXV) adoptée par la Commission lors de sa vingt-cinquième session, par laquelle il est demandé au secrétariat de privilégier l'analyse du réaménagement des politiques publiques en fonction d'une stratégie intégrée d'encouragement de la compétitivité, la corrélation entre les facteurs macro-économiques, les dispositions tendant au perfectionnement des marchés et les stimulants micro-économiques en vue de promouvoir la compétitivité, ainsi que les instruments de politique économique de nature à faciliter la croissance et la stabilité macro-économique,

Ayant à l'esprit et reconnaissant la volonté politique des gouvernements de la région à l'égard de la teneur et de la portée des réformes structurelles entreprises pour réorienter le développement sur de nouvelles bases, lesquelles, malgré les différences sensibles entre les circonstances propres à chaque pays et les stades de développement, ont en commun la discipline budgétaire, la libéralisation des échanges commerciaux et la dérégulation financière, le fonctionnement des mécanismes du marché, un plus large appel à l'investissement privé et de nouveaux régimes d'incitations et cadres réglementaires,

Ayant présent à l'esprit que tous les pays de la région, à des degrés divers, ont réalisé d'importants progrès en matière de stabilisation des prix et, dans une moindre mesure, sur le plan de la croissance, grâce à la mise en place de réformes structurelles et à une meilleure gestion macro-économique, de même qu'à une entrée considérable de capitaux extérieurs,

Reconnaissant également que les économies de la région ont pour la plupart enregistré des taux de croissance inférieurs aux taux historiques et, partant, peu satisfaisants du double point de vue du progrès technique et des besoins de création d'emplois, de l'élimination de la pauvreté absolue et de la réduction des inégalités sociales,

Reconnaissant en outre que l'hétérogénéité structurelle caractéristique des appareils de production de la région s'est accentuée, dans la mesure où les différences en matière de productivité se sont généralement accentuées entre les grandes entreprises qui se trouvent à la pointe du processus de modernisation et l'ensemble vaste et divers des entreprises qui restent à la traîne,

Préoccupée par la vulnérabilité face aux facteurs extérieurs qui caractérise, dans de nombreux cas, la performance macro-économique des pays de la région, et par les graves conséquences pour la stabilité, la croissance et l'équité qu'ont les événements comme ceux qui sont survenus en 1995 dans certains pays de la région,

Rappelant les déclarations et les programmes d'action adoptés lors des récentes conférences mondiales des Nations Unies sur l'environnement, les droits de l'homme, la population, le développement social, et les femmes,

Prenant en considération l'importance que revêt la stabilité macro-économique et la nécessité de faire en sorte qu'elle ait un caractère durable et compatible avec les politiques d'encouragement de l'épargne, de l'investissement, du développement technologique et de la compétitivité internationale, éléments indispensables pour tirer le meilleur parti des ressources de production et garantir leur expansion continue,

1. Accueille avec satisfaction le document élaboré par le secrétariat de la CEPALC intitulé "Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie", et le considère comme un cadre de référence pertinent pour dresser le bilan du processus de transformations économiques des quinze dernières années et pour offrir aux gouvernements des suggestions sur la manière de renforcer le développement;

2. Souligne, en particulier, sa contribution à l'orientation des politiques publiques futures en faveur du développement, en ce sens qu'il fait ressortir la nécessité d'englober les aspects macro-économiques, les institutions et les cadres réglementaires, le fonctionnement des marchés de facteurs et le comportement micro-économique;

3. Prend note du document établi par le secrétariat de la CEPALC, intitulé "Quince años de experiencia económica. América Latina y el Caribe, 1980-1995", qui présente une synthèse des données empiriques permettant de dresser le bilan du processus de transformations économiques;

4. Affirme que pour créer des emplois suffisants, éliminer la pauvreté et améliorer l'équité, il importe, entre autres, d'accélérer la croissance, ce qui requiert, outre la stabilité macro-économique, un alignement sur la technologie de pointe internationale, la diffusion du progrès technique englobant une vaste gamme d'activités, une augmentation de l'investissement en capital humain et matériel, ainsi que le perfectionnement des marchés de facteurs;

5. Attire l'attention sur le fait que le climat social défavorable, qui rend précaire le maintien des processus de développement, exige que les politiques économiques et sociales fassent partie intégrante des politiques publiques pour promouvoir le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement;

6. Souligne que, afin de parvenir à des niveaux d'investissement et d'épargne de nature à garantir une croissance rapide et durable, il est nécessaire, parallèlement à un contexte macro-économique stable, de suivre une politique efficace de développement financier;

7. Souligne également que pour obtenir un accroissement constant de la productivité, il est nécessaire de compléter la politique macro-économique par des politiques de développement productif et de valorisation des ressources humaines visant à faciliter la promotion, la mise au point et la diffusion de la technologie par le biais d'un train de mesures destinées à favoriser le développement et le renforcement des systèmes nationaux d'innovation, en premier lieu la qualité et la couverture de l'enseignement fondamental obligatoire, puis, notamment, l'appui aux réseaux d'information, le renforcement des mécanismes de coopération des entreprises, la protection de la propriété intellectuelle, l'encouragement des centres de recherche et de vulgarisation technologique, l'adoption de normes internationales de qualité et l'éducation et la formation professionnelle;

8. Réaffirme l'importance de veiller aux processus de modernisation de la production des petites et moyennes entreprises, en facilitant leur accès au financement et à la coopération technique, aux possibilités technologiques, aux débouchés commerciaux et à la formation;

9. Souligne qu'il est indispensable, pour assurer le développement productif, d'encourager la concurrence, moyennant la déréglementation des marchés compétitifs, et l'élimination des obstacles artificiels à l'entrée de concurrents, de même que la réglementation en bonne et due forme des marchés dominés par les monopoles naturels;

10. Prend note de l'entrée de financements privés dans certains pays de la région, indépendamment des fluctuations de la conjoncture, et réaffirme la nécessité d'appliquer des politiques de nature à inciter ces financements à tirer parti des possibilités de développement productif;

11. Attire l'attention sur le fait que, pour ce faire, il convient, parallèlement à des politiques macro-économiques cohérentes propres à atténuer la vulnérabilité financière face aux influences extérieures, de privilégier les flux de capitaux à long terme, en stimulant l'investissement étranger direct, en recourant à des modalités novatrices, et en tirant profit des enseignements qui se dégagent des expériences régionales en matière de privatisation, de co-entreprises (joint ventures), de concessions et de capitalisation;

12. Reconnaît et apprécie la contribution indispensable des processus d'intégration en tant que moyen efficace pour encourager le développement économique et social de même que pour promouvoir et améliorer l'insertion de la région sur une base compétitive dans l'économie internationale;

13. Demande au secrétariat d'envisager une plus large diffusion du contenu du document intitulé "Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie", afin d'encourager la discussion sur les thèmes qu'il renferme dans les milieux politiques, des entreprises, du travail, universitaires et au sein de l'opinion publique, en vue de permettre le dégagement d'un consensus au sujet de la tâche que constitue le renforcement du développement économique dans un climat de plus grande équité sociale et entre les sexes;

14. Demande instamment au secrétariat, dans le cadre de ses futurs travaux sur les points énumérés au paragraphe 15 ci-après du dispositif, d'accorder une attention particulière à la situation et aux besoins spéciaux des économies de faible envergure de la région;

15. Demande également au secrétariat, dans le cadre de son programme de travail, d'approfondir l'examen des questions suivantes:

- a) Les cadres conceptuels qui orientent le développement de la région, en particulier en ce qui concerne l'interaction entre la macro-économie, les institutions et la micro-économie;
- b) L'élaboration de politiques économiques de nature à minimiser l'instabilité macro-économique tout en maximisant les stimulants en faveur de l'investissement, de l'épargne, du progrès technique et de la compétitivité internationale;
- c) Les circonstances de la stabilité macro-économique et les possibilités de développement productif dans les pays de taille différente ou qui se trouvent à différents stades de développement, ainsi que les possibilités de coopérer au développement avec les économies de faible envergure de la région;
- d) Les réformes budgétaires ayant pour objet de renforcer la stabilité structurelle des finances publiques, de stimuler davantage l'épargne et l'investissement et d'améliorer l'équité;
- e) L'analyse des réformes qui, par leur incidence sur le climat financier, accroissent l'épargne nationale et la canalise vers un investissement productif, notamment les réformes touchant la prévoyance sociale, la réglementation et le contrôle des opérations et de l'organisation bancaires, ainsi que les marchés des valeurs et des titres en vue de leur développement et de leur élargissement;

- f) L'intermédiation du financement à long terme à l'appui du développement productif, tant par l'intermédiaire des banques de développement, que par d'autres modalités d'expansion des circuits financiers, et des mesures visant à faciliter l'accès des entreprises de toutes catégories ou projets d'investissement à un financement approprié;
- g) L'examen analytique des études de cas portant sur les incitations et les politiques propres à encourager l'innovation et la diffusion d'un progrès technique rationnel pour l'environnement dans tous les secteurs des systèmes de production, y compris l'évaluation des instruments de développement;
- h) Le potentiel de développement productif et la possibilité d'envisager des actions stratégiques, de nature sectorielle ou régionale, fondés sur les ressources naturelles clés, les bases technologiques communes ou la croissance par paliers successifs des filières d'exportation;
- i) Le rôle des investissements dans l'infrastructure et les nouvelles modalités de participation privée à ces investissements, pour encourager l'investissement réel et l'agglutination au niveau régional ou sectoriel des activités productives;
- j) L'utilité des processus de concertation en tant que mécanismes institutionnels de nature à favoriser la coordination publique-privée et entre agents privés, réduisant ainsi les coûts de la coordination, améliorant l'accès à l'information et favorisant l'actualisation des instruments de développement productif;
- k) L'investissement au titre de la valorisation des ressources humaines, par le biais de l'éducation et de la formation professionnelle, de manière à renforcer le processus de modernisation de la production et de faciliter l'association à ce processus de toutes les catégories de la main-d'oeuvre —tant masculine que féminine;
- l) Les possibilités de coopération intrarégionale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la technologie, en accordant une attention particulière aux expériences régionales en matière d'assimilation de la technologie de pointe;
- m) L'impact des réformes structurelles sur le marché du travail, ainsi que l'adoption de pratiques de recrutement et d'assurances de nature à favoriser simultanément la mobilité de la main-d'oeuvre, la formation professionnelle et la stabilité des revenus;
- n) La qualité de l'investissement social, en évaluant l'efficacité des instruments de politique sociale et en associant plus étroitement celle-ci à la croissance;
- o) Les liens entre la politique économique, la viabilité du point de vue écologique de la croissance et l'équité;
- p) Les accords d'intégration régionale dans leurs diverses formes (zones de libre-échange, unions douanières, marchés communs, etc.) en tant que mécanismes contribuant à l'expansion du commerce, aux liaisons plus étroites entre les moyens et les secteurs de production, et aux économies d'échelle;

- q) Les réformes de la politique publique de manière à répondre efficacement aux besoins institutionnels et d'administration publique engendrés par la réforme économique, la complexité accrue de la concurrence internationale et les exigences croissantes d'un développement social sans exclusions et écologiquement durable;
- r) L'incidence du fardeau de la dette sur l'élaboration et l'application de politiques de développement durable.

553(XXVI) LA REFORME DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
ET SON INCIDENCE SUR LA CEPALC

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant les résolutions 520(XXIV) et 541(XXV) de la CEPALC sur le rôle et les fonctions de la Commission et les conséquences, en ce qui la concerne, de la restructuration et de la revitalisation des Nations Unies dans les domaines économique et social,

Ayant présentes à l'esprit la résolution 48/162 et la décision 49/411 de l'Assemblée générale sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, ainsi que la résolution 48/218 et la décision 49/461 relatives à l'examen de l'efficacité du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies sur le plan administratif et financier,

Tenant compte également des orientations émanant du groupe de travail de haut niveau à composition non limitée chargé de l'examen approfondi de la revitalisation du système des Nations Unies, de son renforcement et de sa réforme, créé en vertu de la résolution 49/252 de l'Assemblée générale,

Prenant note de la teneur de la déclaration émise par les Etats membres et observateurs de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation et, en particulier, de l'intention de faire en sorte que l'Organisation des Nations Unies entre dans le XXIème siècle dotée de moyens, de ressources financières et de structures qui lui permettent de servir efficacement les peuples au nom desquels elle a été créée,

Réaffirmant sa conviction que les activités dont elle a été chargée par le Conseil économique et social dans sa résolution 106 (VI) gardent leur pleine raison d'être dans les circonstances actuelles et dans l'avenir prévisible des pays d'Amérique latine et des Caraïbes,

Etant saisie de la Note du secrétariat intitulée "La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC" (LC/G.1899(SES.26/4)) du 7 mars 1996,

Convaincue du fait que le développement durable doit, à l'aube d'un siècle nouveau, occuper une place prééminente dans le programme des Nations Unies,

Convaincue également du fait qu'il est indispensable, dans l'exercice de leurs activités dans les domaines économique et social, que les Nations Unies tiennent compte de la dimension régionale et de la décentralisation des tâches en fonction des avantages comparatifs du Siège et des organismes subsidiaires installés dans les régions en développement,

1. Affirme que la CEPALC est particulièrement compétente pour affronter en Amérique latine et dans les Caraïbes les tâches qui lui ont été confiées par le Conseil économique et social dans sa résolution 106 (VI), dans le cadre d'une Organisation des Nations Unies restructurée;

2. Déclare, par conséquent, que la CEPALC doit exercer ses activités en tant que centre d'excellence chargé de collaborer avec les Etats membres à une analyse intégrée des processus de développement axée sur l'élaboration, le suivi et l'évaluation de politiques publiques, assortie d'une

prestation de services opérationnels dans les domaines de l'information spécialisée, des services consultatifs, d'une action de formation et de soutien en faveur de la coopération régionale et internationale;

3. Déclare également que, pour faire oeuvre utile avec une efficience et une efficacité accrues, la CEPALC devra s'adapter à l'évolution des priorités du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans le cadre de la restructuration et de la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies;

4. Recommande que la structure institutionnelle et le plan des réunions du système de la CEPALC, y compris la pratique de tenir des réunions biennales de l'instance principale, continuent de servir de fondement au maintien de la simplicité, de l'efficacité et de la souplesse de fonctionnement de la Commission;

5. Recommande également que la CEPALC, en tenant compte, le cas échéant, des processus en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies, poursuive ses efforts pour améliorer sa performance, sa productivité, son impact, son efficience et son efficacité;

6. Charge par conséquent le Secrétaire exécutif de:

- a) poursuivre et intensifier les activités de développement institutionnel et de rationalisation de la gestion ayant pour objet d'améliorer l'efficience et l'efficacité des activités que mène la CEPALC en application des directives des Etats membres;
- b) améliorer les indicateurs d'évaluation de la performance, de la productivité et de l'impact des activités de l'organisme;
- c) intensifier les consultations et renforcer la coopération avec les autres organes, organismes et programmes des Nations Unies, particulièrement avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la population, en veillant tout particulièrement à éviter les doubles emplois en matière d'activités;
- d) renforcer la coopération et la coordination avec les autres organismes multilatéraux, comme la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des Etats américains, le Système économique latino-américain et d'autres institutions d'Amérique latine et des Caraïbes qui poursuivent en commun des objectifs analogues dans la région, en prenant également soin d'éviter les doubles emplois en matière d'activités;

7. Décide de créer un groupe de travail spécial ouvert à tous les pays membres de la CEPALC, sous la présidence du président de la vingt-sixième session de la Commission, lequel aura pour mandat, en consultation avec le Secrétaire exécutif, de définir les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des aspects budgétaires. La première réunion du groupe de travail spécial se tiendra dans un délai maximum de 90 jours, au siège de la CEPALC, à Santiago du Chili, et les réunions ultérieures, le cas échéant, se tiendront, de préférence, à l'un des sièges sous-régionaux de la CEPALC ou au Siège des Nations Unies à New York;

8. Charge le groupe de travail spécial d'établir un rapport d'activités qui sera transmis par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif, à la reprise de la session de fond du Conseil économique et social, aux fins d'examen à la cinquante-et-unième session ordinaire de l'Assemblée générale, et de communiquer par les voies appropriées ses propositions concernant les priorités du programme de travail 1998-1999 à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale;

9. Charge également le groupe de travail spécial de présenter un rapport final sur l'examen des priorités du programme de travail de la CEPALC à la prochaine session de la Commission.

554(XXVI) APPUI AUX TRAVAUX DE L'INSTITUT LATINO-AMERICAIN ET DES CARAIBES  
DE PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE (ILPES)

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant la résolution 340 (AC.66) du 25 janvier 1974, stipulant que l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) se constitue en organisme permanent de la Commission, doté d'une identité propre et relevant directement du Secrétaire exécutif de la CEPALC,

Exprimant sa reconnaissance aux gouvernements membres du Conseil régional de planification (CRP) et à son Bureau directeur, pour leur précieux appui à l'ILPES, tant en ce qui concerne l'orientation fonctionnelle que le financement ordinaire de l'Institut,

Tenant compte que lors de la vingt-quatrième session de la CEPALC, les gouvernements des Etats membres ont décidé que l'ILPES doit concentrer ses activités dans le domaine de la gestion stratégique de l'Etat,

1. Prend note avec satisfaction des résolutions émanant de la dixième réunion du Conseil régional de planification (Mexico, juillet 1994) et de la dix-septième réunion du Bureau directeur du Conseil (Caracas, août 1995), lesquelles font état de ce qui suit:

a) l'évaluation positive de la part des gouvernements des Etats membres de la manière générale dont l'Institut s'acquitte de ses fonctions, tant du point de vue de l'orientation et de la formulation de son plan de travail fonctionnel, que de la gestion de ses ressources humaines et financières;

b) l'appui aux travaux de l'ILPES en matière de gestion stratégique et de modernisation de l'Etat dans les domaines d'activités identifiés en 1992 (vingt-quatrième session): programmation du secteur public, politiques et planification régionales, décentralisation et développement local, projets et programmation des investissements;

c) la satisfaction qu'éprouvent les gouvernements des Etats membres à l'égard des résultats de la nouvelle stratégie de formation de l'Institut, fondée sur un système souple de cours internationaux de durée moyenne, périodiques et axés sur les domaines propres de spécialisation de l'Institut, ainsi que de cours nationaux de même ordre répondant à des demandes particulières;

d) l'appui aux activités de l'Institut dans les domaines de la coopération technique, de la mise en commun des données d'expérience, de la recherche appliquée à des fins d'enseignement et de diffusion;

e) l'utilité de poursuivre l'examen des questions de réforme et de modernisation de l'Etat, eu égard notamment au processus de prise de décisions dans le domaine public et en tenant compte des points de vue des dirigeants politiques, et des secteurs des entreprises, du travail et universitaires;

2. Exprime sa reconnaissance aux gouvernements des Etats membres du Conseil régional de planification (CRP) pour leur contribution au système ordinaire d'apports financiers des gouvernements, ce qui permet le financement d'une partie importante du personnel et des activités de l'Institut;

3. Se félicite de l'admission de l'Espagne en qualité de membre à part entière du Conseil régional de planification et du Bureau directeur;
4. Remercie les gouvernements de l'Italie, de la France et de l'Espagne pour leur contribution au financement des activités de l'Institut et leur appui technique à l'ILPES;
5. Exprime sa satisfaction pour l'appui du secrétariat de la CEPALC aux activités de l'ILPES;
6. Soutient la création de REDILPES, mécanisme qui permet un échange constant d'informations entre l'ILPES et ses diplômés, ses anciens élèves et les personnes intéressées aux activités de l'Institut;
7. Appuie avec satisfaction l'offre faite par le Brésil d'accueillir la dix-huitième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification.

## 555(XXVI) CENTRE LATINO-AMERICAIN DE DEMOGRAPHIE (CELADE)

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Ayant à l'esprit les conclusions et recommandations des récentes réunions intergouvernementales, en particulier la Conférence régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement (Mexico, 1993) et la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), qui font état de la nécessité d'aborder le problème démographique en tant que partie intégrante des stratégies et des politiques en faveur du développement économique et social,

Ayant également à l'esprit l'adoption récente du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement, lequel avait été adopté en tant que Projet de plan d'action lors de la vingt-cinquième session de la CEPALC et, par la suite, avec l'appui du Centre latino-américain de démographie (CELADE) faisant fonction de secrétariat, complété par les résultats de la Conférence internationale du Caire,

Considérant que le Plan privilégie les activités régionales et sous-régionales en matière de population qui sont nécessaires pour améliorer et faciliter l'application des mesures que chaque pays envisage de prendre;

Considérant en outre que l'objectif du programme de travail de la Commission en matière de population est de collaborer avec les pays de la région à la connaissance de leur situation démographique, à l'élaboration et à l'évaluation des politiques et programmes de développement et à l'échange d'informations dans le domaine démographique, tâches dont a été chargé le CELADE, dans le cadre du système de la CEPALC,

Considérant également que les études du CELADE mettent l'accent sur le rôle important que jouent la dynamique démographique et ses composantes dans une stratégie de développement visant à améliorer le bien-être de l'ensemble de la population, tout en préservant la pérennité de l'environnement et éliminant les inégalités existantes en ce qui concerne les conditions de vie des différents groupes sociaux et ethniques, les zones géographiques, les hommes et les femmes,

1. Prend note avec satisfaction du traitement accordé à la question de la population dans le rapport d'activités de la Commission depuis avril 1994, notamment en ce qui concerne son rôle de secrétariat dans le processus d'incorporation d'éléments nouveaux dans le Projet de Plan d'action régional sur la population et le développement et dans le projet de programme de travail du système de la CEPALC 1998-1999;

2. Exprime sa reconnaissance et ses remerciements aux gouvernements du Canada, de la France et des Pays-Bas pour leurs contributions au financement du Programme régional latino-américain de la population mené à bien par le CELADE;

3. Exprime également sa reconnaissance aux organismes internationaux qui accordent leur appui au CELADE pour l'exécution d'autres projets, et en particulier au Fonds des Nations Unies pour la population et à la Banque interaméricaine de développement;

4. Réaffirme la nécessité de maintenir un appui, sur le budget ordinaire de la CEPALC, en faveur des activités actuelles de la Commission dans le domaine de la population;

5. Prie les pays membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes d'envisager l'augmentation des contributions au financement des activités du programme de travail sur la population, en tenant compte des réductions successives des apports extrabudgétaires qu'a éprouvés le CELADE ces dernières années;

6. Prie également les organismes internationaux d'intensifier leur appui en faveur de ces activités.

556(XXVI) PLAN D'ACTION REGIONAL DE L'AMERIQUE LATINE ET DES CARAIBES  
SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant que la Conférence régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement (Mexico, 29 avril-4 mai 1993) a adopté à l'unanimité le Consensus d'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement, dans lequel se trouve exprimée la position commune des pays de la région à l'égard des questions de population et de développement, et a également décidé de promouvoir l'élaboration d'un Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement,

Soulignant l'importance que revêt la participation active des pays au processus ayant conduit à l'adoption du projet de Plan d'action régional lors de la vingt-cinquième session de la CEPALC (Carthagène, Colombie, avril 1994), aux termes de la résolution 536(XXV),

Considérant que le projet en question a été adopté à titre de Plan d'action régional à la suite de l'incorporation des résultats de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), à laquelle ont largement participé les Etats membres et les membres associés de la CEPALC,

Consciente de la complexité du processus de recherche de financement des activités envisagées dans le Plan d'action régional et du fait que des progrès importants ont néanmoins été réalisés,

Rappelant que, aux termes de la résolution 536(XXV), il a été décidé de créer un comité spécial de session sur la population et le développement qui serait chargé d'assurer le suivi et la révision du Plan d'action,

Considérant que le comité mentionné ci-dessus a tenu ses premières réunions les 16 et 17 avril 1996 à San José, Costa Rica, au cours desquelles ont été examinées les questions arrêtées d'un commun accord dans le Plan d'action régional, y compris le suivi et la révision des activités envisagées dans ledit document,

Soulignant la nécessité de redoubler d'efforts en vue d'obtenir les ressources financières nécessaires pour mener à bien les activités du Plan,

Reconnaissant le rôle essentiel qu'ont joué dans les activités de population et de développement les organismes non gouvernementaux en Amérique latine et au Caraïbes, et en particulier les organisations féminines, qui ont participé aux travaux préparatoires et de suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992), la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), le Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995) et la quatrième Conférence sur les femmes (Beijing, 1995),

Rappelant que les activités régionales et sous-régionales doivent être menées à bien en étroite collaboration avec les organismes internationaux et les organes compétents des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour la population, et les organisations non gouvernementales spécialisées dans le domaine de la population et le développement,

Reconnaissant le bien-fondé de la Note du secrétariat établie par le Centre latino-américain de démographie (CELADE) pour les besoins des réunions du Comité spécial de session sur la population et le développement,

1. Prend note avec satisfaction des activités menées par le Bureau directeur du Comité des experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) sur la population, avec l'appui du secrétariat, qui ont conduit à l'adoption du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement;

2. Remercie le Bureau directeur et le secrétariat pour leurs initiatives en faveur du financement des activités envisagées dans le Plan d'action régional;

3. Exprime sa gratitude au secrétariat pour la préparation de la première réunion du Comité spécial sur la population et le développement et, en particulier, pour l'établissement des documents de travail et de référence;

4. Convient que chaque pays désigne une institution de liaison pour assurer le suivi du Plan d'action régional, aux fins de faciliter les communications entre les pays membres eux-mêmes et avec le secrétariat de la CEPALC;

5. Décide qu'au cours de la prochaine réunion du Comité spécial soit examinée la question de l'hygiène de la reproduction et la pauvreté et de charger le secrétariat de préparer la documentation de fond requise;

6. Demande au secrétariat de prendre les dispositions nécessaires pour le financement extrabudgétaire des activités prévues dans le Plan d'action et, à la lumière des résultats obtenus, d'actualiser périodiquement le programme d'activités et diffuser l'information y relative dans un bulletin spécial;

7. Charge le secrétariat d'établir un rapport biennal sur les activités entreprises, aux fins d'examen lors des réunions du Comité spécial qui se tiennent durant les sessions de la CEPALC;

8. Prie le Bureau directeur du Comité spécial sur la population et le développement de se charger du suivi du Plan d'action régional pendant les intersessions, tout en restant en contact permanent avec le secrétariat, et de collaborer aux efforts de recherche des fonds nécessaires pour l'exécution du Plan;

9. Prie instamment la communauté internationale et les Etats membres de la CEPALC d'accroître leur financement des activités liées à la population et au développement en Amérique latine et aux Caraïbes, notamment celles envisagées dans le Plan d'action régional.

557(XXVI) CALENDRIER DE CONFERENCES DE LA CEPALC  
POUR LA PERIODE 1996-1998

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant la résolution 419(PLEN.14) du Comité plénier de la CEPALC sur la rationalisation de la structure institutionnelle et du plan de réunions du système de la CEPALC, selon laquelle il incombe à la Commission d'examiner, lors de ses sessions ordinaires, le calendrier complet des conférences et des réunions programmées jusqu'à la session ordinaire suivante,

Tenant compte de la résolution 489(PLEN.19) sur la structure intergouvernementale et les fonctions de la CEPALC, aux termes de laquelle il est recommandé de maintenir la structure institutionnelle existante,

Ayant à l'esprit les résolutions et les décisions du Conseil économique et social et de la CEPALC qui établissent et régissent la périodicité des réunions des organes subsidiaires de la Commission,

Ayant examiné le calendrier des conférences intergouvernementales de la CEPALC pour la période 1996-1998 proposé à l'annexe 5 du document LC/G.1903(SES.26/8),

Considérant les objectifs et l'ordre de priorité fixés dans les divers sous-programmes de travail et les programmes d'action régionaux approuvés par les Etats membres à la vingt-sixième session,

Rappelant la responsabilité primordiale qui incombe aux gouvernements nationaux en ce qui concerne l'application des décisions et des programmes d'action des conférences mondiales des Nations Unies,

1. Approuve le calendrier de conférences de la CEPALC, tel qu'il est reproduit dans l'annexe à la présente résolution, avec les observations et les suggestions consignées dans le rapport de la vingt-sixième session de la CEPALC;

2. Affirme que le système actuel de services de conférences de la CEPALC, selon lequel le Secrétaire exécutif est chargé des aspects organisationnels et de fond, s'est avéré efficace du point de vue des coûts, et recommande que le Secrétaire exécutif continue d'assumer les tâches correspondantes;

3. Affirme à nouveau qu'il importe de continuer à confier à la CEPALC la responsabilité de l'organisation et de la tenue des réunions régionales préparatoires en vue des conférences mondiales de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social;

4. Demande au Secrétaire exécutif de saisir les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies des suggestions propres à permettre l'exécution du calendrier approuvé;

5. Prie le Secrétaire exécutif de rendre compte à la vingt-septième session de la CEPALC de l'application de cette résolution.

**CALENDRIER DES CONFERENCES INTERGOUVERNEMENTALES DE LA CEPALC POUR  
LA PERIODE 1996-1998**

Année	Nom	Lieu et date	Texte portant autorisation	Source de financement
1996	Seizième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	Antigua-et-Barbuda b/	Résolutions 358(XVI), 419(PLEN.14); 489(PLEN.19) et 537(XXV) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1996	Vingt-sixième session de la CEPALC	San José, Costa Rica 15-20 avril	Résolutions 419(PLEN.14); 489(PLEN.19); 537(XXV) et 551(XXV) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1996	Vingt-deuxième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et les Caraïbes	a/ 3 jours Premier semestre	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, paragraphe 88.2	Budget ordinaire de la CEPALC
1996	Vingtième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	a/ 4 jours Premier semestre	Résolutions 310(XIV); 419(PLEN.14); 422(XIX), paragraphe 204; 425(XIX); 489(PLEN.19) et 537(XXV) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1996	Quatrième réunion des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes	Kingston, Jamaïque Deuxième semestre	Résolution 545(XXV) de la CEPALC et Déclaration de Carthagène (2 décembre 1993)	Budget ordinaire de la CEPALC
1996	XVIIIème Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'ILPES	Brasilia, Brésil 25-26 novembre	Résolution 351(XVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1996	Réunion des Directeurs de statistique des Amériques	Santiago du Chili 14-18 octobre	Accord de coopération en matière de statistique souscrit par l'OEA et la CEPALC	Budgets ordinaires de la CEPALC et de l'OEA
1996	Réunion régionale de suivi du Sommet mondial pour le développement social	a/ b/	Résolution 535(XXV) de la CEPALC et Déclaration de Copenhague	Budget ordinaire de la CEPALC

Année	Nom	Lieu et date	Texte portant autorisation	Source de financement
1997	Vingt-et-unième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	a/ b/	Résolutions 310(XIV); 419(PLEN.14); 422(XIX), paragraphe 204; 425(XIX) et 489(PLEN.19) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1997	Vingt-troisième réunion du Bureau directeur de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes	a/ 3 jours Premier semestre	Plan d'action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, paragraphe 88.2	Budget ordinaire de la CEPALC
1997	Septième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes	a/ b/	La Conférence a été créée en tant qu'organe subsidiaire permanent de la CEPALC par décision de la onzième session extraordinaire du Comité plénier (E/CEPAL/AC.71.4)	Budget ordinaire de la CEPALC
1997	Vingt-et-unième session du Comité plénier de la CEPALC	a/ b/	Résolutions 419(PLEN.14) et 489(PLEN.19) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1997	Dix-septième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	a/ b/	Résolutions 358(XVI), 419(PLEN.14) et 489(PLEN.19) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1997	Xème Conférence des ministres et responsables de la planification de l'Amérique latine et des Caraïbes	a/ b/	Résolutions 340(AC.66) et 371(XVII) de la CEPALC	Budget de l'ILPES
1997	Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	a/ avril	Résolution 9(IV) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1997	Cinquième réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes	a/ Deuxième semestre	Résolution 545(XXV) de la CEPALC et Déclaration de Carthagène (2 décembre 1993)	Budget ordinaire de la CEPALC
1997	XIXème Bureau directeur du Conseil régional de planification de l'ILPES	a/ b/	Résolution 351(XVI) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC

Année	Nom	Lieu et date	Texte portant autorisation	Source de financement
1998	Vingt-deuxième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	<u>a</u> / Premier semestre	Résolutions 310(XIV); 419(PLEN.14); 422(XIX), paragraphe 204; 425(XIX) et 489(PLEN.19) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1998	Vingt-septième session de la CEPALC	Aruba <u>b</u> /	Résolutions 419(PLEN.14) et 489(PLEN.19) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1998	Vingt-quatrième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes	<u>a</u> / 3 jours Premier semestre	Plan d'Action régional sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine, paragraphe 88.2	Budget ordinaire de la CEPALC
1998	XIème Conseil régional de planification de l'ILPES	<u>a</u> / <u>b</u> /	Résolution 340(AC.66) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1998	Dix-huitième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	<u>a</u> / <u>b</u> /	Résolutions 358(XVI), 419(PLEN.14) et 489(PLEN.19) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1998	Comité de coopération économique de l'Amérique centrale	<u>a</u> / juin	Résolution 9(IV) de la CEPALC	Budget ordinaire de la CEPALC
1998	Réunion des directeurs de statistique des Amériques	Santiago du Chili Deuxième semestre	Accord de coopération en matière de statistique souscrit par l'OEA et la CEPALC	Budgets ordinaires de la CEPALC et de l'OEA
1998	Sixième réunion des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes	<u>a</u> / Deuxième semestre	Résolution 545(XXV) de la CEPALC et Déclaration de Carthagène (2 décembre 1993)	Budget ordinaire de la CEPALC
1998	Réunion régionale de suivi du Sommet mondial pour le développement social	<u>a</u> / <u>b</u> /	Résolution 535(XXV) de la CEPALC et Déclaration de Copenhague	Budget ordinaire de la CEPALC

a/ Lieu à confirmer.

b/ Date à confirmer.

558(XXVI) PROGRAMME D'ACTION REGIONAL EN FAVEUR DES FEMMES  
D'AMERIQUE LATINE ET DES CARAIBES, 1995-2001

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Tenant compte de la résolution de la sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui recommande l'adoption du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001,

Rappelant la résolution 50/203 de l'Assemblée générale du 22 décembre 1995 qui a fait siennes la Déclaration et la Plate-forme d'action de Beijing adoptées lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, et qui en recommande le suivi,

Considérant la résolution 1988/59 du Conseil économique et social, par laquelle le Conseil a prié le Secrétaire général de prendre l'initiative de formuler un plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001, et la recommandation faite au Conseil économique et social par la Commission de la condition de la femme, lors de sa quarantième session, d'adopter le projet de plan révisé en tenant compte des observations de la Commission jointes en annexe à ladite résolution,

1. Adopte le Programme d'action régional en faveur des femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1995-2001;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la CEPALC d'accorder tout l'appui possible aux activités régionales axées sur l'exécution du programme;

3. Demande instamment que le Programme d'action régional soit appliqué en étroite coordination avec les autres éléments du système des Nations Unies, en complément de la Plate-forme d'action de Beijing et du plan à moyen terme pour la période 1996-2001 qu'adoptera le Conseil économique et social à sa prochaine session;

4. Demande que la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes et son Bureau procèdent périodiquement à l'examen et à l'évaluation de la mise en oeuvre du Plan d'action régional de 1977, conformément aux dispositions du paragraphe 88 de ce Plan, et du Programme d'action régional pour 1995-2001.

559(XXVI) PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR  
L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Ayant présents à l'esprit l'article 24 de son Règlement intérieur, les directives émanant de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social quant à la préparation et à l'examen des programmes de travail de tous les organes du système, ainsi que les dispositions de la résolution 38/32E de l'Assemblée générale et de la décision 1984/101 du Conseil économique et social au sujet des publications périodiques des Nations Unies,

Ayant été informée de la teneur générale du projet de plan à moyen terme pour la période 1998-2001 établi par le secrétariat en vue d'être présenté au Siège des Nations Unies à New York pour examen,

Ayant examiné le projet de programme de travail du système de la CEPALC dans ses différents domaines d'activité pour la période 1998-1999, programme qui comprend également l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES) et le Centre latino-américain de démographie (CELADE),

Tenant dûment compte des vues exprimées et des amendements proposés par les représentants des gouvernements des Etats membres, avec les modifications convenues lors des débats, qui seront consignés dans le rapport final de la vingt-sixième session, et les modifications résultant des résolutions adoptées au cours de ladite session,

1. Approuve le projet de programme de travail du système de la CEPALC pour l'exercice 1998-1999,<sup>1</sup> qui comprend l'ILPES et le CELADE et qui, avec les amendements envisagés dans les résolutions de la vingt-sixième session de la Commission, en particulier celle relative à la Consolidation du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes (DSM/3), porte autorisation, au sein de la Commission, pour la réalisation des programmes, des projets et des publications périodiques qu'il englobe;

2. Décide de confier le soin de fixer les priorités pour le projet de programme de travail 1998-1999 au groupe de travail spécial à composition non limitée qui sera créé aux termes de la résolution sur la réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC;

3. Prend note du fait que l'affectation des ressources voulues pour mener à bien les activités décrites dans le programme devra être soumise à l'approbation préalable des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies;

4. Demande au Secrétaire exécutif de soumettre aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies les propositions requises pour permettre la mise en oeuvre du programme de travail approuvé;

5. Prie le Secrétaire exécutif de rendre compte à la vingt-septième session de la CEPALC de l'état d'avancement de l'application de cette résolution.

---

<sup>1</sup> Projet de Programme de travail de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999 (LC/G.1901(SES.26/6)).

560(XXVI) COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS ET REGIONS  
EN DEVELOPPEMENT

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Rappelant le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement, adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, tenue dans cette ville en septembre 1978, et fait sien par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/134 du 19 décembre de la même année,

Tenant compte des décisions adoptées à la neuvième réunion du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement, qui a eu lieu du 30 mai au 2 juin 1995 au siège des Nations Unies à New York, et en particulier la décision 9/2 relative aux nouvelles orientations de la coopération technique entre les pays en développement,

Rappelant sa résolution 547(XXV) sur la coopération technique entre pays et régions en développement,

1. Prend note du rapport concernant les activités menées par le système de la CEPALC pour appuyer la coopération entre pays en développement, qui figure dans la note du secrétariat intitulée "Actividades del sistema de la CEPAL para promover y apoyar la cooperación técnica entre países y regiones en desarrollo durante el bienio 1994-1995" (LC/G.1906(SES.26/11)) et présentée à cette session de la Commission;

2. Réaffirme l'importance que revêt la coopération technique entre les pays en développement de la région pour contribuer à la réalisation de leurs objectifs en matière de développement économique et social, à la lumière notamment de la mise en commun de l'expérience acquise par les pays de la région en ce qui concerne l'élaboration et l'application de politiques expressément conçues pour renforcer le développement unissant les niveaux micro et macro-économiques et répondre aux exigences de la transformation du processus de production dans un climat d'équité;

3. Souligne la nécessité de resserrer les liens entre la coopération technique et la coopération économique entre les pays en développement, afin d'en faire des instruments dynamiques aptes à consolider les progrès enregistrés en matière de transformation du processus de production et d'équité dans la région;

4. Insiste sur l'importance de l'appui qu'accorde la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes aux activités que mènent les gouvernements de la région afin de favoriser le recours aux mécanismes et aux modalités de coopération technique entre pays en développement, aux échelons sous-régional, régional et interrégional;

5. Demande au Secrétaire exécutif, en application des directives pertinentes, de:

a) intensifier les activités visant à appuyer et à encourager la coopération technique entre pays en développement en ce qui concerne l'exécution du programme de travail du secrétariat de la Commission, notamment en ce qui concerne l'exécution de projets de coopération technique afférents aux secteurs prioritaires des pays de la région;

b) continuer à renforcer les liens entre le système de la CEPALC et les centres nationaux de coordination ("organes centraux de coordination") pour la coopération technique entre pays et régions en développement, moyennant la création d'une banque de données d'offres et de demandes des pays dans le cadre des projets réalisés par la CEPALC, et la diffusion de l'information sur les activités menées dans ledits projets, dans le but de promouvoir la coopération entre les pays de la région dans les secteurs prioritaires, et fournir un appui à ces centres pour tirer parti des possibilités qu'offre la liaison aux réseaux mondiaux d'information;

c) continuer à épauler les activités d'appui aux réseaux et systèmes de coopération existant dans la région, et à créer et renforcer des systèmes de collecte et d'analyse de données, surtout dans les secteurs économiques et sociaux considérés prioritaires par les gouvernements à la lumière des objectifs de développement économique et social qu'ils se sont fixés;

d) collaborer avec le Service spécial pour la coopération technique entre pays en développement du PNUD dans son action en faveur du renforcement de la coopération technique entre les pays en développement, dans le cadre des nouvelles orientations adoptées par le Comité de haut niveau à sa neuvième réunion;

e) appuyer les activités parrainées par le Service spécial susmentionné, afin de rendre concrète la coopération technique entre les pays en développement pour favoriser les petites et moyennes entreprises, avec la participation du secteur privé et des autres secteurs que détermineront les pays;

f) intensifier les activités visant à incorporer les modes de coopération technique entre pays en développement dans les différents secteurs compris dans le programme de travail du secrétariat, particulièrement en ce qui concerne l'élaboration et la réalisation de projets de coopération technique financés sur les ressources extrabudgétaires provenant de bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux, et diffuser plus largement lesdites activités vers les centres nationaux de coordination ("organes centraux de coordination");

g) continuer d'apporter un appui, dans la mesure du possible, aux mécanismes de coordination entre les organismes et les organisations qui mènent à bien les projets de coopération technique entre les pays en développement, afin de faciliter la coordination interinstitutionnelle pour l'exécution de ces projets;

h) continuer de collaborer avec le Secrétariat permanent du Système économique latino-américain (SELA) à l'organisation d'activités conjointes avec les centres nationaux de coordination ("organes centraux de coordination") de la coopération technique entre pays en développement, dans le cadre de leurs directives respectives, notamment celles ayant trait aux réunions annuelles de directeurs nationaux de la coopération technique internationale;

i) intensifier, dans le cadre des mécanismes de consultation des secrétariats des autres commissions régionales, les activités conjointes visant à promouvoir la coopération technique et économique entre les pays des différentes régions en développement, en coordination avec les organismes compétents du système des Nations Unies.

561(XXVI) ADMISSION D'ANGUILLA EN QUALITE DE MEMBRE ASSOCIE  
DE LA CEPALC

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Considérant qu'il y a lieu de renforcer les relations économiques, sociales et culturelles entre les peuples des Caraïbes et de l'Amérique latine,

Rappelant la résolution 106(VI) (1948) du Conseil économique et social fixant le mandat de la Commission, et en particulier l'article 3 a) dudit mandat, qui a trait à l'admission des membres associés,

Rappelant également la résolution 1995/58 (28 juillet 1995) du Conseil économique et social par laquelle, notamment, les organisations régionales étaient priées de s'employer, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à renforcer le soutien déjà apporté aux derniers territoires non autonomes et à élaborer à leur intention des programmes d'assistance appropriés, et les puissances administrantes concernées étaient priées de faciliter la participation des représentants désignés et élus des territoires non autonomes aux réunions et conférences des institutions et organisations portant sur des questions qui les concernent, afin que ces territoires puissent tirer profit des activités correspondantes des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies,

Tenant compte du fait que le Gouvernement du Royaume-Uni a fait part à la Commission, par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif de la CEPALC, de la demande d'Anguilla d'être admise en qualité de membre associé de la CEPALC (LC/G.1918(SES.26/18)),

1. Accueille favorablement la demande présentée par le Gouvernement du Royaume-Uni pour l'admission d'Anguilla en qualité de membre associé de la CEPALC;

2. Décide d'admettre Anguilla en qualité de membre associé de la CEPALC, et se félicite de sa participation aux travaux de la Commission.

562(XXVI) LIEU ET DATE DE LA PROCHAINE SESSION

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

Vu le paragraphe 15 de son Mandat et les articles 1 et 2 de son Règlement intérieur,

Considérant l'invitation du Gouvernement d'Aruba à tenir la vingt-septième session de la Commission à Aruba,

1. Remercie le Gouvernement d'Aruba de son aimable invitation;
2. Accepte en l'appréciant cette invitation;
3. Recommande au Conseil économique et social des Nations Unies d'approuver le tenue de la vingt-septième session à Aruba, en 1998.



## Annexe 1

**RAPPORT DU COMITE SPECIAL DE SESSION SUR LA POPULATION ET LE  
DEVELOPPEMENT**

Le Comité spécial de session sur la population et le développement s'est réuni les 17 et 18 avril, sous la présidence du Bureau suivant:

<u>Présidence:</u>	Mexique
<u>Vice-présidences:</u>	Bolivie
	Grenade
	Pays-Bas
<u>Rapporteur:</u>	Costa Rica

Après l'adoption, sans changement, de l'ordre du jour provisoire, le Président du Bureau directeur du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) a expliqué les principaux aspects du processus qui avait conduit à l'approbation du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement, et notamment la manière dont les résultats de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994) étaient venus étoffer le projet de plan.

Le Directeur du CELADE a présenté la Note du secrétariat intitulée "Informe del seguimiento del Plan de Acción Regional Latinoamericano y del Caribe sobre Población y Desarrollo" (LC/G.1905(SES.26/10)) et a souligné l'importance des aspects démographiques dans le contexte de la transformation du processus de production dans un climat d'équité. Après avoir exprimé leur satisfaction du document de travail élaboré par le secrétariat, les délégations ont fait part d'expériences récentes en matière de population et de développement dans leurs pays respectifs, notamment dans certains domaines tels que l'égalité entre les sexes et la pauvreté.

La représentante du Fonds des Nations Unies pour la population a abordé le thème du suivi et de la révision du Plan d'action régional et a expliqué les priorités et les activités menées par son organisation quant au Plan d'action émané de la conférence du Caire. Le Coordonnateur général du Programme latino-américain d'activités en matière de population a ensuite souligné les liens entre la recherche universitaire et la formulation et application de politiques de population.

Des représentants du CELADE et le Directeur du Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes ont ensuite informé les délégations des activités menées à bien dans le cadre du Plan d'action régional. Le secrétariat a également précisé l'état d'avancement des démarches réalisées en vue de

l'obtention de fonds extra-budgétaires destinées à la mise en oeuvre des activités prévues dans le Plan d'action régional, en particulier des contacts établis avec la Banque interaméricaine de développement (BID).

Finalement, à l'issue d'un échange de vues particulièrement fécond —dans lequel il a notamment été question de mettre sur pied des mécanismes d'échange de données d'information sur les progrès accomplis dans le Plan d'action régional—, les délégations ont approuvé un projet de résolution qui sera présenté à la considération de la séance plénière de l'étape technique.

## Annexe 2

**RAPPORT DU COMITE DE LA COOPERATION TECHNIQUE ENTRE  
PAYS ET REGIONS EN DEVELOPPEMENT**

Lors de la vingt-sixième session de la CEPALC, le Comité de la coopération entre pays et régions en développement s'est réuni le vendredi 19 avril 1996, comme prévu dans le programme. Au début de la réunion, le Comité a élu un Bureau composé de la façon suivante:

<u>Présidence:</u>	Jamaïque
<u>Vice-présidences:</u>	Equateur Pérou
<u>Rapporteur:</u>	Guatemala

Après avoir approuvé l'ordre du jour de la réunion, le Comité a abordé l'examen des activités réalisées par la CEPALC en matière de coopération entre pays et régions en développement.

Le secrétariat a présenté le document de travail "Actividades del sistema de la CEPALC para promover y apoyar la cooperación técnica entre países y regiones en desarrollo durante el bienio 1994-1995" (LC/G.1906(SES.26/11)). Les délégations ont pris note du rapport d'activités en question et ont demandé quelques précisions et informations supplémentaires qui ont été fournies par le secrétariat.

Le Comité a ensuite analysé les projets d'activités futures de la CEPALC en matière de CTPD. Dans leurs interventions, les délégations ont mis l'accent sur l'importance de certains critères d'orientation, à savoir: i) renforcer la coordination entre la CEPALC et les organisations régionales pertinentes, telles que le SELA; ii) resserrer les liens avec les centres nationaux de liaison chargés de la CTPD; iii) prêter une attention particulière aux mécanismes et aux systèmes de diffusion de l'information relative aux activités et projets de la CEPALC en faveur de la CTPD; iv) renforcer la contribution spéciale que la CEPALC peut apporter à la consolidation de la CTPD au sein de la région, en consultation avec d'autres commissions régionales du système des Nations Unies.

De même, les délégations ont fait ressortir l'importance de la CTPD pour favoriser et consolider le développement économique et social de la région, dans le cadre du programme de travail de la CEPALC. Elles ont également mis l'accent sur les nouvelles lignes directrices adoptées par les Etats membres des Nations Unies lors de la neuvième session du Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays et régions en développement, tenue en mai 1995, ainsi que leur contribution positive à la consolidation du travail de la CEPALC dans ce domaine.

Plusieurs délégations ont fait part de leurs expériences nationales en matière de CTPD et ont fourni d'intéressantes informations quant à leurs modalités de travail, tant au niveau de l'offre que de la demande de coopération technique de chaque pays.

A l'issue des débats, le Comité a étudié et approuvé le projet de résolution sur la coopération technique entre pays et régions en développement, qui a été parrainé par les délégations de la Jamaïque et de l'Equateur.

## Annexe 3

## LISTE DE DOCUMENTS

LISTE GENERALE DE DOCUMENTS/LISTA GENERAL DE DOCUMENTOS/  
GENERAL LIST OF DOCUMENTS

## A. DOCUMENTS DE TRAVAIL/DOCUMENTOS DE TRABAJO/WORKING DOCUMENTS

- LC/G.1896(SES.26/1)/Rev.2 - Temario provisional  
- Provisional agenda  
- Ordre du jour provisoire
- LC/G.1897(SES.26/2)/Rev.2 - Temario provisional anotado y organización del vigésimo sexto período de sesiones  
- Annotated provisional agenda and organization of the twenty-sixth session  
- Annotations de l'ordre du jour provisoire et organisation de la vingt-sixième session
- LC/G.1898(SES.26/3) - Fortalecer el desarrollo. Interacciones entre macro y microeconomía  
- Strengthening development. The interplay of macro and microeconomics  
- Consolider le développement. Les interactions entre la macro-économie et la micro-économie
- LC/G.1899(SES.26/4) - La reforma de las Naciones Unidas y su incidencia en la CEPAL. Nota de la Secretaría  
- Reform of the United Nations and its impact on ECLAC. Note by the secretariat  
- La réforme de l'Organisation des Nations Unies et son incidence sur la CEPALC. Note du secrétariat
- LC/G.1900(SES.26/5) - Informe de actividades de la Comisión desde abril de 1994  
- Report of the activities of the Commission since April 1994

- LC/G.1901(SES.26/6)
- Proyecto de programa de trabajo del sistema de la CEPAL, 1998-1999
  - Draft programme of work of the ECLAC system, 1998-1999
  - Projet de programme de travail du système de la CEPALC, 1998-1999
- LC/G.1902(SES.26/7)/Rev.1
- Informe sobre la ejecución de programas de la CEPAL durante el bienio 1994-1995. Nota de la Secretaría
  - Programme performance report of ECLAC during the biennium 1994-1995. Note by the secretariat
- LC/G.1903(SES.26/8)
- Calendario de conferencias de la CEPAL propuesto para el período 1996-1998. Nota de la Secretaría
  - Proposed calendar of conferences of ECLAC for the period 1996-1998. Note by the secretariat.
  - Calendrier de conférences de la CEPALC proposé pour le période 1996-1998. Note du secrétariat
- LC/G.1904(SES.26/9)
- Algunas resoluciones y decisiones recientes emanadas de órganos de las Naciones Unidas que se ponen en conocimiento de la Comisión. Nota de la Secretaría
  - Some recent resolutions and decisions adopted by United Nations organs which require to be brought to the attention of the Commission. Note by the secretariat
  - Résolutions et décisions récemment adoptées par divers organismes des Nations Unies et portées à la connaissance de la Commission. Note du secrétariat
- LC/G.1905(SES.26/10)
- Informe de seguimiento del Plan de Acción Regional Latinoamericano y del Caribe sobre Población y Desarrollo. Nota de la Secretaría
  - Report on the follow-up to the Latin American and Caribbean Plan of Action on Population and Development. Note by the secretariat
- LC/G.1906(SES.26/11)
- Actividades del sistema de la CEPAL para promover y apoyar la cooperación técnica entre países y regiones en desarrollo durante el bienio 1994-1995. Nota de la Secretaría
  - Activities of the ECLAC system to promote and support technical cooperation among developing countries and regions during the biennium 1994-1995. Note by the secretariat
- LC/G.1907(SES.26/12)/Rev.1
- Documentos presentados al vigésimo sexto período de sesiones de la Comisión/Documents presented at the twenty-sixth session of the Commission
- LC/G.1923(SES.26/13)
- Temario provisional, Comité de Cooperación Técnica entre Países y Regiones en Desarrollo

- LC/G.1924(SES.26/14)

  - Provisional agenda, Committee on Technical Cooperation among Developing Countries and Regions
  - Temario provisional anotado, Comité de Cooperación Técnica entre Países y Regiones en Desarrollo
  - Annotated provisional agenda, Committee on Technical Cooperation among Developing Countries and Regions
- LC/G.1921(SES.26/15)

  - Temario provisional, Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL
  - Provisional agenda, ECLAC sessional ad hoc Committee on Population and Development
- LC/G.1922(SES.26/16)

  - Temario provisional anotado, Comité Especial sobre Población y Desarrollo del período de sesiones de la CEPAL
  - Annotated provisional agenda, ECLAC sessional ad hoc Committee on Population and Development
- LC/G.1925(SES.26/17)

  - Quince años de desempeño económico. América Latina y el Caribe, 1980-1995
  - The economic experience of the last fifteen years. Latin America and the Caribbean, 1980-1995
- (Ne contient que l'Avant-propos)

  - Quinze ans d'expérience économique. L'Amérique latine et les Caraïbes, 1980-1995
- LC/G.1918(SES.26/18)

  - Admisión de Anguila como miembro asociado de la Comisión. Nota de la Secretaría
  - Admission of Anguilla as an associate member of the Commission. Note by the secretariat
  - Admission d'Anguilla en qualité de membre associé de la Commission. Note du secrétariat

**B. DOCUMENTS DE REFERENCE/DOCUMENTOS DE REFERENCIA/  
REFERENCE DOCUMENTS**

- LC/G.1601-P  
Libro de la CEPAL N° 25

  - Transformación productiva con equidad. La tarea prioritaria del desarrollo de América Latina y el Caribe en los años noventa
  - Changing production patterns with social equity. The prime task of Latin American and Caribbean development in the 1990s
- LC/G.1648/Rev.2-P  
Libro de la CEPAL N° 31

  - El desarrollo sustentable: transformación productiva, equidad y medio ambiente
  - Sustainable development: changing production patterns, social equity and the environment

- LC/G.1701/Rev.1-P  
Libro de la CEPAL N° 32
- Equidad y transformación productiva: un enfoque integrado
  - Social equity and changing production patterns: an integrated approach
- LC/G.1758/Rev.1-P  
Libro de la CEPAL N° 35
- Población, equidad y transformación productiva
  - Population, Social Equity and Changing Production Patterns
- LC/G.1801/Rev.1-P  
Libro de la CEPAL N° 39
- El regionalismo abierto en América Latina y el Caribe. La integración económica al servicio de la transformación productiva con equidad
  - Open regionalism in Latin America and the Caribbean. Economic integration as a contribution to changing production patterns with social equity
- LC/G.1800/Rev.1-P  
Libro de la CEPAL N° 40
- América Latina y el Caribe: políticas para mejorar la inserción en la economía mundial
  - Latin America and the Caribbean: policies to improve linkages with the global economy
- LC/G.1819(SES.25/20)/Rev.1
- Reestructuración y revitalización de las Naciones Unidas en las esferas económica y social: información actualizada sobre sus consecuencias para la Comisión Económica para América Latina y el Caribe. Nota de la Secretaría
  - Restructuring and revitalization of the United Nations in the economic and social fields: an update on its impact on the Economic Commission for Latin America and the Caribbean. Note by the secretariat
  - Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social: information actualisée sur les répercussions pour la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Note du secrétariat
- LC/G.1716(SES.24/18)
- Reestructuración y revitalización de las Naciones Unidas en las esferas económica y social: papel y funciones de la CEPAL. Nota de la Secretaría
  - Restructuring and revitalization of the United Nations in the economic and social fields: role and functions of ECLAC. Note by the secretariat
  - Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social: rôle et fonctions de la CEPALC. Note du secrétariat
- LC/G.1804(SES.25/7)
- Proyecto de programa de trabajo del sistema de la CEPAL, 1996-1997
  - Draft programme of work of the ECLAC system, 1996-1997
  - Projet de programme de travail du système de la CEPALC, 1996-1997

- LC/G.1920  
LC/DEM/G.159
- Plan de Acción Regional Latinoamericano y del Caribe sobre Población y Desarrollo
  - Latin American and Caribbean Regional Plan of Action on Population and Development
- 
- Consenso Latinoamericano y del Caribe sobre Población y Desarrollo
  - Latin American and Caribbean Consensus on Population and Development
  - Consensus d'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement
- LC/DEM/G.150  
(Español seulement/sólo español/Spanish only)
- Las políticas de población en América Latina y el Caribe: algunas reflexiones en el umbral del siglo XXI
- LC/G.1886-P
- Panorama social de América Latina. Edición 1995
  - Social panorama of Latin America. 1995 edition
- LC/G.1873-P
- Estudio Económico de América Latina y el Caribe 1994-1995
  - Economic Survey of Latin America and the Caribbean 1994-1995
- LC/G.1892-P
- Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe 1995
  - Preliminary overview of the economy of Latin America and the Caribbean 1995
- LC/G.1908-P
- Anuario estadístico de América Latina y el Caribe, 1995/ Statistical yearbook of Latin America and the Caribbean, 1995
- LC/G.1914
- Catálogo de publicaciones CEPAL/ILPES/CELADE, 1995/ Catalogue of publications, ECLAC/ILPES/CELADE, 1995
- LC/L.906(CONF.85/3)/Rev.1
- Alojamiento del desarrollo. Una tarea para los asentamientos humanos
  - Human settlements: the shelter of development
- LC/G.1912
- Plan de Acción Regional de América Latina y el Caribe sobre Asentamientos Humanos
  - Latin American and Caribbean Regional Plan of Action on Human Settlements